Le Monde

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE — Nº 12376 — 4 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Laurens — VENDREDI 9 NOVEMBRE 1984

L'après-Manta au Tchad

Une page dans l'histoire bien mouvementée du Tchad a été tournée cette semaine avec la fin officielle, à la satisfaction apparente des deux parties concernées, du retrait militaire franco-libyen. Après le départ d'un « dernier convoi significatif » de l'armée française vers le Cameroun, il ne reste donc plus à N'Djamena que quelques dizaines de militaires français, dont certains repartiront dans les prochains jours tandis que les autres, des instructeurs, demeureront sur place dans le cadre des accords de coopération franco-tchadiens.

Dans le camp libyen, des journalistes ont pu constater, pour la première fois depuis l'accord de Tripoli, qu'un repli s'est opéré. Ils ont assisté à la remontée vers le nord de deux colonnes comprenant un millier d'hommes environ et dont l'une était équipée d'une trentaine de chars lourds de fabrication soviétique ainsi que de batteries de missiles SAM-9. La Libye a donc donné un gage de sa volonté de rapatrier ses troupes, tout en levant une partie du voile sur sa présence militaire dans le nord tchadien.

La preuve d'un réel retrait militaire libyen n'est cependant pas établie. N'Djamena continue d'afficher le plus grand scepticisme à ce sujet, accusant même Tripoli d'avoir constitué des stocks d'armes dans le Nord. « La Libye, ajoute l'agence officielle de presse tchadienne, se prépare de nouveau à annexer le Tchad après avoir réussi le tour de force d'en faire partir les Français. » S'il est exact que les protégés tchadiens du colonel Kadhafi ont reçu de lui une aide militaire importante, il serait étonnant que les combats ne reprennent pas rapidement dans le Nord, sauf pour le président Hissène Habré à renoncer au moins provisoirement à rétablir son autorité sur les grandes palmeraies de cette région.

L'après-Manta est inquiétant à d'autres titres. La zone sahélienne et, pour la première fois, certains secteurs de la savane sont la proie d'une terrible famine qui a fait déjà des milliers de victimes. L'insécurité continue de régner dans le Sud, où des massacres ont été commis d'autre part aussi bien par les dissidents que par les forces de l'ordre, dont Amnesty International dénonce, dans un rapport, le comportement. N'Djamena ne parvient manifestement pas à établir son autorité sur cette région peuplée et qui redoute la mainmise des gens du Nord.

Ainsi que l'a montré l'échec de la « conférence préparatoire » entre Tchadiens réunie à Brazzaville en octobre, aucune perspective de règlement politique ne semble se dégager. Le président Hissène Habré va donc sans doute être contraint de se battre sur deux fronts, pour rétablir son autorité sur le Nord et apaiser le Sud. L'opération Manta ne lui aura procuré en fin de compte qu'un sursis, même si les Libyens renoncent, pour quelque temps au moins, à s'ingérer ouvertement dans les affaires tchadiennes.

L'après-Manta s'annonce donc plutôt mal pour le pays, qui n'est pas au bout de ses malheurs. Pour longtemps encore le Tchad a demeurer sans doute une zone d'instabilité au cœur de l'Afrique ; ce qui fait peut-être l'affaire du colonel Kadhafi mais sûrement pas celle de nombreux autres Etats de la région.

(*Lire nos informations page 7.*)

DEUX OBJECTIFS POUR LE SECOND MANDAT DE M. REAGAN

Amérique centrale : contenir la « subversion »

Une nette tension est perceptible entre Washington et Managua : les États-Unis ont fait savoir aux sandinistes qu'ils n'accepteront pas la livraison au Nicaragua d'armes offensives. Or un navire battant pavillon soviétique est arrivé, le mercredi 7 novembre, à Puerto Corinto avec, à son bord, selon l'administration républicaine, du matériel « volant », qui pourrait être constitué de Mig-21 soviétiques. L'état d'alerte a été décrété au Nicaragua.

Il y a tout lieu de penser que la politique « volontariste » de M. Ronald Reagan envers l'Amérique centrale va être continuée. D'une part, le président a fait de cette région une sorte de test de son inflexibilité envers les *« ennemis de l'Amérique »*, ou réputés tels : on l'a bien vu lors de l'invasion de la Grenade en 1983.

On ne peut d'autre part — autre gage de continuité — oublier qu'il a davantage en ce domaine (avec son style propre, il est vrai) maintenu qu'il n'a innové : c'est l'humble et doux M. Carter, rapidement revenu de son « égarement » de 1979 envers les sandinistes, et non ce « boutefeu » de M. Reagan, qui a été le premier artisan du durcissement américain !

Dès 1980, le Honduras a, discrètement, commencé à recevoir des crédits importants en vue de devenir le principal point d'appui de l'effort militaire de Washington contre le péril révolutionnaire en Amérique centrale. Et c'est le 14 janvier 1981, quelques jours avant la prestation de serment de M. Reagan, que fut décidée la reprise de l'aide américaine au Salvador.

JEAN-PIERRE CLERC.

(*Lire la suite page 4.*)



Politique économique : consolider la reprise de l'expansion

Quatre ans de plus, mais pour quoi faire, et dans quelle direction ? C'est la question que les milieux économiques et financiers, dans le monde comme aux États-Unis, se posent au lendemain de la réélection de Ronald Reagan, et à laquelle ils ne peuvent, pour l'instant, apporter de réponse.

A cet égard, l'évolution du cours du dollar, baromètre de la cote des États-Unis, est tout à fait significative. En très forte hausse jusqu'au 21 septembre dernier, avec un record historique à Paris à 9,7180 F, le « billet vert » s'est mis à perdre du terrain par paliers, sous l'effet conjugué des interventions des banques centrales, essentiellement celle d'Allemagne fédérale, et, surtout, du fléchissement lent et continu des taux d'intérêt américains.

A la veille des élections présidentielles, son cours était retombé au voisinage de 9 F et de 2,93 DM à Francfort (contre 3,17 DM il y a six semaines). A l'annonce de la réélection de M. Reagan, mercredi 7 novembre vers 2 heures du matin (heure française), un très bref « coup de chapeau » fit remonter le dollar vers 9,09 F et 2,97 DM, mais, immédiatement, les cours retombèrent, glissant à Paris au-dessous de 9 F, à 8,95 F, et, à Francfort, au voisinage de 2,91 DM.

Pour les milieux financiers, la cause était entendue : l'« effet Reagan », qui avait tant contribué à doper la monnaie américaine depuis 1980, ne jouait plus. Le succès du président sortant étant largement anticipé, les effets mécaniques de la baisse des taux pouvaient exercer, enfin, leur influence normale, c'est-à-dire une orientation des cours vers le bas.

Tout devait concourir à accélérer cette baisse des taux : le ralentissement de l'expansion aux Etats-Unis et celui de la croissance de la masse monétaire autorisaient la Réserve fédérale à assouplir sa politique en matière de crédit et à fournir davantage de liquidités aux banques. Ces dernières, qui avaient déjà réduit à plusieurs reprises leur taux de base depuis le milieu de septembre (celui-ci passait de 13 % à 12 %), le ramenaient même à 11,75 % au lendemain du scrutin, offrant un cadeau supplémentaire au nouvel élu, et, de l'avis général, le processus devrait continuer. Mais le jeudi 8 novembre, le dollar s'est raffermi, en dépit de tous ces facteurs à la baisse, remontant à 2,94 DM environ et à près de 9,03 F contre 8,95 F la veille.

Ces variations ne sont que quotidiennes, dira-t-on. Peut-être, mais elles reflètent, tout de même, les incertitudes qui pèsent sur l'action future du président réélu, et, surtout, sur ses possibilités d'action. Le problème lancinant du déficit budgétaire va peser d'un grand poids dans les mois qui viennent, tout le monde, aux Etats-Unis, s'accordant pour juger qu'il ne saurait être ignoré davantage. A cet égard, le fait que le Parti républicain n'ait pas réussi à prendre le contrôle de la Chambre des représentants et qu'il ait même perdu un peu de terrain au Sénat ne va pas faciliter la tâche du président Reagan.

FRANÇOIS RENARD.

(*Lire la suite page 35.*)

INDIRA GANDHI, LE PÈRE POPIELUSZKO...

Le temps de la vengeance

par ANDRÉ FONTAINE

C'était il y a une dizaine d'années, à proximité du cap Skirring, en Casamance, un morceau de paradis terrestre que le Club Méditerranée allait bientôt remettre au goût du jour. Ce jour-là, la paix du paradis était troublée. Les hommes du village s'étaient assis par terre en carré sous les fromagers, le coupe-coupe à la main, dans un silence et une immobilité angoissants, face à la longue case du sous-préfet, lequel, manifestement, avait peur, sinon pour lui-même du moins pour sa femme et ses six enfants.

Qu'était-il arrivé ? Dans cette région où personne n'aurait eu l'idée de s'emparer d'un coffret de bijoux perdu sur une route, toucher aux fétiches était un crime impardonnable. Un inconnu avait détruit ceux du village, et ses habitants criaient vengeance. Il fallut l'arrivée du préfet, après des heures de lourde attente, pour qu'ils se laissent convaincre de rentrer chez eux. C'était un ancien du bataillon du Pacifique de la France libre, net, solide, bien dans sa peau. Il avait ce don sans lequel il n'est pas d'autorité vraie : il savait parler aux gens.

Cet incident est microscopique en face du drame que subit l'Inde. Et pourtant l'incident et le drame sont de même nature. Indira Gandhi est morte pour avoir osé lancer l'armée à l'assaut du Temple d'or d'Amritsar. Elle avait touché, et avec quelle brutalité, au sanctuaire des sikhs. La vengeance était inévitable, comme il était inévitable que, pour la venger, des centaines de sikhs fussent abattus à leur tour. De même peut-on se demander, à apprendre les horribles tortures subies par le Père Popieluszko, si ses assassins n'ont pas voulu se venger sur lui du défi qu'il adressait, avec Solidarité, à leur pouvoir.

Il n'y a pas que le Sénégal, l'Inde et la Pologne. Aucune société n'a vraiment répudié l'idée de vengeance, et beaucoup l'exaltent encore, y compris notre doulce France, où le deuxième couplet de *la Marseillaise* — *« Nous aurons le sublime orgueil de les venger ou de les suivre »* — fait écho au *« Va, cours, vole et nous venge »* du *Cid*. Y compris ses quatre collègues du club nucléaire qui font reposer, comme elle, leur sécurité sur la notion de représailles, ce qui en anglais se dit *retaliation*, mot dans lequel il n'est pas difficile de reconnaître la référence à la sinistre loi du talion.

(*Lire la suite page 14.*)

LA RÉDUCTION DES IMPOTS

Priorité aux cadres

Les mesures fiscales concernant le logement inscrites dans le projet de budget de 1985 seront examinées par l'Assemblée nationale jeudi 15 novembre. C'est aussi à cette date que devrait se terminer au Palais-Bourbon la première lecture de la loi de finances, qui reprendra quelques jours plus tard au Sénat.

Les avantages fiscaux que le gouvernement s'apprête à consentir aux propriétaires-occupants pour de grosses réparations, de même que la réduction d'impôt dont pourront bénéficier les contribuables qui achèteront un logement destiné à la location sont apparus à beaucoup de députés socialistes comme un cadeau indu fait aux gens aisés.

Les députés communistes s'abstenant sur l'ensemble du budget, il est peu probable que ces mesures soulèvent dans les rangs socialistes plus de critiques que les dispositions fiscales portant sur une réduction de 5 % de l'impôt sur le revenu. Celles-ci sont passées comme une lettre à la poste malgré le malaise évident qu'elles avaient soulevé et qui s'était notamment exprimé lors des journées parlementaires du PS les 26 et 27 septembre.

M. Jospin avait reconnu alors que l'aspect fiscal du projet de budget posait une vraie question sur l'identité des socialistes, mais aucune critique officielle n'avait pu s'exprimer dès lors que la loi de finances pour 1985 était directement issue des choix opérés par le président de la République : baisse des prélèvements obligatoires et limitation du déficit budgétaire.

L'examen des chiffres ne laisse pourtant guère de doute : les dispositions fiscales qui s'appliqueront l'an prochain visent plus à stimuler l'ardeur des cadres en limitant leur imposition qu'à faire progresser la redistribution.

La Fédération des finances CGT avait vertement critiqué à la mi-septembre le projet de budget pour 1985, quelques jours après que celui-ci avait été rendu public par M. Bérégovoy.

La CGT contestait formellement la démonstration officielle qui voulait que les revenus modestes soient les plus avantagés par la réduction de 5 % de l'impôt sur le revenu et la suppression du prélèvement social de 1 %. *« Une telle présentation des choses est fallacieuse »* notait le syndicat. *« Elle vise à dissimuler la vérité selon laquelle la méthode choisie pour réduire l'impôt sur le revenu, celle d'une déduction proportionnelle calculée sur l'impôt, est particulièrement inégalitaire. »*

La CGT — et la CFDT faisait à peu près la même analyse — notait que l'effet réel de la baisse des impôts devait être mesuré par rapport aux revenus bruts du contribuable et non en comparant les variations d'impôt d'une année sur l'autre.

ALAIN VERNHOLES.

(*Lire la suite page 10.*)

Le Vietnam épuisé

Lire page 5 le début du reportage de CLAIRE BRISSET

DANS « LE MONDE DES LIVRES »

Kandinsky au Centre Georges-Pompidou

Petites joies et grandes tempêtes

Lire page 29 l'article de GENEVIÈVE BREERETTE

Le Monde

étranger

LES ÉTATS-UNIS APRÈS LA RÉÉLECTION

LA POLARISATION RACIALE

● Les Noirs massivement pour le candidat démocrate
● Les Blancs majoritairement pour le président sortant

Washington. – Alors que M. Mondale faisait ses adieux à la politique, l'analyse des résultats de l'élection présidentielle a confirmé, mercredi 7 novembre, la profondeur de la défaite démocrate, qui s'est accompagnée d'une très forte polarisation raciale.

M. Mondale, d'abord, n'a pas su faire revenir à son parti ce quart des électeurs démocrates qui avaient, en 1980, apporté leurs voix à M. Reagan et les lui ont à nouveau données en 1984. Compte tenu du fait que M. Carter souffrait d'un fort discrédit personnel, cette stabilité du nombre des démocrates infidèles est d'autant plus inquiétante pour le parti, dont ils continuent néanmoins à se réclamer, qu'en quatre ans M. Reagan a, lui, gagné 10 % environ des électeurs indépendants.

La progression du président sortant est de la même importance

De notre correspondant

parmi les catholiques, qui lui ont donné 56 % de leurs voix (1) ; elle est de 4 points dans les familles de syndiqués et de 8 parmi les hispaniques. Elle fait surtout un bond de 19 points dans un autre groupe largement démocrate jusqu'à présent, les jeunes de dix-huit à vingt-quatre ans ; de 12 points parmi ceux de vingt-cinq à vingt-neuf ans, et c'est parmi les adultes de quarante à quarante-neuf ans que M. Reagan a recueilli le plus fort pourcentage de voix (61 %). Sa progression par rapport à 1980 a, en revanche, été minime parmi les plus de cinquante ans – ce qui est une amère consolation pour les démocrates.

Rare bon point pour M. Mondale : il a fait revenir au bercail démocrate quelque 4 % des électeurs juifs, qui lui ont apporté une forte majorité de leurs voix. Ce retournement de tendance par rapport à 1980 tient au soutien que M. Mondale a toujours accordé à Israël, mais surtout aux liens étroits entre M. Reagan et la Majorité morale. La volonté des fondamentalistes protestants de faire rétablir la prière à l'école choque en effet une communauté qui a toutes les raisons historiques de défendre la laïcité de l'Etat.

Les protestants ont, eux, massivement voté (66 %) pour le candidat républicain, ainsi que les hommes (62 % contre 54 % de femmes), et la silhouette statistique de l'électeur de M. Reagan est celle d'un homme protestant, jeune et sans problèmes financiers.

Cet homme est donc également – et avant tout – blanc, car tandis que les neuf dixièmes des Noirs ont voté pour M. Mondale, quelque deux tiers des Blancs ont, eux, préféré M. Reagan. Cela est particulièrement vrai dans le Sud, où 71 % des Blancs se sont rangés derrière le président. Dans cette région, qui fut démocrate, ce rassemblement du vote blanc autour des républicains traduit clairement une défiance vis-à-vis d'un parti dans lequel les Noirs ont acquis un poids. Il serait plus hasardeux de parler d'un vote racial à l'échelle nationale, mais M. Reagan est le champion de la réduction des programmes d'assistance sociale, qui bénéficient en large part aux Noirs.

Les chômeurs ont, de leur côté, voté pour M. Mondale à deux contre un, mais cela n'autorise pas les simplifications, puisque 40 % des gens les plus pauvres ont voté pour M. Reagan et un tiers des plus riches pour M. Mondale.

Contrairement à toute attente, la participation n'a, enfin, pas été – en pourcentage des citoyens en âge de voter – réellement supérieure à celle de 1980 (52,8 % aux dernières estimations contre 52,6 %), alors que le nombre des inscrits avait, lui, augmenté de manière significative.

BERNARD GUETTA.

(1) Ces indications et celles qui suivent se fondent sur les résultats des sondages effectués à la sortie des bureaux de vote par la chaîne de télévision ABC.

NOUVEAU SÉNAT

DÉMOCRATES 47

RÉPUBLICAINS 53

NOUVELLE CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS

DÉMOCRATES 253

RÉPUBLICAINS 182

Good bye, Mister Mondale

Dans un monde où les hommes politiques pondérés se font rares – d'où, entre autres, la désaffection, assez générale, de l'opinion publique à leur égard dans les pays occidentaux, – la décision de M. Mondale de ne plus briguer de mandat électoral et de se consacrer désormais entièrement à sa profession d'avocat va laisser un vide. Modéré, réaliste, sérieux – sa connaissance des dossiers dépassait sans doute celle de M. Reagan – et d'une intégrité à ce jour jamais prise en défaut, l'ancien vice-président, dans sa course à la Maison Blanche, aura traîné un boulet et connu une malchance.

Le boulet, c'est que son nom soit resté associé, dans les esprits, à celui de M. Jimmy Carter, qui ne mérite assurément pas tant d'indignité mais qui, pour de nombreux Américains, représente toujours le symbole de l'humiliation des Etats-Unis dans l'affaire des otages de Téhéran. La stratégie des républicains, observait un démocrate, est de *« faire croire que le prénom de Mondale est Carter, alors qu'il s'appelle Walter »*.

La malchance, c'est, comme l'a remarqué M. Tip O'Neill, le *speaker* (démocrate) de la Chambre des représentants, d'être tombé contre l'homme qui est *« peut-être le président le plus populaire de l'histoire des Etats-Unis »*. Il n'est pas sûr, face à un tel phénomène – la « reaganofolie », dit M. Marchais – qu'un autre candidat eût fait beaucoup mieux.

En vingt-cinq ans de vie publique, d'abord dans son Etat natal du Minnesota, comme *general attorney* (ministre de la justice), puis à Washington comme sénateur (à trente-six ans), M. Mondale était devenu un vrai professionnel de la politique. Qu'il soit resté insensible, dans cet exercice, aux tentations, notamment de l'argent, qui généralement abondent dans les allées du pouvoir, n'est pa si fréquent pour ne pas être mentionné.

En 1975, l'année qui précède sa victoire avec M. Carter dans l'élection présidentielle, le sénateur Mondale évalue, dans la déclaration financière prévue à cet effet, à quelque 77 000 dollars la valeur de ses biens. Chiffre ridicule, dans une assemblée composée (officiellement) pour un cinquième de millionnaires. Ses revenus annuels se composent alors de ses émoluments de sénateur (43 025 dollars par an) à quoi s'ajoutent 15 745 dollars d'honoraires pour des conférences et la rédaction d'articles. Sa femme Joan, historienne de l'art, fait elle aussi quelques conférences, ce qui apporte chichement à la cagnotte commune 2 500 dollars supplémentaires. En dehors de la maison familiale de North Oaks, le couple ne possède ni actions en Bourse, ni autres titres financiers. Parlant de M. Mondale au Sénat, un observateur note : il ressemble au « canard au milieu de la couvée de cygnes ».

Fils de pasteur méthodiste, marié à une fille de pasteur presbytérien d'origine scandinave, M. Mondale a gardé de son enfance une foi religieuse profonde – ce qui, à la différence de M. Reagan, lui évite d'en faire étalage, – des mœurs simples, et un contact direct avec les réalités. Diplômé en droit de l'université du Minnesota, il a gagné l'argent de ses études pendant les vacances d'été avec les travailleurs migrants des champs et des conserveries du Minnesota. Une expérience au cours de laquelle il est entré en contact avec les libéraux regroupés sous la bannière Americans for Democratic Action (Américains pour une action démocratique) et le monde du travail, dont il restera très proche.

Des liens avec les syndicats

S'il y a une faiblesse dans la carrière politique de ce libéral, qui n'ignore pas la raison d'Etat, c'est là, paradoxalement, qu'elle se situe. Ses liens avec la Confédération syndicale AFL-CIO s'ils l'aident dans sa carrière, le tiennent aussi prisonnier d'une organisation un peu décriée – et, de plus, en recul sociologiquement – dont certains dirigeants, eux, ne brillent pas toujours par probité. M. Mondale avait à peine annoncé en février 1983 son intention de briguer la présidence que l'AFL-CIO, avec un empressement remarqué, se rangeait derrière lui. Le candidat, en contrepartie, avait repris à son compte les revendications protectionnistes des syndicalistes.

Pendant son séjour à la Maison Blanche, de 1976 à 1980, aux côtés de M. Carter, M. Mondale avait pu mesurer la puissance de l'institution. Rarement dans le passé un vice-président eut autant de pouvoir que lui. Loin de le reléguer dans l'ombre, M. Carter en fit, selon ses propres termes, son *« conseiller le plus proche »*, l'installant même, privilège exceptionnel, dans une aile de la Maison Blanche, un étage simplement au-dessous du bureau ovale.

Pour le planteur de cacahuètes de Georgie, mal à l'aise dans le monde politique washingtonien, le vice-président Mondale, dont l'entregent était apprécié même de ses adversaires, était l'homme idéal dans les rapports entre la présidence et le Congrès. M. Carter avait su utiliser la connaissance qu'avait son associé du dossier proche-oriental et des amitiés qu'il entretenait dans cette région, surtout en Israël.

Défenseur depuis toujours des minorités, M. Mondale pensait qu' *« après deux cents ans de discrimination, le moment était venu pour un Norvégien d'être élu président des Etats-Unis »*. Hélas, cet humour qu'il manifestait souvent en privé – *« Je relis mes discours pour m'endormir »*, disait-il parfois, – il le montrait rarement en public. Il n'aimait pas la télévision, et celle-ci le lui rendait bien. Dans son premier duel sur le petit écran avec M. Reagan, le 7 octobre, il avait pourtant manifesté une aisance, un brio, qui avaient stupéfié ses auditeurs, laissé sans voix son adversaire. Mais, face à un homme dont on dit qu'il est né avec un micro dans son berceau, ce n'était là que l'exploit d'un jour, fruit sans doute d'une solide préparation. Lorsque la politique se confond à ce point avec le « show biz », n'est-il pas normal que les gagnants soient ceux dont le vrai métier est celui d'acteur ? Good bye, Mister Mondale.

MANUEL LUCBERT.

Les gouverneurs

Treize postes de gouverneurs étaient soumis à réélection : sept républicains et six démocrates. A l'issue du scrutin du mardi 6 novembre, le parti de M. Reagan est sorti vainqueur dans huit Etats (supplantant les démocrates dans quatre Etats, mais leur en cédant trois, le gain final n'étant donc que d'un poste). La répartition politique des gouverneurs est désormais la suivante : démocrates : 34 (–1) ; républicains : 16 (+1).

Parmi les six gouverneurs sortants qui se représentaient seuls, quatre ont été réélus, dans l'Arkansas (M. Bill Clinton, dém.), l'Indiana (M. Robert Orr, rép.), le Montana (M. Ted Schwinden, dém.) et le New-Hampshire (M. John Sununu, rép.). La victoire, âprement disputée, de Mme Madeleine Kunin (dém.) dans le Vermont porte à deux le nombre de femmes gouverneurs, l'autre étant Mme Martha Collins, dans le Kentucky, également démocrate.

Arkansas : *M. Bill Clinton* (dém.).
Delaware : M. Michael Castle (rép.).
Indiana : *M. Robert Orr* (rép.).
Missouri : M. John Ashcroft (rép.).
Montana : *M. Ted Schwinden* (dém.).
New-Hampshire : *M. John Sununu* (rép.).
* Caroline du Nord : M. James Martin (rép).
* Dakota du Nord : M. George Sinner (dém.).
* Rhode-Island : M. John Diprete (rép.).
* Utah : M. Norm Bangerter (rép.).
* Vermont : Mme Madeleine Kunin (dém.).
* Washington : M. Booth Gardner (dém.).
* Virginie-Occidentale : M. Arch Moore (rép.).

Les noms des gouverneurs sortants réélus figurent dans la liste ci-dessus en italique. Les Etats dont le poste de gouverneur passe d'un parti à l'autre sont précédés d'un astérisque.

Le quatorzième président réélu

A la suite de son triomphe du mardi 6 novembre, M. Ronald Reagan est devenu le quatorzième président des Etats-Unis réélu pour un second mandat et le cinquième depuis la seconde guerre mondiale, les précédents ayant été, depuis 1945, Harry Truman en 1948 (il avait succédé, en 1945, à Franklin Roosevelt à la mort de ce dernier, dont il était le vice-président), Dwight Eisenhower en 1956, Lyndon Johnson en 1964 (vice-président de John Kennedy, auquel il succéda après l'assassinat de celui-ci), et Richard Nixon en 1972.

Selon la loi électorale américaine, M. Reagan ne pourra pas briguer un troisième mandat. Il n'en a pas toujours été ainsi. Cette disposition a été prise après la mort de Franklin Roosevelt, élu en 1932, réélu en 1936, en 1940 et en 1944, et décédé l'année suivante pendant son quatrième mandat.

Le Parti républicain auquel appartient M. Reagan est celui qui a donné le plus de présidents aux Etats-Unis. Depuis sa création en 1850, il y a eu dix-huit présidents membres du Grand Old Party, y compris M. Reagan, contre seulement dix démocrates.

M. Reagan, qui fêtera ses soixante-quatorze ans en février, est le président le plus âgé de l'histoire des Etats-Unis.

M. Carter : une odeur de tarte aux pommes...

Atlanta *(AFP)*. – L'ancien président Jimmy Carter a affirmé, le mercredi 7 novembre, que le président Reagan avait été réélu à la tête du pays parce qu'il ne dit aux Américains que ce qu'ils ont envie d'entendre. *« Il a été capable de convaincre le peuple américain que c'est très bien si nous n'avons pas d'accord avec les Soviétiques sur les armements nucléaires, si nous perdons deux cents ou trois cents personnes au Liban ou si nous ignorons le problème des pluies acides »*, a déclaré l'ancien président à Atlanta (Georgie).

M. Reagan *« envoie un message aux odeurs de tarte aux pommes et de douceur maternelle, il agite le drapeau et dit que les Américains sont supérieurs parce que Dieu en a décidé ainsi »*, a ajouté M. Carter, qui a souligné que, de ce fait, son ancien vice-président, M. Mondale, en évoquant, lui, les vrais problèmes, ne pouvait qu'apparaître « négatif ».

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS
Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Laurens,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)

Durée de la société :
cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social :
500.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
MM. André Laurens, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Directeur de la rédaction :
Thomas Ferenczi.

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

OJD

Commission paritaire des journaux et publications, no 57 437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS

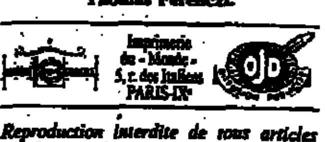
	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	605 F	859 F	1080 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	661 F	1 245 F	1 819 F	2 360 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	685 F	979 F	1 240 F
II. – SUISSE, TUNISIE	454 F	830 F	1 197 F	1 530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 $; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 500 l. ; Liban, 375 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,50 f. ; Yougoslavie, 110 nd.



DE M. RONALD REAGAN



LES RÉACTIONS A L'ÉTRANGER

JÉRUSALEM : l'attente d'une diplomatie plus active

De notre correspondant

Jérusalem. — Israël a accueilli le triomphe de M. Reagan avec une satisfaction sans mélange. Dans le chaleureux message de félicitations adressé au vainqueur mercredi 7 novembre, le premier ministre, M. Shimon Pérès, rend un vibrant hommage à la démocratie, au peuple et au président américains.

« Votre grande et sincère amitié pour la démocratie israélienne, note M. Pérès, *et votre défense constante et absolue des valeurs auxquelles nous sommes attachés sont une source de puissance. Notre récente rencontre m'a permis d'apprécier encore plus votre amitié et votre contribution à une étroite coopération entre votre administration et la nôtre. »*

Les Israéliens, il est vrai, ont tout lieu de se réjouir de la victoire d'un homme qui, après avoir toute sa vie manifesté une forte sympathie pour la cause de l'Etat juif, a consolidé l'alliance entre Washington et Jérusalem en lui donnant un caractère de plus en plus chaleureux. Ils ont un autre motif de satisfaction : la défaite dans l'Illinois de M. Percy, président de la commission des affaires étrangères du Sénat. Ce dernier s'était souvent montré fort critique envers l'Etat hébreu et avait défendu le projet de vente d'armes américaines à l'Arabie saoudite. Il a été battu par un « ami d'Israël », le démocrate Paul Simon.

Depuis l'avènement à Jérusalem, il y a deux mois, d'un gouvernement d'union nationale, le climat israélo-américain est au beau fixe. M. Reagan n'a rien refusé à son « meilleur allié » au Proche-Orient. Pour l'aider à surmonter ses graves difficultés économiques, il vient de lui accorder en un seul versement l'aide civile pour 1985, soit 1,2 milliard de dollars après l'avoir entièrement transformée en don. A l'instigation de la Maison Blanche, le Congrès a approuvé la création d'une zone de libre-échange israélo-américaine. Cet accord sans précédent entre les Etats-Unis et un pays tiers aboutira dans quatre ans à un total dégrèvement douanier.

Lors de la visite en Israël, le mois dernier, du secrétaire américain à la défense, M. Weinberger, les deux alliés ont resserré spectaculairement leur coopération militaire. Washington s'est engagé à aider l'Etat hébreu à fabriquer l'avion de combat Lavie, qui équipera son armée de l'air dans les années 90. L'administration américaine encourage également les efforts des dirigeants travaillistes en vue d'améliorer la *« qualité de la vie »* dans les territoires occupés.

L'Amérique ne s'est pas dérobée lorsqu'Israël, désormais soucieux de se dépêtrer au plus vite du bourbier libanais, lui a demandé son concours. Les discrètes navettes entre Jérusalem, Beyrouth et Damas du secrétaire d'Etat adjoint américain, M. Murphy, ont, conjuguées à d'autres initiatives, ouvert la voie aux négociations militaires israélo-libanaises.

Le scepticisme des Palestiniens

Comme le soulignait mercredi M. Abba Eban, président de la commission des affaires étrangères et de la défense de la Knesset, *« Israël doit maintenant s'attendre à une diplomatie américaine plus active au Proche-Orient »*. Faut-il craindre pour autant ce regain d'intérêt s'il prend la forme par exemple d'une relance du plan Reagan refusé il y a deux ans par Israël ?

On ne manifeste pas trop d'inquiétude ici, en rappelant que le président américain a lui-même admis devant M. Pérès que ses propositions n'étaient plus pour l'instant *« opérationnelles »*, puisqu'elles ne trouvaient aucun preneur chez les dirigeants arabes. Washington, ajoute-t-on, se tient fermement aux côtés de Jérusalem en rejetant l'idée d'une conférence internationale sur le Proche-Orient, qui a depuis longtemps les faveurs de Moscou et, depuis peu, celles d'Amman.

A la relative sérénité israélienne répond le scepticisme des Palestiniens. Tout en constatant que M. Reagan aura *« les mains plus libres »* pour exercer des pressions sur Israël, les responsables dans les territoires occupés ne semblent nourrir aucune illusion excessive. Ancien maire destitué de Ramallah, M. Karim Khalaf se déclare *« pessimiste »*, tandis que M. Rashad Chawa, son collègue de Gaza, veut espérer que M. Reagan *« relancera avec vigueur une négociation »* sur la base du plan qui porte son nom. Résumant assez bien le sentiment général, M. Abu Ayash, rédacteur en chef de l'Agence palestinienne de presse — actuellement assigné à résidence, — *« ne voit pas pourquoi un président qui s'est montré systématiquement pro-israélien durant son premier mandat changerait du jour au lendemain »*.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

La croisade conservatrice du sénateur Helms

De notre correspondant

Washington. — On est toujours le libéral de quelqu'un, même lorsqu'on est M. Reagan. Le jour même où il triomphait, a été réélu au Sénat un homme face auquel le président américain fait figure de dangereux gauchiste, M. Jesse Helms, qui représente depuis 1972 la Caroline du Nord.

Cette réélection n'a pas seulement pour effet d'éliminer son adversaire malheureux, le gouverneur Hunt (*« un menteur communiste »*, selon le sénateur), elle risque aussi d'avoir des conséquences ennuyeuses pour les Etats-Unis. Mardi, un autre sénateur républicain, M. Percy, a, en effet, été battu dans l'Illinois. Personnalité modérée et, très compétente, M. Percy était président de la commission des affaires étrangères du Sénat, et en vertu des règles d'ancienneté, c'est logiquement M. Helms qui devrait maintenant lui succéder à ce poste.

L'affaire est d'importance, car cette présidence confère à son titulaire un grand poids dans l'élaboration de la politique étrangère américaine. Le président de la commission peut retarder, et éventuellement empêcher des nominations, en favoriser d'autres, pousser un projet de loi, une résolution ou un budget, ou s'acharner au contraire à les bloquer. On le voit surtout s'exprimer régulièrement ès qualité à la télévision, et il est un interlocuteur obligé et puissant du département d'Etat et de la Maison Blanche.

Baptiste et ardent prophète de la Majorité morale, fils de policier, ancien directeur de l'Association des banques de Caroline du Nord, M. Helms, dont le visage rond ne déborde pas d'amabilité, est le héros de l'extrême droite américaine. La bataille pour conserver son siège de sénateur était si difficile qu'il a investi pas moins de 13 millions de dollars pour gagner, selon ses propres termes, *« ce référendum sur la cause conservatrice »*. M. Hunt avait, lui, mis 9 millions dans la balance et, accessoirement, son refus de gracier une meurtrière exécutée quelques jours avant le scrutin, au matin duquel M. Helms lançait : *« Parlons un peu des homosexuels, des patrons syndicaux et des escrocs qui soutiennent le gouverneur. »*

Une âpre bataille

Affreuse à tous égards, l'âpreté de cette bataille avait conduit M. Helms à prendre un engagement solennel. Pour mettre toutes les chances de son côté, il avait promis à ses électeurs de ne pas abandonner la présidence de la commission de l'agriculture, qu'il détenait jusqu'à présent et qui est capitale pour la Caroline du Nord, premier producteur de tabac américain. S'il ne tenait pas cet engagement, la commission des affaires étrangères du Sénat serait dirigée demain par un homme qui s'indignait en mai dernier que le gouvernement de M. Reagan ait, par CIA interposée, soutenu M. Duarte plutôt que le major D'Aubuisson dans l'élection présidentielle salvadorienne. M. D'Aubuisson est très généralement considéré comme lié à l'organisation des escadrons de la mort.

Les amis politiques de M. Helms le poussent vivement à abandonner les intérêts du tabac au profit de causes moins terre à terre...

B. G.

MOSCOU : le gouvernement prend son temps avant de réagir à la proposition de rencontre au sommet

De notre correspondant

Moscou. — Le présidium du Soviet suprême a adressé, le mercredi 7 novembre, un télégramme de félicitations au président Reagan à la suite de sa réélection. En 1980, c'est Leonid Brejnev lui-même qui avait signé le télégramme d'usage. Cette fois, le Kremlin a choisi une formule plus anonyme, la signature d'un organisme collectif, dont M. Tchernenko, l'actuel secrétaire général du parti, est aussi le président.

Le texte est surtout une invitation à mieux faire : *« Nous voudrions espérer que ces prochaines années seront marquées par un tournant positif dans les rapports entre nos deux pays. (...) L'Union soviétique, quant à elle, est prête à travailler de concert* [avec les Etats-Unis] *pour redresser les relations soviéto-américaines sur un pied d'égalité et de respect mutuel, afin de supprimer la menace de guerre et d'assainir radicalement le climat international »*, peut-on lire dans ce texte.

La presse a aussi publié le message adressé par M. Reagan aux dirigeants soviétiques à l'occasion de la fête nationale soviétique, mais n'avait toujours pas évoqué, ce jeudi 8 novembre au matin, l'appel du président américain à une rencontre au sommet avec M. Tchernenko.

L'idée d'une rencontre au sommet, évoquée par le président américain au soir de sa victoire, n'est d'ailleurs certainement pas de celles qui enchantent les responsables soviétiques. MM. Reagan et Tchernenko ont le même âge — soixante-treize ans, — mais le premier est nettement plus fringant que le second, et le spectacle des deux hommes se serrant la main n'est pas nécessairement jugé souhaitable par le Kremlin.

Depuis la mort d'Andropov, la politique étrangère est le domaine quasiment exclusif de M. Gromyko. Or ce spécialiste des rapports avec Washington, où il a été ambassadeur — à trente-quatre ans — pendant la guerre, professe un profond mépris pour les démocraties occidentales en général, et les mœurs politiques américaines en particulier. Il en est arrivé à la conclusion qu'on peut beaucoup obtenir de Washington à condition d'être obstiné et patient. Les administrations, les responsables, passent, les dossiers changent de main. Il suffit d'attendre le moment favorable pour pousser son avantage.

M. Gromyko estime sans doute que le délai écoulé depuis le début de l'installation des Pershing-2 et des missiles de croisière en Europe occidentale — ce que les Soviétiques appellent les « armes de première frappe » — est trop court pour reprendre le dialogue comme si de rien n'était. Dans cette logique, il faudrait « punir » davantage les Américains (et, accessoirement, les Européens, notamment Allemands et Français, qui ont été les plus en pointe dans cette affaire), et surtout il faut obtenir d'eux des compensations pour le dommage subi. Comme dans une vente aux enchères, le prix à payer pourrait augmenter sans cesse dans les mois qui viennent si le dialogue s'amorce avec Washington. Conformément à une tactique qu'il a souvent pratiquée, M. Gromyko fera d'abord payer le fait même que Moscou consente à entamer des conversations.

Le contraste est donc grand entre la relative fébrilité d'une administration américaine qui cherche à donner l'impression que « quelque chose bouge » dans les relations Est-Ouest, et la placidité soviétique. L'URSS est sans doute désireuse de parvenir à un accord sur la démilitarisation de l'espace. Mais elle ne se laissera pas bousculer, et il faudra d'abord que Washington donne des gages concrets de bonne volonté.

La reprise des fournitures de technologie avancée et certains assouplissements des règles du Cocom, l'organisme occidental chargé de contrôler les exportations « sensibles » vers l'Est ; des assurances concernant le Nicaragua ; une diminution de l'aide aux maquisards afghans, figureraient parmi les « gestes » souhaités par le Kremlin. Le retour à la situation antérieure en matière de transfert de technologies vient en tête de liste et le Nicaragua en dernière place. Des responsables occidentaux de passage à Moscou ont acquis récemment la conviction que l'URSS réagirait seulement verbalement — de façon, certes, véhémente — à une opération de « type Grenade » contre les sandinistes.

Le président américain *« pourra-t-il ou non développer des rapports constructifs avec l'Union soviétique » ?*, s'interrogeait, mercredi 7 novembre, Tass, dans son premier commentaire sur la réélection de M. Reagan. L'agence soviétique estime, comme les médias l'ont martelé ici depuis des mois, qu'il doit d'abord *« renoncer à son projet d'obtenir la suprématie militaire »*, mais le changement d'attitude exigé des Etats-Unis est beaucoup plus vaste : *« Ne serait-il pas raisonnable pour Washington de renoncer en général à ses tentatives hégémonistes dans l'arène internationale, à ses ingérences dans les affaires intérieures d'autres pays, à sa politique de terrorisme d'Etat ? »*, conclut Tass.

Le ton a incontestablement changé entre Moscou et Washington. La presse soviétique reconnaît — depuis deux jours seulement — qu'il y a eu une reprise économique aux Etats-Unis. *« En se présentant comme un président ferme et résolu sur les questions internationales, Reagan a réussi à obtenir l'appui d'un certain nombre d'Américains moyens »*, écrit, d'autre part, ce jeudi, l'envoyé spécial de la *Pravda* à New-York, constatant une évidence. Vu de Moscou, M. Reagan n'est plus un « cow-boy », même s'il a encore un long chemin à parcourir avant de faire figure d'interlocuteur valable.

DOMINIQUE DHOMBRES.

EN FRANCE

M. MITTERRAND : « Cher Ron... »

M. Mitterrand a adressé à M. Reagan le télégramme suivant :

« Monsieur le président, cher Ron,

» Au moment où le peuple américain vient de vous confier pour un nouveau mandat la destinée des Etats-Unis, je vous adresse mes plus vives félicitations. Je forme des vœux très sincères pour le succès de votre mission, pour votre bonheur personnel et pour la prospérité de la nation américaine.

» J'ai la conviction que le dialogue amical et confiant entre nos deux pays pourra se développer au service de la paix et du progrès dans le monde. »

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, remarque, dans une déclaration, que *« le succès de M. Reagan est avant tout personnel. (...) Les Américains préfèrent M. Reagan comme président. Mais il n'est pas sûr qu'ils aiment tant que cela sa politique. »* M. Jospin, qui observe que *« les Noirs américains ont voté à 90 % pour M. Mondale »*, souligne : *« La politique de M. Reagan, faite pour les forts et les riches, est dure aux pauvres et dure pour les minorités des Etats-Unis. »*

La « reaganofolie » selon M. Marchais

Les réactions politiques françaises à la réélection de M. Reagan ont été nombreuses. M. Georges Marchais, secrétaire général du PC, signe un éditorial à la « une » de *l'Humanité* du jeudi 8 novembre dans lequel il demande notamment si *« la France est devenue le cinquante et unième Etat des Etats-Unis »*, lorsque l'on voit le déferlement d'informations que cette élection a provoqué, jugeant : *« C'est de la reaganofolie. »*

M. Marchais affirme que la politique de M. Reagan n'est *« pas un modèle pour la France »*. Il énumère longuement la *« réalité du modèle Reagan »*, citant *« dix millions de chômeurs »*, *« le règne de l'argent-roi »*, *« le retour à la ségrégation raciale »*, *« un ordre moral totalitaire et ultraréactionnaire »*, *« le retour aux pires pratiques de la guerre froide »*, *« la volonté de spoliation du tiers-monde »*. Et il ajoute : *« Telle est la vérité. ceux qui, ces jours-ci, s'en font les propagandistes la connaissent. Pourquoi la cachent-ils aux Français ? Que cherche-t-on à obtenir avec ce matraquage ? Sans aucun doute, d'abord, le but que M. Reagan veut lui-même atteindre : rétablir la puissance hégémonique des Etats-Unis. »*

Dans l'opposition, pour M. Jacques Chirac, *« les Français ne peuvent que se féliciter de constater que le redressement économique, international et militaire de la puissance américaine va se poursuivre et permettre à la France et à l'Europe de compter sur un allié respecté et conscient de ses responsabilités »*.

Pour M. Le Pen, enfin, les électeurs américains ont clairement marqué leur choix *« pour une politique nationale et libérale »*.

LA RÉÉLECTION DE M. REAGAN

DES DOSSIERS EN SUSPENS

Les relations commerciales avec la Communauté européenne

Dès accrocs mais rien d'irrémédiable

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — L'incertitude sur l'évolution à venir des relations économiques et commerciales entre la Communauté et les Etats-Unis demeure entière. Il existe entre les deux rives de l'Atlantique une situation potentielle de crise que la réélection du président Reagan n'a pas modifiée. Certes, contrairement aux craintes qui se sont manifestées fréquemment voici dix-huit mois ou un an, on est parvenu à la fin de la période électorale sans drames majeurs. Il y a eu des accrocs, mais rien d'irréparable. Pour l'essentiel, l'administration Reagan est parvenue à maintenir en l'Etat, sans l'aggraver, le contentieux avec l'Europe. Ce fut indéniablement un succès pour ceux qui, à Washington, sont partisans du dialogue, de l'ouverture, et redoutent les conséquences de l'engrenage protectionniste.

Cependant, le déficit commercial américain va s'aggravant. Il atteindra 120 à 130 milliards de dollars en 1984, ce qui apparaît comme un niveau à la longue difficilement tenable. En outre, le Congrès a approuvé voici quelques semaines une nouvelle législation — *Omnibus trade bill* — qui donne des pouvoirs accrus au président pour arrêter, s'il l'estime nécessaire, des mesures de protection aux frontières. Bref, la situation est pour l'instant relativement sous contrôle, mais on éprouve l'impression désagréable qu' elle peut exploser à tout moment.

Sur le plan commercial, le différend le plus sérieux concerne traditionnellement l'agriculture. Grâce à un dialogue quasi permanent qui s'est instauré entre le Commission de Bruxelles et l'administration de Washington, depuis l'échec de la conférence ministérielle du GATT en novembre 1982, il a pu être à peu près maîtrisé. La Communauté et les Etats-Unis ont réussi jusqu'ici à éviter une guerre agricole. Mais, comme en témoigne encore un discours attaquant en termes violents la politique agricole commune (PAC), discours qui a été prononcé voici quelques jours par M. Brock, le représentant du président Reagan pour les négociations commerciales, l'Europe n'est nullement à l'abri d'un regain de tension.

Les difficultés accrues qu'éprouvent les *farmers* américains pour écouler leur production, l'évolution défavorable de leurs revenus, ne sont pas de nature à calmer les esprits. Les Etats-Unis reprochent surtout à la CEE les subventions qu'elle accorde pour exporter ses excédents vers les pays tiers. Les Européens sont ainsi accusés de *« voler »* les marchés qui devraient revenir normalement aux exportateurs américains, et l'administration de Washington, qui a démontré jadis qu'elle était capable de passer aux actes, laisse planer la menace d'une surenchère en matière de subventions à l'exportation.

De surcroît, les Américains paraissant prêts à lutter bec et ongles pour empêcher que la ré forme de la PAC — laquelle va pourtant dans le sens qu'ils ont toujours réclamé d'une meilleure maîtrise de la production en Europe — ou encore l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal, ne se traduisent par une contraction de leurs débouchés agricoles vers le Vieux Continent.

Enfin, élément le plus récent d'inquiétude, les producteurs de vin californien font campagne pour que le président décide un relèvement des droits sur les importations de vins européens. C'est un des postes les plus importants des ventes de la Communauté vers les Etats-Unis qui se trouve ainsi en péril.

L'acier et les transferts de technologie

Le différend portant sur les exportations communautaires d'acier est à peu près stabilisé. Les sidérurgistes européens exécutent l'accord d'autolimitation auquel s'est résignée la Communauté en octobre 1982. Une difficulté nouvelle est apparue voici quelques mois à propos des livraisons de tubes d'acier aux Etats-Unis : les exportations européennes ont, il est vrai, considérablement progressé.

En 1982, les deux parties avaient prévu d'engager des consultations dès lors que ces exportations atteindraient 5,9% des besoins américains. Dans un marché en pleine reprise, elles se sont situées autour de 8% en 1983, pour atteindre 14 à 15% au cours de six premiers mois de 1984. Les discussions sont en cours pour essayer de parvenir à un *modus vivendi*.

Une source de préoccupation, surgie il y a peu, a trait aux restrictions que l'administration américaine semble vouloir apporter au transfert de technologie vers la Communauté. Les craintes européennes ne se sont pas concrétisées jusqu'ici par des cas graves mais, au vu de multiples indices, on considère à Bruxelles qu'elles sont bel et bien fondées.

Le contentieux CEE-Etats-Unis déborde les aspects purement commerciaux. Washington mène une politique économique sur laquelle les Européens, c'est une évidence, n'ont aucune influence. Les taux d'intérêt élevés, le dollar cher pèsent sur les finances de la Communauté et bien davantage encore sur celles des pays surendettés du tiers monde.

Ne faut-il pas observer cependant que le critiques adressées par les gouvernements de la CEE ne sont pas toujours parfaitement cohérentes ? Peut-on, comme on se laisse aller à le faire de ce côté de l'Atlantique, demander sans cesse une chose et son contraire ? Le développement spectaculaire des exportations européennes est à la base de la reprise de la Communauté. Il engendre un déficit de la balance commerciale des Etats-Unis que ceux-ci financent en attirant chez eux l'épargne internationale. On leur reproche de le faire. C'est encore de sens des propos tenus mercredi soir à la télévision par M. Jacques Delors.

Mais comment croire que Washington laisserait le déficit commercial atteindre des niveaux aussi vertigineux si cette source de financement n'existait pas ? L'alternative, si on la supprimait, serait assurément très vite des mesures protectionnistes. Trouver une voie médiane, un point d'équilibre est difficile. Si bien que le problème posé par l'afflux de capitaux aux Etats-Unis est à l'origine d'un conflit quasi permanent entre les deux rives de l'Atlantique.

En vérité, on considère volontiers à Bruxelles, et c'est aussi partiellement le sens des propos de M. Delors, qu'il y a là davantage un problème européen qu'américain. Les Dix, demain les Douze, s'ils veulent être écoutés, doivent affrêter eux-mêmes les dispositions nécessaires à cet effet. La réalité d'aujourd'hui c'est que la première puissance commerciale du globe, la Communauté, par sa faute, n'a strictement aucun poids monétaire.

Les succès actuels de l'ECU sur les marchés financiers qui sont dus au jeu de l'offre et de la demande et ne résultent d'aucune manière d'une action volontariste des gouvernements, ne devraient-ils pas donner l'occasion dà la Communauté de renforcement un système monétaire européen encore bien fragile ? C'est là, apperemment, la condition indispensable pour que, sur ce front financier, s'ébauche un dialogue un tant soi peu constructif entre la CEE et les Etats-Unis.

PHILIPPE LEMAITRE.

● *Les relations irako-américaines.* — M. Tarek Aziz, vice-premier ministre et ministre irakien des affaires étrangères, s'est entretenu, le mercredi 7 novembre, à Bagdad, avec M. Richard Murphy, secrétaire d'Etat adjoint américain chargé du Proche-Orient. M. Aziz avait déclaré en octobre dernier que son pays était prêt à discuter de la reprise des relations diplomatiques avec les Etats-Unis après les élections américaines. — (*AFP.*)

Contenir la « subversion » en Amérique centrale

(Suite de la première page.)

Cette résolution répondait à l'annonce, quatre jours plus tôt, par le Front Farabundo-Marti de libération nationale (FMLN) du lancement de son « offensive finale » contre la junte de San-Salvador.

Dans les quelques semaines qui ont suivi son arrivée à la Maison Blanche, M. Reagan avait tenté de lancer, à propos du Salvador, une opération de grande envergure, visant en réalité le Nicaragua révolutionnaire et, par-delà — plus par fidélité à ses prises de position électorales qu'en vue d'objectifs immédiats — Cuba elle-même.

Il s'agissait de démontrer à la face du monde — en commençant par ces alliés européens coupables de « complaisances » envers les marxistes centre-américains — la *réalité* de l'aide des sandinistes (eux-mêmes assistés par La Havane, autrement dit par Moscou) aux guérilleros salvadoriens. Un Livre blanc avait été hâtivement réalisé. Affirmant plus qu'il ne prouvait, ce document n'avait reçu qu'un accueil poli de ce côté-ci de l'Atlantique.

Au contraire, la déclaration franco-mexicaine d'août 1981, reconnaissant la qualité de belligérant au FMLN, ainsi que l'annonce, en janvier suivant, de la livraison par la France de matériel militaire au Nicaragua, devaient convaincre M. Reagan qu'il lui fallait renoncer à enrôler Paris — et, au-delà, l'Europe — dans sa croisade en Amérique centrale. Il n'en poursuivit pas moins l'effort de son prédécesseur avec une grande opiniâtreté.

Tout l'automne de 1981 fut marqué par une grande tension dans la région, qui ne s'apaisa un peu qu'avec la rencontre « secrète », à Mexico, début novembre, de M. Haig, alors secrétaire d'État, avec le numéro 3 cubain, M. Carlos Rafael Rodriguez. Y eut-il, ce jour-là, un « marchandage », et lequel ? Ou la Maison Blanche avait-elle surtout, durant cette phase, cherché à tester les réactions à une approche plus musclée du problème centre-américain ?

Toujours est-il que le discours officiel sortit « rodé » de cette première étape. On n'affirmait plus, à Washington, que l'affaire était uniquement un épisode de l'affrontement Est-Ouest : elle trouvait bel et bien son origine dans des dysfonctionnements sociaux graves et anciens des sociétés de l'isthme ; mais cette situation était utilisée par le camp communiste pour subvertir l'hémisphère occidental. En foi de quoi, la réponse ne pouvait être uniquement, ni même principalement, militaire. Elle devait résider dans *« les quatre D » : « défense », « développement »* et *« démocratie »* (on ajoutait : *« dialogue »*). Le volet militaire était cependant prioritaire, faute de quoi le reste ne pourrait même pas être entrepris ; le développement supposait une aide économique ; la démocratie supposait des élections dans tous les pays à régime encore militaire.

Cette politique fut effectivement mise en route.

Défense : M. Reagan batailla ferme avec une Chambre des représentants à majorité démocrate pour obtenir une augmentation substantielle des crédits destinés au Salvador ; la militarisation du Honduras fut accélérée ; et le feu vert fut donné, début 1982, à l'offensive des contre-révolutionnaires nicaraguayens aidée, on le sut plus tard, par la CIA.

Développement : le président lança, au début de 1982, son projet dit « Initiative pour le bassin caraïbe » (CBI). Ce « mini-plan Marshall » visait, en fait, à promouvoir ou à conforter le capitalisme — base de toute richesse — dans quelque vingt-cinq Etats centre-américains et antillais. Cuba, la Grenade et le Nicaragua ne se verraient évidemment pas accorder le bénéfice de ces facilités financières et commerciales. M. Reagan dut en rabattre, vis-à-vis du Congrès et des syndicats américains, par rapport à son projet initial, qui ne fut finalement accepté qu'en août 1983.

Démocratie : des élections eurent lieu au Salvador (constituante en 1982, présidentielle en 1984), au Guatemala (constituante en 1984) et au Panama (générales en 1984). Aucune de ces consultations ne répondit, certes, tout à fait aux critères de la démocratie occidentale ; à tout le moins, chacune représenta-t-elle un recul plus ou moins net de ce passé centre-américain caricaturalement livré aux centurions.

Au milieu de l'été 1983, M. Reagan créa une commission bipartisane, présidée par l'ancien secrétaire d'Etat, M. Henry Kissinger, et dont l'objectif était l'élaboration d'une politique à long terme envers l'Amérique centrale. En fait, cette politique était déjà non seulement élaborée, mais largement engagée ! Il s'agissait donc, essentiellement, de la faire endosser par les démocrates.

De fait, la « commission Kissinger », après six mois de consultation et de travail acharné, accoucha, en janvier 1984, d'un rapport suggérant... une combinaison d'aide militaire et économique en vue d'aboutir à la démocratisation de l'Amérique centrale. Tout au plus l'audace résidait-elle dans le montant de l'aide suggérée (près de 8,4 milliards de dollars d'ici à 1990).

Deux événements compliquèrent la tâche de M. Reagan : la guerre des Malouines, au printemps 1982, où Washington se porta aux côtés de Londres contre l'Argentine, et l'invasion de la Grenade en 1983. Dans les deux cas, en effet, un anti-« yanquisme » à fleur de peau se manifesta en Amérique latine, y compris de la part de gouvernements peu suspects d'hostilité à l'essentiel des thèses reaganiennes : les voisins du sud, c'est un fait, n'aiment pas ouvertement la *pax americana*, même lorsqu'elle sert leurs intérêts.

En revanche, l'échec de l'extrême droite, tant aux élections guatémaltèque que salvadorienne cette année, fut une bénédiction pour un gouvernement — républicain et conservateur — qui avait enfin compris qu'il n'y avait plus de salut pour les Etats-Unis dans la région si la vieille oligarchie d'esprit féodal ne lâchait pas prise face à de nouvelles couches plus modernes, sinon toujours progressistes. De ce point de vue, l'élection à la présidence du Salvador de M. Napoleon Duarte fut une aubaine pour M. Reagan. On le vit bien lorsque M. Duarte, lors d'une tournée aux Etats-Unis sitôt après son élection, réussit à convaincre les démocrates de débloquer une importante rallonge à l'aide militaire au Salvador.

A partir de ces prémisses, comment imaginer le deuxième mandat de M. Reagan pour ce qui touche à l'Amérique centrale ?

Beaucoup de facteurs sont en partie indépendants de la volonté de Washington. Les guérillas guatémaltèque et salvadorienne parviendront-elles à se maintenir dans un environnement international de moins en moins favorable ? Le revirement nationaliste, en avril 1984, des forces armées honduriennes sera-t-il autre chose qu'un feu de paille ? Les contre-révolutionnaires nicaraguayens atteindront-ils, sans la CIA (1), ce niveau de crédibilité dans la lutte armée qu'ils n'ont jamais approché lorsqu'ils jouissaient de l'aide quasi officielle des services secrets américains ? Le gouvernement de Managua saura-t-il, après les élections du 4 novembre, doser la fermeté militaire et la souplesse politique ? Enfin, l'Europe se convertira-t-elle, sur ce point, au « reaganisme », laissant dès lors bien démunis les Etats du « groupe de Contadora » (Mexique, Colombie, Venezuela, Panama) dans leur recherche d'une solution négociée aux problèmes de la région ?

Malgré de récents revers, une défaite sur le terrain de l'armée salvadorienne apparaît peu probable. La poursuite de l'aide américaine, et le renforcement du poids de M. Duarte, devraient, au contraire conduire à une pause, voire à un reflux de la guérilla. Celle-ci s'est, le 15 octobre à La Palma, assise à la même table que le président, pratiquement à ses conditions.

C'est évidemment au Nicaragua que tout se jouera. Managua, face à Washington, est militairement totalement isolé : M. Fidel Castro a exclu toute aide de Cuba à son allié après l'invasion de la Grenade.

Mais un coup de force américain est-il à l'ordre du jour ? Le président Reagan a proclamé, à la veille de sa réélection, qu'il n'en était pas question. Quoi qu'on tienne, à la Maison Blanche, les élections du 4 octobre pour *« du toc »*, on doit bien y voir que ce scrutin contribue à asseoir la légitimité du Front sandiniste. Une reprise de l'aide de la CIA aux « contras » ne sera pas aisée à justifier ; sauf conduite grossière de M. Daniel Ortega et de ses amis, l'opinion internationale devrait, pour un certain temps au moins, redevenir plus favorable à Managua. Mais nul ne peut connaître les réactions de l'hôte de la Maison Blanche, comme on le vit, quelques heures après l'attentat meurtrier de Beyrouth contre les « marines », lancer la force américaine à l'assaut de Grenade.

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) Le Congrès n'a pas accepté, en 1984, la reconduction des quelque 25 millions de dollars annuels qu'il avait accordés à la CIA pour assister les « contras » nicaraguayens.

Etat d'alerte au Nicaragua

De notre envoyé spécial

Managua. — Les dirigeants sandinistes paraissent particulièrement nerveux et inquiets après la réélection de M. Ronald Reagan. La junte a lancé un appel dramatique au renforcement de la *« vigilance »*, face à ce qu'elle appelle *« la grave menace militaire yankee »*. L'état d'alerte a été décrété.

M. Miguel d'Escoto, ministre des affaires étrangères de Managua, a apporté, le mercredi 7 novembre, de nouvelles indications sur cette *« escalade »*. Il a affirmé qu'un navire de guerre américain — dont il n'a pu préciser la catégorie — avait pénétré le matin à l'intérieur des eaux territoriales du Nicaragua, devant le port de Corinto, et qu'il avait mis à la mer *« un certain nombre de vedettes »* du type de celles qui avaient participé, en avril dernier, au minage des ports nicaraguayens. Le navire de guerre américain s'est ensuite retiré *« à environ 12 milles des côtes »*. En outre, l'espace aérien a été *« violé à plusieurs reprises, mercredi, par des appareils d'observation des Etats-Unis »*.

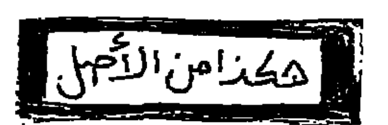
Le ministre a précisé que cette intrusion a eu lieu alors qu'un cargo soviétique venait de terminer le déchargement dans le même port de Corinto, sur la côte pacifique, au nord de Managua, du matériel destiné au Nicaragua. M. d'Escoto a nié catégoriquement que le navire soviétique transportait des Mig-21 ou *« tout autre matériel militaire offensif »*.

Les Etats-Unis ont fait savoir à plusieurs reprises qu'ils bombarderaient immédiatement des installations militaires du pays si des Mig-21 étaient décelés.

Le ministre a refusé de donner des précisions sur la nature du chargement soviétique, laissant entendre qu'il s'agissait de matériel *« défensif »*. Il a ajouté : *« Nous sommes souverains, et nous avons le droit de nous défendre. »* M. Reagan *« est obsédé, dit-il, par l'idée de détruire la révolution sandiniste »*.

Et il a cité la lettre d'un ami, un amiral américain à la retraite, qui considère *« très probable »* une *« intervention américaine d'ici au 25 novembre »*. Il a encore fait état d'informations selon lesquelles la célèbre 82ᵉ division aéroportée, basée à Fort-Brag, en Caroline du Nord, aurait été mise *« en état d'alerte »*, comme cela avait été le cas *« juste avant l'opération à Grenade, en octobre 1983 »*.

MARCEL NIEDERGANG.



AFRIQUE

République sud-africaine

Le succès de la grève dans le Transvaal a créé un dangereux précédent pour Pretoria

De notre correspondant

Johannesburg. – La situation est redevenue normale, mercredi 7 novembre, dans les cités noires de la province du Transvaal, après les deux jours de grève générale qui ont considérablement affecté, l'activité industrielle et la vie commerciale de cette région. Seuls quelques incidents se sont produits. Cependant, le bilan de cette nouvelle flambée de violence est lourd. Au total 23 personnes ont été tuées. Une nouvelle fois, l'armée a dû intervenir dans de nombreuses *townships* pour protéger les bâtiments publics et certains magasins.

Le succès de l'opération invitant la population noire à *« rester chez soi »* a d'ores et déjà créé un dangereux précédent pour le pouvoir. Le président du comité organisateur, qui regroupe de nombreuses organisations anti-apartheid et des fédérations de syndicats, M. Thami Mali, a déclaré que le mouvement de protestation pourrait être *« répété à une plus large échelle ». « Nous savons que nous avons le pouvoir entre nos mains,* a-t-il ajouté, *et que nous pouvons l'utiliser comme bon nous semble. Nous ne pouvons plus retourner en arrière. Notre devoir est d'accentuer la résistance, de créer une situation ingouvernable et d'obliger l'Etat à déclarer certains secteurs zones libérées. »*

M. Mali considère notamment que la participation de deux fédérations de syndicats, la *FOSATU* (« Federation of South Africa trade unions ») et la *CUSA* (« Council of unions of South Africa »), qui regroupent près de 270 000 travailleurs, constitue un pas important dans la lutte pour l'aboutissement des revendications de la communauté noire.

Une réunion programmée pour samedi doit permettre de tirer les conclusions de cette action spectaculaire et d'en envisager d'autres.

Le gouvernement n'a pas réagi à ce nouveau défi. M. Louis Le Grange, ministre de la loi et de l'ordre, a cependant estimé *« alarmant »* le nombre croissant d'adultes impliqués dans les scènes de violences. De leur côté, de nombreux employeurs ont annoncé que les journées de grève ne seraient pas payées. En revanche, les dirigeants de Sasol 2 et 3, deux usines de liquéfaction de charbon situées à Secunda, ont purement et simplement licencié 90 % des 6 500 employés qui avaient suivi l'appel à la grève. Mercredi matin, ceux qui se sont présentés aux portes du complexe industriel ont dû rebrousser chemin.

La direction a décidé de recruter immédiatement de nouveaux employés. Quant aux quelques 6 000 licenciés, ils risquent d'être expulsés des chambres qu'ils occupent. M. Michael Ravuku, président de la *CWIU* (« Chemical worker's industrial unions »), a indiqué que ceux-ci ne voulaient pas retourner dans les *homelands* pour y *« mourir de faim »*.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Tchad

Amnesty International affirme que des membres de la garde présidentielle ont pris part à des massacres dans le Sud

Prisonniers tués en garde à vue, civils tués au hasard, dont certains brûlés vifs : les forces gouvernementales tchadiennes du président Hissène Habré ont exécuté sommairement des centaines de personnes ces deux derniers mois dans le sud du pays, d'après un document diffusé jeudi 8 novembre par Amnesty International. Selon l'organisation humanitaire, des membres de la garde présidentielle et de la police de sécurité faisaient partie des troupes qui se sont livrées à des massacres. Certaines des victimes, précise Amnesty, étaient suspectées d'opposition armée au gouvernement.

Quatre-vingts personnes, qui *« auraient prétendument pris part à l'opposition armée »*, écrit Amnesty, ont été exécutées après avoir été faites prisonnières le 27 septembre à Deli, dans la préfecture du Logone occidental. Des troupes ont arrêté des chefs de communautés locales et des dirigeants politiques du Sud, ajoute l'organisation humanitaire, sans préciser s'ils font partie des victimes.

Amnesty indique que, dans la préfecture du Moyen-Chari, *« des troupes auraient abattu des fermiers »* dans leurs champs près de Danamadji et tiré sur la population de Bedaya. Des personnes, qui s'étaient réfugiées dans une église à N'Galo pour échapper aux tueries, ont été brûlées vives, ajoute l'organisation humanitaire.

Amnesty International fait également état de *« disparitions »* de chefs locaux, tel le docteur Ngoïdi N'Dem, ancien dirigeant politique de la région du Moyen-Chari. Ce dernier a été arrêté le 16 septembre à Sarh, chef-lieu de cette région, affirme l'organisation humanitaire, qui précise qu'il *« n'aurait participé à aucune activité politique depuis que le nouveau gouvernement a pris le pouvoir, il y a deux ans »*.

Amnesty conclut qu'elle a lancé un appel au gouvernement du président Habré pour *« qu'il mette fin aux exécutions, qu'il enquête sur les tueries et les disparitions et qu'il s'assure que tous les prisonniers sont bien traités »*.

DIPLOMATIE

Chine

LA VISITE DU PRÉSIDENT BIRMAN

Pékin et Rangoun veulent préserver des relations exemplaires

De notre correspondant

Pékin. – L'importante visite que vient d'effectuer en Chine le chef de l'Etat birman, le général San Yu, illustre des relations que Pékin et Rangoun veulent exemplaires, malgré quelques divergences. Le président San Yu et ses interlocuteurs n'ont pas manqué de souligner que leurs pays avaient été, il y a trente ans, les promoteurs des cinq principes de la coexistence pacifique.

La visite du président San Yu faisait suite à celle, effectuée en 1980, de l'ancien président Ne Win, qui demeure l'homme fort de la Birmanie et vient d'accepter de se rendre à nouveau à Pékin. La Chine accorde une grande importance à ses relations avec la Birmanie, pays tellement non aligné qu'il avait décidé de quitter le mouvement des non-alignés jugé pro-soviétique.

A Pékin, le président San Yu s'est déclaré *« opposé à l'agression du Cambodge et de l'Afghanistan par des troupes étrangères »* et a demandé leur *« retrait »*, tout comme le réclament la Chine et les pays de l'ASEAN (1). De son côté, M. Deng Xiaoping a affirmé que les cinq principes régissant les relations sino-birmanes étaient une *« recette pour la paix »* et que les autres formes de relations comme celles de *« grande famille »*, de *« politique de groupe »* et de *« sphères d'influence »* ne faisaient qu'accroître la tension internationale. D'ailleurs, la Chine avait – discrètement mais fermement – réprouvé il y a un an la tentative d'assassinat à Rangoun du président sud-coréen par un commando venu de Pyongyang. Au cours de leurs conversations, Chinois et Birmans *« ont résolu avec succès un certain nombre de problèmes »*, et, selon les termes du premier ministre chinois, M. Zhao Ziyang, *« ont des vues identiques ou similaires sur les questions internationales »*.

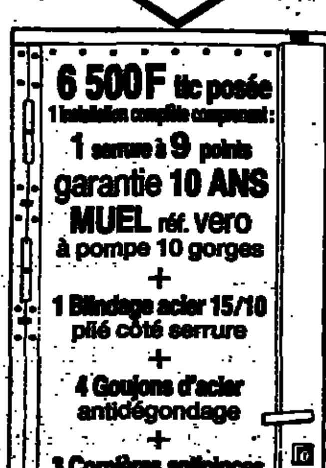
Il n'en reste pas moins qu'un grave problème oppose toujours les deux pays : le soutien – quoique plus faible – apporté par Pékin aux quelque dix mille guérilleros du Parti communiste birman prochinois. Basé à proximité de la frontière de la province du Yunnan, le PCB, qui lutte contre Rangoun depuis trente-cinq ans, a intensifié depuis un an ses activités, en particulier vers le sud, en direction de la frontière avec le nord de la Thaïlande. Un autre mouvement séparatiste, représentant l'ethnie Kachin, reçoit aussi des armes de Pékin et aurait pris contact avec les autres groupes qui se battent contre l'armée birmane pour obtenir autonomie ou indépendance. Ce problème a certainement été évoqué; et Pékin a sans doute répondu en opposant les relations d'État à Etat aux relations entre partis. Mais les deux pays ont intérêt à ce que ce différend n'envenime pas leurs rapports. A commencer par la Chine, qui poursuit activement son ouverture diplomatique tous azimuts.

PATRICE DE BEER.

(1) Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande.

● *Elections à la Cour internationale de justice.* – L'Assemblée générale et le Conseil de sécurité de l'ONU ont élu, mercredi 7 novembre, cinq membres de la Cour internationale de justice de La Haye, dont le mandat de neuf ans arrivait à expiration.

Trois des cinq juges ont été réélus : MM. Taslim Olawale Elias (Nigéria), Manfred Lachs (Pologne) et Shigeru Oda (Japon). Un quatrième, M. Hermann Mosler (RFA) ne se représentait pas. M. Jens Evensen (Norvège) a été élu à sa place. Le cinquième des juges sortants, M. Abdallah Fikri El Khani (Syrie), n'a pas obtenu le nombre de voix nécessaire à sa réélection. M. Zhengyu Ni (Chine) a été élu à sa place. – *(AFP.)*



DIPLOMATIE

M. Fabius en visite à Ottawa et à Québec

Décrispation entre le pouvoir fédéral et le gouvernement provincial

M. Fabius a commencé, le mercredi 7 novembre, une visite officielle au Canada qui le mènera à Ottawa, puis à Québec et à Montréal. C'est le premier déplacement officiel du premier ministre à l'étranger.

Le nouveau premier ministre canadien, M. Brian Mulroney, a confirmé son souci de décrispation dans les relations entre Ottawa et Québec. Mercredi 7 novembre, il a « banalisé » les rapports particuliers que la France entretient avec le Québec. *« Le gouvernement canadien entend exercer dans leur intégrité ses responsabilités constitutionnelles en matière de relations internationales,* a-t-il dit. *Néanmoins, il considère toutefois normal et souhaitable que le gouvernement québécois maintienne avec la France des rapports que justifie l'identité culturelle du Québec. Nous reconnaissons donc la légitimité des relations privilégiées et directes entre Paris et Québec dès lors qu'elles respectent et visent des sujets qui ne heurtent pas les compétences fédérales. (...) J'affirme que le fédéralisme, tel que nous entendons le pratiquer, bien loin d'être une entrave au dialogue légitime entre Québec et Paris, en augmentera la vigueur. »*

Dans sa réponse, M. Laurent Fabius s'est montré en ce domaine très prudent : *« Mes compatriotes sont évidemment solidaires de l'effort mené par les francophones dispersés sur l'ensemble du Canada, pour préserver et développer leur héritage culturel. Mais notre ambition est plus vaste. Elle s'adresse à tous les Canadiens. La langue n'est pas une fin en soi, mais un moyen de communiquer et d'accéder à la culture, de l'autre. »*

Entre Ottawa et Québec, M. Fabius va trouver ce qu'il recherche en France : la décrispation. Les relations entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de la Belle-Province se sont nettement détendues depuis le succès des conservateurs de M. Mulroney aux élections générales du mois de septembre dernier.

Il est vrai que la situation était devenue pratiquement insupportable entre les libéraux fédéraux et le Parti québécois (PQ), à l'image de la profonde inimitié opposant leurs chefs respectifs, MM. Trudeau et Lévesque. Chacun se battait avec l'énergie du désespoir sur tous les dossiers, petits et grands, les Québécois ne manquant jamais une occasion d'affirmer leur différence, et le gouvernement fédéral refusant systématiquement toute incartade du Québec hors des cadres stricts de la Fédération canadienne. Maintenant, constatent les Québécois, l'ambiguïté entretenue par M. Trudeau et son « french power » a disparu : il ne reste plus qu'un seul grand dirigeant francophone au Canada : M. René Lévesque.

Les élections de septembre ont marqué pour les Québécois l'heure de la revanche, sinon de la vengeance. M. Trudeau et les libéraux leur avaient imposé le « rapatriement » de la Constitution canadienne qui signifiait pour eux la fin de tout espoir d'autonomie et qui leur enlevait même leur droit de veto contre les ingérences du pouvoir fédéral ; ils allaient le leur faire payer très cher. Les Québécois qui, aux élections générales, votaient traditionnellement pour le Parti libéral, ont été gagnés par le sentiment d'exaspération propre aux « péquistes » de M. Lévesque. Les militants du PQ ont fait ouvertement la campagne des vieux candidats conservateurs qui manquaient de troupes fraîches. Les 17 sièges (sur 75) sauvés par les libéraux dans la province du Québec l'ont été grâce aux « néo-québécois », les immigrants de fraîche date, peu au fait des subtilités de la francophonie et étrangers aux grandes heures de la lutte pour la souveraineté-association.

Mais le revirement du Québec en faveur des conservateurs a suffi à faire basculer complètement la majorité de la Chambre des communes.

En attendant le premier accrochage

Les amis de M. Lévesque peuvent s'estimer satisfaits. Si les Québécois avaient une fois de plus voté pour le Parti libéral, ils auraient non seulement reconduit M. John Turner, le successeur de M. Trudeau, à son poste de premier ministre, mais, en quelque sorte, entériné le « coup constitutionnel » perpétré par M. Trudeau avant sa démission. Ils auraient accepté que le Québec rentre dans le rang des provinces canadiennes et auraient réduit les chances du PQ de se maintenir au pouvoir.

La victoire des conservateurs a abouti à une nouvelle donne dans la situation politique du Canada. Parmi les nouveaux ministres fédéraux qui viennent du Québec, certains ont voté « oui » au référendum de 1980 sur la souveraineté-association. Des conseillers du chef du gouvernement d'Ottawa, M. Mulroney, sont – ou en tout cas ont été – des partisans ouverts des thèses péquistes. Déjà, les dirigeants de Québec ont remarqué que les dossiers étaient réglés plus rapidement.

Pourtant, sur le fond, rien n'est vraiment changé. A Ottawa comme à Québec, on attend le premier accrochage, sans que ni le gouvernement fédéral ni le gouvernement provincial veuille être le premier à déterrer la hache de guerre. M. Mulroney voudrait bien pouvoir laisser dormir le plus longtemps possible la « question québécoise », mais sera-t-il en mesure de rechercher un compromis, alors que les conservateurs traditionnels, ceux de l'Ouest canadien, n'ont aucune sympathie et même aucune compréhension pour les revendications québécoises.

Sans renoncer à l'objectif final de l'indépendance, le PQ paraît disposé, de son côté, à modérer sa position et à revoir sa stratégie. Lors des prochaines élections provinciales, il ne devrait pas demander aux Québécois de se prononcer globalement pour ou contre la souveraineté, mais leur soumettre une sorte de « catalogue des souverainetés », énumérant une douzaine de domaines dans lesquels le Québec voudrait être le maître de ses propres affaires (éducation, lutte contre le chômage, etc.). Non l'indépendance comme idée abstraite, mais les attributs très concrets de la souveraineté. Le PQ considère que, si le résultat des élections est très clair, il sera en meilleure posture pour négocier avec le pouvoir fédéral qui devrait, bon gré mal gré, être contraint de jeter du lest.

Encore faut-il remporter la consultation. La situation économique n'est pas défavorable au gouvernement de M. Lévesque. Les dirigeants québécois reconnaissent que le laxisme des cabinets fédéraux libéraux, tout en creusant le déficit budgétaire, a eu des effets positifs sur les investissements publics dans la province. Au contraire, la rigueur annoncée par le nouveau pouvoir conservateur ne devrait pas avoir de conséquences trop sérieuses pour le Québec, qui pratique, depuis plusieurs années déjà, une politique d'austérité et où la reprise est plus ancienne et plus vive que dans les autres provinces.

Le Parti québécois se retrouve donc dans une position sensiblement meilleure qu'au printemps dernier, au moment de la démission de M. Trudeau, pour gagner les élections provinciales qui doivent avoir lieu d'ici à 1986. Après l'échec de leurs amis à Ottawa, les libéraux de la province sont en plein désarroi. M. Lévesque, qui a abandonné toute velléité de démissionner, ne devrait pas attendre aussi longtemps avant de repartir en croisade.

DANIEL VERNET.

VENDREDI A PARIS

Le sommet franco-italien sera dominé par l'examen des perspectives communautaires

M. Bettino Craxi, président du conseil, et six autres membres du gouvernement de Rome sont attendus, vendredi 9 novembre à Paris, pour un sommet régulier franco-italien. Il aura des entretiens avec M. Mitterrand à l'Elysée. M. Claude Cheysson, pour sa part, recevra son collègue italien, M. Andreotti, d'abord seul puis accompagné du ministre des affaires européennes, M. Roland Dumas. Une conférence de presse commune à MM. Craxi et Mitterrand devait être organisée en fin d'après-midi.

Cette rencontre aurait dû avoir lieu dès le printemps, puisqu'il avait été décidé, lors du sommet de Venise en novembre 1983, que le rythme des réunions serait désormais semestriel. Mais les charges européennes de M. Mitterrand, qui a présidé le conseil des Dix du 1er janvier au 30 juin dernier, en avaient différé la convocation (au demeurant, le président de la République avait rencontré M. Craxi, dans l'exercice de ses fonctions communautaires, le 20 février dernier à Turin).

C'est encore d'Europe qu'il devrait être question, *cette fois*, outre le traditionnel tour d'horizon de la situation internationale et l'inévitable point sur les relations bilatérales. Le calendrier communautaire veut en effet que, au lendemain du prochain sommet des Dix, organisé les 3 et 4 décembre à Dublin, ce soit au tour de l'Italie de prendre la présidence tournante du conseil européen, pour le premier semestre 1985. L'intérêt de Rome pour les progrès éventuels de l'Union européenne rejoint sur bien des points celui de M. Mitterrand ; ce dernier examinera avec M. Craxi les perspectives en particulier à la lumière des travaux des deux comités *ad hoc* créés par les Dix en juin dernier à Fontainebleau. Celui qui s'intéresse aux institutions, présidé par le sénateur Dooge (du Fine Gael irlandais) et où le représentant personnel de M. Mitterrand est M. Maurice Faure, s'est réuni à nouveau mercredi et jeudi, et devrait être prochainement en mesure, malgré un démarrage un peu laborieux, de faire des propositions plus précises aux Dix.

L'importance des questions institutionnelles ne devait cependant pas empêcher les échanges de vues de vendredi de porter aussi, en matière communautaire, sur les modalités pratiques de l'élargissement de la CEE à l'Espagne et au Portugal, domaine où le vin et l'huile d'olive italiens posent au moins autant de problèmes que certains produits français.

Quant aux relations bilatérales, essentiellement traitées cette fois-ci sous l'angle commercial, elles ont été marquées, depuis le début de l'année, par l'amorce d'un rééquilibrage des échanges, qui s'étaient dégradés au détriment de la France en 1982 (4,3 milliards de francs de déficit) et en 1983 (5,2 milliards). La coopération technico-commerciale entre les deux pays, qui a pris un tour prometteur avec la mise en chantier de l'ATR-42 (avion de transport régional, à l'origine prévu pour quarante-deux passagers, et qui devrait trouver d'importants débouchés sur le marché des compagnies dites de « troisième niveau »), pourrait être étendue, dans le domaine des télécommunications en particulier.

Le sommet de Venise, marqué par l'annonce surprise du raid français sur Baalbek (dont les Italiens, qui fournissaient un important contingent à la force multinationale de Beyrouth mais n'avaient pas même été informés, avaient pris quelque ombrage), n'avait offert que d'assez maigres résultats. On souhaiterait, à Paris, que cette nouvelle rencontre, et la fréquence semestrielle qui devrait être celle des sommets franco-italiens, permette de revitaliser une coopération politique bilatérale qui, en dépit des professions de foi des débuts du septennat, n'a jamais vraiment pris la dimension qu'on voulait lui donner de part et d'autre, et dont le piétinement suscite une certaine amertume à Rome.

BERNARD BRIGOULEIX.

M. Jacques Gaultier de La Ferrière est nommé ambassadeur à La Haye

Le *Journal officiel* de jeudi 8 novembre annoncera d'autre part la nomination de M. Jacques Gaultier de La Ferrière, actuellement chef du protocole du Quai d'Orsay, comme ambassadeur à La Haye.

[Né le 18 décembre 1923, licencié en droit, breveté de l'École nationale de la France d'outre-mer, M. de La Ferrière a occupé, après avoir servi outre-mer, différents postes diplomatiques et consulaires à Sfax (1957-1959), Karachi (1959-1961), San Francisco (1961-1965), Budapest (1969-1971), Tel-Aviv (1971-1975) et auprès de l'OTAN à Bruxelles (1975-1977). Entre-temps, il a appartenu au service de presse et d'information de l'administration centrale et à la direction des affaires culturelles et techniques, de 1965 à 1969. Revenu à Paris, M. de La Ferrière a été chargé des affaires des pactes et du désarmement, en 1977, puis nommé secrétaire général adjoint de la défense nationale en 1979, et ambassadeur à Prague en 1982. Il était chef du protocole depuis avril 1983.]

EUROPE

RFA

L'AUDITION DE M. KOHL A PROPOS DE L'AFFAIRE FLICK

Le chancelier n'a pas été mis en difficulté

Correspondance

Bonn. – L'audition du chancelier Kohl par la commission d'enquête parlementaire chargée de l'affaire Flick le mercredi 7 novembre a été largement éclipsée par la réélection triomphale de M. Reagan à la présidence des Etats-Unis. Ceux qui étaient venus dans l'espoir de voir du sensationnel ont été déçus.

Après six heures et demie d'interrogatoire, les questions commençaient à tourner en rond sans que le chancelier eut été à aucun moment mis en difficulté réelle. Les représentants du Parti social-démocrate et des Verts souhaitent néanmoins entendre une nouvelle fois M. Kohl sur les raisons qui ont amené M. von Brauchitsch, l'ancien fondé de pouvoir du groupe Flick, à lui verser des contributions directement, de la main à la main, en liquide, ainsi que sur les relations personnelles entre les deux hommes. Des zones d'ombre qui risquent fort de n'être jamais élucidées persistent en effet sur ces deux points.

En revanche M. Helmut Kohl semble s'être disculpé sans mal du doute qui planait sur la manière dont il avait accédé à la présidence du Parti démocrate-chrétien en 1973. Certaines annotations de M. von Brauchitsch avaient laissé supposer qu'il aurait pu, de concert avec les dirigeants du groupe Flick, avoir « acheté » le départ de son prédécesseur, M. Rainer Barzel. Le chancelier a affirmé qu'il n'était pas au courant des contacts de M. Barzel avec le groupe Flick.

L'audience s'est essentiellement résumée à un duel entre deux hommes, représentant deux mondes politiques totalement différents : le chancelier et l'avocat berlinois Otto Schily, député « vert », qui ont monopolisé l'attention à eux seuls pendant près de quatre heures. La suspicion de M. Schily n'a cependant jamais pu entamer la « bonne conscience » d'un chancelier plus rond que nature, qui a reconnu sans difficulté avoir reçu pour son parti 155 000 deutschemarks en argent liquide entre 1977 et 1979, sans l'ombre d'un remords. Et pourquoi aurait-il des remords, a-t-il répondu, quand ce qu'il a fait était de règle pour tous les partis à cette époque, et qu'il s'agissait de renforcer son parti, après un revers électoral particulièrement cinglant en 1972. *« Croyez-moi, dans la période difficile que nous traversions, psychologiquement, politiquement et financièrement, tous les concours étaient bons »*, a assuré M. Helmut Kohl avec des accents de totale bonne foi.

Le chancelier n'était venu pour accuser personne, certainement pas pour se sentir lui-même accusé. C'est tout juste s'il a fait référence au cours des six heures d'interrogatoire à la « campagne » menée contre le gouvernement, qu'il avait pourtant violemment dénoncée après la démission de M. Barzel il y a dix jours. M. Kohl a cherché à dédramatiser. Il était bien décidé à ne pas répondre aux *« provocations »* de M. Schily. Et s'il s'est laissé aller à quelques instants d'énervement, alors que la même question lui était posée pour la cinquième fois sous un angle différent, on a, en revanche, eu l'impression, au fur et à mesure que le temps avançait, que la salle se vidait de ses spectateurs, lassés par l'absence de révélations, tandis que le chancelier finissait par prendre un certain plaisir à cette joute.

Des trous de mémoire...

Dès son entrée au Bundestag, il avait donné le ton en serrant quelques mains parmi un groupe de badauds, puis en se présentant tout sourire dans la salle bondée où l'attendaient les onze membres de la commission ainsi que les journalistes et les observateurs qui avaient pu se procurer une place. Un signe déjà : on se bousculait moins dans les couloirs que lors de l'audition de M. Barzel. Autant le 24 octobre dernier les députés de la majorité, CDU en tête, avaient eux-mêmes mené la vie dure à M. Barzel, accusé d'avoir passé un marché camouflé avec le groupe Flick en 1973, autant cette fois les représentants du Parti démocrate-chrétien se sont montrés discrets.

Le SPD et les Verts ont fait savoir qu'ils souhaitaient reprendre l'audition. M. Schily continue de trouver curieux, compte tenu des longues relations amicales entre M. Kohl et M. von Brauchitsch, qu'il n'ait jamais *été* question entre eux de l'exemption fiscale accordée au groupe Flick. De même, il s'étonne que l'on puisse trouver normal que M. Kohl ait reçu en main propre des enveloppes totalisant 155 000 deutschemarks entre 1977 et 1979, sans compter les 400 000 autres deutschemarks dont il ne se rappelle plus le détail, mais qui figurent sur les listes du groupe Flick à partir de l'année 1974. Dès que les questions de M. Schily devenaient trop pressantes, le chancelier était victime des défaillances de sa mémoire. Les efforts du député « vert » pour mettre en accusation le petit monde qui règne à Bonn risquent fort cependant, une fois l'émotion passée, de ne convaincre que les convaincus.

Une autre affaire d'argent agite depuis quelques jour, la presse et l'opinion. Elle concerne le don anonyme de 6 millions de marks (environ 18 millions de francs) que le Parti libéral a reçu en 1983 et dont les responsables du parti affirment ignorer la provenance.

HENRI DE BRESSON.

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

- **DES ORPHELINS ENVOYÉS EN URSS.** – Quelque huit cent soixante-dix orphelins de guerre afghans âgés de sept à neuf ans sont partis, lundi 6 novembre, pour l'URSS où ils seront scolarisés pendant dix ans, a annoncé Radio-Kaboul, captée à Islamabad. Le régime afghan a déjà envoyé des milliers d'étudiants dans les universités soviétiques, mais c'est la première fois qu'on apprend que des enfants iront en URSS pour une scolarisation prolongée. – *(Reuter.)*

Ethiopie

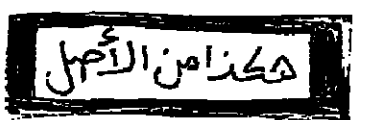
- **L'ORGANISATION DES SECOURS.** – Selon des sources diplomatiques à Addis-Abeba, le gouvernement éthiopien aurait demandé à Londres de transférer à Djibouti les avions de la Royal Air Force affectés aux secours aux victimes de la famine. Ce transfert aurait pour objet d'éviter l'engorgement de l'aéroport d'Addis-Abeba, la semaine prochaine, en raison de l'arrivée de nombreux avions des pays de l'Est, participant à la même opération, et de ceux des chefs d'Etat qui assisteront au sommet de l'Organisation de l'unité africaine, prévu dans la capitale éthiopienne du 12 au 15 novembre. – *(UPI.)*

Tunisie

- **LA SANTÉ DE M. BOURGUIBA.** – Le bulletin de santé publié mercredi 7 novembre indique que les soins prodigués au chef de l'Etat tunisien se poursuivent dans des conditions satisfaisantes et qu'il continue d'observer à l'hôpital le repos qui lui est prescrit. Les télégrammes de vœux de prompt rétablissement affluent à la présidence de la République, plusieurs émanant de chefs d'Etat, dont M. Mitterrand. – *(Corresp.)*

URSS

- **M. SERGUEITCHIK NOMMÉ A LA TÊTE DU COMITÉ D'ETAT POUR LES RELATIONS ÉCONOMIQUES AVEC L'ÉTRANGER.** – M. Mikhail Sergueitchik, soixante-quinze ans, a été nommé président du comité d'Etat pour les relations économiques avec l'étranger, a annoncé samedi 3 novembre l'agence Tass. Il remplace à ce poste M. Yakov Ryabov, nommé le 27 septembre dernier vice-premier ministre de l'URSS à la suite du décès de Leonid Kostandov. Né en 1909, M. Sergueitchik s'occupe depuis 1939 du commerce extérieur. En 1975, il est nommé vice-président du comité d'Etat pour les relations économiques avec l'étranger. Quatre ans plus tard il devient premier vice-président de cet organisme. – *(AFP.)*





Dictionnaire des philosophes

Dirigé par Denis Huisman

Le premier dictionnaire des philosophes de l'Antiquité à nos jours. Confronter chaque philosophe à sa vie d'homme, instituer chaque philosophe dans son rôle de penseur, placer chaque philosophe sous le jugement de l'autre et des autres, tel est le projet de ce dictionnaire des philosophes de tous les pays, de tous les temps. Général et particulier, universel et singulier, le dictionnaire des philosophes dont l'espérance embrasse toute l'humanité nous est indispensable : à défaut de donner toutes les réponses, il pose toutes les questions.

*380 rédacteurs. 2200 philosophes traités. 2768 pages en 2 volumes, reliés pleine toile, sous jaquette illustrée, présentés ensemble sous coffret cartonné. Prix 1200 F (les volumes ensemble). **Prix spécial de lancement jusqu'au 31 janvier 1985 : 980 F.***

puf

dictionnaire des philosophes

K-Z

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Le Monde

politique

LA DISCUSSION DU PROJET DE BUDGET AU PARLEMENT

Communication : la Haute Autorité et le « contrôle » de l'information mis en cause par l'opposition

Seuls les députés socialistes ont adopté, le mercredi 7 novembre à l'Assemblée nationale, le budget du secrétariat d'Etat aux techniques de la communication ; les élus communistes ont mêlé leurs voix à celles du RPR et de l'UDF pour s'y opposer. D'un montant de 707, 7 millions de francs, ce budget est en augmentation de 3 % par rapport à 1984.

Les hommes politiques sont incapables de parler d'information calmement. Dès que, d'une manière ou d'une autre, elle vient à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale, les passions s'enflamment. La presse — qu'elle soit audiovisuelle ou écrite — est bien un enjeu de pouvoir !

Dans le ronron de la discussion budgétaire de cette année, l'opposition n'est, pour l'instant — en dehors de la bataille pour l'emprunt Giscard, — véritablement montée au front que pour le budget des PTT — qui concerne aussi la communication — et pour celui des techniques de la communication. Pour l'un comme pour l'autre, elle a déposé une série d'amendements dans le seul but de détailler ses critiques.

Ainsi, mercredi, MM. François d'Aubert (UDF Mayenne) et Alain Madelin (UDF Ille-et-Vilaine) ont redit tout le mal qu'ils pensent de la loi sur la presse. Ils ont à nouveau mis en cause l'indépendance de la Haute Autorité à propos des conditions de la nomination de M. Jean-Claude Héberlé à la présidence d'Antenne 2 et, une fois encore, accusé le gouvernement d'avoir peur de la libération des ondes. Ils ont comme d'habitude affirmé que la majorité contrôlait strictement l'information à la télévision et à la radio d'Etat... Bref, comme toujours, l'opposition a attaqué sans nuance la politique menée depuis 1981 par M. Georges Fillioud. Attaque à laquelle la gauche a répondu en lui demandant, en substance, pourquoi elle a fait, quand elle était au pouvoir, le contraire de ce qu'elle propose aujourd'hui.

Traditionnelle coupure entre la majorité et l'opposition ? Un débat pour rien ? Oui et non. Car quoi qu'ils en disent, les uns et les autres sont inquiets devant le même phénomène : l'arrivée sur le marché de nouveaux moyens de communication audiovisuels (câble, satellite...). Ne va-t-il pas mettre par terre le fragile équilibre des moyens d'information actuellement existants ? Quand M. Bernard Schreiner (PS, Yvelines) prévient que les établissements du service public doivent se préparer *« à la concurrence du marché international »*, quand M. Madelin explique que l'on entre dans la logique *« du marché et de la concurrence »*, ils parlent bien de la même évolution. Une évolution que, bien entendu, M. Fillioud ne nie pas et qui lui fait poser cette question : *« Quel rôle le service public doit-il jouer dans le système qui se met progressivement en place ? »*

Les réponses sont bien entendu totalement divergentes. Pour la droite, seule doit jouer la loi du marché, même si, comme le reconnaît M. Madelin, elle doit être encadrée par « code ». Pour la gauche, comme le dit le secrétaire d'Etat, *« l'Etat a pour responsabilité d'assurer un équilibre qui garantisse à chacun des médias le droit à l'existence »*.

Le cas des télévisions privées est un bon exemple. Derrière M. Jacques Baumel (RPR Hauts-de-Seine), qui explique que *« c'est l'intérêt de la liberté du pluralisme et d'une saine compétition »*, l'opposition souhaite qu'elles soient autorisées à émettre en France. D'autant que, pour elle, Canal Plus n'a aucun droit à ce titre, puisque, en fait, l'Etat contrôle la majorité de son capital. C'est *« la fille adultérine de M. Rousselet, PDG de* Havas, *et de l'Elysée »*.

Le pillage du marché publicitaire

Pour la majorité, au contraire, il n'est pas question d'une telle libéralisation des ondes hertziennes. M. Fillioud conseille même à la droite d'être prudente en la matière *« car les risques de déstabilisation sont graves »*. Pour lui, *« laisser émettre dans le désordre des dizaines de télévisions locales mettrait en péril nos industries de programme, notre cinéma »*, car elles n'auraient que les moyens financiers d'acheter des séries étrangères *« sans réelle satisfaction pour le public »* et participeraient à un *« pillage du marché publicitaire »*. Ni la presse écrite ni les radios *« n'y résisteraient »*, dit-il. C'en serait même, selon lui, *« fini de l'identité culturelle de la France »*.

Les communistes partagent cette analyse. Mais, pour le reste, leurs critiques sont aussi sévères — même si c'est pour des raisons opposées — que celles du RPR et de l'UDF. Il y a désengagement de l'Etat dans la communication audiovisuelle, affirme M. Georges Hage (PC, Nord), rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles. *« La situation de la création s'aggrave »*, dit-il. Il ajoute que *« la décentralisation du service public est interrompue »* (les socialistes sont aussi réservés que lui sur la politique menée en la matière par FR 3). *« Canal Plus est une chaîne privilégiée réservée à des privilégiés »* (la droite reprend le même argument) ; la situation des radios privées locales risque de permettre *« l'avènement d'un M. Hersant des radios »*. Pour M. Pierre Zarka (PC, Seine-Saint-Denis), *« le service public, non seulement pratique l'exclusive à l'égard de la sensibilité communiste et des idées marxistes, mais entretient un climat anticommuniste sans tolérance (...), une semaine de télévision ou de radio ressemble davantage à de l'embrigadement qu'à de l'information ou à de la confrontation d'idées »*.

Les aides à la presse

Même pour la presse écrite, ils ne sont pas d'accord : la récente loi n'est qu'*« une montagne qui a accouché d'une souris »*. Surtout, le régime des aides à la presse n'est toujours pas modifié. Les socialistes le regrettent tout autant, même si M. Fillioud estime que cela était simplement dû au retard pris dans le vote de la loi, et donc que cette réforme se trouvait *« rapporter vraisemblablement au projet de loi de finance pour 1986 »*. La commission de finances de l'Assemblée a déjà des idées très précises sur ce qu'il faudrait faire. M. Pierre Forgues (PS, Hautes-Pyrénées), son rapporteur spécial, les a détaillées : les avantages tarifaires postaux consentis aux publications doivent être modulés en fonction des ressources de celles-ci ; il faut soit supprimer l'article 39 bis du code général des impôts (il offre des facilités fiscales aux entreprises de presse faisant des bénéfices et investissant) et le remplacer par un fonds d'aide à la modernisation des entreprises de presse, soit le réaménager, le fonds intervenant alors en complément ; il faut aussi étendre le taux de TVA à 2,10 % à toutes les publications d'informations politiques et générales et pérenniser le taux de 4 % pour les autres, ainsi que l'aide aux quotidiens à faible capacité publicitaire.

M. Joseph Pinard (PS, Doubs) soutient cette analyse en faisant remarquer que ni les PTT ni la SNCF n'ont à aider, au point où ils le font, *« des journaux qui sont de véritables catalogues publicitaires »* car *« le fossé se creuse entre ceux qui sont riches et ceux qui sont pauvres »* et parce que l'on assiste *« parfois à un véritable rationnement de la publicité pour des raisons politiques »*. Il ajoute qu'en revanche la presse associative est traitée de manière fort *« sévère »*. Le secrétaire d'Etat assure qu'il serait tenu compte *« des suggestions »* de la commission des finances, et des *« observations »* du député du Doubs.

La tâche prioritaire de M. Fillioud va-t-elle être dorénavant, comme le souhaite M. Pinard, de revoir le régime des aides à la presse ?

Oui si, comme lui, on considère que, la loi sur la presse étant entrée en application, un gros dossier est réglé. Mais la commission pour la transparence et le pluralisme, dont les membres devraient être nommés prochainement, devra encore faire la preuve de son efficacité. L'opposition qui l'a tant critiquée attend pour le moins de savoir grâce à elle *« dans quelles conditions la presse économique passe sous la coupe du pouvoir et quels sont les mystères qui entourent la relance du* Nouveau Journal *»*.

Non, car il est loin d'en avoir fini avec l'audiovisuel. M. Forgues, ainsi, s'inquiète des conséquences d'un éventuel échec de Canal Plus et du manque d'argent de l'Institut national de l'audiovisuel (INA). Quant à M. Schreiner, il souligne que le service public de télévision et de radio doit se préparer à une stagnation de ses ressources et s'interroge sur les conditions d'exploitation du satellite TDF 1, particulièrement des deux chaînes réservées à la France.

Point de détail mais qui a son importance, M. Fillioud et son collègue des finances vont devoir aussi répondre aux demandes pressantes de la commission des finances, qui souhaite que soit supprimée en 1986 la taxe sur les magnétoscopes.

THIERRY BREHIER.

Le PS prépare les élections cantonales de 1985

Le bureau exécutif du PS, réuni mercredi 7 novembre, estime que les socialistes doivent se mobiliser rapidement pour les élections cantonales de mars 1985. Les socialistes veulent éviter de donner à l'opinion publique, l'impression qu'ils se désintéressent de ces élections.

Tous courants confondus, les membres du bureau exécutif ont souhaité que les membres du comité directeur du PS abordent cette question dans leurs interventions, lors de la prochaine réunion de cette instance, samedi 10 novembre. M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, devrait en traiter à cette occasion.

Ce comité directeur intervient pendant la préparation de la Convention nationale du PS, sur le thème *« modernisation et progrès social »*. Cette convention devrait être aussi évoquée samedi. Plus de deux mille sections (mais certaines hors-délai) auront finalement répondu au questionnaire qui leur avait été adressé par la direction du PS pour la préparation de cette Convention (*le Monde* des 6 et 8 novembre).

Soupçonné de « charcutage » électoral M. Joxe renvoie l'accusation à l'opposition

Le lundi 5 novembre, en présentant son budget à l'Assemblée nationale, M. Pierre Joxe avait valorisé son image de « grand flic ». Le mercredi 7, répondant aux questions de députés, il a rappelé — qui aurait pu l'avoir oublié ? — que, homme politique, il ne lui déplaisait pas de *« cogner »* sur ses adversaires. M. Roland Nungesser, député RPR du Val-de-Marne, a dû penser qu'effectivement, comme le lui a conseillé le ministre de l'intérieur, *« il faut tourner sept fois sa langue dans sa bouche avant de parler »*.

Le sujet, pourtant, paraissait facile pour l'opposition : comme à chaque veille d'élections cantonales, le ministère de l'intérieur prépare la création de nouveaux cantons pour tenir compte des évolutions démographiques. Comme à chaque fois, l'opposition du moment dénonce le « charcutage ». Mercredi, elle avait chargé M. Nungesser d'être son porte-voix.

M. Joxe a fait remarquer qu'aucune décision définitive n'est prise. Il n'y aura pas créations de centaines et de centaines de cantons, mais seulement cent à cent cinquante, *« peut-être moins encore »*. Et si, en région parisienne, le critère démographique n'est pas le seul retenu, c'est surtout parce que *« le découpage pratiqué autrefois y a abouti à des situations extrêmement choquantes »*. Spécialement dans le Val-de-Marne, département de M. Nungesser justement, où en 1976 *« on a fabriqué au bistouri, aux ciseaux de dentellière, un découpage sans rapport avec les communes et les cantons existant »*. Un exemple parmi d'autres : Villejuif aurait pu être divisé en deux cantons ; on a préféré raccrocher trois bouts de la commune à d'autres cités ; le découpage d'Ivry-Ouest et d'Orly *« était si saisissant »* que le Conseil d'Etat l'a annulé. Ce sont *« des méthodes que vous ne reverrez plus »*, a affirmé avec force M. Joxe. Il est vrai qu'en 1976 M. Michel Poniatowski était ministre de l'intérieur et M. Nungesser président du conseil général du Val-de-Marne, que la gauche avait l'ambition de conquérir, ce qu'elle a fait.

Le ministre de l'intérieur n'a pas caché qu'il était très heureux de la question de M. Nungesser. Peut-être le fut-il moins de celle de M. Pascal Clément (UDF Loire) qui, lui, se déclara surpris de la position exprimée par M. Joxe dans une interview au *Monde*, publiée le mercredi 6 novembre. M. Joxe se déclarait favorable au droit de vote des immigrés dans les élections locales. *« La Constitution interdit une mesure de ce genre »*, rappela le député UDF. M. Joxe ne put que répondre : *« Mon point de vue personnel est conforme au programme socialiste (...). Que penseriez-vous d'un ministre qui abandonnerait ses opinions en entrant au gouvernement ? Ce n'est pas mon cas. »* Cela étant, il a rappelé qu'il avait aussi dit que *« l'opinion française n'était pas prête »*.

Th. B.

La réduction des impôts sur le revenu bénéficiera surtout aux contribuables aisés

(Suite de la première page.)

Cette critique de la CGT n'est pas contestable. Une réduction d'impôt proportionnelle a des avantages qui croissent progressivement avec le revenu puisque le barème qui permet de calculer l'impôt est lui-même progressif.

Les effets de cette mesure sont retracés dans le tableau I que nous publions ci-dessous.

Mais il faut aller plus loin dans l'analyse. Les effets de la suppression du 1 % social masquent les effets de la réduction de 5 % de l'impôt. Le prélèvement de 1 % était calculé sur le revenu imposable après les abattements autorisés (10 et 20 %). Il était donc proportionnel et non progressif comme l'impôt sur le revenu. Sa suppression va dans le sens de la justice sociale puisqu'elle bénéficiera davantage aux petits revenus. Elle atténue donc du même coup l'effet inégalitaire de la réduction de 5 % de l'impôt sur le revenu, qui, elle, bénéficie incontestablement aux salaires élevés.

Le tableau 2 montre (voir colonne 4) que l'avantage du 5 % est progressif avec le revenu. Mais il montre surtout que cette progressivité de l'avantage est plus forte que dans le projet de loi de finances pour 1985 (colonne 5 des tableaux 1 et 2) : 0,72 % à 1,76 % contre 1,3 % à 2,5 % pour les célibataires ; 0,25 % à 1,06 % contre 0,6 % à 1,78 % pour les couples avec deux enfants.

On pourrait ajouter que les huit millions de foyers fiscaux qui — faute de revenus assez élevés — ne paient pas d'impôts ne seront pas concernés par la réduction de 5 % décidée par le gouvernement (la baisse ne touchera par définition que les quinze autres millions de foyers fiscaux qui paient l'impôt). Aussi évidente qu'elle soit, cette constatation ne peut être passée sous silence : les revenus les plus bas ne seront pas touchés par la bonne nouvelle qu'était la baisse des prélèvements obligatoires, alors même que les fortes hausses des prix de l'essence et des tarifs téléphoniques les concerneront. La suppression du 1 % social elle-même ne touchera pas huit millions de contribuables qui avaient été exonérés.

Les dispositions fiscales contenues dans le projet de budget pour 1985 sont donc bien davantage inspirées par le souci de l'efficacité que par celui de la justice sociale. Ni M. Planchou, député socialiste de Paris, qui notait que le budget de 1985 marquerait *« une pause très nette dans l'avancée de la solidarité »*, ni M. Hervé Vouillot, député socialiste de la Côte-d'Or, qui parlait à la même date d'un *« rReaganisme fiscal »*, ne s'y étaient trompés.

ALAIN VERNHOLES.

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Revenu brut 1984.	Impôt qui sera réellement payé en 1985 (projet de loi de finances)	Impôt qui aurait été payé en 1985 avec le maintien du 1 % social et sans la réduction de 5 %	Montant de la diminution d'impôt consécutive à la réduction de 5 % et à la suppression du 1 % (3) – (2)	Pourcentage d'économie réalisée par rapport au revenu brut (4) × 100 / (1)
CÉLIBATAIRE :				
50 000	2 294	2 966	672	1,3 %
100 000	13 858	15 307	1 449	1,5 %
200 000	46 494	50 180	3 686	1,8 %
500 000	181 681	194 101	12 420	2,5 %
MARIÉ AVEC 2 ENFANTS A CHARGE				
50 000	0	0	0	0 %
100 000	3 323	3 898	575	0,6 %
200 000	17 956	20 341	2 385	1,2 %
500 000	109 154	118 053	8 899	1,78 %

Nous avons modifié les chiffres calculés par la CGT à la ligne 500 000 F de revenus bruts pour un couple marié deux enfants. Le calcul de la CGT n'avait, semble-t-il, pas pris en compte le plafonnement du quotient familial.

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Revenu brut 1984	Impôt qui aurait été payé en 1985 avec le maintien du 1 % social et la réduction de 5 %	Impôt qui aurait été payé en 1985 avec le maintien du 1 % social et sans la réduction de 5 %.	Montant de la diminution d'impôt consécutive à la réduction de 5 % (3) – (2)	Pourcentage d'économie réalisée par rapport au revenu brut (4) × 100 / (1)
CÉLIBATAIRE :				
50 000	2 604	2 966	362	0,72 %
100 000	14 578	15 307	729	0,73 %
200 000	47 934	50 180	2 246	1,12 %
500 000	185 281	194 101	8 820	1,76 %
MARIÉ AVEC 2 ENFANTS A CHARGE :				
50 000	0	0	0	0,00 %
100 000	3 643	3 898	255	0,25 %
200 000	19 396	20 341	945	0,47 %
500 000	112 754	118 053	5 299	1,06 %

La progressivité plus forte des avantages entraînés par la suppression du 5 % ne se retrouve pas dans les écarts 50 000 F et 100 000 F célibataire, 100 000 F et 200 000 F marié avec deux enfants (comparez les col. 5 des deux tableaux). Ces exceptions s'expliquent par le fait que les célibataires disposant d'un revenu brut de 50 000 F ont bénéficié comme les couples mariés avec deux enfants (100 000 F de revenus bruts) de la décote sur le 1 % social. L'avantage entraîné par la suppression de ce 1 % social est donc moins important pour ces contribuables.

Le nombre des taxes parafiscales diminue

L'Assemblée nationale a adopté, jeudi 8 novembre, plusieurs dispositions du budget de 1985, ainsi que les budgets annexes de l'Imprimerie nationale et des Monnaies et médailles.

● **Taxes parafiscales.** — Elles seront cinquante-sept en 1985 au lieu de soixante en 1984. Le produit qui en est attendu est estimé à 3,7 milliards de francs.

● **Comptes spéciaux du Trésor.** — Le montant des ressources de ces comptes atteindra 229 238 millions de francs en 1985. Leur nombre continue à décroître, passant de quarante-sept en 1984 à quarante-six en 1985.

● **Imprimerie nationale.** — Ce budget annexe s'élève à 604,5 millions de francs, en progression de 0,37 % par rapport à 1984. Les commandes des administrations publiques représentent toujours la principale source d'activités de l'Imprimerie nationale, bien qu'elles baisseront en 1985 de 0,2 %, — rigueur de fonctionnement oblige.

● **Monnaies et médailles.** — Les crédits s'élèvent à 563,7 millions de francs, en diminution de 16 % par rapport à 1984.

M. Michel Noir (RPR Rhône), rapporteur spécial de la commission des finances, a noté dans son rapport écrit que le budget annexe des Monnaies et médailles pour 1985 traduit *« incontestablement un effort de clarification et de remise en ordre d'une gestion »* dont la commission des finances a dû trop souvent *« relever les insuffisances »*.

● **Vote du budget de l'agriculture.** — Comme prévu, seuls les députés socialistes ont voté mercredi 7 novembre le budget de l'agriculture et le budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA), les communistes s'abstenant, le RPR et l'UDF s'y opposant (*le Monde* du 8 novembre).

Toutefois, le RPR et le PC ont présenté deux amendements identiques visant à supprimer une disposition du budget qui prévoit de faire financer par l'ensemble des agriculteurs cotisants à l'assurance obligatoire une partie du déficit de l'assurance complémentaire, facultative, qui couvre les accidents du travail, les accidents de la vie privée et les maladies professionnelles. *« C'est une mesure injuste »*, ont dit tour à tour MM. Michel Cointat (RPR Ille-et-Vilaine) et Henri Soury (PC Charente).

M. Jean-Jacques Benetière (PS Loire), rapporteur spécial de la commission des finances, a proposé le rejet de ces amendements, tout en expliquant qu'il était favorable à leur esprit et qu'il pourrait s'y rallier plus tard. Les deux amendements ont été rejetés.

Au Sénat

LES APPELLATIONS DES VINS

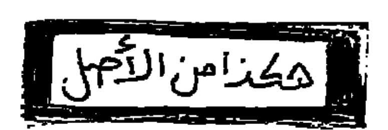
Les sénateurs se sont montrés encore plus unanimes que les députés — le seul RPR présent dans l'hémicycle au moment du vote s'était abstenu (*le Monde* du 12 octobre) — pour approuver le projet de loi présenté par Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat à la consommation. Ce projet vise à autoriser pour les vins d'appellation d'origine contrôlée (AOC) le recours à une procédure administrative pour réviser la délimitation de l'aire et les conditions de production, même lorsque celles-ci ont été précédemment définies par voie judiciaire.

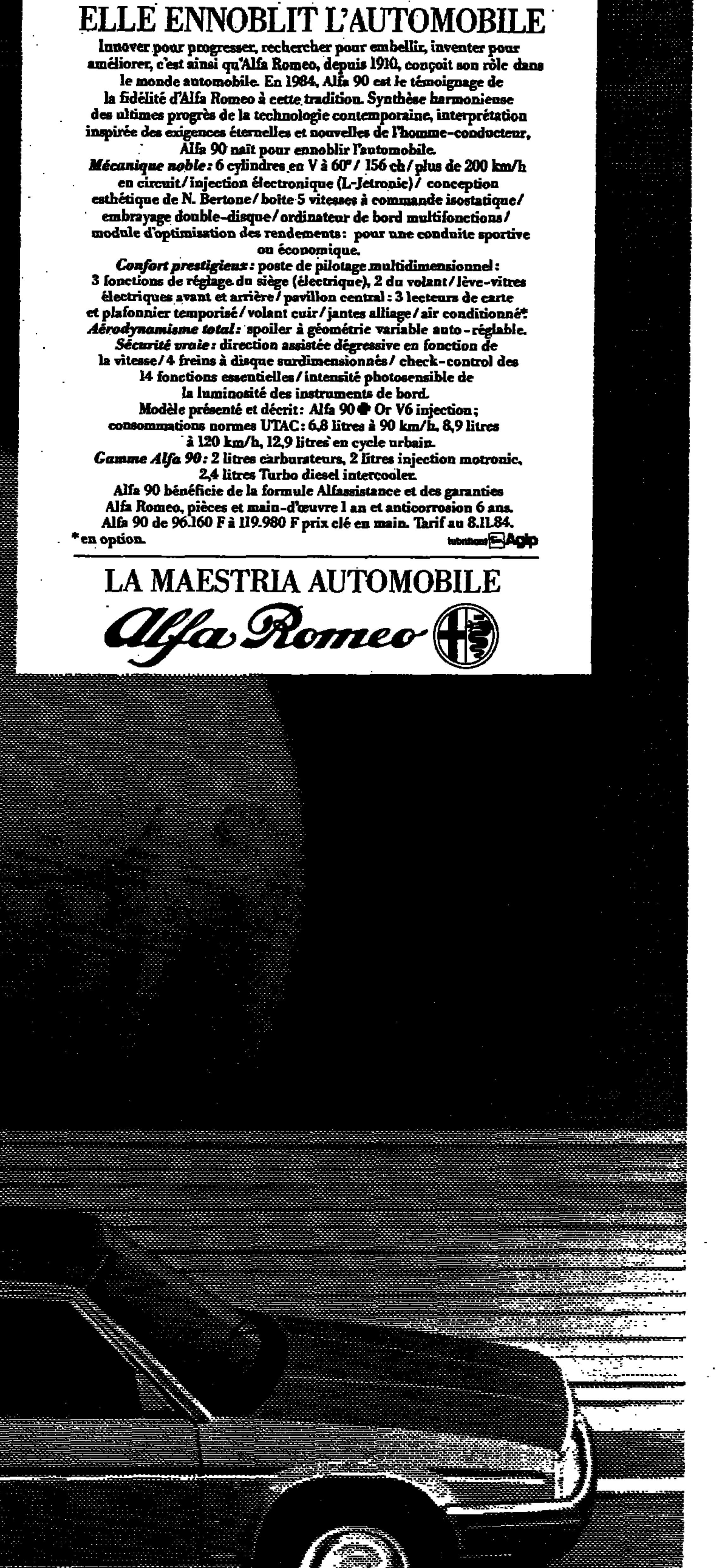
Le rapporteur de la commission des affaires économiques, M. Jacques Valade (RPR, Gironde), a constaté que la rigidité du système actuel ne permet ni de corriger les erreurs ou les omissions résultant de certaines décisions judiciaires ni de prendre en compte certaines améliorations techniques, en particulier pour les encépages.

Il n'a pas manqué de rappeler que ces vins représentent le quart de la production totale de vin en France et qu'en 1983 5 293 000 hectolitres sur les 17 millions produits ont été exportés.

A M. Robert Courteau (PS, Aude), qui évoquait les conditions de passage des vins AOC au rang de VDQS, Mme Lalumière a indiqué que le décret concernant le minervois doit sortir incessamment et que la décision pour le corbières et les côteaux du Languedoc doit intervenir prochainement.

L'adoption définitive de ce projet est à rapprocher de celle également intervenue le mardi 23 octobre d'une proposition de loi relative aux vins de Champagne, tendant à modifier leur taux de prise en charge au compte d'appellation d'origine champagne et à fixer leur durée minimale de première fermentation.




ALFA 90
ELLE ENNOBLIT L'AUTOMOBILE
Innover pour progresser, rechercher pour embellir, inventer pour améliorer, c'est ainsi qu'Alfa Romeo, depuis 1910, conçoit son rôle dans le monde automobile. En 1984, Alfa 90 est le témoignage de la fidélité d'Alfa Romeo à cette tradition. Synthèse harmonieuse des ultimes progrès de la technologie contemporaine, interprétation inspirée des exigences éternelles et nouvelles de l'homme-conducteur, Alfa 90 naît pour ennoblir l'automobile.
Mécanique noble : 6 cylindres en V à 60° / 156 ch / plus de 200 km/h en circuit / injection électronique (L-Jetronic) / conception esthétique de N. Bertone / boite 5 vitesses à commande isostatique / embrayage double-disque / ordinateur de bord multifonctions / module d'optimisation des rendements : pour une conduite sportive ou économique.
Confort prestigieux : poste de pilotage multidimensionnel : 3 fonctions de réglage du siège (électrique), 2 du volant / lève-vitres électriques avant et arrière / pavillon central : 3 lecteurs de carte et plafonnier temporisé / volant cuir / jantes alliage / air conditionné*.
Aérodynamisme total : spoiler à géométrie variable auto-réglable.
Sécurité vraie : direction assistée dégressive en fonction de la vitesse / 4 freins à disque surdimensionnés / check-control des 14 fonctions essentielles / intensité photosensible de la luminosité des instruments de bord.
Modèle présenté et décrit : Alfa 90 Or V6 injection ; consommations normes UTAC : 6,8 litres à 90 km/h, 8,9 litres à 120 km/h, 12,9 litres en cycle urbain.
Gamme Alfa 90 : 2 litres carburateurs, 2 litres injection motronic, 2,4 litres Turbo diesel intercooler.
Alfa 90 bénéficie de la formule Alfassistance et des garanties Alfa Romeo, pièces et main-d'œuvre 1 an et anticorrosion 6 ans.
Alfa 90 de 96.160 F à 119.980 F prix clé en main. Tarif au 8.11.84.
* en option.
Agip
LA MAESTRIA AUTOMOBILE
Alfa Romeo

POLITIQUE

M. Fabius : 1986, « c'est gagnable »

De notre envoyé spécial

Ottawa. — M. Laurent Fabius affiche un certain optimisme : bien que tous les sondages et l'isolement des socialistes tendent à prévoir le contraire, il pense que la gauche peut remporter les élections législatives de 1986. *« C'est gagnable »*, a-t-il confié aux journalistes, mercredi après-midi 7 novembre au cours d'une conversation à bâtons rompus dans l'avion qui le transportait au Canada, où il effectue son premier voyage officiel en qualité de premier ministre.

Le chef du gouvernement pose toutefois deux conditions à la réalisation de cette espérance : de bons résultats économiques en 1985 et l'organisation d'une riposte adaptée à la stratégie des porte-parole de l'opposition. Selon M. Fabius, cette riposte de la majorité doit consister à se battre *« projet contre projet »* en menant un travail systématique de sape contre les diverses positions soutenues dans tous les domaines par les trois principaux présidentiables de la droite, MM. Raymond Barre, Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing.

Il s'agit de démontrer que la mise en œuvre de leurs propositions se traduirait par une régression sociale sans améliorer la situation économique. Le premier ministre a cité en exemple la nécessité d'expliquer quelles seraient les conséquences négatives d'une entreprise généralisée de dénationalisation.

M. Fabius entend prendre une importante part personnelle à cette contre-offensive. Il va se départir de la relative discrétion qu'il observe depuis sa nomination de l'hôtel Matignon il y a quatre mois. Il pourrait le faire dès le mercredi 14 novembre, à l'occasion de la séance des questions au gouvernement devant l'Assemblée nationale. Son programme de travail comprend aussi , outre son prochain quart d'heure sur TF 1 — « Parler France » — à la fin du mois, un entretien de politique générale avec un grand hebdomadaire, un discours lors de la convention nationale que le PS doit consacrer à la mi-décembre au thème de la modernisation, puis, début janvier, une participation au traditionnel Forum de *l'Expansion*.

Pour autant, M. Fabius n'entend changer ni de style ni de ton. Il s'agit moins pour lui de renouer avec les discours idéologiques — qui seraient contradictoires avec les appels au rassemblement — que de chercher à persuader les électeurs que la cohérence se situe aujourd'hui du côté du pouvoir socialiste, alors que le comportement de l'opposition se nourrirait de démagogie.

ALAIN ROLLAT.

Les Verts cherchent l'ouverture

De notre envoyé spécial

Dijon. — Ouverture, oui, mais comment ? Et vers qui ? Telles sont, sommairement résumées, les questions que se sont posées les Verts (Confédération écologiste, Parti écologiste), réunis en assemblée générale à Dijon, du 2 au 4 novembre.

L'ouverture, pour les Verts, est aujourd'hui une nécessité. D'abord, parce que le militantisme pur et dur et les combats fratricides qu'il entraîne n'ont pas permis aux Verts de passer le cap des 5 % aux dernières européennes (3,37 %). Ensuite, parce que les militants écologistes, réunifiés seulement depuis janvier 1984, ne sont pas tous d'accord entre eux. Enfin, et c'est l'obligation la plus contraignante, parce que le mouvement s'est lourdement endetté pour participer aux batailles électorales. Il lui faut donc absolument, pour survivre, augmenter le nombre de ses adhérents (mille deux cents actuellement).

La campagne pour les européennes a laissé un trou de 700 000 francs, que les Verts français doivent, en principe, rembourser à leurs homologues belges et surtout allemands, qui leur ont laissé un répit jusqu'en 1988, c'est-à-dire jusqu'aux élections présidentielles. Mais le mouvement des Verts a aussi un déficit de 320 000 francs dans son budget propre, qu'il ne peut combler que par de nouvelles adhésions. Les Verts se proposent de passer à trois mille adhérents en 1985 et à cinq mille en 1986.

Par quels moyens ? En ratissant plus large, comme l'ont fait les *grünen* en Allemagne, c'est-à-dire en coalisant tous les marginaux et alternatifs, qu'il s'agisse des pacifistes, des antinucléaires, des « environnementalistes », des féministes, des tiers-mondistes, etc. Certains, comme Yves Cochet, proposent une ligne *« réformiste radicale »*, destinée à changer radicalement les choses par avancées, *« sans attendre le grand soir »*. D'autres, comme Didier Anger, préfèrent mettre l'accent sur l'économie sociale et la démocratisation. Mais tous se déclarent déterminés à lutter avant tout contre le productivisme, le *« terrorisme de l'économisme »* et pour un nouveau partage du travail.

Les Verts vont donc développer une campagne « grand public » axée sur le chômage et ses remèdes, conformément aux souhaits de Didier Anger, qui a proposé de *« donner à l'économie la première place dans notre intervention »*. Ils vont aussi mener campagne contre le plomb dans l'essence — juste retour des choses en faveur des Verts allemands aux prises avec les pluies acides.

Quant aux échéances électorales, les Verts laissent entière liberté à leurs militants de se présenter aux cantonales et se déclarent prêts à affronter les législatives *« même anticipées »*. Les principaux animateurs du mouvement ont été reconduits au conseil national, notamment Didier Anger, Solange Fernex, Michel Delore et Yves Cochet. S'il n'y avait plaie d'argent, ce serait là parfaite sérénité.

ROGER CANS.

Monsieur le maire

Depuis la réunification de janvier 1984, les Verts comptent un maire parmi leurs membres : Eric Gilbert, maire de Vaux-en-Bugey (Ain), une commune de huit cents habitants proche de la banlieue « rouge » d'Ambérieu. Ancien militant FO, ce jeune instituteur de vingt-sept ans, à la fine moustache, n'a rien de l'écolo barbu ni de l' « agro-bio ». Pas sectaire non plus : il a été élu en mars 1983 à la tête d'une liste comprenant des communistes, des socialistes et des modérés. « Une liste de renouveau », *dit-il tranquillement, en soulignant qu'il ne s'agit, en l'occurrence, que de la relève d'une équipe arrivée* « au bout du rouleau ».

Comment un maire « vert » arrive-t-il à concilier ses options politiques et ses tâches d'officier de police ou de premier magistrat ? « Pas de problème, *affirme-t-il,* je fais appliquer la loi. S'il faut capturer des animaux pour combattre la rage, je le fais. L'écologie n'est pas la sensiblerie. » *M. le maire se rend aussi au banquet des chasseurs, si on l'y convie. Bref, un élu bien dans sa peau.* « J'ai fait abattre deux platanes au bord d'une route pour améliorer la visibilité ; on doit, quand on est écologiste penser à la qualité de vie de ses concitoyens, à commencer par leur sécurité. »

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, le mercredi 7 novembre, au palais de l'Elysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des délibérations, le communiqué suivant a été diffusé :

• STATUT DES AVOCATS DE L'AGGLOMÉRATION PARISIENNE

Le régime dit de la *« multipostulation »* des avocats continuera à s'appliquer devant les tribunaux issus de la scission du tribunal de la Seine. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, a présenté au conseil des ministres un projet de loi permettant à tous les avocats de l'agglomération parisienne de continuer à intervenir davant les tribunaux de Bobigny, Créteil, Nanterre et Paris dans les mêmes conditions qu'aujourd'hui.

Selon le régime applicable en province, les avocats, s'ils peuvent plaider devant tous les tribunaux, ne peuvent accomplir les actes de postulation (assignation, notification de conclusions...) que devant le tribunal de grande instance dans le ressort duquel ils ont établi leur résidence professionnelle.

Lors de la création, par éclatement du tribunal de la Seine, des tribunaux de Bobigny, Créteil, Nanterre et Paris, il avait été prévu que les avocats inscrits à un quelconque des barreaux de ces tribunaux pourraient, à titre transitoire, continuer à accomplir tous actes de procédure devant chacun d'eux. Après deux prorogations, cette période transitoire vient à expiration le 31 décembre 1984.

Ce régime dit de la multipostulation est appliqué depuis bientôt treize années. Il s'est révélé adapté à la spécificité de l'agglomération parisienne, notamment en ce qui concerne la satisfaction des besoins des plaideurs.

Le gouvernement a approuvé en conséquence les dispositions du projet, qui tendent à pérenniser pour les tribunaux concernés l'actuel régime de multipostulation.

La concertation sera poursuivie entre les représentants de tous les avocats et les pouvoirs publics pour définir, par voie d'accord, des moyens de développement des trois barreaux les plus récemment créés en région parisienne, y organiser la gestion des procédures selon des techniques nouvelles, y favoriser des modes originaux de coopération entre les avocats.

• CONVENTION INTERNATIONALE

Financement du budget supplémentaire de la CEE pour 1984. — Le ministre des affaires européennes et porte-parole du gouvernement a présenté au conseil des ministres un projet de loi autorisant l'approbation de l'accord intervenu, les 2 et 3 octobre 1984, entre les dix Etats membres de la Communauté économique européenne portant sur le financement du budget rectificatif et supplémentaire numéro un de la Communauté pour 1984.

La mise en œuvre rapide de cet accord permettra à la Communauté de financer en 1984 l'intégralité des politiques communes, et notamment la politique agricole commune.

• RÉVISION DE CLASSEMENTS INDICIAIRES DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Sur proposition du secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et des simplifications administratives, le conseil des ministres a adopté un décret prévoyant diverses modifications des tableaux de classement indiciaire des personnels de l'Etat.

Ces modifications ont notamment pour objet :

— De tirer les dernières conséquences des mesures prises en faveur des personnels de catégorie D par la fusion en une échelle unique des groupes de rémunération I et II ;

— De maintenir les perspectives indiciaires de certains personnels contractuels des établissements publics scientifiques et technologiques intégrés dans les nouveaux corps de titulaires de ces établissements.

• L'EGALITE ENTRE FILLES ET GARÇONS DANS L'ORIENTATION ET LA FORMATION

Diversifier la formation des filles pour faciliter leur accès aux professions de l'avenir. — M[me] le ministre délégué chargé des droits de la femme a présenté au conseil des ministres une communication sur les actions menées en faveur de l'égalité entre filles et garçons dans l'orientation et la formation.

La place insuffisante des jeunes filles dans les filières de formation conduisant aux métiers scientifiques et techniques d'avenir est l'une des causes de leur présence majoritaire parmi les demandeurs d'emploi de moins de vingt-cinq ans. Cette situation résulte principalement du maintien de l'orientation prédominante des jeunes filles et des jeunes femmes en direction d'un nombre restreint de métiers traditionnellement féminins.

En vue d'adapter le dispositif d'orientation scolaire et universitaire des jeunes filles et de diversifier leur formation, le conseil des ministres a adopté plusieurs mesures :

1°. L'accès des jeunes filles aux formations à dominante masculine sera favorisé, la proportion de 30 % de jeunes filles accueillies prioritairement dans ces sections constituant l'objectif recherché.

2°. Des formations préparant aux secteurs d'activité liés aux technologies nouvelles seront ouvertes par transformation des sections accueillant un public féminin.

3°. Des classes passerelles seront créées afin de permettre, après une éventuelle mise à niveau, la réorientation, vers les secteurs scientifiques et techniques, de jeunes filles ayant suivi des formations à dominante littéraire ou préparant à des professions du secteur tertiaire.

Ces mesures s'inscriront dans le cadre de l'aménagement de la carte scolaire engagé par le ministre de l'éducation nationale en liaison avec les collectivités territoriales.

L'Office national d'information sur les enseignements et les professions (ONISEP) et le Centre national de documentation pédagogique (CNDP) apporteront leur concours à la campagne d'information menée par le ministère chargé des droits de la femme sur l'égalité d'accès des hommes et des femmes aux différents métiers.

• LA PLACE DES FEMMES DANS LES ARMÉES

La plupart des spécialités techniques et opérationnelles sont désormais ouvertes aux femmes. — M[me] le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense a présenté au conseil des ministres une communication sur la situation des femmes dans les armées.

Le nombre des personnels militaires féminins — dix-huit mille actuellement — est en augmentation régulière.

L'évolution essentielle depuis 1981 a été l'ouverture aux femmes de la plupart des spécialités techniques et opérationnelles qui étaient auparavant réservées aux personnels masculins : des femmes sont maintenant pilotes d'avion de transport ou d'hélicoptère ; elles embarquent sur des bâtiments de surface de la marine nationale ; elles seront prochainement admises dans l'infanterie et l'arme blindée cavalerie.

Dans les écoles, la mixité est la règle et les formations sont identiques pour les deux sexes.

Cette action s'inscrit dans la démarche du gouvernement en faveur de l'égalité professionnelle. Elle permettra aux femmes, bénéficiant aux mêmes droits et soumises aux mêmes obligations que les hommes, d'avoir des perspectives de carrière comparables.

M. DE CHARETTE (PR) : les amis de M. Barre entretiennent la division

M. Hervé de Charette, membre du bureau politique du PR, a annoncé, mercredi 7 novembre, qu'il avait écrit à M. Raymond Barre pour le mettre en garde contre les *« dangers que représentent pour l'union de l'opposition les initiatives intempestives de ceux qui, sur le terrain, se réclament de lui et tentent de faire croire qu'ils ont son appui »*.

Conseiller municipal de Nevers, M. Hervé de Charette, qui prépare les élections cantonales, s'est voulu le défenseur de l'union. Il a déclaré que, dans son département de la Nièvre, *« il a été convenu de présenter dans chaque canton un candidat unique investi ou soutenu par l'opposition »*. Selon lui, *« M. Barre ne fait qu'ajouter à la complexité de la vie politique locale en encourageant des hommes, des femmes ou des associations spontanément créées sur le terrain »*. Ceci, dit-il, a pour effet d' *« accroître les risques de tension et de division de l'opposition sur le terrain, car cela permet à de petites ambitions de s'affirmer »*.

M. GOUX (PS) VEUT TROUVER « UNE MAJORITÉ DE RAISON » AVEC LES CENTRISTES

M. Christian Goux, président socialiste de la commission des finances de l'Assemblée nationale, estime, dans une interview publiée par *Paris-Match* daté du 16 novembre, que les amis de M. Raymond Barre *« participeront à un gouvernement socialiste »* après les élections législatives de 1986. M. Goux estime que les socialistes devront trouver *« une majorité de raison »* avec les centristes. *« C'est encore plus vrai depuis que le PCF a choisi la rupture et, d'un certain point de vue, ce sera encore plus facile »*, estime-t-il. M. Goux, qui ne voit pas *« Barre se ranger aux côtés de Giscard et Chirac »*, veut *« rassembler d'abord autour d'un plan »* socialistes et centristes. *« Quand une nation est en danger (...), il n'y a pas de sauvetage individuel,* affirme-t-il, *il n'y a que des solutions collectives. C'est là que nous pouvons avoir des points d'accord avec les centristes. »*

M. Goux se déclare, d'autre part, favorable à la proportionnelle, qui est, selon lui, *« plus logique dans la mesure où elle ne fait pas appel aux alliances »*. *« Elle résoudrait en partie les problèmes que nous pourrions avoir avec le PCF »*, souligne-t-il.

LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL VALIDE L'ÉLECTION DE M. GISGARD D'ESTAING

Le Conseil constitutionnel a rejeté, mercredi 7 novembre, une requête visant à annuler l'élection de M. Giscard d'Estaing, dans la deuxième circonscription du Puy-de-Dôme. Cette requête avait été présentée par M. Allain, candidat du Mouvement de défense des libertés individuelles à l'élection législative du 23 septembre dernier. M. Allain faisait valoir qu'un ancien président de la République était inéligible en raison de sa qualité de membre de droit du Conseil constitutionnel. Il avait déjà contesté la candidature de M. Giscard d'Estaing devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand en première instance, puis en appel devant le Conseil d'État. Ses deux recours avaient été rejetés (*le Monde* daté 23-24 septembre).

Dans sa décision rendue le 7 novembre, le Conseil constitutionnel estime qu'*« un ancien président de la République n'est pas privé »*, du fait qu'il est un membre de droit du Conseil Constitutionnel, *« de la faculté qu'a tout citoyen d'être candidat à un mandat électif, mais qu'il résulte de l'article 57 de la Constitution, posant l'incompatibilité entre les fonctions de membre du Conseil constitutionnel et de membre du Parlement, que l'élection au Parlement d'un membre de droit fait obstacle à ce qu'il siège au Conseil constitutionnel. »*

Au centre gauche

M. STIRN AUX COMMANDES DU RER

M. Olivier Stirn, député non inscrit du Calvados, a annoncé, jeudi 8 novembre, son intention d'organiser le « RER », c'est-à-dire le Rassemblement des énergies républicaines dont l'UCR (Union centriste et radicale), qu'il a fondé et qu'il préside, devrait être l'élément moteur et fédérateur. Ce RER doit permettre, selon l'ancien secrétaire d'Etat, des rencontres bilatérales entre l'UCR, le MRG, les écologistes de M. Brice Lalonde — avec lesquels il a participé à la liste ERE lors des élections européennes du 17 juin dernier, — les gaullistes regroupés derrière M. Léo Hamon et les sociaux-démocrates de M. Eric Hintermann. M. Stirn n'exclut pas non plus des rencontres ponctuelles avec le CDS.

En prenant cette initiative, qui vise à terme à une organisation du centre gauche, M. Stirn entend préparer dès maintenant les élections législatives de 1986 pour lesquelles il envisage la présence dans chaque circonscription de candidats et la constitution d'un groupe parlementaire.

PRÉCISION. — M. Paul Noirot, rédacteur en chef de la revue *Politique aujourd'hui* (*le Monde* du 8 novembre), nous demande de préciser que l'association des amis de la revue *Politique aujourd'hui* souhaite faire de cette revue *« un lieu de débat ouvert à toute la gauche, sans exclusive aucune de sa part »*. M. Noirot ayant expliqué, lors de l'assemblée générale constitutive de l'association, que cette initiative s'adressait à toutes les familles de la gauche *« sauf le noyau dur du PC »*, nous avions écrit que l'association s'adressait à toutes les familles *« de la gauche non communiste »*.

ACTE CRIMINEL A L'HOPITAL DE POITIERS

Deux médecins anesthésistes sont inculpés d'assassinat

De notre correspondant

Poitiers. – De bouche à oreille, l'information se répandait, depuis quelques jours dans Poitiers, mais bien rares étaient cependant les personnes qui accordaient crédit à la rumeur d'une abominable machination.

Mercredi soir 7 novembre, huit jours après les faits, l'affaire a éclaté dans l'ombre du palais de justice de Poitiers où le procureur de la République, fait exceptionnel, a reçu les journalistes pour leur remettre, sans le moindre commentaire, un communiqué laconique dont voici la teneur :

« Une jeune femme qui venait de subir, le 30 octobre 1984, au Centre hospitalier régional universitaire de Poitiers une intervention chirurgicale ne présentant pas de caractère particulier de gravité est décédée durant la phase de réveil dans des conditions faisant apparaître l'existence d'un acte criminel.

» Dans le cadre d'une information ouverte contre X. du chef d'assassinat, deux médecins anesthésistes attachés à cet hôpital ont été inculpés et placés sous mandat de dépôt. Des présomptions graves pèsent sur eux, mais j'insiste sur le fait qu'une inculpation, fût-elle assortie d'un placement en détention provisoire, ne saurait donc faire échec à la présomption d'innocence dont bénéficie toute personne non définitivement condamnée. »

Les faits remontent au 30 octobre. Ce jour-là, Mme Nicole Berneron, âgée de trente-deux ans, habitant à Tilly (Indre), était opérée au Centre hospitalier régional universitaire , La Miletrie, de poitiers. Elle avait été hospitalisée en vue d'une opération réputée sans gravité (une tumeur bénigne sur les glandes salivaires). Elle ne reprit pas connaissance et mourut peu après l'opération. Le directeur de l'établissement hospitalier porta plainte à la suite d'un refus d'inhumer, et l'information fut confiée à un juge d'instruction, M. Hovaeré. L'enquête fut menée alors dans le plus grand des secrets, les journalistes étant priés *« d'attendre quelques jours »*, avant de diffuser les petites informations qui étaient à leur disposition.

Une vengeance ?

Mercredi soir, le mur du silence s'est effondré. Bien que les noms des deux médecins anesthésistes ne figurent pas dans le communiqué du procureur de la République, il est établi qu'il s'agit du docteur Bakary Diallo, né en 1946 en Haute-Volta, et du docteur Denis Archambeau, né aux Cerqueux-de-Maulévrier (Maine-et-Loire), le 7 mars 1955.

On ne sait pas avec précision ce qui s'est passé le 30 octobre. Toutefois, il est permis de penser que le docteur Bakary Diallo aurait mal accepté une sanction disciplinaire qui aurait eu pour conséquence sa mutation d'un service à un autre. Il aurait ainsi ruminé une sorte de vengeance. C'est sans doute dans cet état d'esprit que, le 30 octobre, il aurait décidé de perturber la séance d'opération à laquelle était livrée Mme Berneron. Il espérait que le professeur Mériel, chef des anesthésistes, constatant qu'il était en difficulté ferait appel à ses services.

Le docteur Diallo aurait demandé à son ami, le docteur Archambeau, de l'aider pour arriver à ses fins : inverser les tuyaux d'alimentation en oxygène et en protoxyde d'azote. L'erreur de manipulation ne saurait être retenue puisque les tuyaux sont fort distincts l'un de l'autre par leur diamètre, le nombre des griffes d'accrochage et la couleur.

Cette terrifiante nouvelle a causé une forte émotion à Poitiers où l'on ne comprend pas pourquoi le nom des deux anesthésistes est tenu secret.

Précisant qu'aucun des inculpés n'avait reconnu les faits, M. Jacques Santrot, maire (PS) de Poitiers et député de la Vienne, nous a déclaré que si le secret a été observé pendant quelques jours, ce n'était pas dans l'intention d'étouffer l'affaire, mais pour permettre à la police et à la justice de mener l'enquête dans la plus totale tranquillité. Le maire se révolte à l'idée que *« des problèmes d'organisation et d'incompatibilité d'humeur »* puissent aboutir à un acte aussi *« affreux »*, mais ajoute-t-il *« un acte criminel fou peut arriver partout, même s'il dépasse l'imagination »*.

BERNARD HILBERT.

Une profession stupéfaite

Le docteur Louis René, membre du conseil national de l'ordre des médecins et président de la section d'éthique de cet organisme, insiste sur le caractère tout à fait exceptionnel d'une telle inculpation : « chaque fois, dit-il, qu'après un accident mortel il y a une poursuite au pénal, c'est pour *coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donner. Ce dont il s'agit ici est totalement différent puisque, si les faits sont avérés, il s'agit bien évidemment d'un crime.*

« Il est absolument capital, ajoute le docteur René, *que la justice fasse toute la lumière sur cette affaire pour que les malades ne perdent pas la confiance qu'ils doivent avoir à l'égard des médecins, dont la mission est de soigner et non pas de tuer.*

Il faut enfin souligner, conclut-il, *que de tels agissements, s'ils sont confirmés, devraient être rendus impossibles par une réelle médecine d'équipe. Un travail réalisé en commun, et de manière interdisciplinaire, devrait, en toute hypothèse, s'opposer aux égarements passionnels de quelques-uns. »*

Le docteur Claude Frayssinhes, président du Syndicat national des anesthésiologistes réanimateurs français se déclare, de son côté, *« stupéfait et absolument sidéré »*, mais rappelle qu'il s'exprime, lui aussi, *« sous réserve que la justice confirme la réalité de l'acte criminel et de ses circonstances »*. Pour lui, *« il n'est pas concevable qu'un anesthésiste, même en début de formation, ignore les conditions d'utilisation de cet anesthésique très courant qu'est le protoxyde d'azote. Divers signaux de couleur permettent d'éviter les erreurs entre l'oxygène et le protoxyde, et il existe même des systèmes d'alarme pour alerter quand le protoxyde d'azote est délivré pur, par erreur »* (ce qui revient à asphyxier le malade par manque d'oxygène). *« On peut imaginer qu'un médecin,* conclut-il, *soit gravement perturbé sur le plan psychiatrique, mais deux, c'est énorme. »*

POUR LUTTER CONTRE L'HÉPATITE B

Vaccination de masse à Taiwan

Pour la première fois au monde, un pays lance un programme de vaccination généralisée contre l'hépatite virale de type B. Aux termes d'un accord passé avec l'Institut Pasteur Production (filiale du groupe SANOFI-ELF-Aquitaine), la République de Taiwan (dix-huit millions d'habitants) met actuellement en place une vaccination de masse qui laisse, pour la première fois, entrevoir une possibilité d'éradication de cette maladie infectieuse, dont plusieurs arguments laissent penser qu'elle pourrait faire le lit du cancer du foie.

L'hépatite virale de type B est l'une des maladies infectieuses les plus fréquentes de la planète. Curieusement, elle ne concerne pas les mêmes personnes, selon les régions du globe. Alors qu'elle sévit sur un mode endémique dans la plupart des pays de la zone intertropicale, ailleurs l'hépatite B ne concerne le plus souvent que des catégories très particulières. Il s'agit, par exemple en France, des malades sous rein artificiel, du personnel médical, des polytransfusés, des toxicomanes ou des homosexuels. Cette infection évolue le plus souvent sur plusieurs mois, pendant lesquels les malades doivent abandonner toute activité professionnelle.

Grâce aux travaux de l'Institut de virologie de Tours (professeur Philippe Maupas), la France avait été, dès 1976, le premier pays au monde à disposer d'un vaccin efficace contre cette maladie. Ce vaccin était obtenu à partir de l'isolement et de la purification de particules virales présentes dans le sang de personnes en bonne santé mais « porteuses chroniques » du virus.

Un marché considérable

La technique tourangelle devait ensuite être reprise, puis, en 1980, développée à l'échelle industrielle par l'Institut Pasteur Production, filiale du groupe SANOFI-ELF-Aquitaine. Dans le même temps, la firme française devait engager un bras de fer scientifique et commercial avec le géant américain Merck Sharp and Dohme qui affirmait sa volonté d'être le premier producteur mondial de vaccins contre l'hépatite B.

C'est dans ce contexte qu'il faut replacer le contrat signé entre la SANOFI et les autorités sanitaires de Taiwan. Ce contrat comporte aussi une vente de vaccins (environ un million de doses sur deux ans et demi) et un accord technologique, l'Institut Pasteur Production construisant en France des unités équipées pour la fabrication du vaccin et formant le personnel nécessaire. Les autorités sanitaires de Taiwan viennent de décider la mise en place d'un programme ambitieux qui, à terme, pourrait conduire pour la première fois au monde à l'éradication de la maladie. Déjà, depuis juillet dernier, tous les nouveau-nés à risques sont vaccinés. En 1986, cette vaccination devrait toucher l'ensemble des nouveau-nés (on compte à Taiwan quatre cent mille naissances par an pour une population d'environ dix-huit millions d'habitants). Par la suite, le vaccin sera proposé aux enfants plus âgés non encore immunisés, ainsi qu'aux adultes à risques.

Fondé sur le volontariat, cette campagne fait l'objet d'une information intensive de la population, parfois télévisée et écrite. Toutes les données sont informatisées et centralisées. De plus, la vaccination est gratuite. « *Cet accord entre la France et Taiwan comporte aussi un aspect scientifique important dans l'optique des vaccins de deuxième génération qui succèderont aux vaccins actuels* », explique le docteur Alain Goudeau, de l'Institut de virologie de Tours.

On ne cache pas, du côté français, que l'obtention d'un tel marché permet de disposer d'arguments commerciaux d'un poids considérable. Cet avantage pourrait être décisif dans la compétition à laquelle se livrent, depuis plusieurs années, la firme française et la firme américaine. « *Nous vendons actuellement*, explique M. Jean Weber, directeur de l'Institut Pasteur Production, *plus d'un million de doses de vaccins par an contre l'hépatite B dont près de 80 % à l'exportation.* »

JEAN-YVES NAU.

SOCIÉTÉ

Le temps de la vengeance

(Suite de la première page.)

L'originalité de cette vengeance-là c'est qu'elle est conçue à froid, comme menace, dans le but de « dissuader » l'agresseur potentiel. Elle s'apparente à l'exercice de la justice : ce n'est pas par hasard que les stratèges parlent de « punition » à propos des représailles nucléaires. C'est ce qui, faute de mieux, justifie ce concept. La vengeance menée, si l'on ose dire, à bien n'est jamais, en revanche, que la reconnaissance d'un échec, la pauvre victoire de celui qui, ayant quant à lui renoncé à vaincre, veut à tout le moins empêcher l'adversaire de profiter de son succès.

Comme l'a noté La Rochefoucauld, elle *« procède toujours de la faiblesse de l'âme, qui n'est pas capable de supporter les injures »*. Injure étant bien entendu à prendre au vieux sens de blessure, et plus précisément, en accord avec sa racine latine, de manquement au droit *(jus)*, à la justice.

Le progrès des sociétés a consisté, dans une large mesure, à fournir aux victimes de l'injustice d'autres moyens de protection et, le cas échéant, de réparation que la vengeance. Et c'est un signe de navrante régression que de voir des pays comme l'Inde ou le Liban, qui se faisaient gloire d'avoir transcendé les antagonismes traditionnels des confessions, des ethnies et des clans, repris par le cycle infernal de la vendetta.

La tentation, devant ce sang répandu à flots, est celle du découragement. Oui, décidément, l'homme n'est qu'un loup pour l'homme, esclave, depuis Caïn, des impulsions fratricides venues de son paléocortex, de la partie primitive de son cerveau. Le discours des Béatitudes n'a pas empêché les guerres de Religion, ni le rêve de fraternité du socialisme, les dérives stalinienne, maoïste et polpotienne. Dressant, au lendemain de la dernière guerre, un *Bilan de l'histoire*, René Grousset pouvait le commencer en écrivant : *« L'homme est désormais sans illusion sur le fauve qui dormait en lui »* (1).

La chronique des quarante années qui se sont déroulées depuis lors apporte à ce constat plus de confirmations que de démentis. Mais on aurait pu en dire autant à bien d'autres époques. *« La fin du monde antique et celle du Moyen Age*, rappelle, par exemple, Dominique-André Kergal, dans un livre tout récent, *furent des temps d'agonie »* (2). Et la vie, en fin de compte, aura été la plus forte. Pour citer à nouveau le même auteur : *« L'histoire connaît des régressions, les civilisations sont mortelles, les individus aussi. Mais la mort n'empêche pas l'histoire, les civilisations et les individus d'accéder à des instants d'exaltation vitale, d'y trouver des jouissances à faire défaillir... »* Disons, plus prosaïquement, que l'horreur qui s'abat souvent, trop souvent, sur l'humanité ne l'empêche pas, sur la longue période, de progresser, c'est-à-dire de vivre mieux, non seulement matériellement, mais, risquons le mot, humainement. Peut-être le mérite en revient-il surtout à l'épuisement après tant de sang versé, mais c'est un fait que notre Europe, qui ne fut, pendant des siècles, qu'un champ de bataille, voué aux invasions, aux pillages, aux massacres, à la misère et à la peste, paraît enfin convertie à la paix. Après tant d'épreuves, la démocratie s'est installée en Allemagne, au Japon, en Espagne, au Portugal, en Grèce, et elle reprend du poil de la bête jusqu'en Amérique latine. L'URSS n'est plus l'enfer qu'elle était sous Staline. A Pékin, un vieux sage a pris la place d'un vieux fou. Le Sud-Est asiatique s'arrache à sa misère séculaire.

Rien n'autorise à conclure que l'homme serait devenu soudain plus mauvais qu'il l'a toujours été. A mi-chemin du *« bon sauvage »* de Rousseau et du *« primate agressif »* cher à Konrad Lorenz, il demeure lui-même, dans sa confondante ambiguïté, *« ni ange ni bête »*, comme disait Pascal, ou plutôt ange et bête à la fois, puisque capable du meilleur comme du pire, et d'ailleurs choisissant l'un plutôt que l'autre moins par l'exercice de son libre-arbitre que sous l'influence de son patrimoine génétique et de son environnement social.

Le rêve de la paix par l'empire

Il faut la foi des néophytes du libéralisme tous azimuts pour croire que la stricte application du « laissez faire, laissez aller » suffira à faire vivre ce personnage si complexe et si contradictoire en paix avec ses voisins. Ce qui fait reculer la violence, ce sont des institutions efficaces, parce que respectées. Les Grecs faisaient déjà d'Eunomie, la légalité, la sœur de la Paix et de la Justice, et du législateur, comme Lycurgue ou Solon, un faiseur de paix *(Eirenikon)*.

La démocratie n'y réussit, le plus souvent, que lorsque l'abondance est assez répandue pour affaiblir l'envie, à moins qu'existe, comme ce fut le cas pour les Etats-Unis, un très fort consensus idéologique. Ailleurs, c'est à l'autorité d'un chef, voire d'une famille, que l'on s'en remettra, et il est significatif que la République indienne, menacée dans son intégrité, ait fait appel, pour succéder à Indira Gandhi, elle-même fille du premier des premiers ministres de l'Union, à son propre fils.

D'Indira, on l'a rappelé, on a pu dire qu'elle était la dernière « impératrice des Indes ». C'est que de l'empereur — ou de l'impératrice — on attend d'abord l'exercice de ce pouvoir arbitral qui fait tenir ensemble les morceaux disparates de son empire. Pierre Chaunu a montré, à partir d'Alexandre, dont le rêve fut celui de *« la paix gagnée par les armes »*, la force *« indéracinable »*, au cours des âges, *« du rêve de la paix par l'empire »* (3), de la *pax romana* à la *pax americana* en passant par la *pax christiana*.

Le drame spécifique de notre époque, c'est que dans son aspiration à un ordre universel, aux dimensions du *« village planétaire »* cher à Marshall McLuhan, que justifie la mondialisation croissante des communications de toute nature, l'humanité se soit fragmentée en deux empires rivaux qui s'effrayent l'un l'autre et, faute de pouvoir écraser l'adversaire sans risquer l'anéantissement, se chipent sournoisement des pions. En l'absence d'un ordre mondial, il était fatal que l'insécurité se propage et que se réveillent l'instinct tribal et le chacun-pour-soi.

Au lieu de ne songer qu'à se porter des coups, les deux empires devraient songer à ce que leur coûte, à l'un comme à l'autre, la croissante libanisation du monde et se rappeler qu'ils respectent toujours, par exemple, l'accord par eux conclu, il y aura trente ans l'an prochain, sur la neutralité de l'Autriche. Est-il vraiment impensable, alors qu'ils ont tant à faire pour garder le contrôle de leurs sphères d'influence respectives, qu'ils s'entendent non seulement pour laisser le reste du monde à l'abri de leur convoitise, mais pour aider les pays que menacent la famine, la faillite, ou les deux, à ne pas sombrer dans des gouffres où ils finiraient par disparaître avec eux ?

ANDRÉ FONTAINE.

(1) René Grousset, *Bilan de l'histoire*, Plon, 1946.

(2) Dominique-André Kergal, *L'avenir se présente bien*, Ouest-France, 1984.

(3) Communication en Sorbonne le 1er mars 1980, *in* Pierre Chaunu, *l'Histoire dans tous ses états*, Librairie académique Perrin, 1984.

AU TRIBUNAL DE PARIS

Antisémitisme et diffamation

Singulier procès soumis, mercredi 7 novembre, à la 17e chambre correctionnelle de Paris : M. Bernard Antony, dit Romain Marie, aujourd'hui député européen, élu sur la liste du Front national, avait cité pour diffamation M. Jean-Louis Servan-Schreiber. Singulier procès, parce que double, dans la mesure où *le Monde* s'y trouvait aussi impliqué.

Que reproche M. Romain Marie à M. Jean-Louis Servan-Schreiber ? Uniquement une question que ce journaliste avait posée, le 13 février, à M. Jean-Marie Le Pen, invité de l'émission d'Antenne 2 « L'heure de vérité ». M. Servan-Schreiber avait demandé au président du Front national s'il était d'accord avec un propos de M. Romain Marie, qui fut membre de son comité de soutien lors de l'élection présidentielle de 1981, qu'il avait ainsi résumé : *« L'Internationale de l'assassinat était composée essentiellement de juifs. »*

Or, ce propos, M. Jean-Louis Servan-Schreiber l'avait tiré d'un article de notre collaborateur Edwy Plenel publié dans *le Monde* du 19 octobre 1983 après la tenue, à la Mutualité, de la Journée de l'amitié française. Sous le titre : « Ainsi parle l'extrême droite », Edwy Plenel y faisait état de propos prononcés à la tribune de cette réunion publique dont le caractère raciste et antisémite était évident. Edwy Plenel avait ensuite demandé à M. Romain Marie, organisateur de cette journée, ce qu'il pensait de ces propos et s'il les approuvait, en précisant bien qu'il s'agissait d'un entretien particulier. Il en avait donné la relation suivante : *« Catholique, et refusant à ce titre la présence de la « nouvelle droite athée ». M. Romain Marie récuse le qualificatif d'antisémite. « Est-ce » que finalement on pourra s'entre- » tenir du problème juif comme du » problème basque ? » répond-il à notre question. « Nous constatons » simplement des phénomène socio- » logiques. Il y a une puissance qui » n'admet pas l'intégration en » France (...) et pour laquelle les » intérêts du judaïsme sont supé- » rieurs à ceux de la société fran- » çaise. » « L'Internationale de » l'assassinat, l'Internationnale » communiste », ajoute-t-il, » « étaient composées essentielle- » ment de juifs. Les juifs abusent en » disant que l'extrême droite est » antisémite. Nous, on pourrait » répliquer que le communisme est » judaïque. »*

Une phrase tronquée

De tout ce passage, M. Jean-Louis Servan-Schreiber n'avait donc retenu qu'une phrase tronquée. C'est ce qui amena M. Romain Marie à engager le procès : *« M'attribuer un tel propos*, a-t-il dit au tribunal, présidé par Mme Jacqueline Clavery, *vise à me disqualifier gravement aux yeux de l'opinion. »*

A vrai dire, de ces phrases attribuées, il ne conteste pas la teneur. Mais M. Romain Marie refuse la qualification d'antisémite, ce que *le Monde* avait du reste précisé. Il a expliqué qu'il avait des amis juifs. *« Si j'étais antisémite*, a-t-il ajouté, *je le dirais. Je n'ai jamais caché mes opinions. Mais c'est là une contre-vérité manifeste. »*

Cité comme témoin par M. Servan-Schreiber, absent de l'audience, Edwy Plenel n'avait, lui, qu'à relater ce qu'il avait entendu et rapporté, en précisant, pour ce qui concernait les propos de M. Romain Marie, qu'ils n'avaient pas été tenus à la tribune. Il rappela aussi que, si, en réponse à son article, M. Romain Marie avait adressé au *Monde* une lettre qui fut publiée le 27 octobre 1983, celui-ci n'avait pas, pour autant, contesté l'authenticité des phrases citées. Il devait ajouter ceci : *« Depuis cet article,* le Monde *fait l'objet d'une campagne très violente de l'extrême droite. Il est présenté par elle comme « l'ennemi »*.

C'est qu'en effet l'article du 19 octobre 1983 devait entraîner un dépôt de plainte de la part du MRAP, suivi de l'ouverture par le parquet d'une information contre M. Romain Marie, qui est actuellement inculpé.

Contrepoint avec M. Romain Marie qui réplique aussitôt que si *le Monde* est attaqué, il a lui aussi son lot de menaces et de lettres anonymes. *« Oui*, dit-il, *je dis que* le Monde *est un journal que je combats. Il y a entre lui et moi un conflit, mais j'ai trop dénoncé le terrorisme pour songer à utiliser ses méthodes. »*

Une question simple

A ce train-là, le procès fait à M. Servan-Schreiber passait au second plan. Il revint quand même au premier avec les plaidoiries et le réquisitoire. Juridiquement, la question à laquelle le tribunal devra répondre est simple : en ramenant l'article du *Monde* qui en était la source — et qui, lui, ne fut jamais jugé diffamatoire par personne — à une question dans laquelle il était affirmé que M. Marie avait seulement dit : *« L'Internationale de l'assassinat était composée essentiellement de juifs »*, M. Jean-Louis Servan-Schreiber a-t-il commis, lui, le délit de diffamation ? C'est évidemment par l'affirmative que devait répondre Me Georges Paul Wagner, avocat de M. Marie : *« Il y a eu une déformation scandaleuse. »*

Le substitut, M. Philippe Bilger, et après lui Me Daniel Amson seront d'un avis contraire. Et le représentant du ministère public, revenant à l'article du *Monde*, devait ajouter : *« J'ai cru sentir dans ce débat l'amorce d'un procès de la presse et plus particulièrement du* Monde. *Or il est important que ce type de propos soient rapportés, que des comportements comme ceux-là soient analysés. L'article d'Edwy Plenel aura eu au moins ce mérite. Aux dernières Journées de l'amitié française, on n'a pas entendu des propos comme ceux tenus en 1983 » (1).*

Jugement le 12 décembre.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

(1) *Le Monde* du 6 novembre.

LES « ROULEURS » DE L'ANTIRACISME

Une France arc-en-ciel

Valence. — Dans la jeunesse issue de l'immigration, les femmes jouent un rôle décisif. Convergence 1984 et ses cinquante vélomoteurs fous, qui tracent depuis le 3 novembre cinq chemins antiracistes à travers la France, en est une illustration.

Comment, en effet, évoquer les douze rouleurs partis de Marseille sans parler d'abord de Farida, de Candida et de Barbara ? Leurs origines sont kabyles, portugaises, espagnoles, et toutes trois ont entre vingt et vingt-cinq ans. Leurs histoires, aujourd'hui, se ressemblent, convergent. *« Vivons égales*, disent-elles, *avec nos ressemblances, quelles que soient nos différences. »* Elles ont découvert le racisme, qu'elles dénoncent à travers des frères ou des amis plus exposés qu'elles-mêmes dans des cités de la région parisienne. Si elles ont, toutes les trois, poursuivi leurs études jusqu'à l'université, en sciences économiques ou en langues, leur recherche fut moins celle d'un métier que d'une identité.

Jusqu'à ce jour, leur véritable expression a été avant tout artistique. Un film pour Farida, qui, dans *le Départ du père*, raconte le retour paternel en Kabylie, vécu comme une rupture avec la vie familiale désormais ancrée en France. Le cinéma également pour Candida, qui est partie l'année dernière à la recherche *« des portugaises d'origine »*. Enfin, Barbara a tenté au théâtre, avec des amis antillais ou arabes, de montrer *« la démence dans une cité coincée »*. Elles ont toutes abandonné tréteaux et vidéo parce qu'elles jugeaient la situation urgente : *« Le phénomène Le Pen*, dit Candida, *devrait pousser les gens à manifester dans la rue. » « Chez nous, ça traîne. En face, ça court*, affirme Farida. *Alors, on a peur. »*

Aucune n'a jamais participé à un mouvement politique. Ce sont, en somme, des militantes de l'antiracisme sans passé ni concession. Constatant que *« la gauche cède du terrain »*, elles veulent, *« par des images enthousiasmantes »*, affirmer *« une France arc-en-ciel »*.

On échappe effectivement avec elles à un discours exclusivement « beur » et même immigré. Les Français sont majoritaires parmi ces rouleurs. La *« France interculturelle »* ne va pas sans difficulté. *« Les Portugais*, affirme Candida, *restent en général dans leur coin. Ce sont de bons travailleurs, très catholiques, soucieux avant tout de transmettre leur langue à leurs enfants. »* Pour Barbara, *« les Espagnols s'assimilent individuellement »*.

L'année dernière, de jeunes « beurs » des Minguettes étaient partis avec le Père Christian Delorme. Elles, elles partent cette année sans tuteur. Leur démarche est moins instinctive, mais leur franchise et leurs colères surprennent les élus de gauche et les militants antiracistes traditionnels. L'immigration, à leurs yeux, doit cesser d'être un problème ou une charge pour devenir la réalité de la France du mélange. *« Ils nous aiment analphabètes*, déclarent ces porte-parole d'une génération issue de l'immigration désormais adulte. *Or nous sommes de plus en plus nombreux à pouvoir nous exprimer et à vouloir le faire. »* Paroles à suivre...

NICOLAS BEAU.

SPORTS

LES COUPES D'EUROPE DE FOOTBALL

Un bon Bordeaux d'exportation

Bordeaux qualifié, Metz éliminé, Paris-Saint-Germain en sursis : le bilan des clubs français paraît très mitigé après les matches retour du deuxième tour des coupes européennes de football, disputés mercredi 7 novembre. Il est toutefois rehaussé par l'authentique exploit réussi par les Girondins de Bordeaux, qui disputeront en mars 1985 les quarts de finale de la Coupe d'Europe des clubs champions. Une performance réalisée par deux autres équipes françaises ces dix dernières années : Saint-Etienne en 1976 et 1977 et Strasbourg en 1980.

Après le premier test de Bilbao, les Bordelais ont démontré à Bucarest, devant soixante-dix mille spectateurs, qu'ils possédaient désormais tous les atouts pour réussir dans les compétitions européennes : esprit de corps, maîtrise collective et efficacité défensive. Privés de leurs arrières latéraux habituels, Lassagne et Thouvenel, ils ont su faire front malgré le but du Dinamo, marqué dès la 9e minute, qui remettait les deux équipes à égalité sur l'ensemble des deux matches.

Dangereux en contre-attaque, les Girondins s'étaient créé la meilleure occasion de but à un quart d'heure de la fin du temps réglementaire par leur capitaine, Alain Giresse, qui avait échoué *in extremis* devant le gardien roumain et s'était blessé sur cette action.

C'est le stoppeur Léonard Specht qui se révéla l'homme-clef de la qualification, durant les prolongations, en dégageant d'un retourné acrobatique un tir de Orac sur la ligne de but (106e minute) puis en servant Bernard Lacombe pour le but d'égalisation, cinq minutes plus tard.

Les Girondins de Bordeaux peuvent attendre la suite de la compétition avec d'autant plus de confiance qu'ils devraient bénéficier prochainement de la rentrée du Portugais Chalana.

L'aventure est, en revanche, terminée pour les footballeurs messins, battus au match aller (3 à 1), qui ont dû se contenter d'un résultat nul (0 à 0) face aux Allemands du Dynamo de Dresde. Déjà battu au Parc des Princes (4 à 2) par les Hongrois du Videoton de Szekesfehervar, le Paris-SG a obtenu un sursis inespéré. Le match retour a été interrompu par le brouillard alors que les Hongrois avaient marqué deux buts. La rencontre devait être rejouée ce jeudi 8 novembre à 13 heures.

G.A.

COUPE DES CLUBS CHAMPIONS

*Dinamo Bucarest (Roum.) et **Bordeaux** (Fr.), 1-1 (0-1) ; ***Dniepropetrovsk** (URSS) b. Levski de Sofia (Bulg.), 2-0 (1-3) ; ***Austria de Vienne** (Aut.) b. Dynamo de Berlin (RDA), 2-1 (3-3) ; **Juventus de Turin** (Ita.) b. *Grasshopper de Zurich (Sui.), 4-3 (2-0) ; **Sparta de Prague** (Tch.) b. *Lyngby (Dan.), 2-1 (0-0) ; ***Benfica de Lisbonne** (Port) b. **Liverpool** (Angl.), 1-0 (1-3) ; *Linfield (Irl.-du-Nor) et **Panathinaikos** (Grè.), 3-3 (1-2) ; ***Beveren** (Belg.) b. **Goeteborg** (Suè.), 2-1 (0-1).

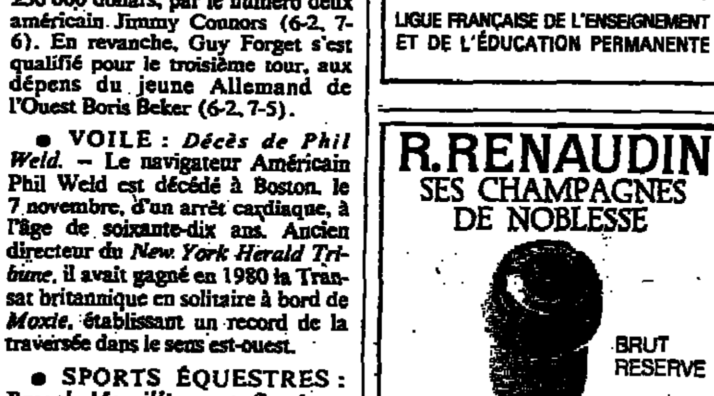
Entre parenthèses figurent les résultats des matches aller. Les clubs qualifiés sont en gras.

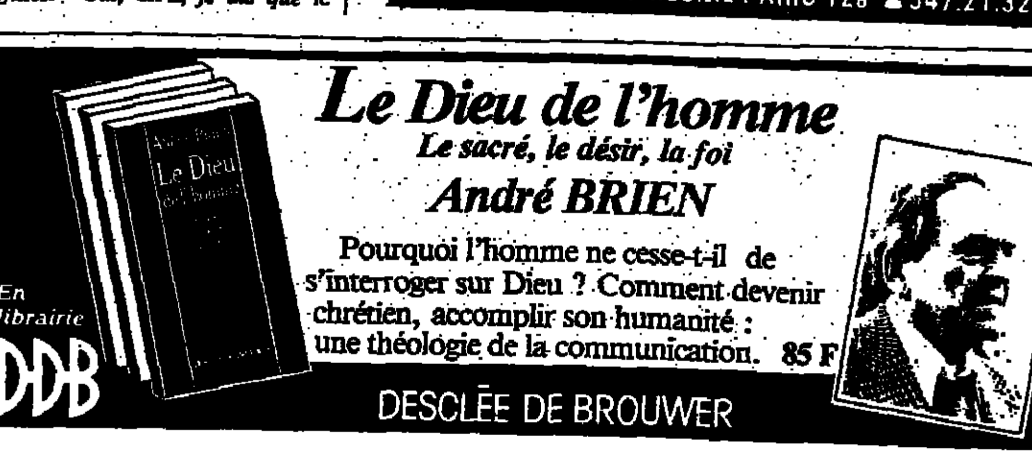
D'un sport à l'autre

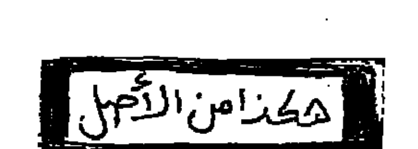
• TENNIS : *Forget passe deux tours à Wembley.* — Henri Leconte a été éliminé au premier tour du tournoi de Wembley, doté de 250 000 dollars, par le numéro deux américain Jimmy Connors (6-2, 7-6). En revanche, Guy Forget s'est qualifié pour le troisième tour, aux dépens du jeune Allemand de l'Ouest Boris Beker (6-2, 7-5).

• VOILE : *Décès de Phil Weld.* — Le navigateur Américain Phil Weld est décédé à Boston, le 7 novembre, d'un arrêt cardiaque, à l'âge de soixante-dix ans. Ancien directeur du *New York Herald Tribune*, il avait gagné en 1980 la Transat britannique en solitaire à bord de *Moxie*, établissant un record de la traversée dans le sens est-ouest.

• SPORTS ÉQUESTRES : *Pascal Morvilliers confirmé.* — Comme en 1983, Pascal Morvilliers, sur *Gulliver B*, a gagné le championnat de France de concours complet avec 349 points.







Le Monde des livres

Insaisissable modernité

Le champ de la modernité recouvre tout : de l'intimité à la vie publique, de la philosophie à la religion, de l'histoire à l'économie. Insaisissable, elle est au ciel et bruit alentour. *« Il faut être absolument moderne »*, lance Rimbaud contre l'esprit de routine. Jamais formule de poète ne connut une telle infortune. Par un détournement considérable, les conformistes ont capté le cri de l'artiste et le répètent comme un slogan, une admonestation. Sur celui qui s'interroge sur le bon usage de la modernité tombent des qualificatifs tels que rétro, passéiste, archaïque, etc., qui lui clouent le bec.

Etre moderne, c'est être de son temps et se l'approprier. Mais dans le ciel de notre modernité ne brûlent que météorites. Les avant-gardes qui se veulent, par définition, en avance sur leur temps, sont vouées, dès leur naissance, à l'éphémère. Les effets de mode rejoignent les vieilleries et les pacotilles de bazar. Un public, craintif depuis le temps qu'on le menace d'un retour aux ténèbres du passé, subjugué par les sirènes médiatiques, suit, cahin-caha et la tête en l'air, des étoiles filantes.

On a tellement seriné que la modernité était de la famille du progrès et du changement que la politique devait s'emparer, elle aussi, du mot magique. Progressistes et conservateurs, à la recherche d'un impossible consensus, le revendiquent malgré l'opposition de leurs projets. En ce moment, les militants du Parti socialiste y consacrent leur devoir de philosophie.

Bien que la France se trouve en état de modernisation depuis une bonne trentaine d'années, les troupes renâclent à accélérer le pas. La modernisation n'annonce plus que restructuration mutilante et perte d'emplois. Le progrès se dilue parmi les « effets pervers » (1). Une marge de compétitivité gagnée ou des découvertes sont anéanties par un événement qui se produit quelque part dans le monde. L'interdépendance proclamée des économies donne le sentiment de l'impuissance de l'Etat, conduit à un lugubre fatalisme.

N'est pas moderne nécessairement qui le prétend. Des joueurs de flûte interprètent des partitions du dix-neuvième siècle – un air de saint-simonisme, une berceuse libérale – ou vantent le « look » de la société « féodale » avec ses samouraïs en armure de polystyrène. Mais dès qu'on soulève ses falbalas cette pseudo-modernité se dérobe à l'examen, insaisissable. Fluide, elle ne se porte bien qu'à distance. Davantage qu'un concept, elle est massage idéologique.

« Il faut être absolument moderne » : ce choix philosophique et esthétique invite à prendre son époque à bras-le-corps, pour la rendre intelligible malgré le vacarme idéologique. Pour choisir son destin. Rimbaud est aussi le poète qui voulait « changer la vie »...

BERNARD ALLIOT.

(1) On lira à ce sujet *De la modernité* (La Découverte, 274 p., 79 F), un remarquable essai de Jean Chesneaux dont nous publions un article plus loin.



Dessin de CAGNAT.

Un concept périmé dans l'art et la littérature

DEPUIS le milieu du siècle dernier et jusqu'à une période assez récente, tout ce qui se faisait en art et en littérature se définissait par rapport à la *modernité*. On a si souvent invoqué cette modernité qu'on ne sait même plus d'où elle est issue ni si elle recouvre un concept consistant. Nouvel impératif, elle s'est imposée à mesure que l'industrie, l'urbanisation et le développement des communications changeaient la société occidentale et son environnement. En 1827, Stendhal remarquait : *« En 1760, il fallait de la grâce, de l'esprit et pas beaucoup d'humeur, ni pas beaucoup d'honneur, comme disait le Régent, pour gagner la faveur du maître et de la maîtresse. Il faut de l'économie, du travail opiniâtre, de la solidité et l'absence de toute illusion dans une tête pour tirer parti de la machine à vapeur. Telle est la différence entre le siècle qui finit en 1789 et celui qui commença vers 1815. »* A coup sûr, être moderne ne tourmentait guère le romantisme : on se définissait alors non devant le présent mais contre le passé, en brûlant la perruque de Racine et en revendiquant Ronsard, Théophile de Viau ou Cyrano, que l'académisme classique avait rejetés comme « grotesques ». Lorsque Vigny, en 1826, divise ses poèmes en « antiques et modernes », il veut seulement indiquer que leurs thèmes appartiennent à deux périodes historiques ; au demeurant, les uns ne sont pas plus modernes que les autres au sens où nous l'entendons aujourd'hui. Même chez le vaste Victor Hugo, on a plus de chances de trouver de la modernité dans *les Misérables* que dans ses poèmes.

Le parapluie et le taureau de fer

A partir de Baudelaire, au contraire, le point de référence, c'est le présent ; il va s'agir d'exprimer une sensibilité née de l'environnement nouveau instauré par une époque nouvelle. Dorénavant, l'artiste ne cessera pas de s'étonner du spectacle que lui offre son époque. En même temps que Baudelaire, débarrassé de l'individualisme romantique et libre plus que lui du goût de l'étrange, Walt Whitman s'attache à

« La routine de chaque œuvre,
de votre vie ou de celle de n'importe qui, la boutique, le chantier, le magasin ou l'usine,
Toutes ces scènes près de vous jour et nuit... »

Jusqu'alors et depuis plus de deux siècles, certains thèmes étaient réputés esthétiques ou poétiques : les couchers de soleil et les effets champêtres, les roses, l'amour, les oiseaux, les scènes antiques et mythologiques, l'héroïsme des batailles... La vie contemporaine n'était évoquée que dans des œuvres à caractère quelque peu caricatural : tavernes peintes par Frans Hals ou gravées par Hogarth, satire de Boileau sur les embarras de Paris, récits de Rétif de la Bretonne, dans tous les cas œuvres de « grotesques » parmi lesquels Théophile Gautier rangeait avec raison François Villon. Nombre de choses et de mots étaient donc réputés antipoétiques.

SERGE FAUCHEREAU.

(Lire la suite page 19.)

Un mot détestable

« ...C'est un de ces détestables mots qui ont plus de valeur que de sens (...), de ces mots qui ont fait tous les métiers (...), mots très bons pour la controverse, la dialectique, l'éloquence. » Ainsi parlait Paul Valéry (1). C'était à propos de la liberté. On pourrait en dire autant de la modernité. De tous côtés on en a plein la bouche, mais nul ne sait exactement de quoi il retourne. Si l'on regarde vers les philosophes, il n'est pas sûr qu'on y voie beaucoup plus clair. Essayons cependant : la notion de modernité a-t-elle un sens dans l'histoire de la philosophie ?

En premier lieu, on peut utiliser le terme comme un simple repère chronologique. Il désigne alors, sans l'intervention d'aucun jugement de valeur, une époque de l'histoire occidentale.

Ce repérage peut être massif : l'Antiquité d'un côté, et de l'autre « tout le reste », c'est-à-dire l'ère chrétienne. A ce prix, on trouvera toujours de quoi donner quelque consistance apparente à la modernité : il est des concepts et des problèmes que nous jugeons majeurs et qui n'appartinrent pas à l'univers des Grecs ni des Latins, telle la question du sujet, de la conscience, du devenir historique, tous liés, plus ou moins directement, aux perspectives du christianisme. Nous ne sommes pas très avancés : où finit l'Antiquité ? Et un si vaste filet, où l'on voit saint Augustin et Marx pris aux mêmes mailles, est-il de quelque utilité ?

On proposera alors de restreindre le repère. Les temps modernes, selon un découpage qui n'est pas sans artifice, auraient des bornes précises : 1453-1789. La prise de Constantinople à un bout, celle de la Bastille à l'autre, et entre les deux l'enfance des jumeaux de l'Occident : connaissance scientifique et capitalisme industriel. Il est vrai qu'entre ces deux dates symboliques la représentation du monde et l'ordre politico-social furent grandement bouleversés.

La révolution copernicienne entraîne la pensée *« du monde clos à l'univers infini »*, pour reprendre le titre de l'irremplaçable étude d'Alexandre Koyré (2). La connaissance du réel se mathématise, et l'on pourrait assimiler la modernité à la naissance de la physique galiléenne. Ce serait négliger d'autres fractures, qui ne sont pas sans rapport avec celle-ci, mais ne lui sont pas réductibles : l'émergence, avec le cartésianisme, de la pensée du sujet, l'avènement du rationalisme critique avec Pierre Bayle ou Richard Simon – qui marquent cette *« crise de la conscience européenne »* explorée naguère par Paul Hazard – et, bien sûr, les Lumières.

L'idée d'un progrès

Doit-on dire en fin de compte que la modernité en philosophie coïncide avec le nom de Descartes, ou bien celui de Leibniz, ou encore celui de Kant ? Si la question est inepte, c'est parce que le repérage historique est indéfiniment variable.

Et pourquoi s'arrêter en 1789 ? Si l'on appelle moderne ce qui résonne sur notre présent et en constitue la trame, notre sainte Trinité aura plutôt pour nom Marx, Nietzsche et Freud – soit la mort d'une certaine philosophie, au moins en apparence. Mais on peut choisir encore de se cantonner à l'extrême frange des dernières décennies pour affirmer que la modernité réside dans l'œuvre de Heidegger, par exemple, ou bien de X, Y, Z.

On le voit : la modernité, chronologiquement, sera où l'on veut. Elle n'a donc, de ce point de vue, aucun intérêt.

Reste son second usage, qui fait intervenir un jugement de valeur. Usage plus fréquent et moins serein, sans pour autant être plus clair. Modernité en ce sens désignerait le caractère propre à ce qui est historiquement nouveau, et qui est censé être porteur d'avenir. Cette nouveauté est valorisée positivement ou négativement.

Du côté positif, la modernité implique, avec plus ou moins de naïveté, l'idée d'un progrès et d'une amélioration : aujourd'hui est supérieur à autrefois. Les idées modernes iraient dans le sens de la libération des peuples, tout comme l'histoire se dirigerait vers la société sans classes. *L'Encyclopédie* et le marxisme, entre autres, ont largement contribué à diffuser ce type de jugement.

Du côté de la valorisation négative, on rejettera l'aujourd'hui dégénéré au nom de l'âge d'or d'hier, on en appellera à une restauration rachetant la décadence du présent. Réactionnaire, au sens propre, cette attitude voit dans toute idée actuelle une conception bâtarde. C'était le point de vue de Platon face à la philosophie de son temps. Ce sera, pour une part, celui de Nietzsche pestant contre les idées modernes...

De ce sommaire tour d'horizon, un résultat me semble se dégager : qu'on l'adore ou qu'on la brûle, la modernité est plus un préjugé qu'un concept, plus une opinion qu'une idée claire et distincte.

Détestable et parfaitement vide, cette notion n'a pas grand-chose à voir avec la philosophie, dont les questions, à mes yeux, sont intemporelles ou ne sont rien.

ROGER-POL DROIT.

(1) *Regards sur le monde actuel*. Gallimard, 1945.

(2) Ed. Vrin.

A LA VITRINE

ROMANS

Pierre-Jean Rémy entre Yorkshire et Lubéron

D'un côté, le Yorkshire. Petite pluie brumeuse et fine, sur fond de collines bombées, au loin passent les biches. Le vieux comédien qui vit au château est homosexuel, et atteint d'un cancer à la gorge. Il s'appelle Peter Walsh et il écrit sur un secrétaire de noyer.

De l'autre, le Lubéron. Une abbaye, la garrigue, *« L'Italie à portée de la main. »* Il y a là un écrivain, Jean Chayral, il est venu avec Antonia, qui chante à ravir l'opéra et se meurt de tuberculose.

Comédies italiennes est donc un combat-correspondance entre deux hommes. Chacun doit prouver qu'il a bien choisi sa vie, et, de préférence, meurtrir l'autre, qui veut lui démontrer le contraire. Alors Chayral invente un bonheur parfait, le feu dans la cheminée, les paysages, la peau très transparente d'Antonia. Et Walsh fait défiler une troublante Italie, d'amours-passions et de morts violentes. Faux présent contre passé mythique... Cela donne une histoire parfaitement nouée, que Pierre-Jean Rémy a nourrie de tout ce qui fait le plaisir de ses lecteurs : Venise d'abord, et puis les Lavis de Turner, Shakespeare, Caravage et La Tour, Van Gogh, Liszt, Mozart bien sûr, Schubert, et Claudel. Les femmes ont les cheveux très noirs, ou très blonds, de hautes chemises de nuit, ou des épaules très nues, elles sont putains ou vierges du Quattrocento, les objets sont précieux, les décors « très anciens », patinés, comme dans les manoirs-hôtels de luxe...

On se demande, pourtant, si Pierre-Jean Rémy n'a pas jeté le bouchon un peu loin. Sentiments truqués, morbidité racoleuse, chocolat chaud mousseux à volonté, sur fond d'opéra : quel univers en toc, quelle « vraie vie » de pacotille ! — G.B.

★ **COMÉDIES ITALIENNES, de Pierre-Jean Rémy. Flammarion, 365 p., 85 F.**

Le don d'ubiquité de François Coupry

Tout est chausse-trape dans ce roman de François Coupry, qui réinvente Alice au pays de Joyce. C'est comme si la page ou l'écran étaient à double fond. Nous sommes tantôt en Egypte, à l'époque d'Akhenaton, pharaon sous le nom d'Aménophis IV, adorateur du dieu Soleil et chantre de l'Amour bien avant le Christ, dont il serait la première incarnation. Et tantôt nous suivons à New-York, à Rome, au Caire, en 1982-1983, des personnages qui, tels les trois enfants William, Zelda et John-John Bloom, passent de Brooklyn à Thèbes par ce tunnel imaginaire qui fait fonction de *« chemin des morts »* ou de *« raccourci du temps ».* Qu'arrive-t-il quand, trois mille trois cent trente-trois ans après sa mort, un souverain momifié revient à la vie, en pleine civilisation moderne ?

Cette trame délirante ne produit pas seulement des épisodes imprévus, elle sécrète aussi les messages d'une fable philosophique, suggérant que *« la forme de pensée que Pharaon avait tenté d'introduire dans la civilisation égyptienne correspondait tout à fait aux désirs d'utopie des hommes du vingtième siècle. »* Le lecteur, tel le petit John-John, a beau décider de n'y plus croire : il joue le jeu, embarqué dans cette quête où se mêlent les secrets d'Etat, les horreurs de l'Histoire, les énigmes de la Mystique (égyptienne, juive, chrétienne) et les aventures de Judith Czernick, qui n'est peut-être que le rêve éveillé d'Alexandra Tchitchikov, *« la plus grande diva internationale et intertemporelle »,* elle-même avatar de la Vierge Marie...

Ainsi François Coupry nous mène-t-il *« vers l'espace hors du temps ».* En toute ubiquité. En toute impunité : *« Au-dessus de la beauté de l'univers. »* — S. K.

★ **LE RIRE DU PHARAON, de François Coupry. Editions Robert Laffont, 357 p., 79 F.**

Une belle saga

Il y a deux façons de lire ce roman. Ou l'on s'arrête à l'histoire du narrateur, Christophe, et à celles qui l'entourent — intrigues familiales et amoureuses, figures d'un colporteur au franc-parler, d'une enfant du péché élevée par la femme trompée, d'un père architecte qui a bâti pour lui sa dernière maison, le Volkameria..., — et nous sommes en présence d'un roman d'aventure et d'un amour plaisant, bien construit, avec ce qu'il faut de rebondissements, suspense et autres ingrédients du genre.

Ou bien, sans se priver de ce plaisir premier, on se laisse prendre par l'atmosphère d'une histoire qui ne manque pas de références religieuses, sans prêchi-prêcha, et va beaucoup plus loin qu'une simple saga. Ce Volkameria, en effet, c'est, sur l'île de Ligoualan, au nord-est des Bermudes, une maison à l'architecture des plus originales : la lumière n'y entre que par le haut. Et l'on voit le symbole, car cette lumière d'en-haut n'éblouit pas ceux qui vivent dessous — ils ont des coins d'ombre où se meuvent leurs âmes qui ne sont pas sans ténèbres, — et ils l'accueillent ou lui résistent, comme on s'ouvre ou se ferme à la grâce.

Ce n'est qu'un exemple de la richesse de ce roman des apparences, de la quête du vrai, de l'inachèvement — maison mais aussi destins — et de l'initiation d'un jeune garçon (Fils de l'homme comme on peut le dire du Christ), qui, en découvrant les secrets de sa famille, découvre ceux du monde et tend vers la lumière pour devenir un adulte différent.

Un roman, donc, et aussi une œuvre avec ce que cela sous-entend d'art de la narration et de solidité des thèmes que Marie-Thérèse Humbert ne met pas en exergue et qui en sont d'autant plus forts, présents, convaincants. — P.-R. L.

★ **LE VOLKAMERIA, de Marie-Thérèse Humbert, Stock, 442 p., 96 F.**

LETTRES ÉTRANGÈRES

L'adultère en Chine populaire, ce scandale

Yu Luojin racontait dans un premier roman, *le Nouveau Conte d'hiver,* les persécutions qui lui furent infligées pendant la révolution culturelle, le premier mariage qu'elle contracta pour fuir sa situation de pestiférée, et l'inévitable divorce qui s'ensuivit (1). Dans *Conte de printemps,* nouveau récit autobiographique, elle confesse comment, lassée d'un mari falot et veule, elle s'est éprise d'un réformateur éclairé qu'elle a d'autant plus admiré que ce dernier a concouru à réhabiliter son frère Yu Luoke, fusillé un soir de printemps 1970, pour avoir tenu tête aux intégristes maoïstes. Yu Luojin entame une seconde procédure de divorce.

La presse nationale, en mal de fait divers, s'empare de l'affaire, juge son comportement scandaleux et la traite de dépravée. Sa famille désapprouve aussi sa conduite et l'accuse de se *«maquiller avec le sang versé par le frère».* En plein désarroi, elle pense un moment trouver protection et réconfort auprès de son nouvel ami, mais elle découvre que ce dernier, influent dans les milieux journalistiques, est à l'origine des délations dont elle est victime. Elle finit alors par comprendre que *«ce sont des hypocrites de son espèce qui ont assassiné son frère».* Elle continue néanmoins à se battre pour faire triompher la franchise contre la duplicité, au risque de voir sa réputation davantage ternie.

Les bureaucrates chargés de l'appareil de propagande n'ont pu empêcher la sortie du roman. Ils en ont cependant interdit la diffusion, au bout de quinze jours, et la critique officielle s'est déchaînée contre cette *«littérature à scandale...* (qui) *ne cesse de prôner ouvertement l'individualisme absolu, la morale pourrie de la bourgeoisie sur le mariage et la famille»,* contre ce livre *«grossier, superficiel, ... long, désordonné, d'une lecture difficile».* Il n'en est rien. Le récit est admirablement construit, et le style alerte, incisif. *Le Nouveau Conte d'hiver* avait pu laisser certains lecteurs sceptiques quant au réel talent d'écrivain de Yu Luojin. Il n'est plus permis aujourd'hui d'en douter. — A. P.

(1) *Le Monde* du 16 avril 1982.

★ **CONTE DE PRINTEMPS, de Yu Luojin. Traduit du chinois par Huang San et Miguel Mandarès. Christian Bourgois, 348 p., 90 F.**

SOCIÉTÉ

Les Mémoires d'une dame des Postes

Autour de 1900, on entrait dans l'administration des postes comme apprentie sans rétribution pendant deux ans, après quoi on pouvait devenir stagiaire, attendant la titularisation et un salaire à peine décent.

Cécile Trévou remonte à son enfance charolaise ; orpheline de naissance, élevée par une grand-mère gâteau, elle remet ses pas dans ses pas : près de cinquante ans de service, tous les échelons gravis jusqu'au grade de contrôleur, et la retraite. Elle en a vu des choses ! D'abord, le télégraphe ; et il lui a fallu apprendre le morse, puis les opérations bancaires, quand la poste cessa d'être un organe de communication pour gérer les économies de ses clients. Les « bons », de la défense nationale durant la Grande Guerre, puis tous les autres, et les livrets de caisse d'épargne, et les pensions à verser, ont été la terreur de Cécile. Ces jeunes femmes, souvent célibataires, étaient responsables sur leur salaire de la moindre erreur. A voir la complexité maniaque des circulaires administratives, on comprend l'anxiété permanente qu'elles éprouvaient, derrière leur guichet.

Vint ensuite, à Paris, pour Cécile, le temps de centraux manuels de téléphone : deux brigades de mille femmes chacune, rivées aux innombrables fiches de leur standard, la permission d'être assise accordée à la fin du siècle.

Elle revit tout cela sans amertume, et les grandes grèves suscitées par la montée des prix à partir de 1919, et la baisse — mais oui ! — des tarifs postaux, et la rapidité de distribution du courrier comparée à celle de nos jours. Un autre monde, qu'on ignorait, surgit du récit recueilli avec intelligence par Roger Abraham ; un monde laborieux, dur, mais la camaraderie l'adoucissait, où le travail était anobli par la conscience professionnelle. De la fierté, dans tous ces propos. — G. G.-A.

★ **LES DAMES DE LA POSTE, de Cécile Trévou. France-Empire, 238 p., 64 F.**

● DERNIÈRES LIVRAISONS

● LA FOI DE MAURIAC a toujours triomphé du doute, et son espérance dans la vie divine de l'Eglise est restée inébranlable au sein des polémiques les plus vives. C'est ce que montre Théodore Quoniam dans un essai sur la question du péché et de la rédemption à partir des écrits du grand romancier (Théodore Quoniam : *François Mauriac, du péché à la rédemption,* Téqui, 212 p., 54 F.)

● LA THÈSE SELON LAQUELLE LA CRÉATIVITÉ MUSICALE DE ROBERT SCHUMANN *aurait décliné* dans les dernières années du compositeur est vivement réfutée par Dietrich Fischer-Dieskau. Celui-ci, qui a chanté nombre de cantates et d'oratorios et interprété maints rôles d'opéra, propose une approche originale du destin de Schumann fondée, pour une grande part, sur son œuvre vocale. (Dietrich Fischer-Dieskau : *Robert Schumann, le verbe et la musique,* traduit de l'allemand par Georges Pauline, Seuil, 358 p., 160 F.)

● ALORS QU'IL PEIGNAIT SA CÉLÈBRE FRESQUE, MICHEL-ANGE reçut la visite d'un jeune peintre portugais, qui était un de ses fidèles admirateurs, François de Hollande. Celui-ci a raconté ces rencontres dans des *Dialogues,* dont une nouvelle traduction vient de paraître. On y voit exprimée de façon très vivante la haute idée que Michel-Ange se faisait de la peinture... et du prix auquel elle devait être payée (François de Hollande : *De la peinture, Dialogues avec Michel-Ange,* traduit de l'italien par Simone Matarasso-Gervais, Ed. Alinéa, 5, rue Félibre-Gaut, 13100 Aix-en-Provence, 111 p., 60 F.)

● CALICOT, ainsi appelait-on un employé de « nouveautés » sous le second Empire. Ce fut le métier de l'arrière-grand-père du critique Philippe Lejeune, spécialiste réputé de la littérature autobiographique, qui a eu l'heureuse fortune de trouver dans les papiers familiaux le récit, par Xavier-Edouard Lejeune (1845-1918), de sa vie d'honnête employé et de bon père. Avec la collaboration de son propre père, Philippe Lejeune a mené une enquête, révélant les secrets inavouables, dans ce texte qui, de l'enfance à Laon et de l'adolescence laborieuse dans les premiers grands magasins parisiens, au siège de 1870 et à la Commune, est un peu *Au bonheur des dames* avant Zola. Cet étonnant document a ainsi trois auteurs et établit un passionnant dialogue entre les générations. (Xavier-Edouard Lejeune : *Calicot.* Enquête de Michel et Philippe Lejeune. Arthaud/Montalba, 368 p., 90 F.)

● A PARIS, DIT-ON, TOUT COMMENCE ET FINIT AUTOUR D'UNE TABLE. En tout cas, les cafés et les restaurants des boulevards de la capitale ont été au XIXe siècle, et jusqu'à la première guerre mondiale, des hauts lieux de la vie littéraire, galante, artistique et politique. Notre collaborateur Robert Courtine (il signe La Reynière sa chronique gastronomique du *Monde*) fait revivre cette époque où l'on dégustait les plats en les accompagnant de bons mots. (Robert Courtine : *la Vie parisienne : cafés et restaurants des boulevards (1814-1914).* Perrin, 384 p., 110 F.)

● L'ANCIEN GRAND MAITRE DU GRAND ORIENT DE FRANCE, Jacques Mitterrand, évoque, à travers de « vieilles histoires de France et d'Afrique », les souvenirs de plus de cinquante années de vie politique et maçonnique et souligne les *« deux périls »* qui menacent, selon lui, le *« gouvernement de progrès »* actuel. (Jacques Mitterrand : *A gauche toute citoyens !* Préface de Guy Nania et Renée Roblot-Nania, Ed. Guy Roblot, 8, impasse Vassou, 75012 Paris, 248 p., 79 F.)

● ON N'ÉVALUE PAS BIEN ENCORE TOUTE L'INFLUENCE QU'A EUE LA JOC sur *l'évolution* de la *société* française, soixante ans après la fondation du mouvement. Trois historiens qui ont accédé à toutes les archives et interrogé fondateurs, anciens et jeunes de la JOC, dégagent les courants, les logiques, les inflexions et les mutations qui modulèrent l'activité jociste. (Pierre Pierrard, Michel Launay, Rolande Trempé : *la JOC, regards d'historiens,* Les Éditions ouvrières, 236 p., 65 F.)

● L'ÉPOPÉE DE SIEGFRIED figure parmi les plus grandes légendes d'Europe occidentale. Jean Markale, à qui l'on doit l'étude des traditions et récits celtiques, met en lumière l'appartenance de la légende de Siegfried à un fonds plus vaste que la mythologie germanique et scandinave. (Jean Markale : *Siegfried ou l'Or du Rhin,* Retz, 188 p., 96 F.)

● LA RUDE VIE DES MATELOTS ET MATELOTES qui exerçaient la pêche à la voile le long de la côte d'Opale est mal connue. Henri Leprêtre, qui fut l'un de ces marins, évoque ce travail périlleux et harassant avec ses traditions et ses anecdotes. (Henri Leprêtre : *Marin-pêcheur au temps des voiliers,* propos recueillis par Marguerite Lecat, Ed. France-Empire, 218 p., 64 F.)

● LA MOTIVATION AU TRAVAIL représente un thème de réflexion et d'action privilégié pour les psychologues spécialisés depuis une bonne trentaine d'années. La crise des valeurs du travail qu'analyse Claude Lévy-Leboyer paraît être *« le signe d'une mutation dans les rapports entre les travailleurs et les situations de travail »,* mutation qui appelle des solutions nouvelles. (Claude Lévy-Leboyer : *la Crise des motivations,* PUF, 136 p., 65 F.)

● LE « Géoatlas » DE LAROUSSE, s'il ne coûte que 49 F, n'en est pas moins un atlas très complet qui propose, à côté de cartes physiques et politiques du globe, des données essentielles de géographie générale, en photos, schémas et diagrammes accompagnés de courts textes. (*Géoatlas,* Larousse, album broché en couleurs, 96 p., 22,5 × 28, 49 F.)

DU LIBRAIRE

DOCUMENT

Le crime des sœurs Papin

« Sorties tout armées d'un chant de Maldoror », écrivaient en mai 1933 Eluard et Péret, trois mois après le double crime des sœurs Papin, les bonnes qui avaient assassiné leurs maîtresses, Mme Lancelin et sa fille.

Les frères Tharaud dénoncèrent les lacunes judiciaires du procès et prirent parti pour l'hypothèse d'un crime commis par des paranoïaques irresponsables. Lacan trouva dans ce « couple psychologique » les premiers matériaux pour ses études sur la paranoïa et le thème du double. En 1947, Genet publia *les Bonnes.* Au cinéma, Papatakis mit en scène ce glorieux fait divers dans son film *les Abysses.* Christine Papin mourut en 1937, dans un hôpital psychiatrique, ayant refusé de s'alimenter pendant de longs mois. Léa, après dix ans de travaux forcés, se retrouva de nouveau domestique jusqu'en 1982, l'année de sa mort.

Francis Dupré réunit tous les documents concernant le procès du siècle dans un dossier, le plus complet jusqu'à ce jour, où sont mis en lumière les conflits entre la justice et la psychiatrie dans le jugement de ce « crime immotivé ». — R. J.

★ **LA « SOLUTION » DU PASSAGE A L'ACTE ; LE DOUBLE CRIME DES SŒURS PAPIN, de Francis Dupré, éd. Erès, 266 p., 155 F.**

SCIENCES HUMAINES

A boire et à manger

Il faut picorer dans le nouveau livre de Peter Drucker, le célèbre spécialiste américain de l'organisation des firmes. Il rassemble là des articles publiés dans le *Wall Street Journal,* et tous ne sont pas de la même qualité. Retenons la meilleure part. Il est vrai que l'on sait comment réduire l'inflation, mais que manque trop souvent la volonté politique. On n'insistera jamais assez non plus sur le fait que les emplois destinés à la main-d'œuvre d'aujourd'hui et de demain requièrent beaucoup plus de capitaux que ceux d'hier. Il est bon de rappeler que seulement un quart environ de la main-d'œuvre japonaise bénéficie de l'emploi à vie.

Plus étrange, mais, à la réflexion, pas si folle, l'idée que le profit est une illusion et qu'il n'y a que des coûts : coût du capital, de l'assurance contre les risques de toute activité économique, enfin des emplois et des retraites de demain.

Saluons également avec Peter Drucker l'émergence d'un nouveau « droit de propriété », celui du travail, l'emploi étant le moyen pour le salarié d'accéder au statut social, à la réussite et au pouvoir. Plus contestable est l'affirmation selon laquelle seules les industries extractives rapportent des bénéfices aux multinationales installées dans le tiers-monde. Ce ne sont pourtant pas pour les beaux yeux des indigènes que les autres s'installent !

S'il y a à boire et à manger dans le nouveau Peter Drucker, du moins la table est servie pour le grand public, avec un langage clair et quelques piments de bonnes formules. — P. D.

★ **VERS UNE NOUVELLE ÉCONOMIE, de Peter Drucker, Interéditions, 240 p., 115 F.**

La Déesse communication

Après avoir écrit sur la décision *(Critique de la décision),* le sentiment religieux *(l'Enfer et le Paradis),* l'Italie *(Je reviendrai des terres nouvelles),* Lucien Sfez, qui est professeur à l'université Dauphine, nous propose maintenant une réflexion sur l'égalité *(Leçons sur l'égalité).* Mais à travers ces parcours sur des terrains si divers, il nous prévient que sa recherche a toujours tourné autour d'un même thème : celui de la communication. Comment circulent les informations, les idées, les énergies ? Comment les vérités universelles se disloquent au profit de messages partiels, éclatés ? Comment fonctionne la mémoire des sociétés. Comment s'échangent les images et les pratiques ?

L'hypothèse qu'il avance dans ce nouveau livre est que, de la Grèce antique à la société industrielle, en passant par le christianisme, les Lumière, Rousseau, Marx, l'idée d'égalité a pris en charge le besoin de communication sociale. Mais l'égalité s'est effondrée avec les notions vieillies de liberté, de nation, d'Etat qui l'accompagnaient. Et seule demeure à la place ainsi laissée vide la communication, cette nouvelle religion des temps modernes. — F. G.

★ **LEÇONS SUR L'ÉGALITÉ, de Lucien Sfez, Fondation nationale des sciences politiques, 293 p., 98 F.**

HISTOIRE

Dernières nouvelles de l'anarchie

Militant anarcho-syndicaliste depuis une quarantaine d'années, Maurice Joyeux a décidé de procéder à une relecture des théoriciens anarchistes du siècle dernier pour « actualiser » des textes qui, s'ils demeurent essentiels pour la pensée libertaire, ont quelquefois subi les outrages du temps et perdu un peu de leur acuité.

Ces *« réflexions sur l'anarchie »* méritent d'être lues malgré le style par trop didactique de l'auteur, qui, par ailleurs, maîtrise parfaitement les sujets qu'il aborde. Deux ou trois fois, Maurice Joyeux se laisse aller à des colères de fort belles factures qui révèlent un réel talent de polémiste.

Cet ouvrage théorique ne saurait faire oublier que Maurice Joyeux n'hésita pas à payer de sa personne pour demeurer fidèle à ce qu'il croyait juste. Il fut de ceux qui firent de la prison, lors de la seconde guerre mondiale, en qualité d'objecteur de conscience. Compagnon de Louis Lecoin, Nicolas Faucier retrace, dans *Pacifisme et antimilitarisme dans l'entre-deux-guerres,* les principaux combats des pacifistes. Son livre est un plaidoyer sincère pour des hommes qui eurent l'innocence de préconiser une paix désarmée,*« même en face de Hitler ».* — P. Dra.

★ **CE QUE JE CROIS *(Réflexions sur l'anarchie),* de Maurice Joyeux, Les cahiers du vent du ch'min (5 bis, rue Rolland-Vachette, 93200 Saint-Denis), 100 p., 50 F.**

★ **PACIFISME ET ANTIMILITARISME DANS L'ENTRE-DEUX-GUERRES, de Nicolas Faucier, Spartacus (5, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, 75004 Paris), 206 p., 60 F.**

● EN POCHE

● COMMENT LA MODERNITE *s'était-elle répandue dans la France profonde de 1965 ?* Edgar Morin répondit à cette question en effectuant une minutieuse enquête sur une petite commune située au cœur du pays bigouden. Ce livre, qui reparaît sous le titre *la Métamorphose de Plozévet, commune en France* (Livre de poche/Biblio), illustre ce que Edgar Morin a appelé la « sociologie du présent ».

● REZVANI a raconté un demi-siècle de sa vie dans *le Testament amoureux,* repris dans « Points »/Seuil. Ce récit entraîne le lecteur de la Perse des années 30 à l'Iran moderne et jusqu'au massif des Maures, où il réside désormais, des folies meurtrières du siècle à l'angoisse créatrice de l'artiste.

● ANNIE ERNAUX, l'auteur du remarquable *la Place* (Gallimard) publié cette année, avait déjà donné en 1974 un roman reflet d'une déchirure sociale et culturelle, *les Armoires vides,* repris aujourd'hui en « Folio ». Une jeune étudiante, d'origine populaire, qui vient de se faire avorter, se remémore, seule dans sa chambre, sa courte vie.

● A PROPOS DE COLETTE. Les « poche » ne sont pas absents des publications qui marquent le trentième anniversaire de la mort de l'écrivain. Ainsi *la Naissance du jour* (Flammarion, 1928), court roman dont Thierry Maulnier disait qu'il était *« l'adieu à la seconde jeunesse », la Retraite sentimentale* (1907) étant *« l'adieu à la première jeunesse »,* paraît en GF Flammarion, avec une préface de Claude Pichois — qui a établi l'édition de la Pléiade, — un dossier comprenant des lettres de Sido à sa fille ainsi qu'un répertoire des personnes réelles citées dans le roman, une note bibliographique et une chronologie. (GF n° 430.) Chez Presses « Pocket », c'est le *Colette* de Marc Andry, présenté par Paul Guth, qui vient de paraître (n° 2283).

Ont collaboré à cette rubrique : Bernard Alliot, Geneviève Brisac, Pierre Drachline, Pierre Drouin, Frédéric Gaussen, Ginette Guitard-Auviste, Roland Jaccard, Serge Koster, Pierre-Robert Leclercq et Alain Peyraube.

LA VIE LITTERAIRE

Une bibliothèque dans le métro parisien

En bas des marches du métro parisien, à la station Nation ; Métrolire, une bibliothèque de 11 m², propose 1 800 livres, principalement des nouveautés, des romans, de la science-fiction et des policiers, des albums pour les enfants, et des biographies. Il y a déjà, dans cette bibliothèque pas comme les autres, près de 600 inscrits. En six mois, on peut estimer que plus de 10 % des usagers ont utilisé ce nouveau moyen de lire à portée de la main.

Une initiative astucieuse donc, saluée, mardi 6 novembre, par la visite de Jack Lang, ministre délégué à la culture. Pour le Comité Léo-Lagrange de Paris, qui gère Métrolire, dont il a eu l'idée, le bilan est encourageant. Est-ce à dire que la bibliothèque attire déjà aux livres un public de non-lecteurs ? Pas vraiment. Les statistiques réalisées par le Comité Léo-Lagrange montrent plutôt l'inverse : c'est une clientèle de moyens et gros lecteurs qui s'est emparée de cette initiative, des femmes d'abord, une population active, beaucoup d'employés de bureau. Question de réflexe, sans aucun doute. De nouvelles habitudes se prendront d'autant plus aisément qu'il y aura d'autre Métrolire : au Comité Léo-Lagrange, on ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. — G. B.

Les Grands Prix de l'humour noir

Les Grands Prix de l'humour noir, qui ont été fondés en 1954, à Dijon, par Tristan Maya, fêtaient cette année leur trentième anniversaire. Le premier Grand Prix spécial, créé à cette occasion, a été décerné, pour l'ensemble de son œuvre, à Louis Scutenaire, né à Ollignies, en Picardie, le 29 juin 1905, qui, à défaut de pouvoir être boxeur poids lourd, coureur cycliste, jeueur de balle-pelote ou artiste de cirque comme il le désirait, est devenu écrivain. Ami des surréalistes, il a passé sa vie à noter des calembours, poèmes, sentences, citations, pour en faire des « inscriptions ». Il a aussi écrit un livre sur Magritte.

Le prix Xavier-Forneret est allé au romancier chilien Alexandro Jodorowsky pour *le Paradis des perroquets* (Flammarion) ; le prix Grandville au dessinateur anglais Ralph Steedman pour son album *l'Arme à l'œil* (Aubier-Montaigne) ; le Prix du spectacle à Jean-Paul Farré pour *le Dernier Soliste* ; le Prix du disque à Antonio Tamayo, alias Théophile, pour *la Vie est un jingle* (CRAC).

Les lauréats ont reçu chacun une tête de mort décorée, avec un nez de clown, réalisée en céramique à froid par Yak Rivais.

Un prix Marcel-Pagnol en faveur des handicapés

Marcelle Vigouroux, Clotilde Martin et quelques autres Marseillaises sont des femmes qui se sont donné pour but *« de rendre aux handicapés leur dignité humaine sans faire appel à la charité »*. Elles agissent au sein d'une association d'utilité publique sans but lucratif, la Chrysalide, fondée en 1958 et œuvrant sous l'égide de la direction départementale de l'action sanitaire et sociale (DDASS) des Bouches-du-Rhône. Entre autres initiatives, la Chrysalide s'est intéressée à la littérature, distinguant en 1983 le roman de facture classique du jeune écrivain Alain Cadéo, *Stanislas* (Editions Jeanne Laffitte). A partir de 1985, la Chrysalide attribuera, tous les deux ans, le prix Marcel-Pagnol, la veuve de l'écrivain ayant donné son accord pour l'utilisation du nom de son époux et fait un geste en abandonnant à l'association les droits d'une très curieuse nouvelle inédite de Pagnol, *les Secrets de Dieu*, traitant de la vie d'une infirme en Bretagne, sous la Révolution.

Le lauréat du prix Marcel-Pagnol, que patronne le ministère de la culture, recevra 10 000 F. Il devra être francophone, résider en France métropolitaine et n'avoir jamais publié d'ouvrage. Le choix sera fait sur manuscrit, par un jury de personnalités intellectuelles extérieures à la Chrysalide. Tous les thèmes en prose de langue française peuvent concourir, de la nouvelle au roman, en passant par l'essai, la biographie, l'histoire, etc. Le gagnant verra son œuvre publiée chez un bon éditeur et sa promotion assurée par la Chrysalide, envers laquelle il se sera engagé auparavant à abandonner ses droits d'auteur sur l'œuvre primée. La date limite pour l'envoi des manuscrits, qui doivent être dactylographiés, est fixée au 31 janvier 1985. Le prix sera décerné à Marseille au printemps de la même année. — J.-P. P.-H.

★ La Chrysalide, BP 36, 13234 Marseille, Cedex 4. Tél. : (91) 08-94-07. (La nouvelle de Pagnol, *les Secrets de Dieu*, y est disponible pour 30 F, au profit des handicapés.)

• EN BREF

• **LE 6e PRIX DU PREMIER ROMAN** a été décerné à Jean-Pierre Arron-Vignod pour son livre intitulé *le Rideau sur la nuit*, publié chez Gallimard (*le Monde* du 7 septembre).

• **LA CORRESPONDANCE DE JEAN PAULHAN.** — A la suite du dossier sur Jean Paulhan paru dans « le Monde des livres » du 2 novembre, le professeur Etiemble nous écrit pour nous rappeler le livre de Jeannine Kohn-Etiemble, *226 lettres inédites de Jean Paulhan à Etiemble. Contribution à l'étude du mouvement littéraire en France 1933-1967*, publié chez Klincksieck en 1975. D'autre part, Jean Paulhan est mort le 9 octobre *1968* et non 1963 comme nous l'avons écrit à la suite d'une erreur d'impression dans l'article intitulé « L'écrivain, le guerrier, le saint... ».

• **LA REVUE DES REVUES.** — La ville de Villeurbanne, l'Office Rhône-Alpes du livre et plusieurs revues de la région Rhône-Alpes organisent les 16 et 17 novembre, à Villeurbanne « La revue des revues », un colloque qui aura lieu au centre culturel de la ville (234, cours Emile-Zola). De nombreuses « tables rondes », au cours de ces deux journées, s'attacheront non seulement à faire l'historique de diverses revues, mais aussi, à partir d'une enquête faisant l'objet d'un numéro spécial d'*Actualité Rhône-Alpes*, à analyser le phénomène des revues. Les principaux débats seront autour des thèmes suivants : « La revue et ses milieux producteurs », « La revue et les autres médias », « La production des revues », « La diffusion des revues », « Les publics des revues ». Les actes du colloque seront publiés dans un numéro spécial d'*Actualité Rhône-Alpes*. (Informations : Daniel Garcia, (1) 508-40-60 ; Anne-Marie Bernard, (7) 868-81-11.)

• **LA FOIRE DU LIVRE DE BRIVE-LA-GAILLARDE** aura lieu les *9, 10 et 11* novembre prochain, dans la grande halle Georges-Brassens. Elle accueillera cette année plus de 80 éditeurs et près de 120 écrivains.

• FESTIVAL

Fuller casse la baraque à Reims

J'ÉTAIS assis à côté de Samuel Fuller durant la projection de son film *les Bas-Fonds new-yorkais* (1960). Cliff Robertson, blessé à mort, titube et s'écroule entre des poubelles. Admirable travelling nocturne. *Fin*. Fuller se tourna vers moi et dit, en souriant : *« Ça aurait fait un bon livre... »* En l'invitant, le VIe Festival du roman et du film policiers de Reims a mis dans le mille : Fuller est cinéaste et écrivain. Ses polars, *l'Inexorable Enquête* ou *la Grande Mêlée* (éd. Bourgois), sont montés comme des films, pleins d'images et de fureur. Ses films, remplis de bruit et de coups, sont des *emotion pictures*. Une idée par plan. *« Sam,* explique sa femme, Christa Lang, *est un héritier de Corneille, pas de Racine. »* C'est vrai. *Le Port de la drogue* (1952), qu'on a revu à Reims, ressemble plus à *Othon* qu'à *Bérénice*.

Un autre Américain est venu s'éclater à Reims. Il a fait savoir à la France entière qu'il s'y passait quelque chose. On a reconnu sa silhouette à la télévision, chez Drucker et Distel. Peter Falk, alias « Colombo », est arrivé sans son imper crasseux. Un tour de ville en 604. Un képi d'agent de police sur la tête. Du champagne. Bonjour, tout le monde. La star a dîné chez Boyer, après avoir confié à Fabien Bonnet, un journaliste de *l'Union*, que les différents réalisateurs de la série *Colombo* l'ont laissé libre. *« J'ai bâti moi-même le personnage. J'ai toujours tourné avec le même imperméable, que j'ai acheté en 1965. Je le conserve précieusement dans une mixture à base de lait. »*

La Maison de la culture A.-Malraux de Reims est aussi le rendez-vous des fidèles qui se retrouvent chaque année, entre deux projections et trois débats. Léo Malet, Jean Vautrin, Georges G. Arnaud, Jean Demouzon, Pierre Lebedel, Jacques Baudou, Maurice B. Endrèbe, Jean Mazarin, etc., cette vieille garde reçoit les nouveaux venus.

On distribue de nombreux prix. Didier Daeninckx en a reçu un pour chacun de ses romans, parus dans la Série noire. *Le Géant inachevé* a eu l'un des « trophées 813 » et *Meurtres pour mémoire*, le Grand Prix 1985 de littérature policière. D'autres « trophées » distinguèrent François Guérif, pour sa collection de nouvelles (Futuropolis), Roland Stragliati, le responsable du retour de Scerbanenco (en 10/18), et Janwillem Van de Wetering, dont Engrenage a sorti *le Massacre du Maine*. Le Prix de la ville de Reims, attribué pour la première fois par un jury que préside Edgar Faure, a salué la tradition, *les Maîtresses du jeu*, de Maurice Perisset (éd. du Rocher), et les modernes, avec *Passage des singes*, de Jean-François Vilar (Presses de la Renaissance).

Deux événements, surtout, ont marqué ce festival. Futuropolis a distribué les premiers exemplaires du tome 1 d'un monument d'érudition consacré à la collection « Le Masque » (le second est pour janvier 1985) et l'on a pu voir Robin Cook, la nouvelle coqueluche de la Série noire. Béret basque, longs cheveux gris et gras, accent du Périgord, cet Anglais qui vit en France est un défi à tous les looks. L'un de ses romans, *On ne meurt que deux fois*, va être adapté par Audiard pour Jacques Deray. Cook est un professionnel, capable de parler de son métier un verre à la main, comme Fuller du sien, précision et rigueur obligent. Il a été marqué par Dostoïevski et Sartre. Il connaît par cœur *le Mur*. *« Je me suis servi de sa vision du style comme d'un paradigme. Je l'ai utilisé comme un tamis à travers mon propre travail. »* En bavardant avec d'autres invités de ce festival, June Thomson, Janwillem Van de Wetering, Edouard Niemans ou Marvin H. Albert, j'ai constaté, encore un coup, que les praticiens du polar ne ressemblent guère aux écrivains « de littérature ». Ils aiment la vie, évitent les cancans et les intrigues. Leur amertume ou leur dégoût, ils les gardent pour les romans et les films. A Reims, on se balance de tout ce qui n'est pas essentiel, l'amitié, l'amour du boulot, la rage d'écrire et de filmer.

RAPHAËL SORIN.

● ÉTUDE

INSAISISSABLE MODERNITÉ

Un concept périmé

(Suite de la page 15.)

Paul Valéry lui-même se demandait s'il était possible d'utiliser des mots comme *caoutchouc* et *parapluie* dans une œuvre poétique. Pourquoi pas ? lui aurait rétorqué Villon, en quoi le poète du quinzième siècle est plus moderne que notre presque contemporain. Lorsqu'il veut évoquer une locomotive – pour déplorer son existence, notez bien, – Vigny, dans un poème magnifique mais tributaire d'une esthétique ancienne, parle de « vapeur foudroyante » ou de « taureau de fer », toutes périphrases pour ennoblir ce qu'il n'ose désigner par son nom ou décrire dans sa réalité visuelle. Si, par contre, Manet ou Monet pourront figurer des gares et des trains sans signes poétiques conventionnels, sans regarder vers le passé, c'est bien qu'ils seront modernes.

Baudelaire a eu la chance d'être compris par ses cadets, et Rimbaud formulera ce slogan esthétique qu'on ne se lassera plus de répéter : *« Il faut être absolument moderne. »* En analysant la modernité de Baudelaire, Jules Laforgue décrit aussi bien celle de *la Terre vaine*, de T.S. Eliot, d'*Ulysse*, de Joyce, ou du *Paysan de Paris*, d'Aragon : *« Baudelaire, le premier, parla de Paris en damné quotidien de la capitale (les becs de gaz que tourmente le vent de la prostitution qui s'allument dans les rues, les restaurants et leurs soupiraux, les hôpitaux, le jeu, le bois qu'on scie en bûches qui retentissent sur le pavé des cours, et le coin du feu, et les chats, des lits, des bas, des ivrognes et des parfums de fabrication moderne), mais cela de façon noble, lointaine, supérieure... Il a le premier trouvé après toutes les hardiesses du romantisme ces comparaisons crues, qui soudain dans l'harmonie d'une période mettent en passant le pied dans le plat : comparaisons palpables, trop premier plan, en un mot américaines, semble-t-il : palissandre, toc déconcertant et ravigotant : La nuit s'épaississait ainsi qu'une cloison ! »* On n'est plus éloigné de la définition de l'image selon Reverdy que reprendra le surréalisme.

La multiplication des « ismes »

La modernité ne renâcle pas devant *parapluie* et *caoutchouc*. Puisque les impressionnistes avaient peint des passants sous des parapluies, puisque, ensuite, Chirico avait parsemé quelques toiles de gants de caoutchouc, pourquoi aurait-il été plus difficile de les utiliser en poésie ? *« Il est faux,* écrit Cendrars, *de considérer le langage comme une entité idéale évoluant indépendamment des hommes et poursuivant ses fins propres. »* Ni Cendrars, ni Apollinaire, ni Max Jacob, ni Reverdy ne craindront les signes de leur aujourd'hui, pas plus que leurs amis peintres aux toiles pleines de fêtes foraines, d'objets usuels tels que compotiers et guitares, encollées de journaux et de publicités, de papiers peints et de paquets de tabac. Duchamp en viendra même à exposer l'objet tel quel tiré de son contexte. Ecoutons Fernand Léger : *« Ceux que l'on appelle les modernes, les fauves, les cubistes, les surréalistes n'ont fait que développer et accentuer la libération. Tout s'enchaîne, c'est l'impressionnisme qui a permis le fauvisme, etc. L'art consiste à inventer et non à copier... Que cela soit poésie ou peinture, c'est là le but... L'œuvre académique met en avant le sujet et en second plan les mérites picturaux, s'il y a lieu. Nous autres, c'est le contraire. »* Dans le premier tiers de notre siècle, les *ismes* vont se multiplier dans le monde occidental, chacun né des ruines du précédent et croyant, en en développant tel ou tel aspect, mieux exprimer la modernité.

La seule exception est peut-être Dada, qui a compris ce caractère *transitoire* de la modernité dont parlait Baudelaire ; son *désespoir* et son *dégoût* (ce sont les mots du *Manifeste dada 1918)* l'amènent à proclamer qu'il n'est *pas moderne* et à refuser de faire des théories qui n'aboutiront jamais qu'à des formules, qu'à se figer en un nouvel académisme. Tristan Tzara voulait une *« rupture avec les tendances modernes, le cubisme, l'expressionnisme et le futurisme, qui, en séparant les problèmes artistiques de ceux de la vie, entraient dans le jeu des vieilles conceptions en donnant à l'art une importance exagérée par rapport à celle que nous accordions à l'homme »*. Ni ancien ni moderne, Dada a préféré se saborder (les néodadaïstes des années 60 et 70 ne se feront pourtant pas faute d'en reprendre quelques formules). Persuadé que les *ismes* de *l'aventure moderne* reposent sur un fond commun, André Breton a parfois souhaité rassembler les différentes forces du fauvisme, du cubisme, du futurisme, du dadaïsme même ; la défection de ce dernier avait entraîné l'avortement d'un *« Congrès pour la détermination des directives et la défense de l'esprit moderne »*. Même au temps du surréalisme, il songera un moment à un front commun de l'art faisant *« abstraction de certaines divergences fondamentales »* aussi bien avec Pierre-Jean Jouve qu'avec André Malraux, au nom de *« l'ambition majeure des modernes de saisir la poésie dans son essence »* (*Minotaure*, nº 6, 1935)...

Faute d'un consensus rassemblant toutes les tendances autour de la modernité, les mouvements et les groupes se sont chassés l'un l'autre. Des novateurs comme Eliot, Picasso ou Stravinsky, agacés par cet engrenage, sont même revenus à un certain classicisme. Quelques mouvements de retour à un ordre réaliste se sont fait jour (Nene Sachlichkeit, Valöri plastici, réalisme socialiste) avant de tourner court et de laisser place de nouveau à l'exaltation de la modernité.

« La poésie sera en avant », avait dit Rimbaud. Puis Apollinaire et les cubistes : *« Les modernes sont des créateurs, des inventeurs et des prophètes. »* A vouloir être *« absolument moderne, en avant »* du public, l'inventeur, le prophète, perd contact avec ce public. Ancré dans le présent mais prétendant voir plus loin, c'est le paradoxe de l'art moderne que d'être devenu élitaire. Lorsque Le Corbusier et Ozenfant inscrivent en exergue de leur revue « l'Esprit nouveau *est le magazine des élites* », on retrouve la dédicace de Stendhal en tête de *Lucien Leuwen : « To the happy few »*.

Paradoxalement, oui, même ceux qui recherchent, qui en appellent à la révolution sociale (les surréalistes) et ceux qui recherchent l'action commune avec le plus grand nombre (les constructivistes) ne parviennent qu'à s'adresser à une élite. Le grand public suit toujours longtemps après, il est fondamentalement « rétro ». Depuis un siècle et demi qu'on lui en parle, il a fini par croire à la modernité, avec un certain décalage : il ne rit plus de Braque et de Picasso et vient de découvrir le surréalisme, comme il s'ébahit devant une Bugatti des années 20 ou une Cadillac des années 50 couverte de chromes. Il s'est habitué à ce qu'un *isme* chasse l'autre sans essayer de suivre le rythme. Or depuis une trentaine d'années, les beaux-arts comme la littérature étant devenus produits de consommation, le rythme s'est accéléré ; l'officialité adopte, récupère et vulgarise vite de peur d'être en retard d'une avant-garde, en se gargarisant de sigles : pop art, op art, art pauvre, structuralisme, etc., sans qu'on sache toujours très bien circonscrire ce qu'on met là-dessous.

L'illusion de l'autonomie

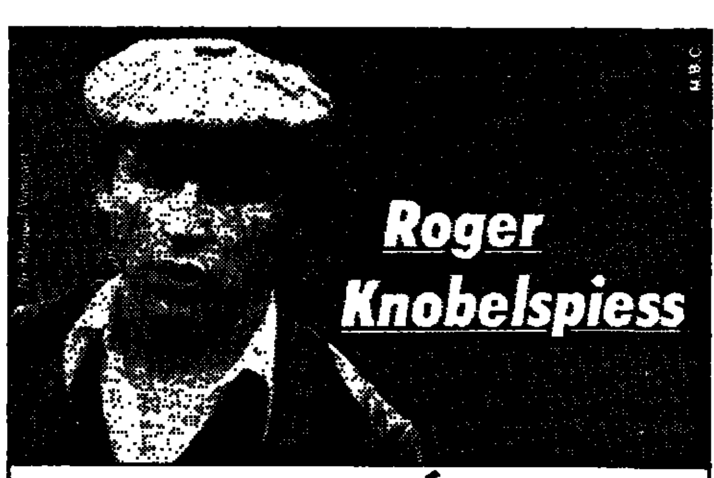
Autrefois, on classait l'art par écoles nationales sans trop se préoccuper de chronologie ; à la langue près, la littérature se définissait également ainsi. Mais l'art moderne a cru marquer une rupture, être sans rapport avec ce qui l'avait précédé, parce que son internationalisme (rien qui ressemble plus à un musée d'art moderne qu'un autre musée d'art moderne) a substitué à la classification par écoles une rigoureuse chronologie. Baudelaire et Whitman, Manet et Picasso, Rodin et Stravinsky, sont-ils des points de rupture ? Ne seraient-ils pas aussi des points d'articulation, de contact ? Le monde officiel et académique a pourtant consacré cette rupture en créant des musées d'art moderne et des histoires de la littérature moderne. Comme, avec l'accélération mentionnée plus haut, les uns et les autres se remplissent et que la place manque, il va falloir soit envoyer au Louvre et à la littérature passée le fauvisme, le cubisme et le surréalisme, soit trier parmi toutes les avant-gardes déjà vieillies accumulées depuis quelques décennies. Du même coup l'illusion de la modernité va tomber.

Dans ces années 80, il n'y a plus d'*ismes*, les groupes clos autour d'une revue ou d'un manifeste ont fait leur temps. Pour les artistes et écrivains qui ont la trentaine ou la quarantaine et travaillent à présent, la modernité, le modernisme, sont des concepts inertes et dépassés. Quelles que soient les qualités qu'on leur prête, ni un dessin de Titus-Carmel, ni un pastel de Kitaj, ni une pièce de Jean Ristat, ni un roman de Marianne Alphant, ne sont modernes. Un film moderne, c'était, par exemple, *l'Inhumaine* de L'Herbier, mais qui aurait l'idée de dire qu'*Au fil du temps* de Wim Wenders est un film moderne ? N'est-il pas, ô combien, de notre temps ? Heiner Müller écrivait récemment qu'avec la généralisation de l'économie de libre concurrence était morte *« l'illusion de l'autonomie de l'art, condition préalable au modernisme »*. Il est difficile de voir encore ce qui va le remplacer – et qui n'est peut-être pas réjouissant, – mais il est certain que, depuis quelque temps, il ne s'agit plus d'être moderne si l'on veut être d'aujourd'hui.

SERGE FAUCHEREAU.









● ÉTUDE

INSAISISSABLE

Une place royale perdue dans l'histoire

LA modernité en histoire ? Un beau concept, vraiment, qui a donné du sens et a rivé la chaîne des âges, qui a bousculé les mythes des origines et a rendu tant d'acteurs pleinement contemporains d'eux-mêmes. Mais un concept qui semble assez vain à l'historien de 1984. Qu'en ferait-il, dans cette atmosphère fin de siècle où l'ambition novatrice est une naufragée qui flotte à peine, épave en décomposition, au fil des eaux mêlées de l'effet patrimoine, de la mode rétro, de l'immédiateté d'un actuel largement médiatisé et toujours circulaire, des ardeurs « post » et des incantations inquiètes sur l'avenir de crise en pleine année Orwell ? Que le discours politique s'accroche à la modernité comme à une bouée prend à ses yeux une coloration en demi-teinte doucement anachronique : c'est peut-être une raison suffisante pour s'interroger sur l'histoire de ce mot-balise, sur cette querelle à répétition qui opposa les anciens aux modernes, sur ce dialogue inquiet et multi séculaire entre le renouveau et la décadence.

La modernité n'a pas eu sa place dans les temps impavides où *« le monde s'enroulait sur lui-même »*, pour reprendre le joli mot de Michel Foucault. Aux âges des signes triomphants, des savoirs circulaires, d'une terre répétant les cieux, toute avancée collective ne pouvait être que déchiffrement, va-et-vient, cosmogonie sans cosmopolitisme, dialogue d'atticisme ou réflexion juvénile sur les cycles du relatif et les impératifs du ressourcement. Tout au plus, au rythme du renouvellement des générations, quand l'avenir inquiète et que la morale des pères insupporte, le neuf entre alors en conflit avec le vieux pour conjurer quelque décadence ou s'offrir en alternative à la gloire passée. On pourrait ainsi relire, pêle-mêle, dans notre Antiquité classique — ou dans ce qui nous en fut transmis et qui nous a éduqués — Callimaque ou Catulle, les trésors des écoles d'Alexandrie, le « goût moderne » de l'avocat Aper détaillé par Tacite ou le *modern style* de telle villa célèbre de Néron. Le christianisme parachève cette impuissance à penser la modernité, avec sa Pentecôte et sa Résurrection qui organisent un autre temps pour l'homme : le moderne — sans parler du modernisme du vingtième siècle — n'interviendra dans l'histoire de l'Eglise, avec une forte odeur soufrée, qu'aux seules époques de réformes. Rien n'y fait : *modernus* ou *novitas* sont néologismes très bas-latins, l'antique peut penser le neuf, le nouveau, mais pas le moderne.

Une laïcisation de l'optimisme

Tout a basculé, au moins pour notre Occident chrétien, à partir du quatorzième siècle, dans un automne du Moyen Age qui fut printemps de la modernité, au milieu des grandes catastrophes démographiques et économiques, dans l'activisme des villes, l'envol des libertés bourgeoises et les premiers balbutiements du sentiment national et de l'Etat. Sans doute avait-on assisté jadis à l'étonnante « renaissance » carolingienne, que nos meilleurs médiévistes célèbrent aujourd'hui à l'envi. Mais sa nouveauté ne fut que le retour à l'ascétisme d'une culture biblique et latine des origines. Avec Duns Scot et Guillaume d'Ockham et même avec maître Eckhart, voici qu'on sort au contraire du cycle du schisme et de l'hérésie pour entrer dans l'âge d'une réforme du penser qui est partage des tâches. Leur *via moderna* est rupture avec les modèles clos d'Aristote, dont la théologie s'était accommodée, distinction définitive du sacré et du profane, laïcisation du savoir scientifique. A l'Eglise, disent-ils, l'irrationalité du dogme, la charge de l'exemple, le mysticisme et la profusion de l'amour. Mais au monde et au siècle l'observation critique du singulier, la rationalisation de l'universel, le réalisme d'une soif de certitude : la modernité est laïcisation de l'optimisme à l'échelle humaine.

On sait toute la suite, de Réforme en Lumières. Mais on n'oubliera pas ces quelques décennies où Giotto rendit l'art à l'homme, où le gothique s'enfiévra d'entrelacs et de maniérisme, où pour la première fois une *novitas* put épanouir ses ambiguïtés : elle fut à la fois victoire grave de la liberté d'esprit sur les logiques de la routine et caprice de la surenchère, raffinement à la mode, nervosité qui libéra aussi l'imaginaire. Toute modernité désormais sera à son image, effet de mode et nouveau sens, lucidité agressive et gaie. En sautant hardiment au-delà des renaissances du seizième siècle, on la retrouverait toutes proportions gardées, intacte et tout aussi excitée à la veille du dix-huitième siècle, dans la crise moderne de la conscience européenne décrite par Paul Hazard, dans ce bouquet laïc de cartésianisme et de libertinage que respireront les philosophes.

A lire

● **Deux classiques :**

— G. Duby, *le Temps des cathédrales*, Gallimard, 1976.

— P. Hazard, *la Crise de la conscience européenne*, Boivin, 1935.

● **Trois exemples :**

— P. Brown, *Genèse de l'Antiquité tardive*, Gallimard, 1983.

— M. Finley, *Démocratie antique et démocratie moderne*, Payot, 1976.

— A. Mayer, *la Persistance de l'Ancien Régime*, Flammarion, 1983.

● **Pour en finir avec la « période », fût-elle « moderne » :**

— R. Aron, *les Désillusions du progrès*, Calmann-Lévy, 1969.

— J. Baudrillard, « La fin de la modernité ou l'ère de la simulation », *Encyclopaedia Universalis*, 1980.

— F. Furet, *l'Atelier de l'histoire*, Flammarion, 1982.

— « L'histoire anachronique », *les Temps modernes*, septembre 1980.

— K. Pomian, *l'Ordre du temps*, Gallimard, 1984.

— F. Torres, « Post-modernisme et histoire », *Esprit*, février 1984.

— P. Veyne, *l'Inventaire des différences*, Seuil, 1976.

Un découpage qui avait ses vertus

La modernité s'est donc fondée sur cette lisibilité d'un partage, en rupture avec tous les providentialismes. Elle devait donc donner leur respiration chronologique aux grandes philosophies unifiantes de l'histoire. Hegel et Marx, dans leur vision progressiste du devenir des sociétés, la distingueront comme signe, nécessité et modèle d'un cheminement linéaire de l'idée ou des modes de production, amorce ou fin de « transition », bégaiement inévitable ou répétition générale. Avec eux, le dix-neuvième siècle scellera la définition : seront modernes toutes les sociétés et tous les moments privilégiés qui se reconnaîtront comme historiques. La modernité est définitivement fille des idéologies de progrès. Pour la France, c'est un historien-ministre, Guizot, qui scanda la hiérarchie nouvelle du temps par « périodes » en datant les temps modernes de 1492. Victor Duruy, sous le Second Empire, puis la IIIe République de Lavisse et Seignobos entérinèrent ces coupures sans hiatus et les imposèrent à l'ensemble du système universitaire : nous y vivons encore, par commodité et paresse.

Ce découpage avait ses vertus. La modernité était régulation harmonieuse d'un à venir, envers positif de la tradition, salut à une accumulation de « plus » qui devaient éviter les déchirements révolutionnaires. La crise elle-même n'était plus décadence, mais inventaire du neuf et carrefour des possibles. Mieux encore : la généalogie républicaine du national, fondée sur l'histoire de France, pouvait y faire bon ménage avec le meilleur esprit scientifique issu des Lumières. Et le contemporain conservait toutes ses chances en histoire : il les saisit, en niant pour un temps Tocqueville, en saluant nos rois qui avaient fait la France mais en posant l'aube de 1789 en exergue d'un présent à la fois indéfiniment commémorable dans l'événement fondateur et toujours traversé d'un progrès qui le définit.

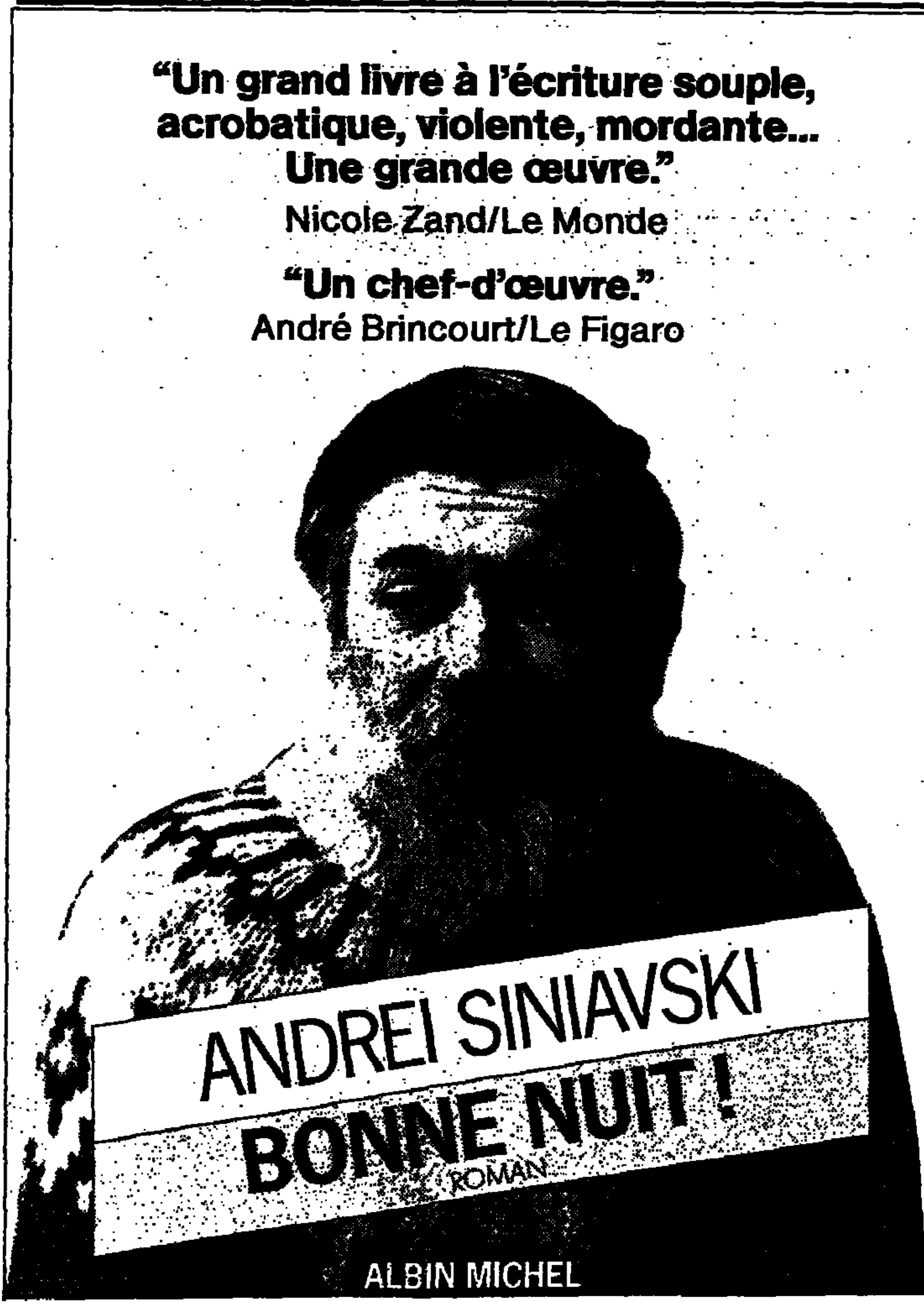
Ruinée par les effets de mode

Puis vinrent les désillusions de ce même progrès, naguère disséquées par Raymond Aron. Et les ruptures de la discipline historique avec le progressisme rationaliste et même, cahin-caha, avec le finalisme marxisme, qui avait eu son heure de gloire. A l'heure d'une modernisation de la France au long des « Trente Glorieuses » puis, au fort d'une crise qui ne pouvait plus être modernité, s'imposèrent les troublantes réflexions, amorcées par Henri Lefebvre, sur la modernité comme revêtement mince et fragile d'un quotidien en mal d'historisation, sur cette structure du moderne et du trivial qui ne hiérarchisait plus mais se répétait indéfiniment dans les sociétés inondées de messages médiatiques. L'irruption d'un tiers-monde, l'immobilité du totalitarisme à l'Est, la découverte de la pluralité culturelle de l'Occident, bref, un fort souffle des ailleurs, achevèrent de déstabiliser nos modernités. Jusqu'à nos impatiences post-modernes qui traversent l'Atlantique et nos consommations indigènes de rétrospectif : la modernité est rongée par les racines et ruinée par l'empirisme des effets de mode inconscients d'eux-mêmes. L'être et le paraître se confondant, elle devient illisible.

L'historien, dans son intime, avait déjà rejoint ses contemporains, dans ce retournement que lui avaient offert les *Annales*. Les introuvables « transitions » d'un mode de production à un autre, les vieilles querelles sur les « passages » de l'Antiquité au Moyen Age ou sur les traits originaux d'une Renaissance, tous les charmes de la périodisation volontariste ont fini par lasser. Par contre, sur la longue durée et les économies-monde, sur les oscillations de la démographie ou les sinuosités du mental et du culturel, dans l'ethnologisation et la quantification de son approche, l'historien a découvert des structures et des modèles, des périodisations qui ne recouvrent que des changements réversibles, des anachronismes féconds et des révolutions qui ont imposé des structures irréversibles. Dans ce télescopage de durées à vitesse de circulation variable, dans ces faits historiques qui sont aussi mémoire, dans cette cohabitation à l'amiable d'asynchronismes, la modernité n'a plus sa place royale dans l'architecture d'un temps qui enveloppe le passé. Qu'on lise Peter Brown inventant la créativité d'une Antiquité « tardive » jadis promise à la seule délectation morose sur la décadence des empires ; qu'on suive l'itinéraire personnel et scientifique d'un Finley dans un long débat sur la démocratie qui s'étire de l'agora d'Athènes au maccarthysme ; qu'on critique avec profit un Arno Meyer qui traque l'Ancien Régime jusqu'en 1914.

Quand l'histoire devient *« inventaire des différences »*, comme nous l'a dit Paul Veyne, qu'elle cherche l'intelligible dans le jeu des temporalités et l'allégresse d'un récit délibérément construit, l'intrigue, la séquence et le progrès, ces trois règles qui avaient épanoui la dramaturgie classique de la modernité paraissent bien obsolètes. Mais n'est-ce pas un révolutionnaire nommé Danton qui irrita si fort Marx en s'écriant : *« Le monde est vide depuis les Romains »* ?

JEAN-PIERRE RIOUX.



Propos d'un jeune homme chic

Thierry Ardisson : « Passer l'époque au scanner »

« RIVE droite (1), *mon roman, a été écrit comme de la pub. C'est un enchaînement de vidéo-clips. Les phrases sont des images et des slogans. J'ai voulu passer l'époque au scanner. Ça n'a rien à voir avec la « littérature-aujourd'hui-madame » qui, de Modiano à Sollers, sent le rétro.* »

Thierry Ardisson (né en 1949) a été *publisher* chez Filipacchi. Il y dirigea *l'Ebdo*, *« le journal qui ose »*. Le style slogan et affiche, il le pratique dans ses trois activités : journalisme, publicité, littérature. Il a fondé Business, la *« première agence multimédia »*, conseillé Bizot et July ; il a inventé la *« presse clé-en-main »*, après avoir créé *Façade*, un mensuel expérimental, pillé partout. Il a publié trois romans.

« J'ai écrit avant de lire. Si j'avais lu Morand, je n'aurais jamais osé. Lui était de son temps, comme Poiret et Bugatti. A 100 %. » En introduisant le look dans les lettres, Ardisson, sans le savoir, est proche de Huysmans : *« Le moderne, le voilà ! C'est la vie rendue sans emphase, telle qu'elle est... »*

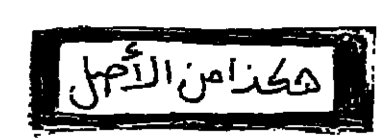
Le héros de *Rive droite*, Louis de Vallanges, dandy speedé qui passe des gaz lacrymogènes de 1968 à l'acide lysergique, est un descendant (un clone ?) du des Esseintes de *A rebours*. Chez l'un comme chez l'autre, même tendance à l'ascétisme, même déchirement dont Baudelaire donne la clé : *« La modernité, c'est le transitoire, le fugitif, le contingent, la moitié de l'art, dont l'autre moitié est l'éternel et l'immuable. »*

Ardisson, avec quelques rocks critiques, Patrick Eudeline, Yves Adrien, Alain Pacadis, a voulu, dans les années 70, faire bouger le style, l'appliquer à tous les mouvements de mode. *« En France*, dit-il, *les écrivains sont bloqués. La psychologie les étrangle et ils passent leur vie à chercher de vieux collabos dans les placards. On m'a renvoyé, sans lire* Rive droite, *mon image de publicitaire.* » Comme livres importants, Ardisson cite *les Choses*, de Perec, *Mythologies*, de Barthes, et *Bonjour tristesse*, de Sagan. *« Un roman qui parle aussi d'aujourd'hui. Puisque l'abbé Pierre est de retour... Et il ne faut surtout pas oublier* Rose poussière (2), *de Jean-Jacques Schuhl.* »

En 1972, dans ce récit prémonitoire, Schuhl mélangeait Marinetti et *France-Soir*. Il décrivait des créatures emblématiques, *« un cracheur de crapauds habillé par Schiaparelli »*, *« Frankenstein-le-dandy »*, etc. *Rose poussière*, si lié aux années 60, est — retour case départ — devenu un livre pour comprendre celles de l'après-punk. *« Normal*, conclut Ardisson. *J'ai fait, pour un journal, l'autopsie du look, entre 1960 et 1980. On part du look* tricheur *pour finir sur les* néo-tricheurs. *Les rues en sont pleines. La littérature reste, quelque part, ce qu'il y a de plus fort. Etre une star, comme Sagan ? C'est impossible désormais. Le bon plan, pour un écrivain, c'est de devenir un clandestin. Il faut prendre le maquis des médias. Je vous dis ça ici, dans l'immeuble de Business ! On dirait une blague. J'attends le retour d'Adrien, qui s'est enfermé en banlieue, depuis des années, pour écrire. En quinze jours, si tout va bien, il deviendra peut-être une star.* »

RAPHAËL SORIN.

(1) Albin Michel, 1983.
(2) Gallimard.



MODERNITÉ

Un ralliement passif au modèle dominant

C'EST peu de dire que le débat sur la modernité envahit aujourd'hui tout notre champ politique et social. Mais quelle modernité ? Ce qui fut longtemps synonyme de dissidence culturelle et de défi aux conventions de l'époque n'est plus qu'une démarche de ralliement passif au modèle dominant d'évolution. L'appel à l'insolence non conformiste lancé en leur temps par les poètes s'est dégradé en injonction autoritaire au nom de l'inéluctable et de l'irréversible.

Cette injonction péremptoire et pourtant fataliste se réclame du primat de l'évolution technique. Etranges retrouvailles des deux lignées longtemps ennemies, issues du saint-simonisme ! Le productivisme mercantile et scientiste à l'américaine et le fétichisme des « forces productives » *selon la version soviétique du* marxisme inspirent aujourd'hui deux variétés de technocrates également dévoués à la modernité, et point si éloignés les uns des autres.

A mesure que l'évolution technique devient effectivement plus hégémonique, se met en place une double globalité qui est peut-être un trait essentiel de la modernité comme mutation historique. Globalité planétaire d'abord, impératif mondial dont le filet d'acier aux mailles toujours plus serrées tient à sa merci l'ensemble des activités productives de chaque pays, et non plus seulement quelques secteurs d'avant-garde comme au temps des anciennes « économies-monde ». Globalité sociale ensuite, « câblage » généralisé des activités de toute sorte, interdépendance croissante des divers rouages de la machine sociale dont le pilotage devient de plus en plus complexe, fragilisation croissante des économies désormais soumises à tant d'aléas. L'agriculture française « moderne », orgueil de la Ve République, crie cette fragilisation. Cette double globalité est certes dans la logique de l'évolution *générale du capitalisme*. Mais faut-il n'y voir qu'un avatar de celui-ci ? Que nous vivions sans doute une mutation historique originale, et qu'il soit nécessaire de l'analyser plus avant, signifie-t-il qu'il faille déguiser cette mutation en projet politique salvateur ? Les interrogations inquiètes ne manquent pas (1). Que vaut la prétention de l'Etat-nation à l'autonomie décisionnelle sur son espace territorial propre, alors que, même s'il est aussi anciennement enraciné qu'en France, cet Etat ne peut que gérer au jour le jour une situation instable, dominée par les sévères « macro-agrégats » de la modernité économique planétaire : cours du dollar, rentrées en devises fortes, taux d'intérêt, balance des paiements, cours mondial des produits, solvabilité des débiteurs... L'Etat de la modernité est comme délégitimé par l'impératif mondial ; espérer qu'il pourra dans son espace national mener à bien la « mise en modernité » est une contradiction dans les termes, comme l'a si souvent expliqué François Partant (2).

Sa langue avait goût de menthol

Macheath. Mange donc dans du plastique,
bois donc dans du plastique,
conserve tes passions sous vide,
pensées surgelées
désirs homogénéisés,
l'important, c'est de ne pas attraper le cancer.
J'ai fait l'amour avec une fille
de premier choix,
emballage spécial,
c'était un amour en promotion,
d'après l'odeur des cosmétiques
qu'elle avait sur la figure.
A peine ai-je mordu ses lèvres
que je l'ai reconnue :
elle avait goût de plastique.
Ensuite, c'est elle qui m'a léché,
sa langue avait goût de menthol
parfumé au plastique,
avec une crème pour plastifier les spermatozoïdes.

Polly. Là-haut, il y a une lune au néon
qui joue un disque gravé dans le plastique.

Macheath. Un éclat de rire au moplène,
un orgasme avec soupirs et gémissements
enregistrés sur cassette stéréo ;
par chance le sexe n'était pas en plastique,
les poils étaient de vrais poils
implantés un à un,
le reste en caouchouc mousse
chauffé par une thermosource.

Dario Fo. *L'Opera dello sghignazzo.*

(Traduction de Valéri Tasca).

La société transhistorique

La modernité, c'est aussi un climat culturel aux lourdes implications politiques. Parmis ses composantes originales, citons le « branché », l'immédiat, le « hors-sol », le moi dans sa « *petite niche* ». Le branché, c'est-à-dire la situation de dépendance quasi névrotique de chacun par rapport aux innombrables réseaux, circuits, codages et prothèses qui conditionnent notre vie productive, ludique, domestique, affective même. C'est contre l'irruption de ces prothèses que s'est déchaînée la verve de Dario Fo, dans sa version « rock » du vieil *Opéra de quat'sous (voir encadré ci-dessus)*. L'immédiat et l'instantané en second lieu, la « *mince passerelle du présent* » sur laquelle, dit Kundera (3), vient s'écraser l'homme moderne ; l'éphémère aussi, le carroussel des artefacts qui se renouvellent à des cadences toujours plus rapides, et donc la perte de perspective entre présent, passé, avenir. Avec le « hors-temps » vient le « hors-sol », qu'il s'agisse des veaux de batterie, des tours de Hongkong ou des experts itinérants des multinationales. Cette déréalisation de l'espace, a expliqué P. Virilio, ne profite qu'à une *temporalité elle-même* laminée dans l'immédiat ; l'espace devient une « atopie » et la société prend comme une gelée informe, « transhistorique (4). Le moi enfin, le repli sur le corps, le « néo-individualisme » exalté par les tenants de la « révolution conservatrice » reaganisante.

Ainsi peut-on craindre que s'instaure peu à peu, et d'abord dans la jeune génération, un climat de conformisme « performatif » et « branché », de renonciation à la responsabilité critique qui est pourtant l'essence même du civisme, de désarroi aussi, d'impuissance dépolitisée. Tels sont les handicaps politiques de la modernité, tel est « l'obstacle invisible du septennat » (5) – et un septennat pourtant tout dévoué à la mise en œuvre de cette même modernité...

La modernité, dit J. Baudrillard dans un article de l' *Encyclopedia universalis*, c'est « *la destructuration de toutes les valeurs sans leur remplacement* », c'est « *la part de changement tolérable par le système* ». Comment donc s'étonner qu'un certain discours euphorisant sur la modernité tourne un peu à vide, que Silicon Valley n'ait pas vraiment relayé Katmandu dans l'imaginaire des jeunes, que la marche à la modernisation, lit-on dans la revue officielle du PS (6), s'effectue plutôt avec la résignation des bidasses de 40 qu'avec l'élan des poilus de 14 !

De fait, les deux seuls modèles proposés sont inaccessibles et surtout irreproductibles. Les Etats-Unis, parce que leur « reprise » n'est pas séparable de l'absurde et scandaleuse confusion entre le dollar – *monnaie nationale*, et le dollar – monnaie de compte universelle (y compris pour les pays du « socialisme réel »). Le Japon, parce que ses succès sont fondés sur une autodiscipline orwellienne dont les traumatismes filtrent pourtant à l'extérieur (7).

Le « *prix à payer pour la quête quasi mystique de la compétitivité* » est bien trop lourd, a constaté à propos de ce même Japon un pasticheur estival de Claude Sarraute (8). Ce prix, c'est le stress de modernité ; la consommation des somnifères et des tranquillisants, sinon des drogues proprement dites, croît bien plus rapidement que celle des calculettes, magnétoscopes et autres Walkmans.

Derrière ce stress, il n'y a pas seulement les traumatismes psychiques. Il y a les terribles incertitudes que la modernité technologique fait peser sur l'emploi ; il y a les aléas d'une « guerre économique » présentée comme un devoir patriotique, alors que, par définition, elle est incapable d'assurer à l'ensemble de la communauté internationale un développement satisfaisant ; il y a l'aggravation des déséquilibres nés de la mise en modernité hâtive du tiers-monde ; il y a la débâcle écologique mondiale (pluies acides, mers mortes, nappes phréatiques nitrifiées, etc.). Le contraste est par trop flagrant entre la modernité comme discours salvateur et la modernité comme mutation destructurante. L'indispensable débat sur la modernité est déjà engagé dans les faits – tant les effets pervers de cette dernière tendent déjà à l'emporter sur ses acquis bénéfiques, dans l'expérience quotidienne de chacun.

JEAN CHESNEAUX.

(1) Cf. notamment le numéro spécial de la *Nouvelle Revue socialiste*, mars-avril 1984.

(2) François Partant, « Impuissance de l'Etat-nation » *(Quinzaine littéraire*, août 1984, numéro spécial sur « la Gauche en question »).

(3) *La Valse des adieux*. Gallimard.

(4) P. Virilio, *l'Espace critique*. Paris, C. Bourgois, 1984.

(5) G. Mandel, *54 millions d'individus sans appartenance*. Paris, R. Laffont, 1984.

(6) Selon la formule d'Alain Meyer, *Nouvelle Revue socialiste*, mars 1984.

(7) *Libération*, 11 septembre 1984 : « Au pays où le diplôme est roi, les élèves craquent... »

(8) Marc Croche, « Modernisation » *(le Monde*, 21 août 1984).

Une entrée par effraction

« *LE monde marche, pourquoi ne tournerait-il pas ? »*, notait Rimbaud revenu d'*Une saison en enfer*. C'est que, depuis que l'idée de progrès a fait son chemin, notre monde en a tiré une force de rotation accélérée. Et nous suivons le mouvement, courons. Bien obligé de suivre, et, nous devançant rarement, tous les modes de discours, jusqu'au politique, ont intégré cette logique d'accélération et véhiculé les mots de progrès, puis de changement, celui de modernité ne datant pas d'hier. « *Il faut être absolument moderne* » : c'est encore le poète qui parle, et pas un autre. Mais le politique pourrait tirer une leçon du poète : reprise en slogan par trop d'artistes, l'injonction du Voyant n'engendra pas moins de poncifs que la vieillerie académique. La vague de l'avant-garde refluant déjà, on commence à voir ce qu'elle laisse : bilan notoirement négatif, qui nous rappelle que Baudelaire opposa d'emblée « esprit moderne » et « avant-garde » : « *Ces habitudes de métaphores militaires dénotent des esprits non pas militants mais faits pour la conformité* » (1).

Parallélisme des différents discours pour une même période : tandis qu'en art l'avant-garde s'avère plus conformiste qu'on le croit, en politique le conservatisme s'oblige à entonner le credo de la modernité. Valéry Giscard d'Estaing ne dut-il pas son élection de 1974 au mot de changement qu'il avait comme fleur à la bouche ; mais c'est pour ne l'avoir plus qu'il perdit ensuite le pouvoir.

La rupture fondatrice

Autrefois le conservatisme n'avait qu'à invoquer la tradition. Le roi disait « Je le veux », et « *ses royaumes* » *le voulaient ainsi* : être protégés, sous garantie d'un ordre immuable dans ses hiérarchies sinon dans ses ressorts. Quand donc l'exigence de modernité fit-elle effraction dans nos discours de pouvoir ? Effraction facile à dater, les manuels d'histoire y ancrent les « Temps modernes » : la Révolution française. La plupart des orateurs révolutionnaires ont conscience de fonder « *la première république du monde* ». Ils le clament et leurs discours sont pris du vertige de la *rupture fondatrice*. De la tradition il faut extirper les racines : la tradition de l'Ancien Régime s'entend. Car, dans le même temps, les révolutionnaires invoquent sans cesse l'exemple des républiques antiques. Qui ne sont pas les « premières », puisque seule la république française repose sur le suffrage universel. Mais les références à l'Antique conjurent le vertige d'une modernité sans racine. Le parallèle entre langage politique et langage artistique vaut également pour cette période : la sobriété à l'Antique dont David lança la vogue lui permit de peindre mieux qu'un autre, et sur le vif, l'événement le plus moderne de notre histoire.

« *Le monde a changé, il doit changer encore.* » Le mot est de Robespierre. Soulignons la virgule, qui vaut ici pour un *donc*. Elle condense *l'impératif catégorique* du changement qui caractérise le discours révolutionnaire et le distingue du discours réformiste.

JEAN-PHILIPPE DOMECQ.

(1) Baudelaire, *Journaux intimes*.

● A TRAVERS LE MONDE

VOYAGE EN LITTÉRATURE

Une île de surdoués

Dans le domaine littéraire, l'Irlande est une île de surdoués,
une « chaussée des géants » *balisée par les plus grands noms :*
Yeats, Synge, Joyce, O'Casey, Beckett, par exemple.
Il en est d'autres qui sont encore oubliés;
tel Flann O'Brien — autre grand Dublinois que James Joyce
considérait comme un maître du comique — et dont, justement,
les éditions « Le Tout pour le tout » viennent de publier « Le Pleure-misère... »,
tel Liam O'Flaherty, l'auteur du « Mouchard » *et de* « Famine »,
dont la vie fut à la démesure de ses révoltes, et qui vient de mourir.
Et aujourd'hui ? Pour savoir où en sont la littérature et l'édition irlandaises,
Bernard Geniès est allé à Dublin enquêter auprès des éditeurs et des écrivains,
de librairie en maison d'édition, de pub en pub...
On lui a dit qu'après Joyce on ne pouvait plus écrire de roman...



James Joyce ravaudant pour les Jésuites
(Dessin de RALPH STEADMAN.)

Gens de Dublin...

DUBLIN est à l'image de l'Irlande, déchirée et hallucinante. Pleine de contrastes. A une centaine de mètres du plus grand palace de la ville, au pied d'un immeuble qui semble avoir été éventré par un bombardement, des gosses assis sur des journaux mendient. Au nord de la cité, les maisons grises s'entassent : plusieurs quartiers y sont réputés dangereux, même en plein jour. A l'opposé, dans la banlieue sud de Rathgar, on découvre de superbes pavillons plantés au milieu de pelouses soigneusement entretenues. Il n'empêche : la majorité des Irlandais décrivent leur capitale sous des dehors austères, inquiétants. Dans son dernier roman, intitulé *The Railway Station Man* (1), Jennifer Johnston (qui vit dans la partie nord du pays, à Derry-City) fait dire à l'un de ses personnages : *« Finalement, nous sommes bien plus en sécurité à Belfast qu'à Dublin. »* Et la romancière irlandaise d'évoquer la misère, la violence, l'alcoolisme, ou la drogue qui fait des ravages dans les quartiers populaires. Le tableau est noir, mais il rend compte d'une réalité.

Une réalité que nombre d'écrivains préfèrent éviter. Pour eux, la capitale n'est qu'un lieu de passage. Avant le départ pour les Etats-Unis, l'Angleterre ou, tout simplement, la campagne. Seamus Deane, poète et professeur de littérature anglo-américaine à l'université de Dublin, explique ainsi leurs motivations : *« Peu d'écrivains vivent ici, le plus souvent pour des raisons économiques. Le coût de la vie est extrêmement élevé. De plus, et je crois que cela est très important, jusqu'à une date récente il n'existait à Dublin aucune maison d'édition à vocation littéraire. »*

A la fin des années 60 étaient apparues quantité de petites maisons d'édition. Beaucoup ont disparu depuis (comme New Writer's Press ou The Irish Writer's Co-operative. Celles qui ont réussi à tenir le coup se développent dans des proportions respectables mais modestes. Elles emploient entre une et dix personnes. Cette *cottage industry* (ainsi appelée parce que le domicile des éditeurs leur tient parfois lieu de bureau) étend ses ramifications dans tout le pays : de Cork (Mercier Press) à Belfast (Blackstaff Press).

L'appel des sirènes londoniennes

L'enjeu est de taille. Il s'agit, nous confie Seamus Cashman, le patron de Wolfhound Press, de *« briser le cercle infernal qui veut que les romanciers publiés ici avec un certain succès soient aussitôt sollicités par nos confrères anglais »*. Des noms ? Desmond Hogan, Neil Jordan, Bernard Mac Laverty, Julia O'Faolain, quatre des jeunes auteurs les plus doués de leur génération, ont répondu aux sirènes des maisons londoniennes après avoir été édités en Irlande.

Il reste que l'exiguïté du marché intérieur (le réseau des librairies est squelettique) demeure un obstacle. C'est pour cette raison que le système des coéditions entre maisons irlandaises et anglaises se multiplie. Dernière association en date : celle d'un éditeur de Dublin (Arlen House) avec un éditeur de Belfast (Blackstaff Press).

Certes, comme tous les éditeurs du monde, ceux de Dublin parlent beaucoup argent, diffusion, librairie, etc. Mais derrière leurs propos, on devine également la volonté très nette d'imposer le livre irlandais. Michel O'Brien, qui préside aux destinées de The O'Brien Press, résume très clairement la situation : *« Ce n'est pas un hasard si nous n'arrivons pas, ou peu, à faire traduire nos livres à l'étranger. Le même livre publié en Angleterre a dix fois plus de chances d'être traduit. On dit que les Irlandais vivent repliés sur eux-mêmes, mais je crois qu'ils ont de bonnes raisons de l'être. Cela dit, avant de penser convaincre d'autres pays de s'intéresser à ce que nous produisons, nous devrions faire le ménage chez nous. Regardez les librairies de Dublin. Dans les vitrines, vous n'avez que des livres anglais. Nos ouvrages sont tous entassés au fond des boutiques. »* Le résultat ?... Dans la liste des meilleures ventes établie par The Irish Books Marketing Group, pour le mois d'octobre de cette année, sur seize titres recensés (huit romans, huit essais), aucun n'a le label d'un éditeur du cru !

Dans ce contexte, les romanciers ou les poètes qui sont publiés à Dublin font un choix délibéré. C'est le cas, par exemple, de Liam Lynch, un « jeune » auteur de quarante-sept ans, dont le premier roman (intitulé *Shell, Sea-Shell)* a fort bien été accueilli par la critique. *« Lorsque j'ai achevé le manuscrit de* Shell, Sea-Shell, dit-il, *je l'ai proposé en premier lieu à un éditeur de Dublin. Mes influences ? Tous les romanciers qui ont écrit sur la solitude. Sous certains aspects, j'apprécie John McGahern. C'est l'un des écrivains irlandais les plus originaux. Il a osé aborder plusieurs thèmes, comme celui de la sexualité, que l'on hésite à évoquer ici. »*

Le rejet de la politique et la fin du roman

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, les romanciers ne descendent pas dans l'arène politique, pas plus à Belfast qu'à Dublin. *« Je suis parfaitement consciente de ce qui se passe en Irlande*, nous déclare une jeune femme de lettres, Dorothy Nelson, *mais je n'ai pas à dicter aux gens leurs comportements. »* Il y a, cependant, des exceptions à la règle. Ainsi Benedict Kiely. Ce personnage très connu à Dublin, auteur de nombreuses nouvelles, de plusieurs romans et essais critiques, a fait scandale en Irlande (mais un tabac en Angleterre) après la publication de *Proxopera*, récit dans lequel il s'en prend vigoureusement aux méthodes employées par l'IRA. On voit également apparaître un nouveau type de récits dont le modèle correspond tout à fait au second roman de Bernard Mac Laverty intitulé *Cal*, et qui vient de paraître en français aux éditions Belfond : il raconte l'histoire d'un jeune catholique qui participe à une opération visant à éliminer un policier protestant. Quelque temps plus tard, l'adolescent rencontre la veuve de la victime qui se trouve être catholique. Une brève idylle naît jusqu'au jour où... Pour banale qu'elle soit, l'intrigue n'en restitue pas moins parfaitement l'atmosphère d'un conflit sans issue qui engendre ce que le poète John Montague appelle *« une plaine de sang »*.

La question du roman, il y a belle lurette que Ulick O'Connor ne se la pose plus. *« James Joyce y a mis un point final. Après lui, on ne peut plus rien écrire. »* Est-ce à dire qu'il faut jeter aux oubliettes les William Trevor, Sean O'Faolain et autres Patrick Kavanagh ? *« Pour ma part, je préfère d'autres genres littéraires, comme celui de la biographie. »* Et Ulick O'Connor d'exhiber deux éditions de ses biographies consacrées à *Oliver St John Gogarty* (poète loué par Yeats et qui fut, entre autres, l'ami de Joyce) et à *Brendan Behan*, le célèbre dramaturge.

La poésie, domaine privilégié

Cette figure de proue de la scène littéraire dublinoise a d'autres cordes à son arc : Ulick O'Connor est poète, critique, dramaturge (il est partisan d'un « théâtre poétique » associant la musique et la danse) et... chroniqueur sportif. Son intérêt pour le Japon peut paraître surprenant. *« C'est un pays qui comme l'Irlande n'a pas connu de révolution industrielle. Ses habitants sont restés proches des mythes. Leurs sagas ont beaucoup de points communs avec les nôtres. Les Irlandais sont mystiques. Cela explique la prédominance de la religion, même si l'on sait que celle-ci peut constituer un moyen de répression. Dans le conflit actuel du Nord, je crois qu'une des solutions possibles consisterait à accorder un pouvoir à chacune des communautés en présence. »*

Il reste enfin un domaine qui ne laisse aucun Irlandais insensible : la poésie. C'est par elle que se perpétue le mieux une certaine tradition, c'est par elle aussi qu'il se dit le plus de choses. Deux noms sont constamment cités : Seamus Heaney et John Montague. Le premier, natif du Nord, vit au sud de Dublin. Il est édité en Angleterre chez Faber and Faber. Le second est né à New-York (en 1929, soit dix ans avant Heaney), de parents ulstériens. Il vit actuellement à Cork et il est resté fidèle à Dolmen Press, l'une des maisons d'édition « historiques » de Dublin, qui, avec Gallery Press, publie les meilleurs poètes du moment. Heaney et Montague sont, chacun à leur façon, des chevaliers de l'« irlandité ». Leur poésie concilie à la fois la manière des « anciens » (tel W.-B. Yeats) et une écriture plus moderne où la première personne et le quotidien occupent une grande place.

Leur réputation internationale profite à nombre d'autres poètes, tels Thomas Kinsella (qui vit aux Etats-Unis), Richard Murphy et Derek Mahon. Cependant, à peine cette génération est-elle reconnue que quantité d'autres jeunes font irruption sur la scène. Parmi ceux-ci, Seamus Deane, Paul Muldoon (un espoir plus que confirmé) et Eavan Boland. Cette dernière, professeur à l'université de Dublin, vient de publier son quatrième recueil chez Arlen House, une maison d'édition féministe. L'œuvre de Boland est surtout appréciée par les « techniciens », qui ne se lassent pas de louer ses vertus.

Et les revues ? A Dublin, elles sont plutôt rares dans les rayons des librairies. En cherchant bien, on peut dénicher *Cypher*, qui publie des jeunes poètes ou des nouvellistes. *The Crane Bag* (2), revue de niveau universitaire, constitue d'excellents dossiers traitant aussi bien des *Perspectives de la littérature anglo-irlandaise* que de *la Dépendance et l'Indépendance*. Le mensuel *Books Ireland* (3) publie les nouvelles de l'édition et présente les nouveautés. Dernier venu dans cette petite famille : un cousin d'Amérique. En effet, *The Irish Literary Supplement* (4), qui paraît deux fois par an, est édité aux Etats-Unis. Des Irlandais et des Américains participent conjointement à l'élaboration de cet épais magazine (soixante pages) qui traite à fond tous les livres du domaine irlandais, qu'il s'agisse de politique, d'économie, de science, de critique ou de littérature.

BERNARD GÉNIÈS.

(1) Publié chez Hamis Hamilton, Londres, 1984.
(2) *The Crane Bag*, Holingsdale, Greystones.
(3) *Books Ireland*, Goslingstown, Kilkenny.
(4) *The Irish Literary Supplement*, Kevin Barry, 31 Anglesea Road, Dublin 4.

Dossier établi par NICOLE ZAND

« Le Pleure-Misère » et les pintes d'humour de Flann O'Brien

FLANN O'BRIEN buvait beaucoup. Il écrivait des chroniques délirantes pour l'*Irish Times*. Il avait souvent l'air triste, disent ceux qui l'ont connu. Il n'a jamais publié que des romans comiques. Le premier, intitulé *At Swim Two Birds* (1), parut en 1939 (traduction française chez Gallimard sous le titre : *Kermesse irlandaise)*. James Joyce eut beau vanter les mérites de cet *« authentique écrivain doué d'un véritable esprit comique »*, le livre rencontra un insuccès total. Deux ans plus tard, O'Brien frappe un grand coup lorsqu'il publie en gaélique *An beal bocht*. C'est ce livre que nous proposent de découvrir, sous le titre *le Pleure-Misère*, les éditions Le Tout sur le tout.

S'engouffrant dans la brèche qu'avait ouverte Joyce dans *Ulysse*, Flann O'Brien ne se gêne pas pour tourner amicalement en dérision les tenants du parler gaélique, faisant déclarer pompeusement au dénommé Minet Ardent, lors d'une fête folklorique : *« Le gaélique est notre langue maternelle et nous devons, par conséquent, prendre le gaélique au sérieux. Je ne pense pas que le gouvernement prenne le gaélique au sérieux. Je ne pense pas qu'au fond il soit sérieux. »*

Les milieux gaélisants firent, paraît-il, un triomphe à ce roman dès sa parution. Malgré sa féroce satire. Mais il faut dire qu'O'Brien décoche des traits tout aussi venimeux aux nobles sujets de Sa Majesté, ou encore à ces illuminés de la tradition gaélique qui viennent recueillir le parler du coin. L'un de ces « oiseaux noirs » ira même jusqu'à enregistrer, dans la pénombre d'un pub, les grognements d'un cochon croyant y retrouver une forme archaïque de la langue !

Si les Irlandais ont aussi bien « digéré » ce récit, c'est sans aucun doute à cause du ton. Flann O'Brien est tout, sauf belliqueux. Il introduit une distance entre son sujet et le lecteur par le biais d'une certaine candeur. Et puis ses compatriotes ne pouvaient pas soupçonner O'Brien d'être un renégat : il avait déjà suffisamment fait honneur aux pubs de Dublin, ville où il devait mourir le 1er avril (!) 1966.

Les dessins de Ralph Steadman, noirs et gris, complètent à merveille le texte, du fait qu'ils collent à sa démesure, son ironie. Et, pourquoi pas, à son désespoir...

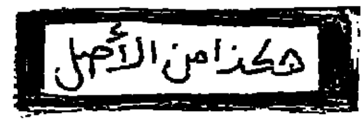
B. G.

[Né en 1912, Brian O'Nolan a pris le pseudonyme de Flann O'Brien pour faire paraître son premier roman *At Swim Two Birds* en 1939. Sous le nom de Myles Na Gopaleen, il a, tout au long de sa vie, publié des chroniques dans l'*Irish Times*.]

★ **LE PLEURE-MISÈRE, de Flann O'Brien. Illustré par Ralf Steadman. (Très bien) traduit de l'irlandais par André Verrier et Alain Le Berre. Ed. Le Tout sur le tout (diffusion Distique). 128 p., 98 F.**

(1) Les éditions Wolfhound Press à Dublin doivent publier ce mois-ci un recueil de textes d'écrivains évoquant ce roman. Parmi les contributions : Graham Greene, Anthony West, V.-S. Pritchard, Anthony Burgess, John Jordan, etc. Titre de l'ouvrage : *Alive Alive O!*





IRLANDAISE

William Butler Yeats, l'intrépide

IL existe des auteurs privilégiés, provisoirement occultés : leur importance et leur grandeur sont méconnues. William Butler Yeats est de ceux-là.

Il est né à Dublin, en 1865, sous le signe astrologique des Gémeaux. Durant son enfance, William Butler est l'hôte provisoire et passager d'une demeure familiale, à Sligo, haut lieu irlandais. Il ira ensuite à Londres pour y faire de solides études : il parle anglais, il pense irlandais. Ce divorce est profitable.

Cependant, écartelé entre la capitale britannique et Dublin, l'adolescent Yeats se réfugie dans le spiritualisme. Il est théosophe avec conviction. En 1888, à Londres toujours, il fréquente Wilde, Morris, Shaw et quelques autres personnages d'importance. Il est plongé dans un grouillement de culture : le règne victorien est pris d'assaut, les valeurs alors reconnues s'effondrent, ainsi que des châteaux de sable. Yeats publie ses premiers poèmes tout en travaillant à l'exégèse des *Œuvres* de William Blake, dont il livre une édition célèbre. Il donne tête baissée dans l'occultisme, par le biais de la « Golden Dawn », un ordre hermétique aux destins capricieux. Il racontera le tout, avec des réserves, dans les trois volumes autobiographiques que Pierre Leyris a traduits en français (1).

A cette époque, Yeats est devenu l'ami de Synge, qu'il admire. Il est plein d'idées. Il voyage, il écrit, il aime avec des passions ambiguës, il parle, il agit. Il se rend souvent aux Etats-Unis. Il aime les fenians (2) ; les fenians ne l'aiment pas. En 1916, les Pâques sanglantes, qui marquent Dublin au fer rouge, le bouleversent. En 1923, W. B. Yeats reçoit le prix Nobel de littérature. Il aura des sympathies pour l'Italie fasciste. Il séjournera à Menton et à Cap-Martin. Se jugeant immortel, il y mourra cependant en janvier 1939.

Un Celte tenté par la Grèce et par Rome

Nous prenons mesure, en France, depuis quelques années, de l'importance de W. B. Yeats, grâce à la thèse magistrale de Jacqueline Genet (3), au Cahier de l'Herne qui a été consacré à notre auteur, ainsi qu'à la traduction de *Vision*, texte-clé (4), et à celle de son théâtre (5).

Yeats est un auteur complexe, difficile, et, à bien lire, redoutable. Il introduit son lecteur dans un labyrinthe. Il n'est pas le Minotaure qui se trouve au centre, mais il désigne le centre. C'est un Celte tenté par la Grèce et par Rome. Tout se mélange chez lui, et en lui. Il met ensemble la tradition et sa représentation, c'est-à-dire le vécu et le théâtre, le visage et le masque, la parole et le silence.

Après un choix de textes qu'il avait établi lui-même : *Explorations* (6), voici qu'un nouvel ensemble d'approches critiques et polémiques : *la Taille d'une agate*, nous reconduit à ce problème fondamental : l'être et le lieu. Le lieu, c'est l'Irlande. L'être, c'est le parler anglais. Le lieu, c'est le peuple. L'être, c'est l'art. Voici ce qu'écrivait Yeats en 1903 : « *Avoir, même à la perfection, les pensées étriquées, le savoir qu'on acquiert dans les livres, la précision qu'on apprend à l'école, appartenir à une aristocratie, tout cela ne représente qu'une petite mare qui s'asséchera bien vite. Seul un peuple est un grand fleuve ; c'est pourquoi je suis persuadé que lorsqu'un peuple est mort, la nation est sur le point de mourir elle aussi.* » Qui donc pourrait contredire ce propos, sinon Yeats lui-même ? Il a posé la question du peuple, qui est la question du langage. C'est à ce moment qu'il écrit : « *Nul écrivain, nul artiste (...) ne doit essayer de rendre son œuvre populaire.* »

Et Yeats déclare encore : « *L'art n'est pas moins l'art du peuple pour ne pas toujours utiliser le langage auquel celui-ci est habitué.* » Il ne faut pas que l'art s'abaisse.

Lié par toutes ses fibres culturelles au symbolisme, il s'en est détaché en faveur du vrai et du réel. Il a abandonné Maeterlinck pour la dureté des choses. Il détestait l'allégorie, qui est un masque déchiffrable. Il a persisté à soutenir le symbole, qui, comme le définissait Roland Barthes, offre « *un sens tremblé* ». L'allégorie, c'est le passé. Le symbole, c'est la porte ouverte sur des ouragans inconnus. Yeats voyait l'Irlande de cette même façon. Il avait quelque chose de l'oiseau de haute mer. *Dans la Taille d'une agate*, on découvre le frémissement de l'homme faillible et blessé. Yeats est notre contemporain, avec plaies et bosses. Il a le regard vert des haies de Sligo.

HUBERT JUIN.

(1) *Enfance et jeunesse resongée ; le Frémissement du voile ; Dramatis Personae.* Mercure de France.

(2) Société secrète irlandaise, qui s'est constituée aux Etats-Unis.

(3) *W. B Yeats.* Presses universitaires de Lille.

(4) Fayard.

(5) *Le Cycle de Cuchulain* (traduction d'Yves De Bayser). Oblique, éd.

(6) *Explorations.* Presses universitaires de Lille.

★ LA TAILLE D'UNE AGATE, de W. B. Yeats, essais présentés par Pierre Chabert, traduits sous la direction de Jacqueline Genet. Editions Klincksieck, 290 p., 150 F.

Joyce et le rugby

C'EST sous le titre *Sport is my Lifeline* (1) que viennent d'être rassemblées les meilleures chroniques sportives d'Ulick O'Connor pour *The Sunday Times.* Entre autres aventures savoureuses, nous sont contées celles d'un jeune joueur de cricket nommé Samuel Beckett. Ou encore celles de James Joyce qui, en janvier 1923, assista au stade de Colombes à la rencontre de rugby France-Irlande. Du coup, la grille de *Finnegans Wake* s'entrouvre. Qui étaient ces deux « *Saint Collopy* » dont parlait Joyce ? Tout simplement Dick et Billy Collopy, deux joueurs de l'équipe irlandaise. Et les « *Bectives* » ? Ce sont les mêmes personnages, affublés du nom de leur club, les Bective Rangers. Quant à l'expression « *united IRU stade* », c'est « *sûrement une référence évidente à l'Irish Rugby Union et au stade de Colombes* ». Il suffisait d'y penser...

B. G.

(1) Ed. Pelham Books, Londres, 1984, 144 p., 11 £.







VOYAGE EN LITTÉRATURE IRLANDAISE

Les pérégrinations de Liam O'Flaherty

ON a enterré le 11 septembre à Dublin l'un des plus grands écrivains de la littérature irlandaise.

Non pas le plus vénéré, mais on aurait pu s'y tromper, car, selon la tradition irlandaise, on ne dit jamais de mal des morts !... Pourtant, durant sa longue vie — il est mort à quatre-vingt-huit ans — Liam O'Flaherty (1896-1984) s'était fait bien des ennemis : les insultes lancées à ses adversaires comme à ses amis y étaient pour quelque chose, ainsi que le mépris affiché pour son pays natal, son caractère difficile, son arrogance qui, parfois, l'apparentaient davantage à un gentleman anglais qu'à un habitant des îles d'Aran ! O'Flaherty était imprévisible, excentrique, individualiste au point d'être presque anarchiste ; « *sauvage* » (*wild*), comme il aimait à qualifier son œuvre et lui-même.

Dans un essai sur Joseph Conrad, publié en 1930, à l'apogée de sa carrière, O'Flaherty écrivait : « *Je suis né sur un rocher battu par les vents et je déteste la végétation douce des terres brûlées par le soleil où les hommes n'ont pas de givre dans les os. Les pensées fugitives et le vol des oiseaux sauvages, le hurlement de terreur des animaux traqués, sont pour moi une réalité...* » Pourtant, malgré les sentiments romantiques qu'il ressentait pour son île, ses visites y furent brèves et rares ; il lui portait à la fois de la haine et de l'amour.

Prêtre raté, nationaliste, communiste...

Comme pour beaucoup de pauvres, pour qui le séminaire était le seul espoir, il y entra, encouragé par un prêtre ; mais, comme cela arrivait souvent, il n'y resta pas et devint donc un de ces « prêtres ratés », parias dans leur propre communauté. Plus tard, O'Flaherty devait s'insurger contre l'Église dans ses livres. Dans un de ses accès de rage, il écrivit, à propos de sa vie : « *Je détestais les autres étudiants ainsi que les prêtres que j'allais bien vite scandaliser par mes opinions. Quelques semaines plus tard, je dansais sur ma soutane, déchirais mon chapeau de soie, crachais sur mes livres religieux, faisais un pied-de-nez à toutes ces simagrées du christianisme et quittais cet antre d'ignorance et de superstitions insensées* » (in *Shame the Devil... Honte au Diable* — 1934).

O'Flaherty continua ses études à l'Université de Dublin et commença à se mêler de politique. Le nationalisme battait son plein ; alors que l'Europe était plongée dans la guerre, les Irlandais étaient divisés en deux camps : ceux qui voulaient oublier les problèmes de leur pays et se battre pour défendre les droits des petites nations européennes ; ceux qui voulaient tirer parti de l'engagement de l'Angleterre dans le conflit pour assurer l'indépendance de l'Irlande. Influencé par des professeurs nationalistes, comme beaucoup de jeunes, O'Flaherty s'engagea dans une armée illégale, formée de volontaires. Mais lui qui s'était révolté contre la religion se révolta bientôt contre la politique... Il était trop individualiste pour s'adapter à une philosophie politique, et il abandonna tout pour s'engager dans un régiment irlandais de l'armée britannique, et se battre en France.

L'expérience du front, qu'il a décrite dans son roman *the Return of the Brute* (*le Retour de la brute*, 1929), devait avoir une grande influence sur sa façon de penser. Il but ce qu'il a appelé « *le vinaigre de la vie* ». Grièvement blessé en 1917, il plongea dans un long coma. Il sortit finalement d'un hôpital de Dublin, guéri officiellement, mais souffrant d'une maladie mentale dont il n'allait jamais se délivrer et qui allait marquer son œuvre. Une mélancolie qu'il s'efforça de combattre sans pouvoir la vaincre.

O'Flaherty était maintenant sans racines, révolté contre tout : ses îles natales d'Aran, la religion catholique, la lutte pour l'indépendance irlandaise, l'Irlande elle-même. Il fallait qu'il s'en aille sur le chemin de l'exil... Comme il le raconte dans son livre autobiographique qui traite de cette période, *Two Years* (*Deux années*, 1930), il contempla le spectacle de la fête, dans les rues de Londres, après cette « *guerre aride et sans gloire* », avec mépris et même avec haine, et il partit « *trouver un bateau et la mer* ». Il détestait l'homme et sa civilisation. Il voulait fuir l'Europe pour trouver un endroit qui « *n'ait pas été violé par les crucifix, les églises, les écoles, les magasins, et tout cet armement sordide de la civilisation qui n'a rien produit de mieux que des handicapés hurlant sur leur sort* »...

Ainsi commencèrent deux ans d'aventures qui menèrent O'Flaherty en Amérique du Sud, autour de la Méditerranée, en Amérique du Nord où vivaient sa sœur et son frère Tom.

Après avoir erré aux Etats-Unis, il revint à la source — les îles d'Aran, — recherchant, comme le personnage de son roman *the Black Soul* (*l'Ame noire*, 1924), la paix et la régénération. L'errant instable n'y resta pas longtemps. A Dublin, il se lança dans le communisme et faillit même être lynché lorsque, s'étant emparé d'un bâtiment public, avec des camarades, il y hissa le drapeau rouge et proclama la « République d'Irlande socialiste », qui n'eut pas de lendemain.

O'Flaherty s'en alla de nouveau. Comme James Joyce, dont il fera la connaissance à Paris, il se sent en opposition farouche avec la société irlandaise; et, comme Joyce, il ne s'éloignera jamais, dans son œuvre, de la source de toute sa frustration et de son amertume. Et il rentrera en Irlande dans ses vieux jours, déclarant que, après tout, c'était son pays, et il y mourra, béni par l'Eglise qu'il avait tant de fois maudite.

Les désillusions à l'Etat libre d'Irlande

C'est à Londres qu'O'Flaherty a été encouragé à écrire, et, en deux ans, en 1923 et 1924, il a produit deux romans : *thy Neighbour's Wife* (*la Femme de ton voisin*, 1923) et *the Black Soul* (*l'Ame noire*, 1924), tous deux situés dans l'île d'Inverara, en réalité l'île natale de l'auteur.

O'Flaherty y crée un monde où les rapports humains, fort complexes, sont dominés par les grands thèmes de l'époque : le nationalisme, le socialisme, la religion et, au centre de tout, la sexualité. Dans *la Femme de ton voisin*, le Père McMahon est déchiré entre son désir pour la belle Lily et son idéal religieux. Dans *l'Ame noire*, Fergus O'Connor, le jeune intellectuel, s'abandonne à la volupté animale avec la jeune paysanne Mary... L'auteur est obsédé par la lutte chez l'homme entre l'animal et le spirituel. En toile de fond, la nature sauvage de l'île.

La philosophie d'O'Flaherty est naïve. Cependant, son langage coloré et sensuel, allié à la vitalité brutale dont il anime ses créatures, a fait qu'il fut accueilli comme une voix nouvelle et originale dans la littérature réaliste irlandaise.

Revenu une fois encore dans la capitale irlandaise où la renaissance littéraire bat son plein, O'Flaherty se considère comme un des phares du nouveau mouvement, avec Joyce, qui est en exil, et le dramaturge Sean O'Casey. Il tentera même d'organiser un groupe contre le romantisme du poète Yeats, ce qui contribuera à l'isoler. Durant cette période, de 1924 à 1927, il consolide sa réputation d'écrivain avec la publication d'un recueil de nouvelles, *Spring Sowing* (*Semailles de printemps*, 1924), puis par une série de romans situés dans le Dublin oppressif des premières années de l'Etat libre d'Irlande, où les vieux rêves ne se sont pas réalisés.

Le mélodrame imprègne les œuvres de cette époque, dont *le Mouchard — the Informer —*, publié en 1925, est la plus célèbre, grâce au film tourné en 1935 par l'Irlando-Américain John Ford. L'auteur y peint minutieusement le milieu sordide dans lequel se ment Gypo Nolan, qui, pour 20 livres, trahira son camarade révolutionnaire, puis tentera d'échapper à ses justiciers. Montrant d'abord Nolan comme un être primitif, ignorant, dépourvu de sensibilité, avec un physique grotesque, le romancier nous fait ressentir ensuite de la pitié pour cette bête pourchassée.

« Famine », le chef-d'œuvre

En 1927, O'Flaherty s'exile de nouveau. Il continue néanmoins à critiquer avec beaucoup de véhémence la société irlandaise et, dans un pamphlet satirique publié en 1929, *Tourist's Guide to Ireland* (*Guide touristique de l'Irlande*), il met l'accent sur la police, les prêtres et les prostituées. A la même époque, il désavoue publiquement son admiration pour le système communiste dans un livre intitulé *I went to Russia* (*Je suis allé en Russie*, 1931).

Il faudra attendre la publication de *Famine*, son chef-d'œuvre, en 1937, pour que Liam O'Flaherty trouve sa place parmi les grands écrivains irlandais de ce siècle. Le roman a pour thème la grande famine des années 1843-1845, durant lesquelles la population irlandaise a été décimée. O'Flaherty dépeint la destruction d'une société paysanne, avec sa minutie caractéristique. C'est l'œuvre d'un homme qui a survécu à l'angoisse, au désespoir, aux tentatives de suicide, à l'alcoolisme, pour arriver à la maturité de son talent. A quarante ans, l'énergie et la vitalité de l'écrivain semblent épuisées, et il écrira peu durant la deuxième partie de sa vie.

Notons cependant un recueil de contes écrits en gaélique — sa langue maternelle — et publié en 1953 : *Duil* (*Désir*). Dans un style simple, d'une rare beauté, O'Flaherty décrit le monde animal. Les bêtes dotées de sentiments humains en sont les personnages : la vache séparée de son veau mort-né, qui a été jeté au bas de la falaise, s'y jette à son tour. O'Flaherty, qui manifeste là une tendresse surprenante, semble avoir mis de côté sa rébellion, son obsession du moi. La rage et la folie de l'écrivain se sont apaisées et, comme dans *Famine*, il s'est donné pleinement à son art. Le résultat prouve que l'âme d'un romantique se cachait derrière la fureur et la révolte.

JOE MULHOLLAND.

Ralf Steadman armé d'un porte-plume

« *JE ne suis jamais allé en Irlande ; mais j'ai eu la chance d'illustrer un livre du meilleur écrivain comique irlandais, Flann O'Brien,* The Poor Mouth *(le Pleure-Misère). Dans ma façon de traiter ses personnages et son environnement, j'ai été influencé par ce que je connais du Languedoc. Les gens me semblent avoir le même tempérament, à part peut-être le stoïcisme non dépourvu d'humour des personnages d'O'Brien, à part aussi le fait qu'ils ne boivent pas de Guinness...* »

Ralph Steadman est gallois. Pas irlandais. C'est en ces termes qu'il présente sa rencontre avec l'œuvre de Flann O'Brien dans l'« hénaurme » album qui paraît presque simultanément en France et en Grande-Bretagne : *l'Arme à l'œil* (en anglais *Between the eyes*), c'est un drôle d'album de famille...

Pour Steadman le dessin a le droit de parler, de dialoguer avec son créateur, parfois avec violence. D'où cette tension, cette intensité rageuse du trait, cette encre de Chine qui crache, qui éructe. Steadman utilise le porte-plume comme une arme, agressive ou défensive, lance ou outil.

« *L'humour rend acceptable la violence du monde,* dit-il, *mais maintenant, je veux être moins en colère. C'est un monde toujours aussi affreux, mais je sais qu'il y a des choses merveilleuses et, pour les années à venir, je veux me concentrer sur un grand sujet. J'ai rempli un ordinateur de toutes les informations que j'ai pu trouver à propos de Dieu, des faits, des croyances, des livres saints. Et je veux écrire une « Histoire mondiale des croyances en Dieu ». En étant d'abord un humoriste, bien sûr...* »

En préambule, page 216 de l'album, un immense graffiti dégouline sur le Mur des lamentations, à Jérusalem : « *God is a goy* » (?!...)

NICOLE ZAND.

★ Ralph Steadman : L'ARME A L'ŒIL, traduit de l'anglais par Marie-Claire Pasquier. Aubier, 240 p., 532 ill., 240 F. (Chez le même éditeur, deux superbes albums : FREUD, LÉONARD DE VINCI.) Prix de l'humour noir 1984.

★ Pour les enfants. Vient de paraître : QUASIMODO SOURICEAU. Gallimard, 32 p., 62 F (tout en couleurs, et le dessin est, comme toujours, superbe).

● Bibliographie

● Les maîtres et les anciens

L'œuvre de James Joyce (1882-1941) est disponible aux éditions Gallimard. Celle de Samuel Beckett (né en 1906, prix Nobel 1969) figure, pour l'essentiel, au catalogue des Éditions de Minuit et celle du dramaturge Sean O'Casey (1880-1964) aux éditions L'Arche. Plusieurs pièces de J.-M. Synge (1871-1909) ont été publiées en français, notamment, *l'Ombre de la vallée*, *le Baladin du monde occidental* et *Deirdre des douleurs*. L'œuvre de W.-B. Yeats n'a été que très partiellement traduite. Au Mercure de France, *Enfance et jeunesse resongées* et *le Frémissement du voile*, deux volumes tirés de ses *Autobiographies*, des *Poèmes* chez Aubier et aux Presses universitaires de Lille, *Per Amica Silentia Lunae*, *Explorations*, *le Crépuscule celtique* et *la Rose secrète*.

Les romans de Liam O'Flaherty (1896-1984) connaissent quant à eux une singulière carrière (*le Mouchard*), son récit le plus célèbre, n'a pas été réédité depuis 1959). Sont disponibles actuellement : *Famine* et *Skerrett*, (aux éditions Jean Picollec) et *Insurrection* (le Livre de poche).

Au rang des curiosités, signalons *Vingt Ans de jeunesse*, de Maurice O'Sullivan, (éditions Gallimard, traduit par Raymond Queneau) et *la Tombe du tisserand*, de Seumas O'Kelly (1878-1918), publié il y a deux ans par Aubier-Montaigne.

● La « nouvelle » génération

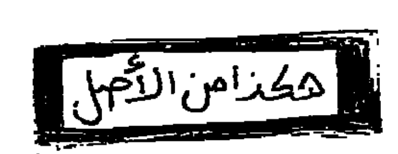
John McGahern : *Lignes de fonds*, (Nouvelle Mercure de France, 1971) ; *l'Obscur* (édition de la Sphère, 1980) ; *le Pornographe*, (Presses de la Renaissance), 1980 ; *Journées d'adieu*, (Presses de la Renaissance, 1983).

Jennifer Johnston : *Princes et Capitaines*, (Denoël, 1977) ; *Si loin de Babylone*, (Denoël, 1979) ; *Des ombres sur la peau*, Denoël, 1979.

James Plunkett : *les Occasions perdues*, Presses universitaires de Lille, 1976).

● Parmi les revues

Signalons le numéro des *Lettres nouvelles*, mars 1973, consacré aux « Ecrivains irlandais d'aujourd'hui ». *Critique*, dans son nº 421-422, nous propose « Un lieu, l'Irlande ». *Digraphe*, nº 27, présente « La poésie irlandaise contemporaine ». Enfin la revue *Brèves*, (Atelier du Gué, 11300 Villelongue-d'Aude), nous invite à lire les nouvelles de jeunes auteurs.



● HISTOIRE

L'Algérie trente ans après

Fête nationale le 1er novembre 1954 ou fête de l'indépendance célébrant le 5 juillet 1962, chacun de ces deux anniversaires suscite son lot d'ouvrages consacrés à l'Algérie. Ferhat Abbas, chef du premier GPRA (Gouvernement provisoire de la République algérienne), qui vient de regagner Alger, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, nous donne un peu son testament politique avec *l'Indépendance confisquée* *(voir l'article de notre correspondant).*

Un jeune chercheur, Benjamin Stora, a soutenu récemment à Paris-VII une thèse intitulée « *Dictionnaire biographique de militants nationalistes algériens* ». Ce travail de bénédictin, unique en son genre par son amplitude (quelque six cents biographies), est le premier vrai « Who's who » de la révolution algérienne. Il mériterait d'être rapidement édité car il comble une lacune et sera indispensable à tous ceux qui s'intéressent d'une façon ou d'une autre à l'Algérie. On peut en dire autant de *la Politique étrangère de l'Algérie* de Nicole Grimaud, que nous analysons ci-dessous.

Le dernier livre de Mohamed Harbi, *1954, la guerre commence en Algérie*, relate les événements tout en y mêlant une réflexion tonifiante qui invite à la discussion *(lire notre article)*. Esprit critique, lui aussi, Jacques Jurquet poursuit le procès du PC avec *la Révolution nationale algérienne et le Parti communiste français*. Le tome 4, *Algérie 1945-1954. Des élections à la lutte armée* (448 pages), vient de paraître aux Editions du Centenaire. Œuvre partisane, certes, mais qui contient un nombre considérable de documents inédits ou peu connus.

A l'occasion du centenaire de la mort de l'émir Abd El Kader en 1883, Louis Lataillade publie *Abd El Kader, adversaire et ami de la France* (Ed. Pygmalion, 252 pages, 79 F), première biographie montrant les différents aspects de l'ancêtre du nationalisme algérien, qui fut chef de guerre, homme politique et poète mystique. Cet ouvrage n'a cependant pas l'ampleur de l'étude consacrée à l'un de ses adversaires, *le Duc d'Aumale, prince aux deux visages*, de Raymond Cazelles (Ed. Tallandier, 492 pages, 98 F), qui a obtenu le prix Robert-Christophe, fondé cette année par la veuve de l'historien.

P. B.

– Signalons aussi, parmi les dernières parutions, l'album de Marc Garanger : *la Guerre d'Algérie vue par un appelé du contingent* (Le Seuil, préface de Francis Jeanson, 136 pages, noir et blanc. Format 28 x 29 cm 179 F). Nommé photographe de son régiment dans les djebels, l'auteur avait pris des images de l'existence quotidienne, comme de la répression. Les voici rassemblées pour qu'elles témoignent.

Une « diplomatie de maquisards »

IL peut paraître surprenant que « *l'exemple de développement* » algérien, aujourd'hui partiellement révisé et souvent discuté, ou l'idéologie du FLN aient été l'objet de nombreuses études, alors que ce n'est pas le cas de la politique étrangère, laquelle a pourtant permis à l'Algérie indépendante de jouer dans le monde un rôle qui dépassait de loin son poids réel. Cette lacune tient beaucoup au secret dont s'entoure la diplomatie algérienne – une « *diplomatie de maquisards* » – et à la difficulté d'accéder aux archives du jeune Etat.

C'est dire l'obstination et la patience dont a dû faire preuve Nicole Grimaud pour accomplir son travail sur un terrain semé d'embûches. Chargée de recherches à la Fondation nationale des sciences politiques, connaissant bien les événements de la région pour en avoir établi la chronologie dans la revue *Maghreb-Machrek* depuis sa création, elle a procédé à des enquêtes pour vérifier dans quelle mesure les déclarations publiques et les versions contradictoires de partenaires-adversaires correspondaient à la réalité.

Au déroulement temporel, l'auteur préfère le regroupement des faits par secteurs, et divise son livre en trois grands chapitres. Quand Nicole Grimaud n'obtient pas une explication satisfaisante pour l'esprit – mais la diplomatie est-elle toujours cartésienne ? – elle en dresse le constat.

La première partie, « L'environnement imposé », montre, comment l'Algérie, avec une remarquable ténacité, a arraché à l'ancien colonisateur les moyens de conforter son indépendance économique, l'ultime étape étant la nationalisation des hydrocarbures en 1971. De même, l'auteur explique bien comment l'Algérie concilie les « *nécessaires* » rapports avec l'Union soviétique et les « *souhaitables* » relations avec les Etats-Unis, relations qui ont mis du temps à se nouer.

Le Maghreb est au centre de la deuxième partie, « L'environnement fraternel », et les péripéties de la construction maghrébine sont suivies dans leur complexité byzantine, de sorte que les subtils rapports avec l'Orient compliqué n'ont rien à leur envier.

La politique à l'égard du tiers-monde, dont l'Algérie est un des chefs de file, est un mélange d'idéalisme, de réalisme et de volontarisme. Dans « L'environnement souhaité », Nicole Grimaud analyse la façon dont deux chefs d'Etat, aux personnalités différentes, Ben Bella et Boumediène, ont pu imprimer leur marque aux mêmes principes de base. Elle indique aussi comment, après une phase de déploiement spectaculaire au cours de laquelle Alger, capitale du tiers-monde, prône le dialogue Nord-Sud et l'instauration d'un nouvel ordre international, la crise mondiale va contrecarrer la diplomatie algérienne.

Aussi regrette-t-on que cette étude s'arrête à la mort de Boumediène, en 1978, et ne suive pas l'évolution de la politique du président Chadli dans le sens d'une plus grande ouverture vers l'Occident et les difficultés auxquelles elle se heurte. Ces réserves n'empêchent pas ce livre d'être un ouvrage de référence indispensable.

PAUL BALTA.

★ **LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE L'ALGÉRIE, de Nicole Grimaud, Ed. Karthala, Paris, 1984, 376 pages, 130 F.**

Mohamed Harbi se bat contre la légende

DÈS les premières lignes de son introduction, Mohamed Harbi définit l'esprit de sa recherche : « *Le débat sur le legs de la révolution anticoloniale est encore sacrilège. Toute critique, même mesurée, est considérée comme une hérésie. Mais comment se résoudre à accepter que l'histoire soit niée et vidée de son contenu, quand on sait que le legs révolutionnaire pèse lourdement sur la capacité des Algériens de déchiffrer leur présent et de s'imaginer un futur ?* » Grand pourfendeur des mythes avant, pendant et après la révolution, l'auteur se refuse à « *substituer la légende à l'histoire réelle* ».

Toutes les composantes de la révolution algérienne sont passées au crible de l'analyse : les mouvements nationalistes (PPA de Messali Hadj, PCA, Centralistes, UDMA, Ulémas, etc.), les groupes sociaux musulmans et européens, les idées qui ont marqué une époque ou fait l'objet de débats (l'homogénéité de la nation algérienne, le mouvement assimilationniste, le « melting pot » cher aux communistes, réformisme ou lutte armée, etc.), le contenu des différents programmes. Refusant les schémas réducteurs et les simplifications abusives, Mohamed Harbi s'attache à montrer la complexité des situations avant de se prononcer dans tel ou tel sens.

Cette démarche s'explique à la fois par la personnalité de l'auteur, qui a été un militant avant de devenir un historien, et par l'évolution même du FLN, qui, voyant dans le 1er novembre un « *commencement absolu* », a eu tendance à faire « *table rase* » de ce qui l'avait précédé. Or Mohamed Harbi soutient que le FLN était le « *fils naturel* » du messalisme, que le mouvement de libération n'était pas monolithique, et que le 1er novembre 1954 fut l'aboutissement d'un processus long et complexe dans lequel le pluralisme politique était une réalité.

« *Le dynamisme de la révolution algérienne nous apparaît mieux à travers ses résultats. Après une décolonisation plus radicale que dans les autres pays du Maghreb, la révolution a produit un régime bureaucratique, autoritaire, empruntant ses formes de pouvoir à l'expérience soviétique mais intégré économiquement dans le système capitaliste mondial* », écrit Mohamed Harbi. On peut ne pas partager tous les jugements de l'auteur, mais son livre, fondé sur une solide documentation, incite à réfléchir. C'est une invitation au débat.

P.B.

★ **1954, LA GUERRE COMMENCE EN ALGÉRIE, de Mohamed Harbi. Ed. Complexe, Bruxelles, 209 pages, 34 F (distribué en France par les PUF).**

Le réquisitoire de Ferhat Abbas contre Ben Bella

IL y a quelques jours, le ministre algérien des anciens combattants remettait la médaille de résistant à Ferhat Abbas qui, vieux et malade, s'est retiré dans une villa d'Alger où il a été longtemps en résidence surveillée après l'indépendance, en raison de ses divergences de vues avec les nouveaux maîtres du pays. Au soir de sa vie, celui qui présida le gouvernement provisoire de la République algérienne, de 1958 à 1961, nourrit encore l'espoir que soit levée l'interdiction frappant ses livres dans sa patrie. Il souhaite pouvoir s'entretenir avec le président Chadli, car, nous a-t-il dit, « *je n'ai pas à me plaindre de lui et il n'a pas à se plaindre de moi* ».

C'est une potion difficile à avaler pour ceux qu'il juge des imposteurs que l'ancien pharmacien de Sétif a préparée en rédigeant *l'Indépendance confisquée*, réquisitoire contre Ben Bella et Boumediène. Alors que, à ses yeux, les Algériens étaient, en 1962, un des peuples affranchis les plus aptes à la démocratie, l'auteur du Manifeste algérien explique par quel « *chemin tortueux* » son pays en est arrivé à vivre sous « *un régime totalitaire de type stalinien* ».

Ferhat Abbas démissionne de la présidence de l'Assemblée nationale constituante en 1963, quand il constate que quelques-uns ont confisqué le pouvoir et se soucient fort peu de consulter le peuple sur leurs projets politiques. Il assiste, impuissant, au matraquage de la propagande officielle, à la falsification de l'histoire, à la destruction de l'agriculture et du commerce, à la glorification par une presse asservie d'une politique consistant à « *déplacer beaucoup de vent sans profit pour le pays* ».

L'islam trahi

Dans le « *lourd héritage* » échu au président Chadli, il inclut même l'alliance entre l'Algérie et le Front Polisario, « *scandaleuse aventure, crime perpétré contre l'unité et la paix nord africaine* ». Jamais jusqu'à ce jour une personnalité algérienne n'avait présenté la question du Sahara occidental sous cet angle, et la démythification de Ben Bella, principal opposant, ne rachètera pas aux yeux des autorités cette mise en question de la doctrine officielle. Des jugements péremptoires et parfois hasardeux sur certains compagnons vaudront à l'auteur quelques répliques. M. Boumaza, l'une des personnalités mises en cause, nous a assuré qu'il venait d'engager une procédure en diffamation à Paris.

M. Ferhat Abbas aborde aussi un sujet délicat quand il écrit : « *Historiquement, nous sommes des Berbères arabisés, des Euro-Berbères chez qui le sang berbère prédomine* », mais, ajoute-t-il, « *ce qui compte en Algérie, ce n'est pas la race, c'est l'islam. Il est le ciment social et le dénominateur commun.* » Son reproche fondamental à M. Ben Bella, « *entouré d'une poignée de gauchistes irresponsables dont la majorité étaient des étrangers* », est d'avoir trahi cet islam pour « *un socialisme à la Castro* » au lieu de l'associer à la conception moderne de la démocratie. Douloureuse pour beaucoup d'Algériens, « l'indépendance confisquée » est aussi de nature à attiser la mauvaise conscience des Français. « *J'ai vécu l'époque coloniale sans peur, sans compromissions et sans haine*, écrit Ferhat Abbas. *Si dominateur que fût le régime colonial, il ne nous a pas empêché de parler, de critiquer, de revendiquer. C'est grâce à la liberté de parole que notre peuple a pu se former politiquement et moralement. Mais cette parole libre, qui a voulu l'entendre en France quand il était encore possible d'éviter l'irréparable ?* »

En 1944, Ferhat Abbas revendiquait une République algérienne fédérée à la France, axe d'une relation harmonieuse avec tout le Maghreb. Sans rien dissimuler de l'apport économique et culturel de l'ancienne métropole à son pays, il aide à comprendre que, dix ans plus tard, l'honneur, malgré des excès qu'il condamne, était dans le camp du FLN auquel il se ralliait.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

★ **L'INDÉPENDANCE CONFISQUÉE, de Ferhat Abbas, Flammarion, 230 pages, 75 F.**

Le Monde des livres

● LE FEUILLETON

« Une éducation française », d'Odile Marcel

Si on te le demande, tu diras que tu n'en sais rien

Par Bertrand POIROT-DELPECH

L'APPARTENANCE nationale — le « rapport à la France » comme on dit maintenant, — qui avait cessé d'être un problème et un sujet depuis une bonne génération, redevient l'un et l'autre, très fort. Plusieurs jeunes écrivains ont éprouvé récemment le besoin de proclamer et d'expliquer ce qui les lie personnellement à notre sol, notre histoire, notre langue. Ce fut le cas d'Erik Orsenna (*Une comédie française*, Seuil, 1980), de François George (*Histoire personnelle de la France*, Balland, 1983).

Le genre « la France et moi » appelle, comme par excuse, une certaine désinvolture. D'emblée, *Une éducation française* ne semble pas en déborder, publiée qu'elle est par les austères Presses universitaires de France et signée d'une agrégée de philo, petite-fille de Gabriel Marcel, lequel ne passait pas pour plaisanter avec les valeurs qui ont fait notre beau pays. Or c'est bien de l'essai brillamment moqueur que relève le livre d'Odile Marcel, de ces règlements de comptes attendris avec soi-même et les siens dont *les Mots* restent, depuis la guerre, le modèle indépassable.

Question posée au long du livre, avec un mélange indécis de nostalgie et de fureur : ces règles d'éducation que les bonnes familles se transmettent avec la ponctualité d'un code génétique, ces *« tiens-toi droite »*, ces *« on ne parle pas la bouche pleine »*, ces *« mon père ne l'aurait pas supporté »*, cet idéal du bon chic bleu marine, qui nie le corps et l'histoire au profit du seul salut de l'âme, d'où vient-il, où va-t-il, jusques à quand ?

L'AGRÉGÉE cède la place, et parfois la plume, à la petite fille modèle. Dès qu'une généralité ou une explication s'annoncent, Odile Marcel revient, comme à une litanie, aux préceptes qui ont martelé son enfance. Curieux comme ces préceptes non écrits se répandent identiquement, et sans bouger, dans la plupart des milieux, du moins jusqu'aux années 50, où se situe l'adolescence de l'auteur !

La tenue à table joue un grand rôle dans la maîtrise, essentielle, des instincts. C'est l'occasion, avec la toilette, de vérifier que le corps, impur et suspect, reste confiné dans une fonction subalterne, soumis à des lois, fussent-elles arbitraires, comme de ne pas couper sa salade avec un couteau. La récompense, non négligeable, consistera à se savoir dans le droit. L'observance des consignes d'autrefois, faites de refus et d'idéal, conditionne l'amour des parents et protège contre de mortels débordements.

Le devoir contre le plaisir : tout est là. Notre corps est un ennemi à dresser, la condition contingente et triviale pour que notre âme se manifeste dans le monde. Si la maladie d'enfance laisse souvent des souvenirs exquis, c'est qu'elle donne le droit, précaire, d'avoir un corps. De même les jeux, qui permettent de tourner les interdits sans tomber dans l'anarchie. L'existence n'est digne, distinguée, que froide et austère, vouée à la beauté morale, au respect, en soi, du fils de Dieu.

Faillir aux usages, y compris au brossage des dents, c'est pécher contre les lois divines. Le recul de la pratique religieuse n'a rien changé à cette conviction viscérale, quasiment innée, impérissable, qu'on ne vit pas pour innover et dépenser sa force mais pour « faire comme on a toujours fait », pour s'inscrire décorativement dans l'intemporalité d'un idéal supposant Trônes et Dominations célestes...

LES autres, les pauvres, sont nos « frères », bien sûr, mais ils sont différents. Ils s'endimanchent, ils parlent la bouche pleine, ils s'empiffrent, ils n'ont pas le raffinement inculqué à Odile. Il leur manque l'élégance physique et morale qui justifie la brume dans laquelle parents et grands-parents de l'auteur enveloppent l'univers social, l'histoire.

La France est la fille aînée de l'Eglise. Cette place irrécusable lui est assignée par Dieu du fond des siècles et lui fait obligation d'éduquer le genre humain, de l'amener, idéalement, à placer la fourchette à gauche de l'assiette, à avoir des bonnes, à acheter des bagues, à ranger sa chambre, etc... puisque ce vieux rêve perdure et que tout se tient...

Un doute vient au lecteur : se peut-il que le philosophe Gabriel Marcel ait transmis ces consignes des bien-pensants sans plus d'intelligence ? Avec la dureté des petits-enfants, Odile est formelle : en famille, l'auteur du *Journal métaphysique* trouvait, comme tous les grands-pères, que « tout empirait » ; moins cela changerait, mieux cela vaudrait. Pour ce fils de juive allemande converti au catholicisme et ce monarchiste épris de merveilleux, tous les malheurs venaient de la désacralisation, de l'exaltation du plaisir. Dans ce monde mal fait, une seule issue : la sainteté, l'oubli de soi, sans illusion sur l'utilité du sacrifice, pour la beauté de la chose.

Vivre sa vie — c'est du moins ce qu'en retient Odile — ne sert à rien, pas plus que la gagner (quelle bassesse !). Le Ciel, rien que le Ciel ! Le monde n'est connu que de réputation; il est redoutable, et on a profit à s'en détourner par la culture, sous-produit de la prière. Côté maternel, l'auteur, qui descend de protestants alliés aux Boegner, subit la même antienne.

FAÇONNER des saints ascétiques et des vieilles filles amères en plein vingtième siècle, *« quelle absurdité ! »*, bougonne Odile. Mais elle obtempère et s'explique mal l'injonction. Sans doute ses parents et leurs nombreux semblables se font-ils les martyrs de survivances fictives, faute de se trouver d'autres causes et par fuite devant la réalité. Le bon chic, bon genre leur tiendrait lieu de philosophie, d'histoire. Vraiment ? Si on te le demande, tu diras que tu n'en sais rien !

L'auteur, avec l'âge, a compris d'où venait ce message anachronique, pour ne pas dire anhistorique ; en gros, de la droite royaliste des années 20. Contre un présent convulsif et un avenir forcément décadent, la bourgeoisie, hier entreprenante, de son temps, républicaine et libérale, s'est réfugiée dans le passé, le trône, l'autel, les idéaux nobiliaires, la xénophobie. S'occuper de la cité, c'est lui parler de Dieu, de l'Eglise, du roi, combattre le communisme, l'Algérie indépendante, les prêtres-ouvriers, l'inertie ancestrale du peuple, la féminité, Ionesco, Sartre et autres fossoyeurs de l'Occident...

L'histoire s'est arrêtée. Même après 1950, Odile entend plus parler de 1914 que de 1940 et 1945, où *« de Gaulle aurait dû remercier Pétain »*. Un éternel autrefois tient le moderne en suspens. Ainsi, les nouveaux nobles croient-ils, l'abstinence et le panache aidant, figer le temps et s'ériger en caste intouchable.

RIEN de mesquin ni de cynique, là-dedans : seulement un gâchis d'intelligence par refus de se penser en crise, un besoin touchant de durer dans ses rêves d'absolu, ses rigidités pour rien, ses canapés défoncés. Les lainages stricts et les cols discrets devenus fins en soi, suprêmes pensées, signes exclusifs de l'appartenance à l'élite; le bon goût « qui-ne-s'apprend-pas » promu garantie ultime contre les classes montantes...

Quelle alternative à ce conservatisme pas si bête que ça ? « Il est temps de concevoir autrement la vie à la française », conclut Odile. Ma parole, la leçon familiale a porté mieux que prévu : on croirait entendre Bon-Papa !

★ UNE ÉDUCATION FRANÇAISE, d'Odile Marcel. Presses universitaires de France, 200 p., 76 F.

● RENCONTRES

Ces manières désespérées de garder la mémoire

Les débuts romanesques d'Eric Nonn et d'Alice Farrow : quel usage font-ils de la littérature ?

QUAND on parcourt le prière d'insérer du livre d'Eric Nonn, *Une question de jours*, on sait qu'on va le lire, et jusqu'au bout, en une seule fois. Pourtant, on recule le moment de l'ouvrir, puis on diffère le moment d'en parler. La mort d'une enfant de treize ans, la leucémie, la vie quotidienne sans espoir, l'étrange regard d'une adolescente qui a tout compris, le dernier geste... on ne veut pas savoir. On a le sentiment que tout cela ne doit pas se dire, que la relation ne peut qu'en être exhibitionniste ou mélodramatique à l'excès, que ces choses dont on croit qu'elles n'arrivent qu'aux autres sont faites pour rester secrètes, enfouies.

Eric Nonn était le père de cette enfant. Mais il n'a pas souhaité un témoignage à la première personne, un livre-vérité, une « tranche de vie ». Il a préféré construire ce récit au style très travaillé dans sa sécheresse, sans aucun pathos, sans longs paragraphes d'interrogations ou de commentaires. Il décrit avec froideur, avec violence, avec impudeur, les dernières semaines de vie commune de plusieurs personnages, jamais nommés autrement que par leur statut : le père, la mère, la fille, la nouvelle femme du père, etc. Rien n'est gommé, nul n'est épargné et personne ne sort intact, surtout pas le père, *« un être extrêmement égoïste, qui est moi »*, dit simplement Eric Nonn.

Ce jeune comédien, qui aime la littérature et a déjà écrit deux pièces de théâtre, n'a évidemment pas voulu ce livre *« pour fabriquer une histoire de plus »*, ni pour s'épancher ou donner des conseils sur ce qu'il convient de faire dans une situation semblable. Sans doute, raconter cette cassure définitive, cette agonie, cette disparition, était pour Eric Nonn une nécessité personnelle : il fallait *« garder la mémoire »*, *« éloigner tout cela et le rapprocher en même temps »*. Mais rédiger pour publier, travailler la forme, était une manière d'en faire autre chose qu'une confession, un acte de libération individuelle. *« Ce qui est intéressant,* dit-il, *c'est ce que les gens rajoutent. »*

C'est aussi la volonté de garder la mémoire qui a fait écrire à Alice Farrow *Y'a qu'avec maman que j'peux faire l'amour*. Elle mérite mieux que ce titre et ce pseudonyme un peu racoleurs, cette jeune femme émouvante, avec son livre d'enfant paumée, à l'écriture cassée, saccadée, ballottée, sanglotée. Même si l'on se dit parfois que l'éditeur aurait dû être plus exigeant, qu'il aurait fallu être plus rigoureux pour ne pas donner le sentiment que ce style « brut » tourne au procédé, on n'a pas envie de les abandonner, les deux jumelles, Christiane et Thérèse. C'est Christiane qui raconte, celle qui est arrivée la dernière, celle dont on se serait bien passé.

Elles en ont vu de toutes les couleurs, les jumelles, avec leur papa — finalement parti avec sa secrétaire — et leur maman, toujours entre deux déclamations de poèmes, entre Lamartine et Appolinaire. Celle-ci se consolera de son divorce avec un alcoolique qui les laissera mourir de faim. Heureusement pour Christiane, la mal-aimée, à la campagne il y a le Pépa — celui qui dit *« vous »* à ceux qu'il aime, — la grand-mère — toujours « bougonne » — et la tante Nicolette — qui allie un cœur d'or à des appétits sexuels insatiables. Christiane est une enfant bavarde. Elle aime dans son langage sec et direct faire la chronique d'un temps où les enfants de divorcés, comme sa sœur et elle, étaient montrés du doigt, à l'école, reléguées au fond de la classe. *« Ça nous fait drôle,* dit-elle. *Y'a plein de tables vides entre nous et les autres. Y paraît qu'on pourrait tenir à cinquante, on est quatorze. »*

Alice Farrow est, elle aussi, une curieuse petite fille, arrivée aux abords de la quarantaine, avec un visage de Pierrot triste qu'elle conjure d'un grand sourire. Il lui semble *« naturel »* d'avoir écrit *« seize livres, sans penser à être publiée »*. *« Cela ne me venait pas à l'esprit, je voulais faire du cinéma, j'ai finalement fait de la chanson. » « Tous mes autres romans étaient de l'imaginaire pur, très colorés, fantastiques. Cette fois, j'avais l'impression de prendre beaucoup plus de risques, avec une autobiographie. Mais mon enfance me paraissait plutôt banale. Ce sont mes amis qui ont trouvé cela à la fois intéressant et très violent. J'ai supprimé les passages trop durs. »* Le quotidien, pour Alice Farrow, c'était vivre au milieu de gens qui alimentent les rubriques de faits divers. Désormais, il lui faut le raconter, *« en gardant le sourire, pour faire passer »*.

JOSYANE SAVIGNEAU.

★ UNE QUESTION DE JOURS, d'Eric Nonn. Denoël, 255 p., 82 F.

★ Y'A QU'AVEC MAMAN QUE J'PEUX FAIRE L'AMOUR, d'Alice Farrow. Ramsay, 270 p., 82 F.

Les nouveaux plaisirs de Christiane Baroche

QU'EST-CE qui pousse une nouvelliste dont le succès s'affirme à publier, à cinquante ans, son premier roman ? *« Le souci d'évoluer, le besoin de chercher une autre structure »*, répond Christiane Baroche (elle a obtenu la bourse Goncourt de la nouvelle en 1978, et ses recueils sont désormais traduits dans de nombreux pays). Malgré la préoccupation manifestée par son auteur, le petit livre qui paraît chez Actes-Sud, *Plaisir amers*, peut passer pour une « grosse » nouvelle. On y retrouve la concision de Christiane Baroche, son désir d'une écriture précise, ramassée, aux descriptions scrupuleuses, mais économes.

Dans ce texte, elle cherche à garder la cohérence qu'elle sait donner à ses brefs récits, un équilibre qui semble être le maître mot de son travail d'écrivain comme de toute sa vie. Elle a toujours suivi son propre chemin, conjugant la littérature — auteur et lectrice chez Gallimard — et la science — elle fait de la recherche biologique en cancérologie depuis vingt-deux ans. Christiane Baroche se veut hors de toutes les modes littéraires parisiennes et parle plus volontiers de Giono — *« sa mort m'a poussée à écrire dans le but d'une publication »* — que des « avant-gardes ».

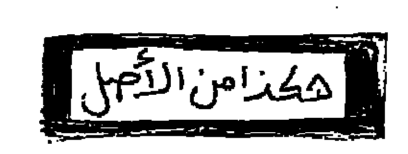
C'est donc volontairement qu'elle a écrit *Plaisir amers* dans la tradition du roman psychologique : la rencontre à Amsterdam, à l'occasion d'une grève du trafic aérien, d'un homme d'âge mûr, gynécologue, plutôt désabusé, et d'une jeune fille de vingt ans en pleine révolte. Deux stéréotypes de leur génération qui s'affrontent tout en cherchant à se bâtir une histoire commune, unique. Christiane Baroche a certainement souhaité ne pas éviter les clichés et le psychologisme auquel ce sujet incitait. Si l'on aime ce genre d'écriture romanesque, le livre est tout à fait réussi. Sinon, on est un peu déçu et on continue de préférer la Christiane Baroche vraiment nouvelliste.

Jo. S.

★ PLAISIRS AMERS, de Christiane Baroche. Actes-Sud, 200 p., 72 F.

LA SEMAINE PROCHAINE DANS « LE MONDE DES LIVRES »

Un dossier sur la floraison des prix littéraires



هكذا من الأصل



MERCI, MONSIEUR CARNOT.

Nicolas Carnot n'a publié qu'un seul ouvrage : « Réflexions sur la puissance motrice du feu », mais cela suffit à sa gloire.

Il est mort à 36 ans avant d'avoir pu développer ses théories ; ses recherches sur la chaleur et l'énergie lui ont cependant valu le titre de Père de la Thermodynamique.

La machine à vapeur était sa grande passion. Celle qu'avait conçue Watt gaspillait 95 % de l'énergie. Carnot trouva le moyen de lui assurer un rendement optimal.

Nous rendons hommage à Carnot pour avoir mis le monde moderne en mouvement ; il nous a aussi donné deux leçons : ne pas gaspiller l'énergie, mais ne pas non plus gaspiller nos efforts pour améliorer l'efficacité au-delà des limites naturelles.

United Technologies (Hartford, Connecticut, U.S.A.) comprend Pratt & Whitney, Otis, Carrier, Sikorsky, Mostek, Hamilton Standard, Inmont, etc.

En France, les activités du groupe sont représentées en particulier par les ascenseurs Ascinter Otis ; les appareils de climatisation et de réfrigération Carrier et Frigiking ; les isolants et les câbles UDD-FIM et Saimica ; et les peintures et encres Inmont.

UNITED TECHNOLOGIES

EN BREF

L'assassinat de Gregory : Muriel se rétracte

Pour la seconde fois en cinq jours, Muriel a changé d'avis. La jeune belle-sœur de Bernard Laroche, inculpé et écroué pour l'assassinat du petit Grégory Villemin, a innocenté, devant le juge d'instruction, son beau-frère, après l'avoir accablé.

Serrée de près par ses parents et ses frères et sœurs — dont Marie-Ange Laroche, la femme de l'inculpé, — Muriel, quinze ans, est apparue, mercredi 7 novembre, devant son pavillon de la cité du Maroc, à Laveline-devant-Bruyères (Vosges), pour dire : *« Bernard est innocent, je n'ai jamais été avec lui à Lépanges ni à Docelles* (endroit où fut retrouvé le corps de Grégory). *Je l'ai accusé parce que les gendarmes m'ont menacée de me placer dans une maison de correction. »*

L'adolescente avait passé la journée du mardi 6 dans le pavillon familial avec sa sœur Marie-Ange, qui continue à proclamer de l'innocence de son mari.

Cette nouvelle version de Muriel comporte plusieurs incohérences. Muriel a affirmé ne pas connaître Grégory. Or, selon des témoignages établis, elle l'avait rencontré à plusieurs reprises lors de fêtes familiales. En outre, deux camarades de collège affirment avoir vu Muriel dans la voiture de l'inculpé peu avant le crime.

Dans l'immédiat, nous indique notre correspondante Claudine Cunat, il n'est pas question pour le juge Jean-Michel Lambert de libérer Bernard Laroche, qui demeure accusé par plusieurs expertises graphologiques.

Fausses factures de Marseille : lourdes peines requises

M. Christian Raysseguier, substitut du procureur, a requis, mercredi 7 novembre, de lourdes peines de prison et d'amende contre les inculpés de l'affaire des fausses factures de Marseille dont le procès s'était ouvert le 14 septembre (*le Monde* du 15 septembre).

Le maximum de la peine encourue — dix ans de prison et une amende de 1 million de francs — a été demandé contre M. Julien Zemour, ancien inspecteur des impôts à Nice ; huit ans et 500 000 F d'amende contre M. Roger Salel ; six et huit ans contre MM. Dominique et Jacques Venturi et des amendes de 500 000 et 100 000 F ; six ans de prison et 300 000 F d'amende contre M. Pierre True et et cinq ans et 100 000 F de prison ferme contre M. Jacques Cohen. Tous ces prévenus sont encore détenus.

Le substitut a aussi requis des peines de prison ferme de six à quatre ans contre trois autres inculpés en liberté : MM. Guy Halimi, Jules Diaz et Marceau Vial.

Grève des avocats de Versailles et de Pontoise

Après l'adoption par le conseil des ministres du projet de loi pérennisant, en faveur des avocats parisiens, le système de la multipostulation *(lire page 12)*, le barreau de Versailles devait observer, jeudi 8 novembre, une grève de protestation de deux heures contre ce projet. Un mouvement de même durée a été décidé pour vendredi par les avocats de Pontoise.

D'autre part, une erreur a déformé le sens d'un paragraphe consacré à la grève, pour la même raison, des avocats des tribunaux de Créteil, de Bobigny et de Nanterre (*le Monde* du 8 novembre). Nous aurions dû écrire, à propos du compromis négocié sous la houlette de la chancellerie : *« Les avocats parisiens plaidant devant un tribunal périphérique auraient, comme aujourd'hui, lorsqu'ils prennent en charge une affaire en province, été obligés de passer par un confrère local, mais le coût aurait été moindre. »* Le membre de phrase *« lorsqu'ils prennent en charge une affaire en province »* ne figurait pas dans l'article publié.

L'honneur retrouvé de M. Michel de Saint-Pierre

Bourges. — Ce qui, en d'autres temps, eût été réglé par les armes dans la lumière diaphane d'un petit matin, a connu, mardi 6 novembre, son dénouement devant le tribunal d'instance de Sancerre (Cher) : M. Michel de Saint-Pierre et M. Adrien-Marie Bonnet de Villers, son offenseur, se sont retrouvés dans la salle d'audience, par avocats interposés. L'objet du litige : un article intitulé « Le colloque de Montreux », signé Adrien Louvier — pseudonyme de M. Bonnet de Villers, — paru dans le numéro d'octobre 1983 du *Bulletin de l'Occident chrétien, catholique et monarchiste*.

Dans l'un des paragraphes, M. Adrien Loubier avait qualifié l'auteur du livre *les Aristocrates* d' *« écrivain pornographique »*. Un coup de plume considéré comme diffamatoire par M. Michel de Saint-Pierre.

MM. de Villers, Eric Tailhades, directeur du bulletin, ainsi que le responsable juridique de l'imprimerie du Pays Fort, installée dans la région de Sancerre et éditant cette revue, ont été condamnés à verser 3 000 F de dommages et intérêts au « requérant » pour *« diffamation non publique assimilée à une injure non publique »*. — (Corresp.)

● *La ville de Cholet candidate pour le stockage de déchets nucléaires.* — M. Maurice Ligot, député (CNI) et maire de Cholet (Maine-et-Loire), a annoncé le 6 novembre, à son conseil municipal, qu'il avait proposé à l'Agence nationale des déchets radio-actifs (ANDRA) de créer un centre de stockage de déchets à faible radio-activité sur le territoire de la commune. Selon M. Ligot, la création d'un tel centre apporterait à Cholet *« au moins cent cinquante emplois, et peut-être plus avec un laboratoire »*. L'ANDRA, pour l'instant, n'a pas donné de réponse. Rappelons que trois départements (Indre, Vienne et Aube) avaient finalement été retenus par le gouvernement comme sites possibles (*le Monde* du 2 octobre). Toutes les communes pressenties, jusqu'à présent, avaient refusé une installation de ce type.

Un nouveau satellite pour les avions et les navires en détresse

Une fusée conventionnelle Atlas devait être lancée, jeudi 8 novembre, à 11 h 52 (heure française), de la base de Vandenberg (Californie). A son bord, le satellite NOAA-F, nouvel exemplaire de la nombreuse famille TIROS-N/NOAA.

NOAA-F porte deux charges utiles. La première, destinée à l'étude de l'environnement terrestre et à la météorologie, comporte, entre autres équipements, un système français de localisation et de collecte de données ARGOS. La deuxième est constituée par le système de localisation des balises de détresse SARSAT. Canadiens et Français se sont partagés la réalisation de ce système.

Le satellite NOAA-F complétera ainsi le dispositif prévu par le programme international d'aide au repérage et à la localisation des avions et des navires en détresse, baptisé SARSAT-COSPAS (1). Un programme qui a déjà démontré son utilité, puisque les trois satellites actuellement en orbite (deux COSPAS et un NOAA) ont déjà permis, depuis septembre 1982, de porter secours à soixante-douze avions et quarante navires en difficulté, et de sauver deux cent quatre-vingt-neuf personnes.

(1) Participent à ce programme : la National Oceanic and Atmospheric Administration aux Etats-Unis, le ministère de la défense nationale canadien, le Centre national d'études spatiales en France (pour SARSAT), et le ministère de la marine marchande en URSS (pour COSPAS). Se sont aussi associés à ce programme la Norvège, la Suède, le Royaume-Uni, la Finlande et la Bulgarie.

Deux astronautes français se préparent à un vol spatial américain

Les astronautes français Patrick Baudry et Jean-Loup Chrétien ont commencé, cette semaine, leur entraînement au Johnson Space Center de Houston (Texas), pour se préparer à une mission de quatre jours, à bord de la navette spatiale américaine Challenger. Cette nouvelle mission, consacrée pour une bonne part aux sciences de la vie, devrait en principe donner lieu à un tir de la navette, le 12 février 1985. Un seul des deux hommes, Patrick Baudry, participera à ce vol, l'autre jouant au sol le rôle de doublure. Ainsi les rôles seront-ils inversés : en juin-juillet 1982, Jean-Loup Chrétien avait volé en compagnie de cosmonautes soviétiques à bord de la station orbitale Saliout-7.

Quatre-vingts nouveaux postes pour la formation des ingénieurs

Quatre-vingts postes d'enseignants-chercheurs seront pourvus d'ici à la rentrée 1985, dans les formations d'ingénieur. Cette mesure, destinée à réaliser l'objectif gouvernemental — augmentation de 15 % du nombre d'étudiants entrant dans ces formations l'année prochaine — a été annoncée, lundi 5 novembre, par M. Roger-Gérard Schwartzenberg, secrétaire d'Etat chargé des universités. Sur ces quatre-vingts emplois, dix-huit seront publiés au Journal officiel dès ce mois de novembre, a précisé M. Schwartzenberg ainsi que cinquante postes destinés aux filières technologiques et cent vingt-deux concernant les IUT.

Le secrétaire d'Etat, qui s'exprimait devant l'assemblée générale des responsables d'établissements et écoles publics délivrant le diplôme d'ingénieur, a engagé ses auditeurs à accueillir davantage de diplômés universitaires et proposé que la formation des ingénieurs soit portée de quatre à cinq ans avec une dernière année *« consacrée en partie à la recherche »*. Ouvrir les études sur l'informatique, les langues étrangères, l'expression écrite et orale française, la gestion, l'économie, la comptabilité et le droit du travail, semble être pour M. Schwartzenberg le moyen d'améliorer la qualité des futurs ingénieurs *« tout en maintenant l'exigence de la qualité à un haut niveau »*.

Les professeurs d'éducation physique contents, pas contents

Les professeurs d'éducation physique et sportive (EPS) sont à la fois mécontents et heureux. Mécontents, les adhérents du Syndicat national de l'éducation physique de l'enseignement public (professeurs) (SNEP, FEN, dirigé par la tendance Unité et action, où militent les communistes) seront en grève, vendredi 9 novembre, pour protester contre la *« sous-estimation budgétaire et doctrinale de l'EPS »*. Pour ce qui concerne le budget, le SNEP revendique la création de mille cinq cents postes en 1985 *« pour permettre d'assurer des horaires suffisants »*. Le syndicat s'inquiète aussi du peu d'intérêt marqué par le ministre de l'éducation nationale pour cette discipline.

Toutefois, les professeurs du SNEP sont satisfaits de la nouvelle organisation de la notation en EPS au baccalauréat, qui depuis cette année instaure le contrôle continu et qui va dans le sens d'une réhabilitation de cette matière en limitant la place des performances sportives et en privilégiant les connaissances et la progression de l'élève tout au long de l'année. Un livre édité par le syndicat, intitulé l'*« Evaluation en EPS*, fait le point sur les possibilités de rationalisation de la notation dans cette matière.

Les généraux Lauzeral et Gaillon reçoivent leur quatrième étoile

Sur proposition du ministre de la défense, M. Charles Hernu, le conseil des ministres du mercredi 7 novembre a approuvé les promotions et nominations suivantes dans les armées :

AIR. — Est élevé au rang et à l'appellation de général de corps aérien, le général de division aérienne Pierre Lauzeral.

Sont promus : général de division aérienne, le général de brigade aérienne Alain Suquet ; commissaire général de division aérienne, le commissaire général de brigade aérienne Guy Burdin, nommé inspecteur du commissariat et de l'administration de l'armée de l'air ; général de brigade aérienne, le colonel Jean-Pierre Duvivier.

Est nommé inspecteur technique de l'armée de l'air, le général de division aérienne Jean Failler.

GENDARMERIE. — Est élevé au rang et à l'appellation de général de corps d'armée, le général de division Gabriel Gaillon, nommé inspecteur général de la gendarmerie nationale.



Le Monde

culture

EXPOSITIONS

KANDINSKY AU CENTRE GEORGES-POMPIDOU

Petites joies, grandes tempêtes

Ce n'est pas la rétrospective du siècle, celle – impossible d'ailleurs – qui rassemblerait les plus grandes œuvres des collections américaines, allemandes, soviétiques (qu'on a vu en 1979, à Beaubourg), françaises, publiques et privées, et qui ferait la somme de toutes les recherches entreprises un peu partout autour de Kandinsky, depuis une bonne vingtaine d'années.

Mais c'est tout de même une belle exposition, bien maîtrisée, de cinquante-neuf peintures et de quelque deux cents aquarelles, dessins, documents, qui permet d'appréhender l'ensemble du parcours migrateur et complexe de l'artiste (né en 1866 à Moscou) depuis les années de formation à Munich dans les premières années du siècle – la vocation a été tardive – jusqu'à la mort à Neuilly, en 1944. Et cela grâce à des prêts importants des collections étrangères, celles du Guggenheim et de la galerie d'État de Munich notamment, combinés aux richesses du fonds Kandinsky du Musée national d'art moderne, dont c'est la première présentation depuis le legs par Nina Kandinsky en 1979 de tout ce qu'elle possédait concernant, de près ou de loin, l'œuvre de son mari.

Ce legs, qui aurait pu partir vers d'autres horizons s'il n'y avait eu dans l'entourage de Nina deux ou trois personnes de bon conseil (comme Mme Georges Pompidou et Pontus Hulten, l'ancien directeur du musée), est venu ajouter des peintures de tous les formats, plusieurs centaines de dessins, des gravures, des documents, des objets, à une donation déjà très conséquente en 1976 de quinze peintures et quinze aquarelles. Si bien qu'aujourd'hui le fonds Kandinsky, avec ses quatre-vingt-dix peintures à l'huile de tous les formats sur carton ou toile, ses cent seize aquarelles, gouaches et temperas, ses cinq cent dix dessins, avec les carnets de croquis et de notes, les gravures, les documents, ainsi que la collection personnelle de Kandinsky, est un des plus riches qui soit et oblige le passage par Paris de quiconque veut étudier l'œuvre du peintre. Ce fonds fait l'objet d'une publication par Christian Derouet et Jessica Boissel (1).

L'exposition, avec cet apport de documents « frais » ne bouleverse peut-être pas fondamentalement l'image que l'on peut avoir actuellement de Kandinsky, mais elle comble des lacunes, en particulier sur la période moscovite de l'artiste (1915-1921) – cet *intermezzo* dont parle Will Grohmann, l'auteur de l'ouvrage fondamental sur Kandinsky (2), – et offre l'occasion de dépasser la vision habituelle et réductrice de l'œuvre à deux temps : celui de l'expressionnisme chaotique, diluvien et apocalyptique de l'époque du *Cavalier bleu*, et celui de la géométrisation des formes, au Bauhaus.

Elle permet aussi de suivre la démarche de Kandinsky de plus près qu'à travers ses écrits théoriques auxquels on s'est accroché comme à des bouées de sauvetage pour essayer de déchiffrer son univers spirituel ; et de constater une de ses caractéristiques essentielles, celle des retours sur le passé, aux sources, à la tradition, lors de chaque poussée dans des territoires inconnus de la peinture.

Dans ce sens, on a bien fait d'insister sur les années de formation, qui s'assortissent de beaucoup de petites peintures sur carton, dûment restaurées, dont on regrette seulement un peu le trop joli effet des cadres de couleur ajoutés, qui font de si belles cimaises qu'on en perd de vue le contenu. Ces petits tableaux sont le fin fond du fonds, la préhistoire, l'âge d'or, et l'on y voit, pris entre un univers de conte de fées, post-symboliste, et un néo-impressionnisme en touches épaisses, écrasées au couteau, les premiers cavaliers, les montagnes, les clochers à bulbes, l'étirement des ombres, les barques, le jugement dernier, saint Georges, presque tout ce qui va, au long de l'aventure abstraite, resurgir plus ou moins clairement.

Un chaos générateur de vie

L'étape de Munich-Murnau et du Cavalier Bleu (1908-1912) associe des œuvres fortes, célèbres, très travaillées, comme la grande bataille de la *Composition IV* (1911, musée de Düsseldorf), dont le MNAM possède sept dessins préparatoires, ou *Avec l'arc noir* (1912), un des plus beaux fleurons de la collection française et qui est une formidable image d'un chaos générateur de vie, et des peintures d'apparence impromptue, plus légères, abstraites à divers degrés, musicales au possible, comme l'*Impression III « concert »* (1911), une tache noire dans du jaune qui a l'air d'une spontanéité absolue, mais dont deux dessins montrent que ce n'est pas tout à fait le cas : le noir est ce qu'il reste d'un couvercle de piano à queue, quant aux petits arcs qui le bordent à gauche, ils se sont substitués aux auditeurs, comme autant de points d'orgue épinglés à la « sonorité jaune ».

On pourrait citer d'autres exemples, celui du *Gendarme* ou des « rameurs » de la « bataille navale » gonflée par des formes de voiles, ou encore le *Paysage romantique* que dévalent trois petits cavaliers, et *la Vache* qui fait corps avec la montagne. Sans oublier la fameuse aquarelle de 1910 « abstraite », ni les fixés sous verre de 1912, avant que la peinture de Kandinsky prenne l'allure d'un mauvais rêve avec, en surcharge des formes accumulées, un retour à la touche, au travail du pinceau, aux effets multipliés.

Cette période dramatique, comme le dira plus tard le peintre, prendra fin à Moscou. *Dans le gris* (entrée au Musée d'art moderne avec le legs de 1981), d'une exubérance assourdie par une lumière de crépuscule, une des rares peintures des années 1919-1920 qui nous soient parvenues, en est un des derniers exemples.

Il sera suivi, ainsi que ces dessins admirables à l'encre de Chine aux lignes sauvages et folles, par une décantation des formes et un début de géométrisation. C'est donc en Russie, dans l'ambiance de l'avant-garde constructiviste et suprématiste, que Kandinsky a évolué lui aussi vers une reconstruction des formes qui au Bauhaus seront soumises à la discipline de la règle et du compas. Mais où, en contrepartie de la planification de la peinture, il va lâcher, dans un espace sans limites sillonné de traits, des bulles et des sphères de cristal, grande réserve d'énergie et de musique.

L'esprit veille toujours. L'humour est là aussi. Il ne faudrait pas l'oublier. Stimulé probablement par le voisinage de Klee, l'ami qui enseigne comme lui à l'école des utopies, Kandinsky donne dans l'élucubration géométrique, l'échafaudage alogique et drôle d'équilibriste de cirque. Pour cet épisode bien connu de l'école où Kandinsky travaille jusqu'à sa fermeture en 1933 par les nazis – qui y voyaient un dangereux foyer de bolchévisme, – beaucoup de dessins, beaucoup de carnets, d'innombrables pages de notes et de croquis, matériel de cours ou non, et les dessins pour le livre *Point, Ligne, Plan*. Et quelques surprises : ces petites œuvres intimistes, « les œufs de Pâques », offerts à Nina, de merveilleuses compositions stabilisées dans des formats ovales ; en regard des maquettes des peintures murales pour l'exposition de la Juryfreie de 1922 (réalisées à l'identique pour l'inauguration du Centre Georges-Pompidou, à l'entrée du musée) et des dessins annotés pour la mise en scène des *Tableaux d'une exposition* de Moussorgsky.

Deux salles sont consacrées à la période parisienne (1933-1944), la mal aimée, celle des légèretés, des couleurs lisses et tendres, du beau fixe à toute épreuve, où rien, même pas les bombes sur les usines Renault, n'empêche l'artiste de travailler, de chercher encore, d'introduire de nouvelles formes, hautement fantaisistes, microbiennes, biologiques, tarabiscotées, incroyablement diversifiées, aux allures de méduses, de fourmis, de vermisseaux, de jouets. On retrouve ces créatures semées en plein ciel, épinglées au vent, rangées sur l'échiquier de la vie, ou logées à tous les étages d'un immeuble en coupe. Kandinsky est-il alors si loin, si détaché du contexte parisien ? De Miro... on ne peut que regretter l'absence d'une étude serrée sur la question. Mais peut-être cela viendra-t-il de New-York, où le musée Guggenheim s'apprête à présenter (en 1985) le troisième volet de sa grande trilogie kandinskienne, consacré justement aux années parisiennes.

GENEVIÈVE BREERETTE.

★ Centre Georges-Pompidou, jusqu'au 20 janvier.

(1) Catalogue du Fonds Kandinsky, au Musée national d'art moderne, par Christian Derouet et Jessica Boissel. 496 p., plus de mille photos en noir et blanc, 280 F. Album de l'exposition, consacré aux œuvres prêtées, 85 F.

(2) *Vasily Kandinsky, sa vie son œuvre*, par Will Grohmann, Paris, Flammarion, 1958. A ce premier catalogue de l'œuvre il faut ajouter aujourd'hui celui de H.-K. Roethel et J.-K. Benjamin : *Catalogue raisonné des peintures à l'huile 1905-1915 et 1916-1944*. Éditions Karl Flinker, Paris, 1982-1983.

THÉATRE

LES ORIENTATIONS DE LA POLITIQUE

Le service public au service de la création

Robert Abirached, directeur du théâtre et des spectacles au ministère de la culture a réuni le 6 novembre une conférence de presse au cours de laquelle il a exposé et commenté les orientations d'un budget *« moins frappé par la rigueur que dans d'autres domaines et dans d'autres pays d'Europe »*.

Des modifications sont apportées au statut des centres dramatiques nationaux, auxquels on demande d'assurer leur fonctionnement avec au moins 20 % de recettes propres, et de consacrer 50 % de leurs dépenses à la production artistique. D'autre part, chaque centre doit confier un spectacle par an à un metteur en scène indépendant et s'ouvrir sur la vie théâtrale de la région.

La liste des compagnies indépendantes – c'est-à-dire qui traitent directement avec la direction du théâtre – sera révisée tous les trois ans. Les compagnies soumises au contrôle des commissions, ne pourront obtenir d'aide financière que si elles s'acquittent de leurs obligations fiscales et sociales, si elles ont fait leurs preuves, si après cinq ans elles ont obtenu un classement supérieur. Les commissions seront remplacées par des comités d'experts travaillant avec les préfets de région. En effet, désormais, la responsabilité des budgets assignés aux compagnies sera transférée aux représentants de l'Etat dans les régions. Cela s'appelle « déconcentration ».

L'aide au projet, projet qui peut être déposé par un individu, sera développée. Une enveloppe supplémentaire de dix millions sera réservée à l'aide au financement de « projets originaux », tel celui de Denis Guenoun à Châteauvallon, *le Printemps*, portant sur une « exploration de la Renaissance ».

D'autre part, doit être fondée une Agence pour la création et l'innovation dans la décentralisation dramatique, financée par l'Etat (4 millions) et par les centres dramatiques, sous forme d'une taxe correspondant à 3 F par billet vendu. Juridiquement, l'Agence est une association dont les directeurs de centres sont les membres actifs. Ses interventions peuvent porter sur l'aide à l'équipement, à la trésorerie, à la mobilité, à la création.

Robert Abirached a affirmé avec force que tous les personnels de tous les organismes du service public sont au service de la création théâtrale et non le contraire. Le ministère cependant tient à éviter les gaspillages d'énergie et d'argent, à favoriser les initiatives ponctuelles, individuelles. *« Aux dépens de l'institution ? »* Antoine Vitez, directeur du Théâtre national de Chaillot, ainsi que Jacques Blanc, président du Syndeac (Syndicat des directeurs d'établissements artistiques et culturels) ont en tout cas posé la question.

C.-G.

MUSIQUE

JAMES CONLON ET ANNE-SOPHIE MUTTER

De la jeunesse à la maturité

James Conlon a eu l'heureuse idée d'inscrire à son programme de l'Orchestre de Paris une nouveauté et un Debussy quasi inconnu. *A Yellow Rose Petal*, du compositeur noir américain Alvin Singleton (1940), séduit par ses groupements de timbres inhabituels, ses jeux de solistes ingénus, sa composition constamment changeante, dont on ne devine cependant pas vraiment le sens général.

On entend rarement *Khamma*, partition de ballet écrite par Claude Debussy en 1911-1912 pour une danseuse canadienne, qui finalement la refusa... Elle n'est même pas éditée, et le compositeur en abandonna la plus grande partie de l'orchestration à Charles Kœchlin. Mais s'intéressait-il tellement à cette commande, acceptée sans doute pour des raisons financières, et à cette jeune Égyptienne qui danse pour séduire le dieu Amon Râ, sauvant ainsi sa ville assiégée ?

L'œuvre commence de façon fort conventionnelle avec une pulsation sourde qui évoque sans doute l'angoisse des Égyptiens. Peu à peu, le musicien se prend au jeu, la trame devient moins descriptive ; elle atteint à un moment de grâce dans un admirable épisode où concertent en particulier le piano, les cordes, la clarinette, d'une richesse poétique fascinante comme celle du *Martyre de saint Sébastien*. Et puis, Debussy semble à nouveau se déprendre, se soumettre, non sans talent, mais de manière plus banale, à l'argument du ballet, jusqu'à un final extraverti et victorieux qui n'exclut pas un certain clinquant oriental.

Servi par un Orchestre de Paris éblouissant dans ces deux œuvres, James Conlon avait auparavant donné une interprétation très dramatique de l'ouverture de *la Force du destin*, qui demande plus de pathétique intérieur pourtant, comme toute page de Verdi. Le chef américain, au physique de jeune romantique, a l'œil brillant, avec des reflets un peu durs, qui se retrouvent dans sa direction précise, dynamique, d'une lumière trop implacable. Sans doute lui faut-il s'imposer avant de s'attendrir.

L'impression était analogue dans le *Concerto pour violon* de Brahms (remplaçant celui de Dvorak), joué par Anne-Sophie Mutter, jeune femme robuste qui a dépouillé la petite fille peut-être à l'excès. Ses attaques sont devenues violentes et métalliques, même si elles alternent avec des épisodes élégiaques très (et parfois trop) retenus. Son jeu reste constamment serré, le phrasé un peu court, et malgré la splendide technique, la grande étoffe de son violon se libère rarement, sinon dans la très belle conclusion rêveuse du premier mouvement.

Ce n'est sans doute qu'une question de maturité. On devine la tension qu'imposent de telles œuvres jouées en public ; mais comment ne pas se rappeler l'interprétation royale, le superbe lyrisme déployé de Ginette Neveu à peu près au même âge ?

JACQUES LONCHAMPT.

★ Programme redonné ce jeudi 8 novembre à la salle Pleyel (20 h 30).

● L'ÉCOLE DE SPECTACLE DE BERNARD LAVILLIERS A L'OLYMPIA. – *Expulsée du Casino de Paris, l'École de spectacle de Bernard Lavilliers a repris provisoirement ses cours à l'Olympia. Le chanteur sera jugé le 14 décembre pour « complicité de coups et blessures volontaires par instructions données et dégradations de propriété immobilière d'autrui » (le Monde du 25 octobre).*

Hommages à François Truffaut

Conformément aux vœux du cinéaste, mort le 21 octobre dernier, sept films de François Truffaut sont projetés, jusqu'au 13 novembre, au cinéma Gaumont-les-Halles, au bénéfice de la Ligue contre le cancer. Les sociétés distributrices des sept films (parmi lesquels *les 400 coups, Jules et Jim, la Peau douce*) abandonneront leur part de recette sur ces projections. Le tarif réduit sera en outre appliqué à toutes les séances.

L'initiative est due aux trois sociétés les Films du carrosse (créée par le cinéaste), AAA Soprofilms et Gaumont. Au même moment, un cinéma new-yorkais organise une rétrospective des films de François Truffaut, mais quatre d'entre eux n'ont pu être projetés pour des questions de droits d'exploitation (dont les trois cités plus haut).

Katharine Hepburn furieuse

Menahem Golan, patron de la nouvelle compagnie Cannon films, s'est permis de couper, contre l'avis de sa principale interprète Katharine Hepburn, le film d'Anthony Harvey *The Ultimate Solution of Grace Quigley*, jugé « trop sombre ». Si aucune poursuite n'a été engagée par Miss Hepburn, elle n'en craint pas moins que la sortie de cette œuvre pour laquelle elle s'est battue pendant onze ans ne soit sérieusement compromise.

Cependant que M. Golan risque de ruiner ainsi la réputation de producteur audacieux que lui avait value un autre film produit par Cannon, *Maria's Lovers*, d'André Konchalovski.

L'industrie du rêve à Epinay-sur-Seine

A l'occasion de la manifestation consacrée aux « Images de l'industrie du rêve », à Epinay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis), un colloque sur le métier de réalisateur réunira, mercredi 14 novembre à 19 heures, une dizaine de réalisateurs français et étrangers : Angelopoulos, Juan-Luis Bunuel, Jodorovski, Bertrand Tavernier, Claude Berri, etc., sur le thème « Le métier de réalisateur ». Danièle Dubroux défendra le point de vue féminin. Deux avant-premières, les lundi 12 et jeudi 15 novembre respectivement, à 20 h 30, *Boy Meets Girl*, de Leos Carax, et *Stranger Than Paradise*, de Jim Jarmush, compléteront ces « Images ».

★ Cinéma Jacques-Prévert, rue du Général-Julien.

Henri Gaudin revient à l'IFA

Henri Gaudin, un des trois architectes dont l'œuvre a été récemment présentée à l'Institut français d'architecture (IFA), revient, ce jeudi 8 novembre (18 heures) à l'institut pour y présenter son ouvrage, *la Cabane et le Labyrinthe*, remarquable réflexion sur l'agencement des espaces dans les villes et les bâtiments (Éditions Mardaga). Il s'entretiendra de son livre avec Jean-Pierre Le Dantec.

Le 29 novembre, c'est à l'Institut culturel italien que Giancarlo de Carlo tiendra une conférence sur le thème « Architecture et urbanistique » (18 heures), une exposition sur ce thème s'ouvrant le même jour.

★ IFA, 6, rue de Tournon, 75006 Paris. Tél. : 633-90-36.

★ Institut culturel italien, 50, rue de Varenne, 75007 Paris. Tél. : 222-12-78.

Semaines de la marionnette à Paris

Les Semaines de la marionnette à Paris auront lieu à l'espace Kiron puis aux Templiers, du 15 novembre au 18 décembre. Soutenu par la Ville de Paris et le ministère de la culture, organisées par le Centre national des marionnettes, ces semaines présenteront dix-sept compagnies (dont quelques-unes des Etats-Unis) qui participeront en outre à une réflexion sur la formation et sur la place du théâtre d'animation dans l'audiovisuel.

★ Espace Kiron : 10, rue de La Vacquerie, 75011 Paris. Tél. : 373-50-23. Les Templiers : 49, rue de Bretagne, 75003 Paris. Tél. : 298-91-15. Centre national des marionnettes, tél. : 345-02-29.

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LA TOUR D'AMOUR : Théâtre Essaïon (278-46-42), 18 h 30.

LE BOURREAU D'ANTIGONE : Théâtre Noir (346-91-93), 20 h 30.

PARLONS FRANÇAIS II : Lucernaire (544-57-34), 18 h 30.

LA BERLUE : Marigny-Salle Gabriel (225-20-74), 21 h.

LE RETOUR DE LA VILLÉGIATURE : Comédie italienne (321-22-22), 20 h 30.

HORS PARIS

LE MARTEAU DES SORCIERES : Théâtre du Plateau Rosny (877-76-43), 19 h.

Les salles subventionnées

SALLE FAVART (296-06-11), 20 h : Concert Beethoven (Orchestre national de l'Opéra).

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : le Misanthrope.

ODEON (Théâtre de l'Europe) (325-70-32), 20 h 30 : L'Illusion.

PETIT ODEON, Théâtre de l'Europe (325-70-32), 18 h 30 : le Mal du pays.

TEP (364-80-80), Théâtre, 20 h 30 : Othello.

BEAUBOURG (277-12-33), 18 h 30 : la littérature catalane. — Cinéma/Vidéo : nouveaux films Bpi, 16 h : Encyclopédie audiovisuelle du cinéma J.-Becker, de C.-J. Philippe ; 14 h à 22 h : Télévision 84. — 15 h : le cinéma du musée. — Théâtre/Danse, 20 h 30 : Uccellacci, Uccellini.

CARRÉ SILVIA MONFORT (531-28-34), 18 h 30 : Oreste ; 20 h 30, la Panne.

Les autres salles

ANTOINE - SIMONE BERRIAU (208-77-71), 20 h 30 : le Sablier.

ARTISTIC-ATHEVAINS (379-06-18), 20 h 30 : la Ville marine.

ARTS-HEBERTOT (387-23-23), 21 h : Oncle Vania ; 21 h : le Cœur innombrable.

ATALANTE (606-11-90), 20 h 30 : Sang d'encre.

ATELIER (606-49-24), 21 h : la Danse de mort.

ATHÉNÉE (742-67-27) salle L.-Jouvet, 20 h 30 : l'Ouest, le vrai. — Salle Ch.-Bérard, 20 h 30 : le Rêve de d'Alembert.

BASTILLE (357-42-14), 19 h 45 : les Escaliers du Sacré-Cœur (voir aussi Festival d'automne).

BOUFFES DU NORD (239-34-50), 20 h 30 : Dom Juan.

BOUFFES PARISIENS (296-60-24), 21 h 30 : la Salle à manger.

BOURVIL (373-47-84), 20 h : Elles nous parlaient d'amour.

BOUVARD ex-POTINIÈRE (261-44-16) 21 h : Théâtre de Bouvard.

CARTOUCHERIE, Th. de la Tempête (328-36-36), I. l'Orestie ; 20 h : Agamemnon. II., 20 h 45 : la Surprise de l'amour. — Epée de Bois (808-39-74), 20 h : le Prince travesti.

CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69), Grand Théâtre, 20 h 30 : Corneille. Galerie, 20 h 30 : la Galerie du Palais. La Resserre, 20 h 30 : Lucrèce Borgia.

COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-37-21), 20 h 45 : Léocadia.

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 20 h 45 : Messieurs les ronds-de-cuir. II. 19 h : le Journal de Jules Renard.

DIX HEURES (606-07-48), 22 h : Pleure pas, c'est de la politique ; II. 20 h 30 : Au secours papa, maman veut me tuer.

EDOUARD-VII (742-57-49), 20 h 30 : Désiré.

ESPACE GAITE (327-95-94), 20 h 30 : Morpioni's Palace.

ESPACE KIRON (373-50-25), 20 h 30 : Vie et mort d'Arlequin.

ESPACE MARAIS (584-09-31), 18 h : Pâques ; 20 h 30 : Avez-vous des nouvelles du docteur ?

ESSAION (278-46-42), I. 19 h : Mary contre Mary ; 20 h 45 : la Couronne de fer.

FONDATION DEUTSCH-DE-LA-MEURTHE (237-41-56), 21 h : la Dernière Répétition de Freshwater de Virginia Woolf.

FONTAINE (874-74-40), 20 h 15 : les Trois Jeanne.

GAITÉ-MONTPARNASSE (322-16-18), 20 h 45 : Grand-Père.

GALERIE 55 (326-63-51), 20 h 30 : Educating Rita.

GRAND HALL MONTORGUEIL (296-04-06), 20 h 30 : les Mille et une nuits du tarot ou le jeu du hasard.

HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Offenbach, tu connais ?

JARDIN D'HIVER (255-74-40), 21 h : Noises.

LUCERNAIRE (544-57-34), I. 18 h 30 : Loin du grenier ; 20 h 15 : Ubu enchaîné ; 22 h : Hiroshima mon amour. — II. 18 h 30 : la Femme fauve ; 20 h 15 : Pour Thomas ; 22 h 15 : Du côté de chez Colette. Petite salle, 22 h 30 : le Seaside rendez-vous.

MADELEINE (265-07-09), 20 h 45 : Un otage.

MANUFACTURE (722-09-58), 20 h 30 : les Nuits difficiles.

MARIE-STUART (508-17-80), 20 h 15 : Angel City : 22 h : Savage/Love.

MARIGNY (256-04-41), 20 h 30 : Napoléon.

MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On dînera au lit.

MOGADOR (285-28-80), 20 h 30 : Cyrano de Bergerac.

MONTPARNASSE (320-89-90). Grande salle, 21 h : Duo pour une soliste. Petite salle, 21 h : la Carte du tendre.

ŒUVRE (874-42-52), 20 h 30 : Sarah et le cri de la langouste.

PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 : le Dindon.

POCHE (548-92-97), 20 h : Gertrude morte cet après-midi.

PORTE DE GENTILLY (580-20-20), 20 h 30 : Talca, Paris et Broadway.

PORTE SAINT-MARTIN (607-37-53), 20 h : Kean.

QUAI DE LA GARE (585-88-88), 20 h 30 : Phœnix Park.

SAINT-GEORGES (878-63-47), 20 h 45 : On m'appelle Emilie.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-36-82), 20 h 45 : De si tendres liens.

TEMPLIERS (303-76-49), 20 h 30 : la Vie d'artiste.

TAI THÉATRE D'ESSAI (278-10-79). I. 20 h 30 : Victimes du devoir ; II. 20 h 30 : Huis clos. III. 22 h : Leonore d'Este.

THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

THÉATRE DE L'ILE SAINT-LOUIS (633-48-65), 20 h 30 : Pièces détachées.

THÉATRE 13 (588-16-30), 20 h 30 : Guérison américaine.

Jeudi 8 novembre

THÉATRE DU ROND-POINT (256-70-80). Grande salle, 20 h 30 : Angelo, tyran de Padoue ; Savannah Bay.

THÉATRE DU TEMPS (355-10-88), 21 h : Lysistrata.

THÉATRE DE L'UNION (246-20-83), 20 h 45 : Dis à la lune qu'elle vienne.

THÉATRE 3 SUR 4 (327-09-16), 22 h 30 : Ça.

VARIÉTÉS (233-09-92), 20 h 30 : les Temps difficiles.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 15 : Rhinocéros ; 21 h 30 : Baby or not baby ; 22 h 45 : le Président.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : les Sacrés Monstres ; II. 20 h 15 : Super Lucette ; 21 h 30 : Deux pour le prix d'un ; 22 h 30 : Limite !

BOURVIL (373-47-84), 20 h : Elles nous parlaient d'amour, 21 h 15 : Y'en a marr...ez vous ?

CAFÉ DE LA GARE (278-52-51), 21 h : Impasse des morts.

CAFÉ D'EDGAR (322-11-02), I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. II. 20 h 15 : Ça balance pas mal ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Il n'y a pas d'avion à Orly ; 22 h 15 : Bonjour les ordures.

POINT VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : Moi, je craque, mes parents raquent.

SAN PIERU CORSU 21 h 15 : A. Rivière, P. Robin.

SENTIER DES HALLES (236-37-27). 20 h 15 : Les dames de cœur qui piquent ; 21 h 30 : Marshall nous voilà.

THÉATRE 3 sur 4 (327-09-16), 22 h 30 : Ça.

TINTAMARRE (887-33-82), 20 h 15 : Phèdre ; 21 h 30 : Le cave habite au rez-de-chaussée ; 22 h 30 : Le roi d'Hermeland.

VIEILLE GRILLE (707-60-93), 20 h : Tania, P. Favre.

La danse

AMERICAN CENTER (335-21-50), 21 h : Cie Brumachon.

THÉATRE DE PARIS (280-09-30), 20 h 30 : D. Bagouet.

Opérettes

BOBINO-ELDORADO (241-21-80), 20 h 30 : Hourra Papa.

Opéra

ESPACE CARDIN (266-17-81), 20 h 30 : Orphée aux enfers.

RANELAGH (288-64-44), 21 h : la Serva padrona - la Querelle des Bouffons.

THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-47-77), 20 h 30 : la Périchole.

Les concerts

Salle Pleyel, 20 h 30 : Orchestre de Paris, dir. J. Conlon (Verdi, Singleton, Debussy). Salle Chopin-Pleyel, 15 h : B. Gardey, J.-L. Capezzali.

Salle Gaveau, 20 h 30 : G. Gahnassia (Beethoven, Schubert, Balakirev...).

A Déjazet, 21 h : le Concert du Marais (Monteverdi, Grandi, Lambert...)

Eglise Saint-Roch, 20 h 30 : Ensemble vocal Contrepoint, dir. O. Schneebeli, Ensemble Dardanus (Bouzignac, Bach).

Eglise Saint-Eustache, 20 h 30 : B. Griffin, S. Berfect (gospels et negro spirituals).

Eglise Saint-Germain-l'Auxerrois, 20 h 30 : Chœur et Orchestre Musique-Espérance, dir. H. Reiner, I. Gitlis (Mozart, Vivaldi).

Musée de la Marine, 20 h 30 : F. Clidat (Liszt, Debussy, Ravel).

Radio-France, Auditorium 106, 18 h 30 : Trio à cordes Carmina (Beethoven, Dolmazi, Mozart).

Festival d'automne

(296-12-27)

Centre G.-Pompidou (277-12-33), Uccellacci, Uccellini.

Théâtre de la Bastille (357-42-14), 21 h : Spinoza.

Festival théâtral de la vallée de Montmorency

Montmorency, Eden (964-44-31), 21 h : Oriamonde.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

15 h : Piedalu fait des miracles, de J. Loubignac ; 19 h : soixante-dix ans d'Universal : Mon petit poussin chéri, de E.-F. Cline ; 21 h : Hommage à Fritz Lang : la Femme sur la lune, de F. Lang.

BEAUBOURG (278-35-57)

15 h : Femmes et soldats, de L. Malerba et A. Marchi ; 17 h : Rome-Paris-Rome, de L. Zampa ; 19 h : Divers aspects du cinéma japonais : adaptation littéraire : Un gars dans la bourrasque, de Y. Masumura.

Les exclusivités

A LA POURSUITE DU DIAMANT VERT (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46). — V.f. : UGC Opéra, 2e (574-93-50).

AMADEUS (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Vendôme, 2e (742-97-52) ; St-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; La Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; PLM St-Jacques, 14e (589-68-42) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

AMERIKA RAPPORTS DE CLASSE (All., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

AU-DESSOUS DU VOLCAN (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82).

ALSINO Y EL CONDOR (Nicaragua, v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).

L'AMOUR A MORT (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Miramar, 14e (320-89-52).

AMOUREUX VOLONTAIRES (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).

L'AMOUR PAR TERRE (Fr.) : Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

AVE MARIA (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Studio Cujas, 5e (354-89-22) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Olympic Entrepôt, 14e (545-43-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

LE BAL (Fr.-It.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).

BAARA (Malien, v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Gaîté Rochechouart, 9e (878-81-77) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14).

LE BAROUDEUR (A., v.f.) : Gaîté Rochechouart, 9e (878-81-77).

BROADWAY DANNY ROSE (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Forum, 1er (297-53-74) ; Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Monte Carlo, 8e (225-09-83) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00). — V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

CARMEN (Esp., v.o.) : Calypso, 17e (380-03-11).

CARMEN (Franco-It., v.o.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97).

COTÉ CŒUR, COTÉ JARDIN (Fr.) : Studio Saint-Séverin, 5e (354-50-91).

DIVA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32).

EMMANUELLE IV (**) (V. Ang., v.f.) : George-V, 8e (562-41-46).

ET VOGUE LE NAVIRE (It., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71).

L'ÉTOFFE DES HÉROS (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

EUSKADI HORS D'ETAT (Fr.) : Reflet Quartier latin, 5e (326-84-65).

LES FAUSSES CONFIDENCES (Fr.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).

LA FEMME PUBLIQUE (Fr.) (*) : Denfert, 14e (321-41-01).

LA FILLE EN ROUGE (A., v.o.) : Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76).

LE FUTUR EST FEMME (It., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

LES GRANDES VACANCES DE DONALD (A., v.f.) : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN, SEIGNEUR DES SINGES (An., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50). — V.f. : Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Français, 9e (770-33-88) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Nation, 12e (343-04-67) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

HISTOIRE D'O No 2 (Fr.) (**) : George-V, 8e (562-41-46).

HOLLYWOOD VIXENS (A., v.o.) (**) : Quintette, 5e (633-79-38).

HOTEL NEW HAMPSHIRE (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

IL ÉTAIT UNE FOIS EN AMÉRIQUE (A., v.o.) : Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

INDIANA JONES ET LE TEMPLE MAUDIT (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; George-V, 8e (562-41-46) ; UGC Normandie, 8e (359-41-18) ; Ambassade, 8e (359-19-08). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

JOURNAL INTIME (Hongrois, v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

JOYEUSES PAQUES (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Berlitz, 2e (233-56-70) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

LE JUMEAU (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; George V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; Français, 9e (770-33-88) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

LIBERTÉ LA NUIT (Fr.) : Saint-André des Arts, 6e (326-80-25) ; Olympic, 14e (544-43-14) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

LOCAL HERO (Brit., v.o.) : 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).

LES MALHEURS DE HEIDI (A., v.f.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

MARCHE A L'OMBRE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; UGC Opéra, 2e (274-93-50) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Gaumont Colisée, 8e (359-29-46) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

LES FILMS NOUVEAUX

CAL, film irlandais de Pat O'Connor. v.o. : UGC Opéra, 2e (274-93-50) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Action Rive-Gauche, 5e (354-47-62) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; Paramount-Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00).

COMMENT DRAGUER TOUS LES MECS, film français de Jean-Paul Feuillebois. George V, 8e (562-41-46) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Paramount-Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Images, 18e (522-47-94) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

JE SUIS JAZZ... C'EST MA VIE, ensemble de quatre moyens métrages de Frank Cassenti (*Lettres à Michel Petrucciani. Mystery Mister RA. Archie Shepp.*) et de Patrick Chamming (*Uzeste Bleu*), Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

LES YEUX, LA BOUCHE, film italien de Marco Bellochio. v.o. : Forum, 1er (297-53-74) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES





SPECTACLES

MARIA'S LOVERS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Action Rive Gauche, 5e (354-47-62) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (561-94-95) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : UGC Opéra, 2e (274-93-50) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

LE MEILLEUR (A., v.o.) : UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Ambassade, 8e (359-19-08). – V.f. : Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

LE MOMENT DE VÉRITÉ (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (563-16-16). – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

LE MONTREUR D'OURS (Fr.) : Le Latina, 4e (278-47-86).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.) : 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

PARIS, TEXAS (A., v.o.) : Movies les Halles, 1er (260-43-99) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Panthéon, 5e (354-15-04) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25) ; La Pagode, 7e (705-12-15) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Rex, 2e (286-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (575-94-94) ; UGC Boulevard 9e (574-95-40) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Images, 18e (522-47-94).

POLICE ACADEMY (A., v.o.) : George V, 8e (562-41-46). – V.f., Français, 9e (770-33-88).

PRENOM CARMEN (Fr.) : Grand Pavois (Hsp), 15e (554-46-85).

LES RIPOUX (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; UGC Danton, 6e (225-10-30 ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (359-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

RIVE DROITE RIVE GAUCHE (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Paramount Odéon, 6e (326-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George V, 8e (562-41-46) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Français, 9e (770-33-88) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Nation, 12e (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Parnassiens, 14e (325-21-21) ; Mistral, 14e (539-52-83) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

SOLLERS JOUE DIDEROT (Fr.) : Studio 43, 9e (770-63-40).

SOUVENIRS SOUVENIRS (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Gaumont Colisée, 8e (359-29-46).

SPLASH (A., v.o.) : UGC Odéon, 6e (225-10-30). – V.f., Grand Rex, 2e (236-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Mistral, 14e (359-52-43) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

STAR WAR LA SAGA (A., v.o.), LA GUERRE DES ÉTOILES, L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE, LE RETOUR DU JEDI : Escurial, 13e (707-28-04) ; Balzac (v.o., v.f.), 8e (561-10-60).

SUDDEN IMPACT (A., v.f.) (*) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

SUPERGIRL (A., v.o.) : Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

LE TARTUFFE (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

LA TÊTE DANS LE SAC (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Images, 18e (522-47-94).

THE HIT (Angl., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; George V (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (325-21-21) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

THIS IS ARMY (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

TOP SECRET (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16). – V.f. : UGC Rotonde, 6e (575-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

LA TRICHE (Fr.) : Parnassiens, 14e (329-83-11).

LES TROTTOIRS DE BANGKOK (Fr.) (**) UGC Marbeuf, 8e (561-94-95) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44).

LA ULTIMA CENA (Cub., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).

UN AMOUR DE SWANN (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Calypso, 17e (380-03-11).

UN BON PETIT DIABLE (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68) ; Calypso, 17e (380-03-11).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

LE VOL DU SPHINX (Fr.) : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

VOLS ENTRE RÊVE ET RÉALITÉ (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).

Les grandes reprises

ADÈLE H. (v.f.) : Quintette, 5e (633-79-38).

ALIEN (A., v.o.) (*) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14); Républic Cinéma, 11e (805-51-34).

L'ARNAQUE (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

LES ARISTOCHATS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

L'AS DES AS (Fr.) : Paris Ciné-I, 10e (770-21-71).

L'ASCENSEUR (A., v.f.) (*) : Arcades, 2e (233-54-58).

AU FIL DU TEMPS (All., v.o.) : 14 Juillet Racine, 6e (326-19-68).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

BARBEROUSSE (Jap., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

BARRY LYNDON (Angl., v.o.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Boîte à films, 17e (622-44-21).

BELLISSIMA (It., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

BIQUEFARRE (Fr.) : Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14).

BLADE RUNNER (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71).

BLANCHE-NEIGE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

LA CORDE (A., v.o.) : Forum, 1er (297-25-97); Reflet Médicis, 5e (633-25-97) ; Lincoln, 8e (359-36-14); George-V, 8e (562-41-46); Action La Fayette, 9e (329-79-89); 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81); Parnassiens, 14e (320-30-19); 14 Juillet Beaugrenelle; 15e (575-79-79). – V.f. Paramount Marivaux, 2e (296-80-40); UGC Opéra, 2e (574-93-50); Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

LES DAMNÉS (It., v.o.) (*) : Champo, 5e (354-51-60).

DÉLIVRANCE (A., v.o.) (*) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

LE DERNIER TANGO A PARIS (It., v.o.) (**) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bots.-A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

DON GIOVANNI (It., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76).

EMMANUELLE (Fr.) (**) : Paramount City, 8e (562-45-76).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

L'ÉNIGME DE KASPAR HAUSER (All., v.o.) : St-Ambroise, 11e (700-89-16).

ERENDIRA (Bré., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61) ; Calypso, 17e (380-30-11).

L'ÉTAT DES CHOSES (A., v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

EXCALIBUR (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LA FEMME FLAMBÉE (A., v.o.) (**) : Grand Pavois, 15e (556-46-85).

FARREBIQUE (Fr.) : Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14).

FRANKENSTEIN JUNIOR (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-56).

HAROLD ET MAUD (A., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).

JÉSUS DE NAZARETH (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

LAURA (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (329-11-30) ; Mac Mahon, 17e (380-24-81).

LAWRENCE D'ARABIE (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

LIQUID SKY (A., v.o.) (**) : Cinoches, 6e (633-10-82).

LA LÉGENDE DU GRAND JUDO (Jap., v.o.) : Républic Cinémas, 11e (805-51-33).

LILI MARLEEN (All., v.o.) : Rivoli, 4e (272-63-32).

LA MAIN AU COLLET (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17).

MERLIN L'ENCHANTEUR (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

METROPOLIS (All.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Calypso, 17e (380-30-11).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).

LA NUIT DE VARENNES (Fr.) : Cinéma Présent, 19e (203-02-55).

L'OMBRE D'UN DOUTE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30).

ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (**) : Studio Galande (h.sp.), 5e (354-72-71) ; Boîte à films, 17e (622-44-21).

OTHELLO (A., v.o.) : Logos-II, 5e (354-42-34) ; Action La Fayette, 9e (329-79-89).

PARSIFAL (All., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11).

LA PASSION DE JEANNE D'ARC (Dan.) : Templiers, 3e (272-94-56).

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*) : Châtelet Victoria (h.sp.), 1er (508-94-14).

RUE CASES-NEGRES (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-56-85).

SEPT ANS DE RÉFLEXION (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07) ; Balzac, 8e (561-10-60).

SPARTACUS (A., v.o.) : Epée de bois, 5e (337-57-47).

TAKING OFF (A., v.o.) : Ciné-13 Première (sam., dim), 18e (259-62-75).

TAXI DRIVER (A., v.o.) (**) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

THE BLUES BROTHERS (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

TOM JONES (Angl., v.o.) : André Bazin, 13e (337-74-39).

THE ROSE (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).

ZABRISKIE POINT (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

YOYO (Fr.) : Cinéma Présent, 19e (203-02-55).

PINOT SIMPLE FLIC (Fr.) Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).

PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : Club de l'Etoile, 17e (380-42-05).

LA POURSUITE INFERNALE (A., v.o.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37).

RAGTIME (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

RASHOMON (Jap., v.o.) : St-Lambert, 15e (532-91-68).

RADIO-TÉLÉVISION

Jeudi 8 novembre

A la suite du préavis de grève de vingt-quatre heures déposé par les syndicats CFDT, FO et CGT de TDF, pour la journée du 8, les programmes de TF1, A2, FR3 et Canal Plus pourraient être perturbés, ainsi que ceux du réseau FM de Radio-France. Un programme minimum serait assuré : sur TF1 à 19 h 45, Cocoricocoboy, suivi à 20 h du journal et à 20 h 30 de la série « Billet doux » ; pour A2, journal de 20 h suivi du feuilleton « la Mafia » ; pour FR3, à 19 h 15 journaux régionaux suivis, à 20 h 30, de « Retour à la bien-aimée », film de J.-F. Adam. En ce qui concerne Radio-France, les émissions devraient être normales sur toutes les longueurs d'ondes, sauf la modulation de fréquence (les stations régionales, France-Culture, France-Musique, Radio 7) où l'antenne ne sera ouverte que de 7 h 30 à 19 h 20.

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Série : Billet doux.
D'André Ruellan et Michel Berny, avec P. Mondy, D. Boccardo...
Dernier épisode : le dénouement est proche. La police se voit contrainte d'admettre l'existence du billet... Jennifer débarque à Roissy. Philippe et Florence foncent vers Paris où le vrai meurtrier s'agite dans l'ombre. Heureusement la liberté et le bonheur sont au bout.

21 h 30 L'enjeu.
Magazine économique et social de F. de Closets, E. de la Taille et A. Weiller.
Un portrait du maire de Nîmes, Jean Bousquet, alias Jean Cacharel ; l'automobile en crise ; un reportage sur la Finlande, qui réussit mieux que la plupart des pays industrialisés à surmonter la crise ; les hôpitaux clés en main : un marché pour la France ; les caricatures : Trez et Wolinski illustrent un sujet d'actualité du mois.

22 h 45 Journal.

23 h 5 C'est à lire.

23 h 10 Etoiles à la une.
Présenté par Frédéric Mitterrand.
Cinéma : La vie continue.
Film français de M. Mizrahi (1981), avec A. Girardot, J.-P. Cassel, P. Dux, P. Dubost, M. Aumont.
A cinquante ans, une femme appartenant à un milieu modeste et sans profession se retrouve brusquement veuve avec trois enfants. Lutte contre le chagrin et les difficultés ; film vrai, émouvant, grâce à la sensibilité d'Annie Girardot et malgré un dérapage romanesque dans la deuxième partie.

DEUXIÈME CHAINE : A2

20 h 35 Série : la Mafia.
Réal. D. Damiani, avec M. Placido, N. Jamet.
Avant-dernier épisode. Le drame s'enfle démesurément. Les kidnappeurs imposent à l'inspecteur de police le silence total, sous peine de perdre sa fille. Corrado accepte sous le chantage mais sous certaines conditions de la Mafia. Corrado, compromis, perd sa charge. Drogue, haute criminalité, sentiments, un roman-feuilleton de choc.

21 h 45 Musiques au cœur : Montserrat Caballe.
D'E. Ruggieri, réal. A. Adriani. (Redif.)
Des sons, des aigus planissimi, la cantatrice Montserrat Caballe sur les scènes mondiales, grande interprète de Vivaldi (Bajazet). *Verdi* (le Trouvère), *Puccini* (Turandot). *Des extraits des spectacles d'Orange en 1972 et 1982, d'Aix en 1980...*

23 h 5 Journal.

23 h 15 Sport : basket-ball.
SKA Moscou-Limoges.

TROISIÈME CHAINE : FR3

20 h 35 Cinéma : Retour à la bien-aimée.
Film français de J.-F. Adam (1978), avec I. Huppert, J. Dutronc, B. Ganz, C. Rist, J.-F. Adam, R. Schacher.
Pour reconquérir son ex-femme, son fils et son bonheur perdu, un pianiste organise une machination commençant par un crime. A travers une mise en scène hiératique, Jean-François Adam, cinéaste très singulier, a exprimé, une dernière fois, la hantise de la passion romantique et le désir d'absolu.

22 h 10 Journal.

22 h 35 Document : Evariste Galois, révolutionnaire et géomètre.
Réal. D. Baudrier.
Tourné à l'occasion du cent cinquantième anniversaire de la mort du mathématicien, ce film présente la figure singulière d'un très jeune savant – il est le « père » des maths modernes – tué au cours d'un duel à l'âge de vingt ans après avoir eu le temps de manifester ses opinions républicaines et d'être plusieurs fois emprisonné.

23 h 5 Vidéo à la chaîne : Visiophone.

23 h 10 Prélude à la nuit.

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 5, Drôles d'histoires : 17 h10, Strasbourg sur Manche ; 17 h 40, Chronique de la France en guerre ; 18 h 5, Série : Dynastie ; 18 h 55, Dessin animé : Inspecteur Gadget ; 19 h, Feuilleton : l'Age heureux ; 19 h 15, Informations ; 19 h 50, Atout PIC : Bernard Krief.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 « Le Faucon », d'Ermanno Maccario, d'après le *Décaméron*, de Boccace. Avec B. Devoldere, B. Agenin.

21 h 30 Musique : Vocalyse. Libre parcours voix.

22 h 30 Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert : *la Ballade de la colline de Blanik*, de Janacek ; *Symphonie en trois mouvements*, de Stravinski ; *Khamma*, de Debussy ; *Nuits d'été*, de Berlioz, par l'Orchestre philharmonique de Rotterdam, dir. James Conlon, Jessye Norman, soprano.

23 h Les soirées de France-Musique - Concert : musiques et danses traditionnelles des Indiens Quechuas.

Vendredi 9 novembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 20 TF 1 Vision plus.

11 h 50 La une chez vous.

12 h Feuilleton : Gorri le diable.

12 h 30 Variétés : La bouteille à la mer.

13 h Journal.

13 h 45 A pleine vie.
13 h 50, Série : Enquête en direct ; 14 h 45, Temps libres : au music-hall, avec Paulette Coquatrix, Patrick Sébastien, Philippe Lavil (et à 17 h 20).

15 h 40 Cinéma : les Perles de la couronne.
Film français de S. Guitry et Christian-Jaque (1937), avec S. Guitry, J. Delubac, Raimu, A. Simon-Girard, M. Moreno, P. Elambert, Arletty (N.).
Un écrivain français raconte à son épouse l'histoire des perles de la couronne d'Angleterre et retrouve la trace de celles qui furent volées à la mort de Marie Stuart. Tout l'esprit, tout l'art de conter propres à Sacha Guitry dans une brillante fantaisie historique où, entre autres vedettes, apparaît Arletty, transformée en reine d'Abyssinie du seizième siècle.

17 h 55 Mini journal pour les jeunes.

18 h 10 Le village dans les nuages.

18 h 30 Série : Danse avec moi.

19 h 15 Emissions régionales.

19 h 40 Cocoricocoboy.

20 h Journal.

20 h 35 Variétés : Salut les Mickey.
Dessins animés ; et la participation d'Alain Souchon, Anémone, Laurent Voulzy et Véronique Jannot...

21 h 50 Téléfilm : Voir l'Amérique.
De Jean Bany, réal. Jean Marbœuf, avec F. Cluzet, D. Laffin...
Jacques, un joueur invétéré – il joue au poker, au tiercé, à la roulette, – abandonné par sa femme, part à la dérive. Quelques émotions à fleur de peau pour un scénario qui s'étire en longueur. Seul François Cluzet (dans le rôle de Jacques) sauve la mise, mais un acteur si bon soit-il ne suffit pas.

23 h 20 Journal.

23 h 40 C'est à lire.

23 h 45 Clignotant.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 ANTIOPE.

12 h Journal et météo.

12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.

12 h 45 Journal.

13 h 30 Feuilleton : Les amours des années 50.

13 h 45 Aujourd'hui la vie.
La Réunion, département français.

14 h 50 Série : Timide et sans complexe.

15 h 40 La télévision des spectateurs.

16 h Document : le Tibet au présent.

17 h Itinéraires.
De Sophie Richard.
Kassoumaye, au Sénégal : une nouvelle forme de tourisme.

17 h 45 Récré A2.
La Pimpa ; Latulu et Lireli ; Il était une fois le cirque ; les maîtres de l'univers.

18 h 30 C'est la vie.

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 15 Emissions régionales.

19 h 40 Le théâtre de Bouvard.

20 h Journal.

20 h 35 Feuilleton : Des grives aux loups.
D'après Claude Michelet, réal. Philippe Monnier, avec Bruno Devoldère, Maurice Barrier, Sonia Vollereaux, Jean-Jacques Moreau.
Dernier épisode. L'été 1945 marque la fin de cette saga paysanne. Jacques Vialhe est rentré à Saint-Libéral après quatre ans passés comme prisonnier dans une ferme allemande. Entre lui et son père, c'est le conflit de générations. Berthe, sa sœur, rescapée des camps, reprend peu à peu goût à la vie. Paul décide de s'engager dans l'armée...

21 h 40 Apostrophes.
Magazine littéraire de B. Pivot.
Sur le thème « Femmes libérées ? » sont invités : Geneviève Dormann (Amoureuse Colette), *Erica Jong* (les Parachutes d'Icare), *Evelyne Le Garrec* (Des femmes qui s'aiment), *Brigitte Ouvry-Vial* (Femmes made in USA), *Anne Philipe* (Je l'écoute respirer).

22 h 50 Journal.

23 h Ciné-club (cycle Marlène Dietrich) : Ange.
Film américain d'E. Lubitsch (1937), avec M. Dietrich, H. Marshall, M. Douglas, E. Everett Horton, L. Hope Crews (v.o. sous-titrée, N.).
Un Américain s'éprend d'une femme mystérieuse, rencontrée à Paris dans une luxueuse maison de rendez-vous. En Angleterre, il découvre, à sa grande stupéfaction, son identité. Il y a peu d'action et de gags dans cette comédie sur le thème du « triangle ». Lubitsch, roi du style allusif, ironique, est allé vers l'étude de mœurs. Marlène Dietrich joue avec finesse les quiproquos sociaux et les hésitations d'un cœur partagé entre deux hommes.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

17 h Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.

19 h 55 Dessin animé : Lucky Luke.

20 h 5 Les jeux.

20 h 30 D'accord, pas d'accord (INC).

20 h 35 Vendredi : Le cœur et l'enfant.
Magazine d'information d'André Campana.
Une émission d'Igor Barrère et Victor Cohen-Adria sur la chirurgie cardiaque des jeunes enfants. Enquête dans les services des professeurs Neveu (hôpital Laënnec), Binet (hôpital Marie-Lannelongue), Kachaner (hôpital des Enfants Malades), Casasoprana (hôpital Henri-Mondor).

21 h 30 Journal.

21 h 55 Bleu outre-mer.
Proposé par la Radio-télévision française d'outre-mer.
Album de voyage : la Nouvelle-Calédonie en 1953.

22 h 50 Vidéo à la chaîne.
Vidéo mariage.

22 h 55 Prélude à la nuit.
Festival de Prades 1984 : Sonate n° 35, *de Mozart, interprétée par J.-J. Kantorow, violon, et D. Weber, piano.*

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 5, Drôles d'histoires ; 17 h 10, Fraggle rock ; 17 h 40, Thalassa ; 18 h, La cuisine des Mousquetaires ; 18 h 30, Paris impromptu ; 18 h 55, Dessin animé : Inspecteur Gadget ; 19 h, Feuilleton : l'Age heureux ; 19 h 15, Informations ; 19 h 50, Atout PIC : Bernard Krief.

FRANCE-CULTURE

7 h Le goût du jour : semaine chinoise.

8 h 15 Les enjeux internationaux.

8 h 30 Les chemins de la connaissance : le vin dans sa gloire (et à 10 h 50 : Cherchez la voix).

9 h 5 Matinée du temps qui change : classe ouvrière et marginalité.

10 h 30 Musique : miroirs (et à 17 h).

11 h 10 L'école hors les murs.

11 h 30 Feuilleton : la San-Felice.

12 h Panorama.

13 h 40 On commence... théâtre à Nice.

14 h Un livre, des voix : « la Sirène de Redcliff », de Daniel Depland.

14 h 30 Sélection Prix Italia.

15 h 30 L'échappée belle : Désir du désert, par M.-H. Fraissé et S. Douek.

17 h 10 Le pays d'ici.

18 h Subjectif : Agora ; à 18 h 35, Tire ta langue ; La surprise du texte ; La grammaire du palais ; Espace libre ; à 19 h 15, Rétro.

19 h 30 Les grandes avenues de la science moderne : le quark-top.

20 h Musique, mode d'emploi.

20 h 30 La terre, l'instinct, la maison, par H. Tournaire. Avec J. Couelle, G. Luigi, M. Ragon.

21 h 30 Musique : Black and blue : Louis Armstrong Story.

22 h 30 Nuits magnétiques : Qui c'est Fanon ? Les oreilles d'Amman ou les juifs du pape.

FRANCE-MUSIQUE

2 h Les nuits de France-Musique : Vienne de Mozart à Schubert.

7 h 10 Actualité du disque : à 8 h 45, En fanfares.

9 h 8 Le matin des musiciens : « Capriccio » : René Leibowitz et les fantômes de l'Opéra.

12 h 5 Concert : œuvres de Telemann, Sammartini, Marais, Bach, Hotteterre.

13 h 32 Les chants de la terre.

14 h 2 Repères contemporains.

14 h 30 Les enfants d'Orphée : un dimanche à la campagne.

15 h Musiques et musiciens du Nord : redécouvrir André Cluytens ; à 16 h, Anatomie d'un orgue (Saint-Michel en Thiérache).

18 h Concert (en direct du Palais des congrès) : œuvres de Bach, Rossini, Mozart par le Quintette Arban.

19 h 15 L'imprévu : Actualité lyrique.

20 h Le temps du jazz : les inédits de l'âge classique.

20 h 30 Concert : Concerto pour violon et orchestre de Mendelssohn, Avila de Koering, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. Yves Prin, sol. H. Delavault, P. Amoyal, M. Parès-Reyna, S. Roberts.

22 h 34 Les soirées de France-Musique : à 1 h, musique traditionnelle de Bretagne.

COMMUNICATION

VU

La vieille dame trahie et... Gainsbourg

Doubler n'est pas facile. Il faut trouver la voix (française) qui ne ressemble pas forcément à l'original (allemand ou anglais), mais qui coïncide bien avec la « géographie » du personnage, avec son physique, son mental. Il faut réinventer ce qui est dit, sans être là où c'est dit, dans une salle de bal, à 3 000 mètres d'altitude, à cheval au galop dans les hautes montagnes, au fond d'un lit. C'est un travail méticuleux, aride, qui ne se voit pas.

Certains le font avec soin et passion. Ce sont des artistes. D'autres parlent comme à côté du film, des images, du personnage. Ce sont des fonctionnaires qui détruisent l'âme des choses. Mercredi soir sur TF 1, il y avait une vieille dame extraordinaire, une de ces anglaises aventurières qui, à quatre-vingt-huit ans, continuent de bourlinguer à travers le monde.

Une équipe a suivi cette grand-mère indigne, rieuse sous un chapeau invraisemblable, à cheval sur son mulet, cavalant, par – 30°, dans les montagnes de l'Himalaya. On entendait un instant les voix originales, celle de l'interviewer, celle de Freya Stark, avant que celles-ci ne soient couvertes par le doublage. Les questions se retrouvaient posées sur un ton morne, comme quelqu'un qui lit sans voir l'image devant lui. La voix de Freya Stark n'avait rien à voir non plus avec cet espèce de tonus (contagieux pourtant) de la vieille dame. Quel massacre !

Plus tard, on a vu Gainsbourg – on le voit beaucoup ces temps-ci, le poil sorti depuis quelques jours, la voix travaillée par l'alcool, les paupières rouges et gonflées comme un vieux petit lapin qui n'a plus sommeil. Soyons sévère puisqu'il est narcissique. Gainsbourg est tout sauf médiocre. On aime ses excès, parce qu'il prend des risques avec lui-même. Il s'esquinte. C'est un poète qui donne des textes, des musiques qui agacent les dents et les sens, il titille les sensations, installe des climats provisoires.

Gainsbourg a créé un érotisme entre le désir et la répulsion, le porno et l'esthétisme, l'abject et le sublime. Il étonne toujours. Mais mercredi dans « Branchés musique », avec les questions posées par Françoise Hardy – volontairement très sage, raisonneuse, au rire très propre – avec les vidéo-clips sans surprise, il y avait quelque chose de composé, de convenu, d'apprêté. Trop ou pas assez sophistiqué.

CATHERINE HUMBLOT.

G. CAM SIGNE UN ACCORD AVEC LE SERVEUR DE BANQUES DE DONNÉES DATA-STAR

Le serveur de banques de données G. CAM, filiale de la Caisse des dépôts et consignations, a annoncé, mardi 6 novembre, la signature d'un accord de commercialisation avec DATA-STAR, filiale de Radio-Suisse SA. L'accord doit permettre à G. CAM de diffuser en France les banques de données, surtout d'origine anglo-saxonne, servies par la société suisse ; inversement DATA-STAR participera à la diffusion des banques de données françaises servies par G. CAM dans les pays européens où elle est bien implantée, en particulier en Grande-Bretagne, en République fédérale d'Allemagne et aux Pays-Bas. Les deux sociétés souhaitent tisser un réseau de serveurs européens interconnectés avec, pour les clients, un même langage d'accès.

Outre l'accord passé avec *le Monde* pour la diffusion d'un certain nombre de produits télématiques du journal *(voir nos éditions du 7 novembre)*, G. CAM a aussi annoncé la diffusion de nouveaux produits de presse élaborés par l'AGEFI (Agence économique et financière) et l'hebdomadaire *l'Usine nouvelle*.

COMMUNICATION

Les temps de parole à la télévision

Le secrétariat d'Etat chargé des techniques de la communication vient de publier le décompte des temps d'intervention à la télévision publique, pour le troisième trimestre de 1984, des formations et instances politiques, établi par le Service d'observation des programmes. Comme il s'agit des mois d'été, tous les temps de parole sont en baisse par rapport aux deux trimestres précédents. Toutefois, les partis de l'opposition, qui avaient souffert au deuxième trimestre d'un temps inférieur à celui des partis de la majorité présidentielle, sont cette fois plus favorisés (1).

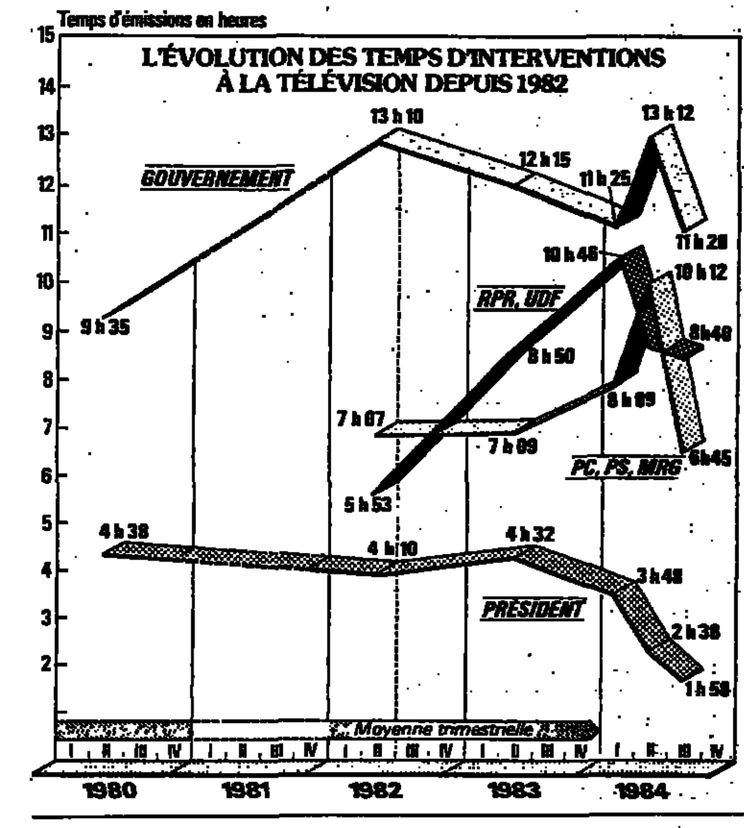
Le graphique ci-joint montre l'évolution depuis 1982 de ces temps d'intervention. Deux constats principaux : le président de la République intervient moins ; un rééquilibrage a eu lieu en faveur de l'opposition parlementaire. Toutefois, cette dernière, avec 28 h 20 mn pour les trois premiers trimestres de 1984 (2), a eu plus de deux fois moins de temps de parole que l'ensemble président-gouvernement-partis de gauche (69 h 27 mn). Il est vrai qu'il faut désormais décompter à part le PCF d'une part, le Front national de l'autre. Rappelons en outre que les gouvernements d'avant 1981 ne publiaient pas ces résultats.

Décompte des deuxième et troisième trimestres

	DEUXIÈME TRIMESTRE 1984	TROISIÈME TRIMESTRE 1984
Président	2 h 38 mn 45 sec.	1 h 58 mn 45 sec.
Gouvernement	13 h 12 mn 37 sec.	11 h 20 mn 19 sec.
RPR		4 h 42 mn 12 sec.
UDF		3 h 57 mn 43 sec.
Ensemble opposition parlementaire	8 h 54 mn 37 sec.	8 h 39 mn 55 sec.
Front national		39 mn 34 sec.
PS		3 h 6 h mn 1 sec.
PCF		3 h 0 mn 20 sec.
MRG		20 mn 22 sec.
Ensemble partis de gauche	10 h 12 mn 9 sec.	6 h 26 mn 43 sec.
CGT	1 h 21 mn 41 sec.	57 mn 34 sec.
CFDT	50 mn 39 sec.	24 mn 53 sec.
FO	36 mn 7 sec.	18 mn 14 sec.
CFTC	2 mn 52 sec.	10 mn 39 sec.
CGC	8 mn 14 sec.	10 mn 12 sec.
FEN	17 sec.	2 mn 35 sec.
CNPF	28 mn 16 sec.	19 mn 11 sec.
FNSEA-CNJA	11 mn 47 sec.	9 mn 57 sec.
PME-PMI	non communiqué	1 mn 31 sec.

(1) La Haute Autorité de la communication audiovisuelle a demandé que les équilibres soient respectés pour « chaque relevé périodique » (le Monde *du 8 novembre). Elle estime que la règle devrait être celle des trois tiers : représentants des pouvoirs publics, partis de la majorité, partis de l'opposition. D'autre part, MM. Claude Labbé (RPR) et Jean-Claude Gaudin (UDF) ont écrit à sa présidente, Mme Michèle Cotta, pour évoquer les conditions du « droit de réplique » à l'intervention mensuelle de M. Fabius sur TF1, en demandant* « les mêmes possibilités techniques ».

(2) Pour le premier trimestre, voir le Monde *du 14 juin.*



Naissance et mort d'une télévision libre

« Vous êtes sur TVL, une télévision libre, indépendante et gratuite. » Il est 16 heures, ce mercredi 7 novembre et, trois jours après le lancement de Canal Plus, de nouvelles images, inattendues celles-là, viennent d'apparaître sur la bande de fréquence. L'affaire a été rondement menée : coup de téléphone aux journalistes quelques minutes avant l'émission, dossier apporté par coursier et trois attachés de presse au téléphone pour répondre aux questions. Sur l'écran, une bande annonce de trente minutes diffuse en boucle vidéo-clips documentaire sur l'Afrique et extraits de reportages sportifs. Des images de qualité, montées avec la sophistication un peu racoleuse d'un spot publicitaire et diffusées par un émetteur d'un kilowatt qui arrose confortablement Paris.

Cette fois, l'offensive des télévisions libres s'appuie sur le professionnalisme et l'argent. Le professionnalisme, Renaud Delourme et Daniel Grandclément, grands reporters à la télévision, s'en réclament. Ils disent représenter un groupe de sociétés audiovisuelles déterminé à lancer une télévision privée. Ils refusent à la fois le monopole à la française et l'anarchie à l'italienne, veulent offrir aux industries de programmes un débouché rapide et moins coûteux que le câble. La publicité d'une station locale suffira-t-elle à financer des programmes de qualité ? Les deux journalistes en sont convaincus, au moins pour la région parisienne, même s'ils avouent n'avoir fait sur ce sujet aucune étude économique...

A 19 heures, la diffusion continue. L'équipe de TVL se met à croire au miracle : les pouvoirs publics ont-ils décidé de fermer les yeux, d'assouplir leur position ? On prévoit d'émettre tous les jours, avec la même bande annonce pour le moment. A l'évidence, on manque de programmes, et la télévision s'improvise moins facilement que la radio.

A 20 heures, quinze inspecteurs interrompent l'aventure et saisissent pour 1 million de francs de matériel sur commission rogatoire. Les responsables de TVL sont convoqués devant le juge Bruno Laroche. Renaud Delourme ne cache pas sa déception : *« Nous ne gênions personne. Nous espérions que les pouvoirs publics tiendraient compte de notre indépendance politique et nous laisseraient tenter l'expérience. »*

J.-F. L.

LE CARNET DU Monde

Naissances

— Marie-Françoise et Jean-Paul FOUCHARD et Patricia on la joie d'annoncer la naissance de

David,

le 4 novembre 1984.

2, rue Claude-Petiet,
21400 Châtillon-sur-Seine.

— M. Denis OFFROY et Mme, née Martine Royer, ainsi que Guillaume, ont la joie d'annoncer la naissance de

Martin,

le 17 septembre 1984.

47, rue des Mathurins, 75008 Paris.

Mariages

— Le docteur et Mme Guy BASSET,
M. et Mme Paul SEGUIN

sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants

Nicole et Jacques.

11, rue Alphonse-de-Neuville,
75017 Paris.
1, place de Breteuil, 75007 Paris.

Décès

— Mme Marie-Dominique Lautier et ses enfants,
M. et Mme Pierre-Yves Barbier et leurs enfants,
Le président et le conseil d'administration des « Nids de Paris », œuvre d'adoption agréée et reconnue d'utilité publique,
La directrice de l'œuvre et ses collaboratrices,
ont la grande tristesse de faire part du décès de

Mme Suzanne BARBIER,
officier
de l'ordre national du Mérite,
fondatrice de l'œuvre
et sa directrice de 1946 à 1970,

survenu le 5 novembre 1984, à Grenoble (Isère), dans sa quatre-vingt-huitième année.

Un service religieux à sa mémoire sera célébré en l'église de l'Immaculée-Conception, 34, rue du Rendez-Vous à Paris-12e, le 19 novembre, à 18 h 30.

En mémoire de

Pierre BARBIER,

son fils, mort en déportation en 1945.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Marcel BARBU,

fondateur des Communautés de travail,
déporté-résistant,
député de la Drôme
à l'Assemblée constituante en 1946,
réalisateur de milliers d'habitations
pour mal-logés,
candidat
aux élections présidentielles de 1965,
père de dix-sept enfants,

est décédé dans sa soixante-dix-huitième année, le 7 novembre 1984, entouré de tous les siens.

Les obsèques auront lieu à l'église saint-Pierre-Saint-Paul de Sannois (Val-d'Oise), le samedi 10 novembre, à 10 h 45.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— MM. René et Raoul Bellaiche,
M. et Mme Zribi André et leurs enfants,
M. et Mme Khayat Elie et leurs enfants,
M. et Mme Saada Léon,
Et les familles Bellaiche, Azria, Gozlan et Gores,
ont la douleur de faire part du décès de leur très cher et regretté

M. Elie BELLAICHE,
ancien président
de la communauté israélite de Sfax
(Tunisie),

survenu le 2 novembre 1984 à Paris.

Les obsèques ont eu lieu ce même jour.

36-44, rue de Wattignies,
75012 Paris.

— Mme Robert Burkel,
son épouse,
Henri et Juani Burkel,
Rémy et Marci Burkel,
Odile et Pierre Vaysse,
Jean et Nicole Burkel,
ses enfants,
Robert et Claire, Agnès, Claire, Marianne Burkel,
Nicole, Eric, Martine, Patrick Burkel,
Corinne, Jérôme et Christine, Lucile, Ségolène Vaysse,
Barbara, Dorothée, Guillaume, Cyrille Burkel,
ses petits-enfants,
Ses trois arrière-petits-enfants,
Ses parents et alliés,
ont la profonde peine de faire part du décès de

M. Robert BURKEL,
ancien élève de l'Ecole polytechnique,
ancien membre du directoire
des Mines de la Sarre,

survenu, à Paris, le 6 novembre 1984, dans sa quatre-vingt-douzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Jacques de Neuilly, 167, boulevard Bineau, le vendredi 9 novembre, à 11 heures.

L'inhumation aura lieu à Colmar dans l'intimité familiale.

187, boulevard Bineau,
92200 Neuilly.

— L'Association des pilotes françaises (APF) a la douleur de faire part de la disparition de sa présidente,

Monique Anne CLAUTOUR,

survenue le 7 novembre 1984.

Une messe sera célébrée à son intention le mardi 13 novembre, à 17 heures, dans la crypte de Saint-Pierre de Chaillot, avenue Marceau.

De la part de
l'Association des pilotes françaises,
l'Association des hôtesses et convoyeuses de l'air,
l'Amicale des IPSA de la Croix-Rouge française,
Et de l'Aéro Club de France.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— Mme Marcel Cotard,
Mlle Françoise Cotard,
Sa famille, ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Marcel COTARD,
ancien maire d'Orgeval,

leur époux, père, parent et ami, survenu le 6 novembre 1984, en son domicile.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 9, 14 h 30, en l'église d'Orgeval, où l'on se réunira.

Cet avis tient lieu de faire-part.

25, avenue du Maréchal-Foch,
78630 Orgeval.

— On apprend la mort de

Jean GILBERT,
ancien-directeur de *l'Echo républicain,*

décédé le 1er novembre à l'âge de soixante-quinze ans.

Il a été inhumé le mardi 6 dans la plus stricte intimité.

[Ancien membre du cabinet de M. André François-Poncet, ambassadeur en Allemagne, Jean Gilbert devient, en 1960, directeur de « l'Echo républicain », quotidien édité à Chartres, ville dont Raymond Gilbert, sénateur, père de Jean, avait été maire. Il exerce cette fonction jusqu'en 1980, date du rachat du journal par le groupe Hachette.

Conseiller municipal de Chartres de 1965 à 1977, Jean Gilbert avait été, de 1978 à 1980, trésorier du Syndicat des quotidiens départementaux.]

Remerciements

— Dans l'impossibilité de répondre à toutes les personnes qui, par leur présence, envoi de messages et de fleurs, ont accompagné

François TRUFFAUT,

sa famille, ses collaborateurs et amis, profondément touchés, remercient vivement ceux qui se sont associés à leur peine.

Communications diverses

— Le 11 novembre
le « Bleuet de France »

Comme nos amis britanniques le font chez eux avec le « Coquelicot », il est demandé à la population d'arborer, le 11 novembre, le « Bleuet de France », emblème du souvenir. Le but de la collecte du « Bleuet de France » est d'apporter à l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre les fonds nécessaires à l'amélioration du sort des victimes de guerre les plus déshéritées : les orphelins, les veuves et les ascendants que la sollicitude de la nation n'a pas permis de prendre entièrement à charge. Le 11 novembre prochain, une collecte nationale sera organisée sur la voie publique.

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ÉTAT

— Université Paris-II, samedi 10 novembre à 9 heures, salle des commissions, M. Mohand Ou Ahmed Melbouci : « Place et rôle de l'Algérie dans le monde ».

— Université Paris-I, samedi 17 novembre, à 14 heures, amphi Richelieu, Mme Marie-José Vovelle : « La diffusion du surréalisme dans les pays néerlandophones 1920-1950 ».

— Université Paris-VIII, samedi 24 novembre, à 14 heures, salle G. 201, M. Jean-Pierre Angoujard : « Aspects d'une micro-prosodie (le modèle arabe) ».

VENTES

Enchères royales en Principauté

Pour leurs plus belles ventes de prestige les commissaires priseurs parisiens Ader, Picard et Tajan préfèrent les fastes de Monte-Carlo (oh!) au déjà désuet Nouveau Drouot. Les cent soixante lots de la vacation qu'ils présenteront le dimanche 11 novembre proviennent de trois collections privées et réunissent de somptueuses pièces signées ou estampillées par les plus grands maîtres du passé.

Des objets historiques viennent rehausser le niveau de cette vente, comme ce pot à eau et sa cuvette en pâte tendre de Vincennes à monture d'or, livré en 1754 à Mme de Pompadour par Lazare Duvaux (estimé 150000 F à 200000 F) ; le numéro suivant, un tête-à-tête en porcelaine de Sèvres dans son écrin d'origine, est le cadeau d'étrenne de Napoléon Ier à sa sœur Caroline, reine de Naples, pour l'année 1814 (entre 100000 F et 150000 F) ; enfin, un cabinet à décor de plumes d'oiseaux fixées sous verre, estampillé par Beneman, ornait autrefois les appartements de Louis XVI à Versailles.

Côté tableaux, plusieurs pièces maîtresses sont proposées : une gravure de Rembrandt, des portraits par Latour et Largillière, deux œuvres de Fragonard presque identiques, un tableau et un dessin intitulés *le Songe du mendiant.* Le dessin, à la plume et au lavis, est décrit par les frères Goncourt dans *l'Art du dix-huitième siècle : « C'est le joli songe d'un pèlerin à côté de son bâton et de sa gourde et auquel apparaît un essaim de fées écumant une grosse marmite. »* Dans la version peinte, *le Songe* est un être paisible où se chauffent un couple et un enfant. Ce genre de peinture exprime la virtuosité de l'artiste bien autrement que le fameux *Verrou* du Louvre, à la pomme surajoutée, d'une facture trop léchée. La toile, présentée par MM. Herdhebaut et Latreille, experts, est estimée entre 6 et 7 millions de francs ; le dessin entre 200000 F et 300000 F.

Quelques autres spécialités du marché de l'art figurent également à la vente : orfèvrerie d'or et d'argent, sculptures, armes et céramiques de très grande qualité. Ce programme homogène attirera sans aucun doute dans les élégants salons du Sporting d'hiver un public international riche en devises, et nous réserve probablement des flambées d'enchères devenues familières à Monte-Carlo.

GERSAINT.

★ Monte-Carlo, Sporting d'hiver, dimanche 11 novembre.

INFORMATIONS « SERVICES »

11 NOVEMBRE

Les services ouverts ou fermés

PRESSE. – Seuls paraîtront les quotidiens paraissant normalement le dimanche.

BANQUES. – Ouvertes le vendredi 9 novembre toute la journée. Les banques ouvertes le samedi seront fermées le 10 novembre après-midi.

SÉCURITÉ SOCIALE. – Guichets fermés à partir du vendredi 9 novembre à 15 h 30 jusqu'au lundi 12 novembre au matin.

ALLOCATIONS FAMILIALES. – Caisse fermée du vendredi 9 novembre à 12 heures au lundi 12 novembre au matin.

GRANDS MAGASINS. – Fermés le 11 novembre. Ouverts le 12 novembre à l'heure habituelle.

SNCF, RATP. – Service des dimanches et jours fériés.

BUREAUX DE POSTES. – Pas de distribution de courrier. Seuls seront ouverts les bureaux qui fonctionnent normalement les dimanches et jours fériés.

ARCHIVES NATIONALES. – Fermées le 11, ouvertes les 10 et 12 aux heures habituelles.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE. – Fermée le 11 novembre.

MUSÉES. – *A Paris,* seront ouverts les musées Beaubourg, de l'holographie, des Invalides, Marmottan, le Palais de la découverte, le Grand Palais (expositions Watteau et Lartigue), ainsi que le *Musée de l'air et de l'espace* au Bourget. *En Ile-de-France,* seront ouverts notamment : Chantilly, Chaalis (Oise), Rueil-Malmaison, Fontainebleau, le Musée Talleyrand à Saint-Chéron (91). *En province,* le château de Pau, le Musée de la préhistoire aux Eyzies (Dordogne); le musée napoléonien de l'île d'Aix, la maison Bonaparte à Ajaccio et le Musée Chagall à Nice.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du jeudi 8 novembre :

UN DÉCRET

● Modifiant le décret du 3 août 1982 portant création d'une commission consultative du commerce international.

UN ARRÊTÉ

● Modifiant l'arrêté du 9 juillet 1984 fixant les taux de la taxe parafiscale perçue au profit de la Caisse nationale de l'énergie.

DES LISTES

● D'admission au troisième concours de 1984 de l'Ecole nationale d'administration

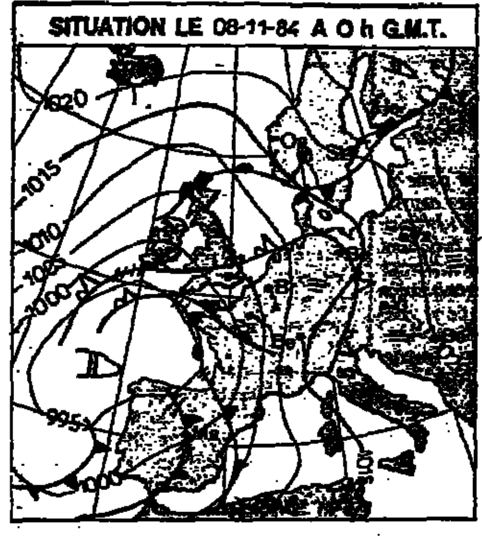
● D'admissibilité au concours externe de 1984 de l'Ecole nationale d'administration.

FORMATION CONTINUE

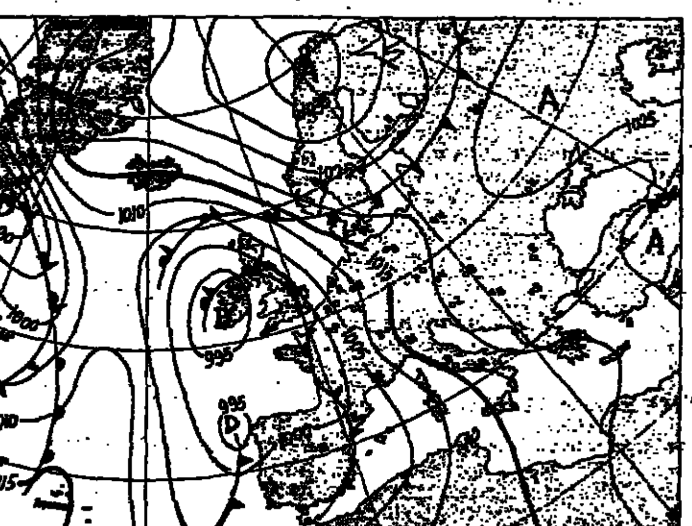
GESTION DE L'EMPLOI. – L'Institut d'études politiques de Paris organise à partir du 4 décembre un stage : « Méthodes et pratiques de gestion de l'emploi et des ressources humaines dans les entreprises ».

★ **Institut d'études politiques de Paris, service de formation continue, 215, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : (1) 260-39-60.**

MÉTÉOROLOGIE



PRÉVISIONS POUR LE 09-11-84 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 8 novembre à 0 heure et le vendredi 9 novembre à 24 heures.

La *dépression* centrée sur le proche Atlantique dirige sur la France un flux perturbé rapide de sud, très doux et humide.

Vendredi, un temps très doux pour la saison et souvent nuageux va prédominer sur tout le pays. Les nuages seront plus abondants et accompagnés de précipitations des Pyrénées et du Languedoc-Roussillon, aux régions du Centre et du Bassin Parisien au Nord.

Au cours de la journée, cette zone de pluies irrégulières évoluera très lentement vers l'est, et, en soirée, elle risque d'atteindre les régions du Nord-Est aux Alpes. Les pluies seront parfois abondantes et orageuses sur les versants sud du relief. Sur les régions de l'Ouest, de la Bretagne et de la Normandie à l'Aquitaine, le soleil fera quelques apparitions, malgré des passages nuageux et quelques averses.

Le vent de sud à sud-est soufflera modérément ou assez fort, et même parfois fort dans la vallée du Rhône et près de la Méditerranée.

Les températures, toujours voisines de 10 à 16 degrés du nord au sud le matin, atteindront 14 à 22 degrés l'après-midi

La *pression atmosphérique réduite* au niveau de la mer était, à Paris, le 8 novembre, à 7 heures, de 1 001 millibars, soit 750,8 millimètres de mercure.

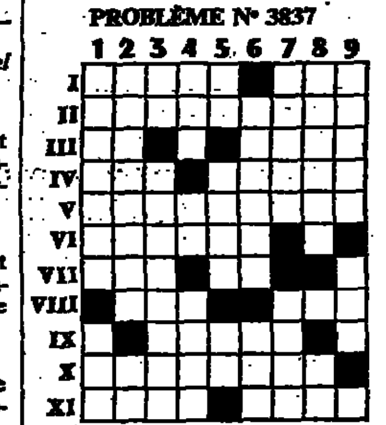
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 7 novembre; le second, le minimum de la nuit du 7 novembre au 8 novembre) : Ajaccio, 22 et 8 degrés; Biarritz, 21 et 14; Bordeaux, 18 et 13; Bourges, 17 et 13; Brest, 14 et 11; Caen, 13 et 10; Cherbourg, 13 et 11; Clermont-Ferrand, 18 et 14; Dijon, 15 et 7; Grenoble-St-M.-H., 20 et 10; Grenoble-St-Geoirs, 19 et 13; Lille, 13 et 7; Lyon, 18 et 11; Marseille-Marignane, 19 et 15; Nancy, 15 et 8; Nantes, 16 et 13; Nice-Côte d'Azur, 16 et 13; Paris-Montsouris, 15 et 11; Paris-Orly, 16 et 11; Pau, 20 et 10; Perpignan, 20 et 17; Rennes, 14 et 12; Strasbourg, 10 et 6; Tours, 16 et 12; Toulouse, 20 et 17; Pointe-à-Pitre, 29 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 26 et 19; Amsterdam, 11 et 7; Athènes, 22 et 15; Berlin, 9 et 1; Bonn, 12 et 8; Bruxelles, 13 et 8; Le Caire, 24 et 15; îles Canaries, 25 et 20; Copenhague, 10 et 7; Dakar, 28 et 24; Djerba, 26 et 14; Genève, 11 et 4; Istanbul, 16 et 11; Jérusalem, 19 et 8; Lisbonne, 14 et 10; Londres, 14 et 10; Luxembourg, 12 et 7; Madrid, 12 et 8; Montréal, 2 et – 7; Moscou, 2 et 0; Nairobi, 21 et 15; New-York, 7 et 3; Palma-de-Majorque, 23 et 16; Rio-de-Janeiro, 24 et 20; Rome, 21 et 9; Stockholm, 8 et 7; Tozeur, 25 et 14; Tunis, 24 et 14.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3837



HORIZONTALEMENT

I. Abri de fortune non de fortunés. Surplus de l'armée. – II. Guide du travail. – III. Note. Passe sans un mot. – IV. On ne l'accepte jamais gratuitement. Très efficace. – V. Ne laissent donc plus rien passer. – VI. Manque donc de concentration. – VII. Mot de « passe ». Chef de sévices. – VIII. N'accepte pas les gens sans bagage. Pique parfois une tête. – IX. Barre d'entraînement. – X. Pannes sans importance. – XI. Genre de casse. N'ont donc pas été « avisées ».

VERTICALEMENT

1. Modèle de conduite. Mauvaise humeur. – 2. Se dresse donc facilement. Nous oblige à tenir notre droite. – 3. Adverbe. Vécut le martyr avant d'être touché par l'amour. – 4. Diminue, dans une avenue, le nombre des numéros. Tableau. Capable de s'élever. – 5. Préposition. Services rapides. Note. – 6. Marques déposées ou marques de fabrique. Plus en place. – 7. Offre toujours un certain intérêt. Est souvent contrôlé dans un train. – 8. Auteur dramatique français. Personnel. – 9. Peut-être pas ennuyeux, mais pas amusants non plus. Avec une belle, il vaut mieux en avoir une bonne.

Solution du problème n° 3836

Horizontalement

I. Humoriste. – II. Avare. Cep. – III. Nervosité. – IV. De. Iule. – V. Fève. Pô. – VI. Ci. Tees. – VII. Carpes. – VIII. Intimes. – IX. Eté. Une. – X. Largeur. – XI. Râ. Messes.

Verticalement

1. Handicapeur. – 2. Uvée. – 3. Mar. Ciel. – 4. Orviétan. A.M. – 5. Réouverture. – 6. Sleepings. – 7. Scie. Semées. – 8. Têt. Se. UE. – 9. Eperon. Sûrs (surs).

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

SAMEDI 10 NOVEMBRE

« La Sorbonne et l'université de Paris », 15 heures, hall d'honneur de la Sorbonne, Mme Vermeersch (Caisse nationale des monuments historiques).

« Napoléon aux Invalides », 15 heures, grille d'honneur côté esplanade (Academia).

« Le Douanier Rousseau », 11 h 15, métro Champs-Elysées Clemenceau (Arcus).

« La maison de Victor Hugo », 15 heures, 6, place des Vosges (Arcus).

« Diderot et l'art de Boucher à David », 14 h 30, Hôtel de la Monnaie (L'art pour tous).

« La franc-maçonnerie », 15 h 45, 16, rue Cadet (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Hôtels de l'Ile Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (Les Flâneries).

« Le cimetière du Père Lachaise », 14 h 45, métro Père Lachaise, M. de Langlade.

« Les cours des Miracles », 15 heures, métro Bonne-Nouvelle devant la poste, Mme Lasnier.

« Montmartre », 15 heures, métro Abbesses, Mme Pohyer.

« Le quartier de l'Horloge », 15 heures, 2, rue du Renard (Paris autrefois).

« Le vieux village de Passy », 15 heures, métro Passy (Présence du passé).

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER TOUS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS

TERMINAISONS	FINALES ET NUMEROS	SOMMES GAGNEES	TERMINAISONS	FINALES ET NUMEROS	SOMMES GAGNEES
1	1 90 471 91 911	100 F. 10 100 10 100	6	086 135 736 5 485 9 396	500 F. 500 500 2 000 2 000
2	32 92 082 632 6 852 97 122	200 200 800 700 2 000 10 000	7	17 517 987 20 217 91 007	200 700 600 10 200 10 000
3	343 743 2 273 4 963 120 553	500 500 2 000 2 000 1 000 000	8	4 618 6 248 8 398 15 158	2 000 2 000 2 000 10 000
4	264 424 684 834 984 05 264	500 500 500 600 500 10 500	9	9 39 79 399 479 859 136 069	100 300 300 800 600 600 4 000 100
5	605 765 08 315 16 955 96 835	500 500 10 000 10 000 10 000	0	670 4 950 9 040	500 2 000 2 000

LOTO N° 45 TIRAGE DU MERCREDI 7 NOVEMBRE 1984

20 30 34 38 39 42 – 21 NUMÉRO COMPLÉMENTAIRE

POUR LES TIRAGES DES MERCREDI 14 ET SAMEDI 17 NOVEMBRE VALIDATION JUSQU'AU MARDI APRÈS-MIDI

84 TRANCHE DE LA SAINT-HUBERT 85
TIRAGE DU MERCREDI 7 NOVEMBRE 1984

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER AUX BILLETS ENTIERS

Le règlement du TAC-O-TAC ne prévoit aucun cumul (J.O. du 19/08/84)

Le numéro 443331 gagne 4 000 000,00 F

Les numéros approchants à la centaine de mille : 043331, 143331, 243331, 343331, 543331, 643331 gagnent 50 000,00 F

Les numéros approchants aux

Dizaines de mille	Mille	Centaines	Dizaines	Unités	gagnent
403331	440331	443031	443301	443330	10 000,00 F
413331	441331	443131	443311	443332	
423331	442331	443231	443321	443333	
433331	444331	443431	443341	443334	
453331	445331	443531	443351	443335	
463331	446331	443631	443361	443336	
473331	447331	443731	443371	443337	
483331	448331	443831	443381	443338	
493331	449331	443931	443391	443339	

Tous les billets se terminant par		gagnent
3331		5 000,00 F
331		1 000,00 F
31		200,00 F
1		100,00 F

84 TACOTAC TIRAGE DU MERCREDI 7 NOVEMBRE 1984 86

SOCIAL

UN RAPPORT D'EXPERTS RÉUNIS PAR LE COMMISSARIAT AU PLAN

L'aménagement et la réduction du temps de travail sont « inséparables »

« La réduction du temps de travail ne peut se produire sans une floraison de nouvelles formes d'aménagement du temps de travail. (...) Les nouvelles formes d'aménagement du temps de travail ne peuvent s'épanouir sans réduction des temps de travail. » Telles sont les conclusions d'un rapport présenté le 8 novembre par un groupe d'experts de différents ministères réunis par le Commissariat au Plan. Le document tente une nouvelle approche du temps de travail à partir d'une comparaison internationale des expériences des dix dernières années pour onze pays industrialisés et d'études de cas sur trente-quatre entreprises ou établissements en 1984.

Sur le plan international, les experts dégagent des conclusions différentes selon les secteurs d'activité : *« Pour l'industrie, entre 1974 et 1982, dans beaucoup de pays et surtout en Europe, la réduction du temps de travail a été utilisée au niveau des entreprises, des branches ou des Etats comme une arme contre les suppressions d'emplois. »* Avec une efficacité *« très limitée »*. *« Dans les activités tertiaires, au contraire, les progrès de l'aménagement et de la réduction du temps de travail ont certainement joué un rôle très significatif dans la création d'emplois et le freinage de la montée du chômage. »*

A propos de la France, le rapport observe que l'ordonnance de 1982 sur les trente-neuf heures – traduction législative directe de l'accord national du 17 juillet 1981, curieusement passé sous silence par les experts – *« fut appliquée par la plupart des entreprises dans une logique de répercussion passive »*.

L'étude par cas permet une fois encore de relativiser à juste titre l'approche macro-économique et de souligner parmi quatre logiques de comportement des entreprises *« l'émergence rapide »* de celle qui privilégie *« la recherche de l'efficacité productive »*. L'objectif principal de cette logique est *« soit de mieux s'ajuster à une demande fluctuante, soit de répondre à une demande croissante par un renouvellement des structures de production, une spécialisation et une diversification des activités. L'aménagment du temps de travail est privilégié pour accroître la flexibilité et allonger la durée d'utilisation des équipements, tandis que la réduction du temps de travail constitue une contrepartie aux contraintes temporelles imposées aux salariés »*. Dans cette logique, l'emploi n'est plus considéré comme un objectif mais comme un résultat.

Un objectif de résorption du chômage

Le rapport récuse les *« solutions standards »* et préconise le traitement négocié de la réduction de la durée du travail *« au niveau le plus décentralisé »*. Il envisage ensuite quatre *« directions d'actions »*. La première passe par des *« stratégies différenciées »* pour l'industrie et les services. Dans l'industrie, l'aménagement et la réduction du temps de travail sont *« un instrument nécessaire à la modernisation technologique, aux progrès de la flexibilité de l'appareil de production et à l'amélioration de la compétitivité »*, mais ils ne peuvent pas *« permettre un freinage massif du chômage »*.

Il s'agit donc de rechercher au niveau des branches des *« accords cadres de méthode »* qu'accompagneraient des contrats de solidarité *« spécifiques » « allégeant voire supprimant les conditions sur l'évolution des effectifs et mettant beaucoup plus l'accent, au contraire, sur le lien de la négociation avec la modernisation des équipements, l'utilisation plus intensive et plus flexible des matériels lourds, la formation, la qualification et la polyvalence des salariés »*.

Pour les services, le développement de l'aménagement et de la réduction du temps de travail *« peut servir de levier à une politique poursuivant prioritairement un objectif de résorption du chômage »*. Là aussi sont suggérés des contrats de solidarité spécifiques et des discussions entre les partenaires sociaux *« pour promouvoir des formes variées d'aménagement et de réduction des horaires destinées à améliorer la qualité des services offerts tout en limitant l'impact de ces opérations sur les coûts salariaux »*.

La seconde direction serait un appui des pouvoirs publics aux *« initiatives des acteurs économiques et sociaux »* avec, en particulier, *« la mise en place d'une banque de données nationales accessibles de façon décentralisée »*. Le secteur public est invité à donner l'exemple d'une *« décentralisation plus poussée des négociations »*.

En troisième lieu, les experts suggèrent une amélioration des incitations financières avec, *« pour le moins »*, *« beaucoup de souplesse dans l'application des clauses existantes »* des contrats de solidarité, voire, pour certains, l'*« aménagement des clauses emploi »* dans le sens d'un allégement.

Pour les PME, ils envisagent une procédure simplifiée *« peut-être en transformant la prime, au-dessous d'un certain niveau d'effectif, en réduction des charges sociales lorsque s'appliquent en matière de réduction du temps de travail les modalités d'un accord collectif »*. Les incitations pourraient également encourager, notamment pour les opérations de modernisation, la combinaison de la réduction avec des actions de formation.

Les « obstacles importants »

Enfin, la quatrième direction touche davantage à la négociation en cours sur la flexibilité, les experts affirmant d'emblée que *« les rigidités sont beaucoup moins dans le code du travail que dans les esprits et dans les structures de la négociation et de la décision »*. Ils évoquent les souplesses à la fois *« méconnues et sous-utilisées »* de l'ordonnance de 1982 (en partie du fait de la non-publication du décret d'application...) et les *« obstacles importants »* demeurant dans la législation sociale.

Trois orientations ont été discutées au sein du groupe. La première évoque des *« aménagements ponctuels »* sans mise en cause de la référence hebdomadaire ou mensuelle des horaires, la seconde suggère un engagement progressif *« dans un processus d'annualisation des horaires »*. La troisième, *« plus radicale »*, conduirait à *« une refonte approfondie du code du travail »*.

Il s'agirait alors d'aboutir à *« une annualisation complète des horaires, seules les dispositions protectrices des travailleurs (durées maximales étant alors maintenues. Le régime des heures supplémentaire serait profondément modifié, puisque ce n'est qu'au-delà de marges de fluctuation importantes de la durée hebdomadaire moyenne (par exemple trois ou quatre heures) qu'elles seraient prises en compte et donneraient lieu à majoration. Ainsi seraient inversées les règles actuelles »*.

Si les experts ne tranchent pas sur les trois méthodes pour lever les blocages, ils estiment unanimement que les avancées possibles et les contreparties dépendent de la négociation actuelle, l'Etat encourageant *« un processus de négociations articulées »* dans les branches et dans les entreprises, et supprimant du code du travail certaines interdictions (travail par relais, par équipes ou par roulement) jugées aujourd'hui *« anachroniques »*...

M. N.

LA CAMPAGNE DE PROMOTION DES TUC

Le ministère du travail juge « extravagantes » les propositions des deux agences

Au ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, on juge *« extravagantes »* les propositions que les deux agences, MC Conseil et Topologies, ont pu faire, le 22 octobre, pour la campagne de promotion des nouvelles initiatives pour l'emploi (*le Monde* du 3 novembre). Les devis additionnés s'élèvent à 35,9 millions de francs ; la dépense acceptable se situerait plutôt entre 8 et 10 millions de francs. Le principe même de l'opération n'est pas encore arrêté.

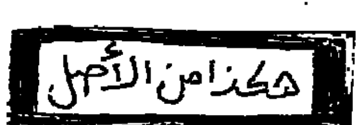
Cette semaine, ou la suivante, la position sera définie et, fait-on observer, ne concernera pas un effort de publicité pour les seuls travaux d'utilité collective (TUC). En l'état, dit-on encore, les programmes préconisés par les deux agences *« correspondent mal »* aux besoins d'une promotion pour l'ensemble des mesures décidées par le conseil des ministres du 26 septembre.

On a agi dans cette affaire conformément à une directive du premier ministre qui date de novembre 1981, et qui engageait les ministères à des coopérations triennales avec des agences de publicité, pourvu que ceux-ci soient satisfaits des services rendus. En l'occurrence, MC Conseil et Topologies avaient déjà travaillé pour les anciens ministères de la formation et de l'emploi. Mieux, elles s'étaient *« investies intellectuellement »* dans des domaines reconnus difficiles par les spécialistes eux-mêmes. Dès lors, aucun cahier des charges n'aurait été expressément défini à l'occasion de l'énoncé de la nouvelle campagne 1985, et les deux agences, en se laissant emporter par leur imagination, n'auraient pas tenu compte des limites budgétaires qui, elles, leur auraient été communiquées. Ce qui les a amenées à présenter des devis dépassant du triple, voire du quadruple, ce que le ministère entendait faire.

A. Le.

● **Suppression d'emplois chez Peugeot à Lille.** – La direction de Peugeot automobiles a annoncé mardi 6 novembre, au cours d'un comité central d'entreprise, la suppression de 250 emplois à l'usine de Lille (1957 salariés). Le « sureffectif » de 502 personnes annoncé en juillet 1983 a pu être réduit par l'arrêt de l'embauche, des départs à la retraite, en préretraite (128 personnes) ou volontaires, des prêts de personnel à d'autres établissements Peugeot.

Les 250 postes supprimés correspondent à des mutations à l'usine de la Française de mécanique à Douvrin-la-Bassée, à 30 kilomètres, avec le maintien du salaire et de l'ancienneté : 144 personnes qui avaient accepté un transfert provisoire doivent le confirmer, 51 seront mutées d'office, moyennant une prime de 7 500 F, et il faudra trouver 55 volontaires de plus. Selon la direction de Peugeot automobiles, il n'est pas question de fermer l'usine de Lille, spécialisée dans les moteurs Diesel haut de gamme, contrairement à ce qu'indiquent la CGT et la CFDT.



CONSOMMATION

Pommes, poires, bananes en robe des villes

Très prochainement, les consommateurs vont voir apparaître, aux étals des fruitiers, des pommes, des poires et des bananes enveloppées d'une fine pellicule translucide protectrice, qui, en réduisant les échanges gazeux entre le fruit et le milieu extérieur, en retardera la maturation.

Vendus en vrac, les fruits seront surmontés d'une pancarte ou d'une affichette portant ces mots : *« agent d'enrobage : E 473, E 466, E 471 »* ou encore *« agent d'enrobage : sucroesters, carboxymethylcellulose, et mono et diglycerides d'acides gras »*. Si les fruits sont préemballés, l'étiquette devra comporter les mêmes mentions. Un arrêté du 25 octobre 1984 paru au *Journal officiel* du 7 novembre précise les modalités d'application et d'étiquetage des fruits ainsi traités.

L'enrobage en question pratiqué à la sortie des chambres frigorifiques prolongera la durée de vie des fruits et diminuera donc la perte subie par les grossistes et détaillants, obligés de jeter une fraction du stock devenu impropre à la vente par mûrissement trop rapide.

Si l'autorisation des nouvelles substances (dont l'usage est approuvé par le Conseil supérieur d'hygiène publique de France et par l'Académie nationale de médecine) est une innovation; la technique de l'enrobage est pratiquée depuis plus de quarante ans, des cires végétales, animales ou minérales entourant certains agrumes comme les clémentines ou les mandarines.

Deux questions cependant se posent. Il est nécessaire que les grossistes utilisant cette technique fassent très vite un effort d'information pour que les consommateurs connaissent le mode d'utilisation de ces fruits en « robe des villes » : faut-il les « déshabiller » dès l'achat ? Peut-on les mettre au réfrigérateur ? La peau des pommes et des poires demeure-t-elle comestible, et si oui garde-t-elle son goût ? Les fruits peuvent-ils être conservés et dans quel délai, ou bien ne supporteront-ils que la consommation immédiate ? Les grossistes ou importateurs ont su faire de tels efforts pour familiariser le public avec des produits exotiques comme l'avocat ou le kiwi. Nul doute qu'ils soient capables d'en faire d'autres.

De plus, puisque cette technique diminue la perte subie par les intermédiaires, il serait normal que le consommateur en bénéficie lui aussi : le prix des fruits ainsi traités devrait en bonne logique être sensiblement inférieur à celui des fruits offerts sur le marché de manière traditionnelle. Mais c'est là, sans doute, beaucoup demander...

JOSÉE DOYÈRE.

CONJONCTURE

Selon le BIPE

LES INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS PROGRESSERONT DE 6 % EN 1985

« En 1985, dans un environnement international toujours porteur, la France maintiendra une croissance positive, mais moins rapide que celle de ses partenaires », indique le Bureau d'informations et de prévisions économiques (BIPE) dans ses « Perspectives à l'automne 1984 ». La réduction des déficits extérieurs devrait se confirmer et les tensions inflationnistes s'atténuer : le déficit de la balance commerciale, qui était de 43,5 milliards de francs en 1983, serait de 19 milliards en 1984, et de 1,2 milliard en 1985. Les prix augmenteraient, en 1985, de 5,6 % en glissement et de 6,3 % en moyenne annuelle.

Le BIPE confirme la tendance à la reprise des investissements industriels : + 6 % en 1985 après + 5,5 % en 1984. La progression serait de 7 % dans les biens intermédiaires (après 9 % en 1984), de 8 % dans les biens d'équipement (2 % en 1984) et de 4 % dans les biens de consommation (– 5 % en 1984).

« Sous l'effet d'une réduction du taux de prélèvement obligatoire, pesant sur les ménages, le pouvoir d'achat de ceux-ci progressera de nouveau en 1985 (+ 1,4 %) après deux années consécutives de recul. »

Cependant, la croissance maintenue à 1,2 % (après 1,3 % en 1984) ne permettra pas d'enrayer la dégradation du marché de l'emploi, même si, considère le BIPE, cette dégradation sera moins prononcée qu'au cours des années précédentes.

ÉTRANGER

Consolider la reprise américaine

(Suite de la première page.)

Certains prêtaient à ce dernier le projet d'échanger une « petite » augmentation des impôts – piétinant ainsi ses convictions et répudiant ses promesses – contre une diminution des dépenses fédérales, notamment dans le secteur social. Aujourd'hui, il n'est pas sûr que le nouveau Congrès soit prêt à accepter un tel compromis, ni, d'ailleurs, à faciliter la tâche de la Maison Blanche : les déclarations des dirigeants du Parti démocrate sont éloquentes à ce sujet.

Des doutes s'élèvent, en outre, sur le ralentissement de l'économie américaine, de nombreux experts estimant que le fléchissement actuel n'est que temporaire et que la croissance reprendra à un rythme soutenu aux Etats-Unis en 1985, ce qui stimulera la demande de crédit. Enfin, les autorités monétaires, par la voie de M. Preston Martin, vice-président de la Réserve fédérale, si elles se montrent désireuses de ne pas «casser» l'expansion, et, à cet effet, acceptent d'assouplir leur politique, ne veulent à aucun prix se faire accuser de laxisme.

De plus, et c'est là un point capital, elles sont conscientes du danger que pourrait présenter une chute soudaine du dollar sur les marchés des changes. Il ne faut pas oublier que sa hausse a contribué, pour une bonne part, à réduire l'inflation aux Etats-Unis, en faisant baisser le coût des produits importés, donc en pesant sur les prix intérieurs. De plus, la Réserve fédérale sait parfaitement qu'une chute du dollar risquerait de réduire le flux des capitaux étrangers qui viennent s'investir aux Etats-Unis et contribuent, notamment, à financer le déficit budgétaire par le biais des bons du Trésor.

On s'aperçoit que tout est lié : si le déficit du budget n'est pas réduit et si la conjoncture économique reste soutenue, les taux d'intérêt baisseront peu, ou même monteront en 1985, après un repli temporaire d'ici à la fin de l'année, comme le prédisent de nombreux experts. En outre, on peut estimer qu'une réduction éventuelle du déficit budgétaire ferait, certes, baisser les taux, mais, aussi, qu'elle raffermirait la confiance dans le dollar.

Prudence

Dans ces conditions, la prudence s'impose à tous les opérateurs, ce qui explique leurs hésitations. Les plus sincères avancent que *« nul ne sait ce qui va se passer sur les marchés des changes dans les prochains mois, dans un sens ou dans l'autre »*.

En Europe, les milieux d'affaires se félicitent, en général, de la réélection du président Reagan, avec quelques arrière-pensées politiques, comme M. Gattaz, président du CNPF, qui rend un hommage appuyé à la *« déréglementation générale »* et au *« véritable allégement des charges »* pratiqués outre-Atlantique. Le succès triomphal remporté aux Etats-Unis va, à leurs yeux, accroître le pouvoir de séduction de la politique économique « à la Reagan », en dépit des réserves qui peuvent, légitimement, être formulées sur les véritables causes du succès de telles politiques. Les entreprises qui vendent aux Etats-Unis comptent toucher des dividendes d'une prospérité durable. Quant à la *« montée alarmante du protectionnisme américain »* qu'a dénoncée Mme Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, ces mêmes milieux d'affaires soulignent que, jusqu'à présent, le président Reagan s'est montré plutôt hostile aux efforts menés outre-Atlantique pour relever les barrières tarifaires.

Mais, tous, que ce soit aux Etats-Unis ou ailleurs, estiment que pour le nouvel élu, après la période de grâce habituelle, les difficultés risquent de commencer. La réussite est chose fragile, et il va falloir, maintenant, consolider et perpétuer, si possible, cette reprise économique qui lui a valu, pour une bonne part, sa réélection.

FRANÇOIS RENARD.

En RFA

La croissance économique pourrait être de 2,5 % en 1985

Le gouvernement ouest-allemand prévoit un taux de croissance réel de l'économie de 2,5 % en 1985, soit autant qu'en 1984.

Cette estimation, supérieure à celle de 2 % établie en octobre par les grands instituts de conjoncture économique, a été présentée, mercredi 7 novembre, à Bonn, par le secrétaire d'Etat auprès du ministère de l'économie, M. Otto Schlecht.

Selon ce dernier, le chômage devrait également diminuer en raison d'une augmentation de 60 000 à 70 000 du nombre des emplois. Le gouvernement a enregistré cette année la création de 100 000 nouveaux emplois (+ 1 %), alors qu'il en attendait 20 000 seulement. Ces créations ont été cependant insuffisantes pour compenser les emplois disparus.

Le chômage touchait 2,145 millions de personnes en octobre, soit 0,2 % de moins qu'un an auparavant.

Par ailleurs, toujours selon les estimations officielles, l'inflation restera faible l'année prochaine, les prix devant augmenter de 2 % seulement sur l'année. Pour la quatrième année consécutive, les revenus des entreprises progresseront de manière importante (+ 6 % en volume), alors que ceux des salariés augmenteront de 3,5 %.

La croissance sera soutenue l'année prochaine par les exportations, qui devraient progresser de 6 % en termes réels, a précisé le secrétaire d'Etat. La balance des comptes courants devrait rester excédentaire. La compétitivité internationale de l'économie allemande est *« très bonne »*, a estimé M. Schlecht.

Enfin, selon le secrétaire d'Etat, sans le conflit social qui a frappé en mai et juin la métallurgie et l'imprimerie, la croissance réelle cette année aurait été supérieure aux 2,5 % prévus. – *(AFP.)*

TRANSPORTS

LES VOLS D'AIR FRANCE ET D'UTA SERONT PERTURBÉS DU 8 AU 11 NOVEMBRE

Les vols des compagnies aériennes Air France et UTA risquent d'être perturbés du 8 au 11 novembre à cause de grèves déclenchées par le personnel. A Air France, ce sont les hotesses et les stewards qui, à l'appel du Syndicat national du personnel navigant commercial (SNPNC), ont décidé de faire grève les 10 et 11 novembre. A UTA, les pilotes et les mécaniciens, pour leur part, feront une grève plus longue, du 8 au 11 novembre.

A la compagnie nationale, les hotesses et les stewards protestent contre *« la dégradation des conditons d'utilisation du personnel, tant en vol que pendant les repos périodiques, ce qui rend impossible un minimum d'organisation de la vie sociale »*.

Chez UTA, pilotes et mécaniciens dénoncent *« la volonté de la direction de poursuivre et d'intensifier les affrètements auprès de compagnies américaines, assortie de la menace de transférer le potentiel de travail d'UTA si le personnel navigant technique n'accepte pas ses conditions »*. Ils dénoncent aussi *« la volonté de la direction de restreindre l'expansion de la société en procédant à la vente d'un avion cargo B 747 »*.

★ Renseignements : Air France (1) 320-15-55 et 320-14-44. UTA (1) 776-41-52 et 775-75-75.

CONTENTIEUX ENTRE AIR FRANCE ET LA COLOMBIE POUR LA DESSERTE DE BOGOTA

Un vif contentieux oppose Air France et le gouvernement français d'une part, les autorités colombiennes et la compagnie Avianca de l'autre.

Les deux pays sont liés par des accords aux termes desquels Air France et Avianca organisent chacun trois vols (aller et retour) par semaine entre Bogota et Paris. Mais Avianca, qui éprouve des difficultés financières, a décidé unilatéralement le 2 novembre de réduire à deux la fréquence de ces vols. Les accords prévoient que toute modification doit faire l'objet d'un préavis d'un an.

Un appareil d'Air France, effectuant la liaison régulière, a été bloqué le 5 novembre pendant trois heures à Bogota, et il a fallu l'intervention personnelle du président de la République, M. Belisario Betancur, pour qu'il reçoive l'autorisation de débarquer sa centaine de passagers et de repartir.

Des négociations sont en cours pour trouver un accord. La compagnie allemande Lufthansa est dans la même situation qu'Air France.

● Tramway de Grenoble : un contrat de 192 millions de francs. – Le contrat de 192 millions de francs pour le matériel roulant du tramway de Grenoble, soit dix-neuf rames, sera signé début décembre à Grenoble avec Alsthom-Atlantique.

La décision de commander ce matériel avait été prise en juillet dernier par le syndicat mixte des transports en commun (SMTC) de l'agglomération grenobloise et confirmée en septembre.

La première rame sera livrée fin 1986 et mise en service après quatre mois d'essais. La mise en service définitive du tramway grenoblois, qui avait fait l'objet d'une consultation par référendum en juin 1983, est prévue pour fin 1987.

● Des ouvriers des chantiers AFO de Brest bloquent un bateau de forage pétrolier. – A l'issue d'une assemblée générale de la CGT, le 5 novembre dans l'après-midi, les ouvriers des chantiers AFO (Ateliers français de l'Ouest) de Brest ont décidé de bloquer le bateau de forage pétrolier *Navifor*. 208 licenciements, sur un effectif de 770 personnes, étaient prévus à Brest et, selon la CGT, qui rejette également ce nouveau plan, un autre projet comporterait 101 licenciements et le passage aux 35 heures hebdomadaires qui provoquerait *« une perte de 9 % du pouvoir d'achat »*.

AGRICULTURE

LES CÉRÉALIERS PROTESTENT CONTRE L'ACTION DU COMITÉ DE GESTION DE LA CEE

La « mauvaise gestion » de la Commission européenne va coûter cher à la Communauté, les exportateurs vont perdre des marchés et certains agriculteurs vont devoir rembourser de l'argent à leurs coopératives, a déclaré, mercredi 7 novembre, le président du comité permanent de l'Office national interprofessionnel des céréales (ONIC).

De son côté, M. Jacques Chambaud, président de la Fédération française des coopératives de céréales (FFCAC) a protesté le même jour contre le ralentissement des exportations communautaires de blé dans les dernières semaines.

Enfin, les négociants en céréales de la CEE attendent avec impatience la reprise de l'octroi de certificats à l'exportation pour le blé tendre par le comité de gestion céréales de la CEE, indique-t-on à Bruxelles dans les milieux professionnels.

Cette instance, en effet, ne délivre plus de certificats d'exportation depuis sept semaines, estimant que les restitutions (subventions à l'exportation destinées à compenser la différence entre les prix européens et les cours mondiaux généralement moins élevés) demandées par les opérateurs sont trop fortes.

EN BREF

● Vote pour une décision judiciaire immédiate à Creusot-Loire Nantes. – La majorité des salariés de Creusot-Loire à Nantes se sont prononcés pour *« une décision judiciaire immédiate afin d'obtenir la reprise des activités de la société »* lors d'un vote à bulletin secret organisé, le mercredi 7 novembre, par la CFDT, FO et les cadres : sur 853 inscrits et 588 exprimés, il y a eu 571 oui et 17 non. Le tribunal de commerce de Paris doit prendre prochainement une décision sur les propositions de reprise de la firme allemande GEA, de la société belge Hamont-Sobeco, de la société américaine Rockwell Graphic Systems pour différents secteurs de l'entreprise (chaudronnerie, machines d'imprimerie, notamment).

En revanche, la juridiction consulaire a prévu en décembre prochain une nouvelle audience pour étudier *« le comblement de passif »* de Creusot-Loire, celle du mardi 6 novembre n'ayant pas permis d'entendre tous les dirigeants concernés.

● 3 millions et demi de francs pour l'aide aux familles en retard de paiement de loyer. – C'est la somme que M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, s'est engagé à verser au Fonds d'aide aux impayés, qui doit être mis en place à Paris pour aider les familles en difficulté temporaire et dans l'impossibilité de payer leur loyer.

● Manifestation à Paris contre les licenciements dans la téléphonie. – Toutes les organisations syndicales avaient appelé les salariés de l'industrie téléphonique à manifester le 5 novembre, à Paris, pour réclamer le gel du projet de 6 000 suppressions d'emplois, au total, dans les sociétés CIT-Alcatel, Thomson-CSF Téléphone et LTT, en l'attente d'une réunion tripartite.

AFFAIRES

La Commission européenne propose de prolonger jusqu'à la fin de 1985 les subventions publiques à la sidérurgie

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Nombre d'entreprises sidérurgiques de la CEE ne pourront fonctionner l'année prochaine sans l'aide des Etats. Telle est la conclusion à laquelle vient d'aboutir la Commission européenne, qui a proposé le 7 novembre aux gouvernements de prolonger d'un an l'octroi de subventions aux maîtres de forges européens.

Bruxelles va ainsi à la rencontre des demandes des Etats membres, à l'exception des Pays-Bas et, dans une moindre mesure, de l'Allemagne fédérale. Les ministres de l'industrie des Dix se saisiront, le 22 novembre prochain, du dossier.

En juillet 1981, la Communauté avait élaboré un code des aides qui limite les subventions de fonctionnement au 31 décembre 1984 et les subventions de restructuration de la sidérurgie européenne à la fin de 1985. La Commission recommande, dans sa proposition de mercredi, de respecter impérativement cette dernière échéance. La France, pour sa part, va demander de la repousser d'un an supplémentaire.

Les prévisions sur l'évolution du marché faites à l'époque se sont révélées trop optimistes. Il avait alors été prévu une demande moins faible pour les années 1982 et 1983. Mais la chute des ventes s'est accompagnée d'une sévère dégradation du niveau des prix.

Au total, les résultats financiers des entreprises ont été nettement plus mauvais que prévu. Ainsi, pour l'exercice 1983, les pertes des unités intégrées sont évaluées à 4 milliards d'ECU (27,5 milliards de francs). Dans ces conditions, la Commission conclut non seulement à la nécessaire prolongation des aides, mais aussi à des interventions publiques supérieures à celles estimées il y a un peu plus d'un an.

Bruxelles ne renonce pas pour autant à l'objectif final qui est de réduire les capacités de production des entreprises et d'obtenir de sérieuses garanties sur leur viabilité dès 1986. La Commission n'a pas encore reçu toutes les assurances souhaitées. C'est pourquoi elle n'a toujours pas libéré environ 5 milliards d'ECU (34 milliards de francs) au titre de l'année en cours.

Bruxelles maintient ainsi le cap fixé à Elseneur en novembre 1982 par les Dix,qui porte sur une réduction de 30 à 35 millions des capacités de production (soit 20 % des installations existantes en 1980). La Commission se montre relativement optimiste en relevant que les Etats membres ont déjà annoncé une diminution globale de 26 millions de tonnes, dont 22 millions seront atteints dès la fin de cette année.

La situation varie toutefois de manière sensible selon les pays. Les réductions annoncées par la RFA, les Pays-Bas, le Luxembourg dépassent de 1,7 million de tonnes au total les minimas exigés. Le Royaume-Uni est encore en dessous de la norme, mais les fermetures réalisées atteignent un taux élevé.

MARCEL SCOTTO.

NATIONALISATIONS ET DÉNATIONALISATIONS

Le ton monte entre le gouvernement et M. Gattaz

Les multiples prises de position du patronat en faveur du «libéralisme», et surtout l'appui remarqué de M. Yvon Gattaz au programme de dénationalisations du RPR, ont provoqué, le 7 novembre, une controverse avec le gouvernement, M. Bérégovoy qualifiant de *«fâcheuse»* l'attitude du CNPF.

« Depuis dimanche dernier, M. Gattaz a choisi son camp de façon très claire, oubliant que, dans sa fonction, mieux vaut ne pas mélanger la politique aux responsabilités syndicales », a déclaré le ministre de l'économie, des finances et du budget, devant l'Assemblée nationale.

De son côté, le président du CNPF a affirmé que les chefs d'entreprise devaient *« s'impliquer dans la vie politique »*, en s'adressant, le même jour, à Toulouse, mercredi, à des patrons de la région Midi-Pyrénées. Il a également jugé que la victoire électorale de M. Ronald Reagan *« est un exemple dont la France pourrait s'inspirer »*.

Les propos du président du CNPF ont choqué de nombreux chefs d'entreprise, notamment des dirigeants de banques nationalisées adhérentes à l'Association professionnelle des banques (APB, qui cotise au CNPF). M. Jean Peyrelevade, président de la Compagnie financière de Suez, par exemple, déclare dans *le Matin* du 8 novembre, que M. Gattaz *« est sorti de son rôle et nous cause un dommage sérieux en laissant croire que les établissements financiers nationalisés sont frappés d'incompétence, d'immobilisme et d'incapacité »*.

Il faut s'attendre à de nouvelles «retombées» des propos de M. Gattaz, puisque M. Louis Schweitzer, directeur du cabinet de M. Fabius, a demandé discrètement aux présidents des groupes nationalisés de répondre sans ambages aux déclarations du «patron des patrons».

LAFARGE-COPPEE SE DÉGAGE DES PRODUITS RÉFRACTAIRES

Continuant son programme d'assainissement des secteurs jugés difficiles, le groupe Lafarge-Coppee vient de conclure deux projets d'association concernant la société Lafarge Réfractaires. Dans un premier temps, l'usine de Vénissieux (Rhône) de Lafarge Réfractaires serait filialisée sous le nom de « Savoie réfractaires », la Société européenne de produits réfractaires (SEPR), filiale de Saint-Gobain, prenant une participation de 70 % dans cette entreprise. Par ailleurs, il est prévu que le contrôle de la société Provins réfractaires (produits destinés à la verrerie) sera cédée à SEPR.

Parallèlement, un ensemble industriel serait mis sur pied dans le cadre de Didier SIPC, filiale française de Didier Werke AG dont le groupe Didier détiendrait 60 % et Lafarge Réfractaires le solde. Cet ensemble comprendrait les usines de Longwy (Meurthe-et-Moselle) et d'Ecuelles (Seine-et-Marne) de Didier SIPC ainsi que celles de Valenciennes, Flaumont (Nord), Breuillet (Essonne) et Soufflenheim (Bas-Rhin) du groupe Lafarge Réfractaires.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CREDIT LYONNAIS

SITUATION AU 2 OCTOBRE 1984

La situation au 2 octobre 1984 s'établit à 711 478 millions contre 675 998 millions au 31 août 1984.
Au passif, les comptes d'Instituts d'Emission, Trésor Public, Comptes Courants Postaux se chiffrent à 37 254 millions de francs et les comptes de Banques, Organismes et Etablissements Financiers à 272 188 millions de francs. Les ressources fournies par la Clientèle totalisent 246 188 millions de francs.
A l'actif, les comptes de Banques, Organismes et Etablissements Financiers s'élèvent à 257 763 millions de francs, les Crédits à la Clientèle à 264 550 millions de francs et les comptes ordinaires débiteurs de la Clientèle à 33 537 millions de francs.

Europartenaires : Banco di Roma, Banco Hispano Americano, Commerzbank.

SIMCO

Le montant des loyers émis par la société au cours du troisième trimestre de l'année 1984 s'élève à 42 480 422 F contre 40 183 157 pour le troisième trimestre 1983.

Ces montants ne tiennent pas compte des indemnités compensatrices dues par l'Etat.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	9,0270	9,0290	+ 90	+ 105	+ 150	+ 175	+ 200	+ 300
$ can.	6,8761	6,8792	– 53	– 26	– 92	– 57	– 323	– 221
Yen (100)	3,7402	3,7434	+ 137	+ 151	+ 254	+ 272	+ 697	+ 749
DM	3,0699	3,0720	+ 133	+ 144	+ 246	+ 260	+ 669	+ 716
Florin	2,7218	2,7233	+ 112	+ 120	+ 212	+ 224	+ 562	+ 602
F.B. (100)	15,1919	15,2029	– 15	+ 36	– 68	+ 26	– 278	– 7
F.S.	3,7356	3,7387	+ 197	+ 214	+ 348	+ 369	+ 971	+ 1033
L (1 000)	4,9200	4,9230	– 203	– 182	– 412	– 379	– 1218	– 1128
£	11,4688	11,4775	+ 43	+ 107	+ 128	+ 205	+ 263	+ 436

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	9 5/16	9 7/16	9 3/8	9 1/2	9 9/16	9 11/16	9 7/8	10
DM	5 1/2	5 5/8	5 1/2	5 5/8	5 11/16	5 13/16	5 11/16	5 13/16
Florin	5 9/16	5 11/16	5 11/16	5 13/16	5 13/16	5 15/16	6	6 1/8
F.B. (100)	10 3/4	11 1/2	10 5/8	11	10 5/8	11	10 5/8	10 15/16
F.S.	7/8	1 1/4	3 7/8	4 1/8	4 7/16	4 9/16	4 11/16	4 13/16
L (1 000)	15 1/2	16	15 1/8	15 5/8	15 1/4	15 3/4	15 1/2	15 7/8
£	10 1/2	10 3/4	10 3/16	10 5/16	10	10 1/8	9 7/8	10 1/8
F. franç.	11 1/4	11 1/2	10 7/8	11 1/8	10 15/16	11 3/16	11 3/8	11 5/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

7 novembre

Irrégulier

Satisfaction, mais prudence : tel est le sentiment des boursiers parisiens au lendemain de la triomphale victoire du président des Etats-Unis.

Ce qui intéresse à présent la communauté financière, c'est, naturellement, la politique économique que va appliquer l'administration Reagan bis, et les opérateurs attendent beaucoup, à cet égard, de la réunion imminente que doit tenir la Réserve fédérale.

De son côté, l'ancienne équipe présidentielle s'est engagée à continuer à faire baisser les taux d'intérêt, mais, dans le même temps, la nécessité de comprimer les grands déficits (budgétaire, commercial), fait craindre aux boursiers parisiens quelques velléités protectionnistes.

On l'a bien senti mercredi autour de la corbeille en constatant l'effet des ventes sur quelques grandes valeurs exportatrices. C'est ainsi que Bic, Moulinex, Moët-Hennessy, par exemple, ont cédé environ 2 %, tandis qu'on relevait, dans un autre contexte, des replis sensiblement identiques sur Eurafrance, Sliminco, Navigation mixte, Saint-Louis.

Du côté des hausses, les plus importantes étant limitées à 3 % ou 4 % on relevait Générale de fonderie, Beghin-Say, Leroy-Somer, CFF, Crouzet, Penarroya, Alsthom-Atlantique, Dumez, Damart.

Au total, les valeurs françaises, qui cédaient 0,5 % à l'ouverture, ont repassé la barre d'équilibre pour gagner finalement 0,6 %. De leur côté, les actions américaines ont été teintées d'irrégularité aux valeurs étrangères.

Sur le marché de l'or, le métal fin s'est établi à 345,80 dollars l'once (345,95 la veille). A Paris, le lingot perd 400 F, à 100 300 F, le napoléon cédant 2 F à 606 F.

Repli du dollar-titre, à 10,33/36 F contre 10,43/45 F la veille, à l'instar du dollar commercial, repassé au-dessous de la barre des 9 F.

NEW-YORK

Baisse

Après deux séances de hausse, qui avait conduit le « Dow Jones » pratiquement à son niveau le plus haut de l'année, des ventes bénéficiaires se sont produites mercredi. Cependant, une reprise assez sensible est survenue à l'approche de la clôture, de sorte que l'indice des industrielles, un moment en recul de 16 points, ne cédait plus que 10,93 points à 1 233,21.

Le bilan de la journée a été à l'image de ce résultat. Sur 2 012 valeurs traitées, 979 ont baissé, 616 ont monté et 417 n'ont pas varié. Une très forte activité a régné et 110,80 millions de titres ont changé de mains.

Manifestement, le plébiscite obtenu par le président Reagan n'a exercé aucun effet sur le marché. Phénomène habituel du fait accompli. Du moins, l'affirmait-on autour du « Big Board ». Mais deux éléments ont joué en faveur de la baisse. D'abord, la déception causée par l'échec électoral des républicains aux chambres. De l'avis général, au cours de son second mandat, le chef de l'exécutif devra se battre pour faire appliquer sa politique. En outre, une rumeur a circulé sur la démission de M. Paul Volker, président de la Réserve fédérale. Elle a été démentie ensuite, mais la mauvaise impression causée a eu du mal à se dissiper. La baisse généralisée du « prime rate » bancaire n'a eu pratiquement aucun effet. Les investisseurs institutionnels, à l'origine du récent mouvement de hausse, sont restés l'arme au pied.

VALEURS	Cours du 6 nov.	Cours du 7 nov.
Alcoa	38	37 3/8
A.T.T.	19	18 3/4
Boeing	57 3/8	56 3/8
Chase Manhattan Bank	44	43 5/8
Du Pont de Nemours	48 5/8	48 3/4
Eastman Kodak	73	72 3/4
Exxon	44 7/8	44 5/8
Ford	48 1/4	47 3/8
General Electric	58 1/2	57 3/4
General Foods	59 1/2	59 1/2
General Motors	81 1/2	80 5/8
Goodyear	27 5/8	26 7/8
I.B.M.	127 1/4	125 3/4
I.T.T.	28 1/2	28 1/4
Mobil Oil	30 3/4	30 3/8
Pfizer	38 3/4	38 1/2
Schlumberger	42 1/8	41 1/2
Texaco	35	34 7/8
U.A.L. Inc.	43 1/4	42 3/8
Union Carbide	49 3/4	50 3/8
U.S. Steel	26 3/8	26
Westinghouse	27 1/2	27
Xerox Corp.	37 1/2	37

LA VIE DES SOCIÉTÉS

PHILIPS. – Le groupe néerlandais d'Eindhoven annonce, pour le troisième trimestre, une augmentation de 134 % de son bénéfice net, dont le montant atteint 241 millions de florins (103 millions pour la période correspondante de 1983). Les dirigeants estiment que Philips a de bonnes chances d'atteindre l'objectif fixé pour l'année, du milliard de florins en résultat net (+ 54,6 %) pour un chiffre d'affaires de 50 milliards de florins (+ 8,2 %). La performance réalisée au cours des mois d'été est attribuée à la forte augmentation des ventes dans le secteur de l'équipement industriel.

TOTAL. – Au titre du premier semestre 1984, le groupe Total (Compagnie française des pétroles) fait état d'un bénéfice net de 1,23 milliard de francs, contre 420 millions pour l'ensemble de l'exercice précédent. La part du groupe CFP a dégagé un bénéfice de 1,31 milliard de francs (contre 774 millions pour la période 1983), tandis que la part des minoritaires était déficitaire de 80 millions (contre une perte de 354 millions). Quant à la marge brute d'autofinancement, elle s'est établie à 4,51 milliards de francs, contre 8,14 milliards durant l'exercice 1983, sur un chiffre d'affaires de 81 milliards (contre 139,8 milliards).

Commentant ces chiffres, le groupe précise que le résultat des activités de production a continué à progresser, alors que la situation du secteur du raffinage et de la distribution restait globalement déficitaire particulièrement en France, où la MBA de la Compagnie française de raffinage a été négative. Toutefois, ajoute Total, *« le résultat de l'ensemble de l'année 1984 ne doit pas être extrapolé à partir de celui du premier semestre. En effet, la dégradation du marché pétrolier depuis cet été aura une incidence sur le résultat du second semestre ». « D'autre part, le montant des différences de changes – pratiquement nul au 30 juin – ne peut être facilement estimé, car celles-ci dépendent, en grande partie, des parités des principales devises à la fin de l'exercice »*, explique la CFP.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 29 déc. 1983)

	6 nov.	7 nov.
Valeurs françaises	119,6	119,7
Valeurs étrangères	95,5	95,5

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1981)

	6 nov.	7 nov.
Indice général	181,2	181,4

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 8 novembre .... 12 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	7 nov.	8 nov.
1 dollar (en yens)	241,35	240,60

BOURSE DE PARIS — Comptant — 7 NOVEMBRE

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]								

Actions au comptant

SECOND MARCHÉ — Hors-cote

SICAV 7/11

Étrangères

◆ : Prix précédent.

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1710	4,5 % 1973	1738	1728 30	1728 20	– 0 36
3810	C.N.E. 3 %	3970	[illegible]	[illegible]	+ 0 32
2060	Essilor	2800	2670	2670	– 1 03
545	Esso S.A.F.	532	535	530	– 0 37
[illegible]					

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
196	Amer. Teleph.	196 90	195 40	197	+ 0 05
137	Anglo Amer. C.	144	143 70	144 30	+ 0 20
985	Angold	1018	1030	1030	+ 1 17
575	BASF (Akt)	600	599	599	– 0 16
615	Bayer	640	643	645	+ 0 78
465	Buffelsfont.	453	460	456	+ 0 66
29	Charter	30 10	30	30 20	+ 0 33
450	Chase Manh.	456	460	460	+ 0 87
320	Cie Pétr. Imp.	341	347	347	+ 1 75
52	De Beers	51 95	52	52 80	+ 1 63
1290	Deutsche Bank	1359	1372	1372	+ 0 96
96	Dome Mines	103 90	103	103 30	– 0 57
300	Driefontein Cal	321	319 70	322	+ 0 31
495	Du Pont-Nem.	494	505	505	+ 2 22
765	Eastman Kodak	751	764	741	– 1 33
110	East Rand	109 80	109 80	110	+ 0 18
295	Electrolux	291	287 10	287 10	– 1 34
410	Ericsson	410	406	406	– 0 97
430	Exxon Corp.	467	467	455	– 2 56
520	Ford Motors	505	501	500	– 0 99
320	Free State	336	343 70	351	+ 4 77
145	Gencor	147 50	150 10	150 10	+ 1 76
315	Gén. Belgique	310 60	315	315	+ 1 41
615	Gén. Electr.	608	612	612	+ 0 65
825	Gen. Motors	842	841	828	– 1 66
64	Goldfields	66 80	67 80	68 20	+ 2 09
38	Gd Metropolitain	41 50	41 70	41 70	+ 0 48
173	Harmony	172 10	176	177 20	+ 2 96
36	Hitachi	38 65	37 90	37 90	– 1 94
620	Hoechst Akt.	634	640	639	+ 0 78
83	Imp. Chemical	89 90	89	88 95	– 0 94
112	Inco. Limited	120	123 90	124	+ 3 33

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1310	IBM	1331	1325	1306	– 1 87
101	Ito-Yokado	105 20	106	105	– 0 19
310	ITT	302	300	301	– 0 33
73	Matsushita	71 30	70 30	70 40	– 1 26
895	Merck	924	930	912	– 1 29
855	Minnesota M.	870	885	884	+ 1 60
300	Mobil Corp.	315	320	319	+ 1 26
22400	Nestlé	23500	23250	23250	– 1 06
142	Norsk Hydro	148 50	148 30	148 30	– 0 13
1230	Petrofina	1268	1256	1256	– 0 94
840	Philip Morris	835	847	848	+ 1 55
169	Philips	174 70	173 50	174 10	– 0 34
350	Pres. Brand	368 50	372	378 80	+ 2 79
420	Président Steyn	446	454	450	+ 0 89
265	Quilmès	256 10	264	264	+ 3 08
1220	Randfontein	1234	1235	1240	+ 0 48
505	Royal Dutch	532	528	529	– 0 56
74	Rio Tinto Zinc	82	80 70	80 70	– 1 58
220	St Helena Co	240	243	243	+ 1 25
425	Schlumberger	438 80	434 10	432 10	– 1 52
82	Shell transp.	85 50	84 90	84 90	– 0 70
1580	Siemens A.G.	1605	1620	1620	+ 0 93
169	Sony	167 20	164 80	164	– 1 91
225	T.D.K.	212 50	209	209 20	– 1 55
19 50	Toshiba Corp.	19 05	18 80	18 90	– 0 78
900	Unilever	950	935	936	– 1 47
420	Univ. Techn.	396	394	394	– 0 50
1020	Vaal Reefs	1040	1060	1061	+ 2 01
435	West Deep	449	463	466	+ 3 78
385	West Hold.	363	376	383	+ 5 50
385	Xerox Corp.	383	386	386	+ 0 78
1 95	Zambia Corp.	1 99	2	2 02	+ 1 50

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 7/11	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	9 054	8 959	8 800	9 150
ECU	6 840	6 847	....	....
Allemagne (100 DM)	307 040	307 120	292	312
Belgique (100 F)	15 215	15 195	14 500	15 600
Pays-Bas (100 fl.)	272 400	272 400	260	280
Danemark (100 krd)	84 780	84 960	88	93
Norvège (100 k)	105 180	104 950	101	108
Grande-Bretagne (£ 1)	11 414	11 413	11	11 900
Grèce (100 drachmes)	7 427	7 390	6	7 500
Italie (1 000 lires)	4 928	4 920	4 700	5 200
Suisse (100 fr.)	373 100	373 200	368	380
Suède (100 krs)	108 920	108 430	103	110
Autriche (100 sch)	43 690	43 680	42 800	44 800
Espagne (100 pes.)	5 468	5 453	5 150	5 750
Portugal (100 esc.)	5 650	5 630	4 900	6 100
Canada ($ can 1)	6 918	6 847	6 600	6 950
Japon (100 yens)	3 736	3 731	3 620	3 780

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 7/11
Or fin (kilo en barre)	100600	101000
Or fin (en lingot)	100700	100300
Pièce française (20 fr)	608	606
Pièce française (10 fr)	371	.....
Pièce suisse (20 fr)	583	584
Pièce latine (20 fr)	579	579
Souverain	738	737
Pièce de 20 dollars	4320	4150
Pièce de 10 dollars	2110	2110
Pièce de 5 dollars	1200	.....
Pièce de 50 pesos	3825	3820
Pièce de 10 florins	605	605

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

AU SÉNAT

Décentralisation et aménagement

En commençant par reconnaître à l'Assemblée nationale *(le Monde* du 23 et daté 24-25 juin) le mérite d'avoir donné un titre mieux adapté à la réalité du projet de loi initialement intitulé *« Pour un renouveau de l'aménagement »* en lui préférant celui de *« relatif à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement »*, le rapporteur de la commission des affaires économiques, M. Marcel Lucotte (RI, Saône-et-Loire) entendait certes ramener le gouvernement à plus de modestie. Mais il ne souhaitait pas pour autant méconnaître l'intérêt des dispositions proposées. Technique et donc d'une approche difficile, hétérogène en outre, le texte dont le Sénat a commencé l'examen mercredi 7 novembre contient, selon M. Lucotte, suffisamment d'apports positifs pour lui permettre de le juger favorablement. Il n'est certes pas parfait, et, de son côté, le rapporteur de la commission des lois saisie pour avis, M. Paul Girod (Gauche dém., Aisne) ne se prive pas d'insister sur les lacunes et certains mécanismes qui rendent ce projet *« sur le fond dangereux »*.

Au rang des critiques, il y a pour les sénateurs de l'opposition (majoritaire à la Haute Assemblée) l'insuffisance voire l'absence de financement correspondant aux nouvelles charges qu'auront à assumer les collectivités locales, l'ajout de critères réglementaires à ceux actuels de desserte des réseaux pour la qualification de terrain à bâtir, et la possibilité reconnue à un « délégué spécial » du commissaire de la République d'intervenir dans la procédure d'attribution des logements HLM.

Ce dernier point alimente les doutes de plusieurs intervenants sur la sincérité de l'objectif, défini par M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, de terminer le processus de la décentralisation en matière d'urbanisme.

Si un consensus s'établit sur la nécessité de rajeunir et de simplifier certaines procédures, quelques élus, comme MM. Georges Mouly (Gauche dém., Corrèze), Philippe François (RPR, Seine-et-Marne) et Jean Colin (Un. centr., Essonne) s'inquiètent du sort des communes rurales, à leurs yeux négligées par le projet. Si M. Robert Laucournet (PS, Haute-Vienne) estime que, grâce à ce projet, *« pourra être inventé un urbanisme de qualité »*, M. Bernard-Charles Hugo (PC, Yvelines) se montre plus sceptique. Considérant que le retour des activités dans les centres-ville est un des *« éléments essentiels »* d'un projet urbain, il observe que la notion même de ville comme lieu de production et d'échange a été oubliée. Et il déplore que la priorité à donner à l'équilibre social ne soit pas suffisamment prise en compte.

Bien que M. Girod s'y oppose vigoureusement, car il y voit le risque d'une rupture de l'équilibre entre la gestion privée et l'appropriation collective des terrains et donc *« un changement de société »*, le Sénat suit sa commission des affaires économiques, qui accepte le principe de l'ouverture du droit de préemption urbain et qui propose de rétablir la distinction, initialement prévue par le gouvernement, mais supprimée par l'Assemblée nationale, entre les communes de plus et celles de moins de dix mille habitants.

A. Ch.

MORT DE MARCEL BARBU ANCIEN CANDIDAT A LA PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

Marcel Barbu, qui fut, en 1965, candidat à la présidence de la République, vient de mourir.

[Né le 17 octobre 1907, à Nanterre, dans une famille de petits salariés, Marcel Barbu, après avoir été apprenti et artisan, fonda une petite fabrique horlogère, qui fournissait la société Lip. Son activité dans la Résistance lui avait valu d'être déporté à Buchenwald. Membre de la première Assemblée constituante de mars à juin 1946 comme député de la Drôme, en remplacement de M. Deval, démissionnaire, Marcel Barbu avait fondé des « communautés de travail », puis il avait créé à Sannois, dans la région parisienne, l'Association pour la construction et la gestion immobilière de Sannois, dont l'objet était de relever les foyers de condition modeste.

Marcel Barbu s'était fait connaître, en 1965, en se présentant à l'élection présidentielle où, arrivé en dernière position, il obtint 279 685 voix, soit 1,15 % des suffrages exprimés au premier tour.

Pour le second tour, il avait, *« sans enthousiasme »*, conseillé à ses électeurs de voter pour M. François Mitterrand.]

Le numéro du « Monde » daté 8 novembre 1984 a été tiré à 506 351 exemplaires

NOUVELLES BRÈVES

● *La guerre du Golfe.* – L'aviation irakienne a lancé, pendant la journée du mercredi 7 novembre, plusieurs raids contre les positions et les concentrations de troupes iraniennes dans les secteurs central et sud du front, indique un communiqué militaire irakien diffusé à Bagdad. Cette opération aérienne menée par l'Irak est la première depuis les combats qui ont opposé, à partir du 18 octobre dernier, et pendant six jours, forces irakiennes et iraniennes dans le secteur central du front.

● *En URSS, un Lituanien est condamné pour avoir voulu écrire des mémoires de camp.* – Un scientifique lituanien, M. Liudas Danbrauskas, ancien directeur de l'institut d'isolation thermique de Vilniu, a été condamné, en octobre dernier, à trois ans et demi de camp, suivis de deux ans de relégation, pour avoir voulu écrire le récit de son séjour dans les camps où il avait déjà été détenu pendant dix ans. Ancien résistant, arrêté en 1945 et libéré dix ans plus tard à l'époque de la déstalinisation, il avait voulu rendre compte de cette expérience, à la manière d'Alexandre Soljenitsyne dans *l'Archipel du Goulag*, ont expliqué à Copenhague des exilés lituaniens. Il a été arrêté au mois de mars de cette année, et tous ses documents lui ont été confisqués.

LE REVENU AGRICOLE SERAIT RESTÉ STABLE EN 1984

Aides importantes aux éleveurs

Le revenu agricole serait resté stable cette année. Cette information fournie par M. Michel Rocard aux députés est importante : elle contredit en effet la prévision qui avait été faite en septembre d'une baisse moyenne de 4 % (estimation de l'assemblée permanente des chambres d'agriculture).

La surprise s'expliquerait en partie par les récoltes de céréales qui ont été exceptionnelles cette année. Les productions végétales ont globalement augmenté de 7 % en volume. Mais la surprise aurait une autre cause : les agriculteurs ont multiplié les abattages (pour respecter les quotas laitiers), ce qui s'est traduit par des revenus supplémentaires pour les producteurs laitiers dont les revenus sont restés stables en moyenne (en pouvoir d'achat).

En revanche, les revenus des éleveurs bovins ont fortement chuté (de – 10 à – 15 %).

Le maintien du revenu agricole sera probablement confirmé le 21 novembre prochain lors de la réunion des comptes de l'agriculture. Si tel était bien le cas, ce résultat compenserait la baisse de 1983 (– 3,1 %) qui avait suivi, il est vrai, deux années positives : + 8,1 % en 1982 et + 3,5 % en 1981). Cette bonne surprise ne peut cependant dissimuler d'énormes disparités dans l'évolution des revenus. C'est la raison pour laquelle plusieurs centaines de millions de francs vont être accordés aux éleveurs bovins par le gouvernement.

En désaccord avec son parti

M. LANCIEN DÉMISSIONNE DE SON POSTE DE DÉLÉGUÉ NATIONAL DU RPR POUR LA DÉFENSE

Député RPR de Paris et membre de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, M. Yves Lancien vient de donner sa démission du poste de délégué de son parti pour les problèmes de défense, après la publication par le RPR du *Projet pour la France : libres et responsables*.

M. Lancien se plaint d'avoir, lui et son équipe de réflexion, été tenu à l'écart de la rédaction des chapitres consacrés à la défense dans le programme du RPR. Il estime qu'il n'est pas sérieux, dans les circonstances actuelles, de réclamer, comme le fait le RPR, des crédits militaires à hauteur de 5 % du PNB, ce qui représenterait, en 1985, un accroissement de 82 milliards de francs du budget de la défense, qui devrait s'élever à 150,2 milliards de francs.

Le délégué du RPR est aussi en désaccord avec les évaluations avancées par son propre parti pour ce qui est du nombre souhaitable d'avions de combat en ligne (600) dans l'armée de l'air française (qui en possède actuellement 450) et du nombre souhaitable des sous-marins lance-missiles stratégiques (7) dans la marine (qui en possèdera 6 en 1985 avec l'entrée en service du dernier modèle *l'Inflexible*).

M. François Fillon, député RPR serait appelé à prendre la succession de M. Lancien.

Sur le vif

Masculin féminin

Ça y est, j'en étais sûre ! Les mecs commencent à s'énerver. Ils nous écrivent. Ils nous engueulent. Ils aimeraient bien savoir pourquoi Mme Gandhi, on en a fait un tel plat. Pourquoi ces larmes de crocodile sur le meurtre mérité d'une salope responsable d'un génocide. Les sept cent cinquante sihks massacrés dans un temple profané, quand elle a fait le coup, Indira, les médias se sont écrasés, souligne un de nos correspondants. On n'a pas osé piper. Il suffit qu'une femme soit derrière pour que tout le monde se mette à plat ventre. Deux révolutionnaires pendus en Turquie, neuf morts au cours d'affrontements au Chili, ça, ça fait du bruit, en revanche. C'est le tollé. On crie, on hurle au scandale.

C'est comme pour Mme Thatcher et l'attentat manqué de Brighton. Dommage qu'elle n'y soit pas restée, la dame de fer, s'exclame le lecteur. Elle déshonore son sexe. Et l'autre, celui que l'on dit fort, elle le pousse à bout. Il va même jusqu'à voir dans cette tentative d'assassinat le début de la révolution des hommes contre les excès du féminisme triomphant.

Alors là, dites donc, ça devient très embêtant. Parce que, si les mecs prennent les armes pour nous remettre à notre place, ça risque de saigner. Ça me fait penser à Mme Roosevelt en visite en Afrique du Nord, après la guerre. De la vitre de sa voiture, elle voit passer dans un chemin creux un homme assis sur son âne, précédé de sa femme à pied. Elle se tourne vers son voisin et lui dit sa joie de constater les progrès de l'émancipation féminine en Algérie : au lieu de marcher derrière, maintenant, la femme marche devant. Et l'autre : c'est plus prudent, en effet, c'est plein de mines par ici.

CLAUDE SARRAUTE.

LA GRÈVE A LA TÉLÉVISION A AFFECTÉ AUSSI CANAL PLUS

Un programme minimum était prévu sur les trois chaînes du service public à la suite de l'appel à la grève de 24 heures ce jeudi 8 novembre par les syndicats CFDT, CGT et FO de TDF (Télédiffusion de France, *le Monde* du 7 novembre). D'autre part, l'émission « Cadence 3 » (FR3) n'a pu être diffusé, mercredi soir 7 novembre, en raison d'une grève d'assistants-cadreurs de la SFP.

L'incertitude demeure en ce qui concerne les programmes de Canal Plus, au centre des revendications des techniciens de TDF (ceux-ci entendent en effet protester par leur mouvement contre la surcharge de travail, non accompagnée de créations d'emplois, entraînée notamment par la nouvelle chaîne). Selon les syndicats, Canal Plus aurait droit au même créneau horaire que les trois autres chaînes – créneau au cours duquel la direction de la quatrième chaîne a précisé qu'elle diffuserait les émissions normalement prévues. Jeudi matin, l'écran était vide, les images de Canal Plus n'étaient pas relayées par TDF. Lourdes négociations en perspective : aux termes de la convention passée entre les deux partenaires, TDF devrait dédommager Canal Plus en cas de non-diffusion – *« excepté dans les cas de force majeure »*, les grèves de l'audiovisuel n'entrant pas dans cette catégorie. Les discussions continuent.

Dans un communiqué, la présidence de TDF a souligné que la revalorisation des heures de travail des samedis et des dimanches était refusée, mais que les conditions de paiement des heures de nuit pour les nouveaux postes feraient l'objet d'une négociation au sein du collège employeur, qui réunit les directions de l'audiovisuel public. Au secrétariat d'Etat chargé des techniques de la communication, on rappelle que la question de la récupération en temps des heures de nuit se heurte au blocage des créations d'emploi.

En Thaïlande

LE CHEF DE L'ARMÉE EXIGE UN REMANIEMENT GOUVERNEMENTAL

Le général Arthit Kamlang-ek, commandant suprême des forces armées thaïlandaises, candidat au poste de premier ministre, s'en est pris vivement, mercredi 7 novembre, pour la première fois, au gouvernement du général Prem Tinsulanonda. Dans une émission diffusée par la chaîne militaire de la télévision thaïlandaise, le général Arthit a critiqué la mesure de dévaluation de 17 % prise la semaine dernière en son absence et a exigé, en termes très fermes, un remaniement gouvernemental.

Cette dévaluation, a-t-il déclaré, ne peut que conduire l'économie thaïlandaise au *« chaos »* et alourdir le budget de l'armée qui importe tout son armement. L'armée thaïlandaise souhaite notamment acquérir un escadron de F-16 pour renforcer son potentiel de défense aérienne face au Vietnam. Le général Arthit a demandé aux principaux chefs militaires thaïlandais de remettre une pétition au premier ministre pour obtenir le remaniement du gouvernement.

Par ailleurs, le Vietnam a démenti le franchissement de la frontière khméro-thaïlandaise par une de ses unités, dans la province de Surin, lors d'opérations contre des maquisards cambodgiens *(le Monde* du 8 novembre). *(AFP).*

A B C D F G H

L'ordinateur pour faire passer la pilule

Tout ce que vous avez voulu savoir sur la contraception sans jamais oser le demander... Un laboratoire pharmaceutique : le laboratoire Organon spécialisé dans la commercialisation des pilules (1), a compris tout le parti qu'il pouvait tirer d'un tel slogan. Il propose de prêter aux enseignants des lycées et des collèges et aux centres de planification familiale une disquette informatique contenant un test de connaissances sur la contraception. Mis au point avec l'aide d'un médecin gynécologue spécialiste du milieu scolaire, ce programme utilise un outil moderne – le micro-ordinateur – pour diffuser des idées qui le sont moins et qui illustrent surtout les préoccupations commerciales du laboratoire spécialisé.

Il s'agit de promouvoir la pilule : la contraception est donc présentée comme une pratique typiquement féminine. Le promoteur du système affirme avoir souhaité répondre aux *« questions que se posent les jeunes filles »*. La pilule est ainsi préférée à tout autres moyens puisque l'ordinateur d'Organon, très sûr de lui, affirme qu'elle est efficace à 100 %, ne fait pas grossir, et ne donne pas le cancer. Le laboratoire donne le feu vert aux adolescentes *« dès leurs premières règles »* sauf à 5 % d'entre elles, qui relèvent de contre-indications. Le stérilet fait aussi l'objet d'explications techniques, mais il n'est *« pas adapté aux adolescentes »*, et n'est pas fabriqué par Organon, tandis que diaphragmes et préservatifs masculins *« conviennent à tout le monde »*, mais sont bien embarrassants...

Le garçon qui utiliserait ce programme en retirerait rapidement l'idée que la contraception n'est pas son affaire.

La disquette, dit-on, a été testée dans un lycée de la région parisienne. Mais un tel programme, qui voudrait profiter de la multiplication des microordinateurs dans les établissements scolaires, parviendra-t-il à franchir les portes de l'éducation nationale ? Des réserves morales et de principe pourraient se manifester non sans raison.

Le créneau de l'éducation à la contraception assisté par l'ordinateur était vide. Mais comment un fabricant de pilules pourrait-il donner sans arrière-pensée une information complète et objective sur un sujet qui ne se résume pas à la prise de quelques médicaments ?

PHILIPPE BERNARD.

(1) Laboratoire Organon, 164, rue Ambroise-Croizat, 93200 Saint-Denis. Tél. : (1) 820-61-64.